

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3283

[C — 2004/29246]

12 MAI 2004. — Décret fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Dispositions communes*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique :

1° aux membres du personnel administratif temporaire, stagiaire et définitif des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire, spécial, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire et des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;

2° aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service temporaires, stagiaires et définitifs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire, spécial, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire organisé par la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret :

1° l'établissement d'enseignement comprend l'internat qui lui est annexé;

2° les internats autonomes organisés par la Communauté française, les homes d'accueil de la Communauté française, les Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, les Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux et les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont assimilés à des établissements d'enseignement;

3° les délais se calculent comme suit :

a) le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris;

b) le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable;

4° l'année scolaire ou académique prend fin à la veille de l'année scolaire ou académique suivante;

5° la notion d'année scolaire ou académique est remplacée, en ce qui concerne les centres psycho-médico-sociaux, par la notion d'exercice.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° «membre du personnel administratif» : membre du personnel administratif des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;

2° «membre du personnel ouvrier» : membre du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

3° « directeur » :

a) dans les établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire, spécial, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire organisé par la Communauté française, les internats autonomes organisés par la Communauté française, les homes d'accueil de la Communauté française, les Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, les Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux et les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française à l'exclusion des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, le membre du personnel chargé d'assumer la direction de l'établissement ou du centre psycho-médico-social;

b) dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française :

- le directeur-président pour l'application des articles 42, 67, alinéa 2, 72, alinéas 1^{er} et 3, 215, alinéa 2 et 220, alinéas 1^{er} et 3;
- le collège de direction pour l'application des articles 67, alinéas 1^{er} et 4, 69, 70, 71, 72, alinéa 4, 97, 175, 215, alinéas 1^{er} et 4, 217, 218, 219, 220, alinéa 4 et 241;
- le conseil d'administration pour l'application des articles 24, 25, 32, 33, 34, 49, 50, 52, 55, 147, 160, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 199, 200, 202, 205, 295 et 303;

c) dans les Ecoles Supérieures des Arts organisées par la Communauté française : le directeur de l'Ecole supérieure des Arts;

4° « disponibilité par défaut d'emploi », la position administrative :

a) du membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction de recrutement et à qui il ne peut être confié aucune heure vacante dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements ou dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire;

b) du membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif à une fonction de recrutement dont l'emploi est supprimé;

c) du membre du personnel administratif ou ouvrier admis au stage dont l'emploi est supprimé;

d) du membre du personnel administratif ou ouvrier nommé à titre définitif à une fonction de promotion dont l'emploi est supprimé;

5° « perte partielle de charge » : situation d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction de recrutement qui se voit confier un nombre d'heures vacantes inférieur à celui pour lequel il est rétribué à titre définitif soit dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements soit dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et complémentaire;

6° « réaffectation », l'attribution à un membre du personnel administratif ou ouvrier admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est admis au stage ou l'attribution à titre définitif à un membre du personnel administratif ou ouvrier mis en disponibilité par défaut d'emploi d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif;

7° « rappel provisoire à l'activité de service » : l'attribution temporaire, pour une durée déterminée, avec comme limite extrême le dernier jour de l'année scolaire ou académique, à un membre du personnel administratif ou ouvrier nommé à titre définitif et mis en disponibilité pour défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif ou d'un emploi d'une autre fonction pour laquelle il possède le titre requis;

8° « rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée » : l'attribution temporaire, pour une durée indéterminée, à un membre du personnel administratif ou ouvrier nommé à titre définitif et mis en disponibilité pour défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

§ 3. Pour l'application du Titre III du présent décret, il y a lieu d'entendre par « emploi vacant », l'emploi libéré par un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage suite à la cessation définitive de ses fonctions.

Art. 3. L'emploi des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *Des devoirs et incompatibilités*

Section 1^{re}. — Des devoirs

Art. 4. Les membres du personnel administratif ou ouvrier doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de l'établissement et de l'enseignement officiel.

Art. 5. Ils accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets et règlements.

Ils exécutent ponctuellement les ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Art. 6. Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public, le personnel des écoles, les élèves et les parents d'élèves.

Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt de l'établissement.

Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 7. Ils doivent observer, dans l'exercice de leurs fonctions, les principes de neutralité des établissements et de l'enseignement de la Communauté française.

Art. 8. Ils ne peuvent utiliser les élèves à des fins de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale.

Art. 9. Ils doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements et des services.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

Art. 10. Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 11. Ils ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 12. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge.

Section 2. — Des incompatibilités

Art. 13. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel administratif ou ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 14. Le Gouvernement constate l'incompatibilité visée à l'article 13. Il en informe le membre du personnel administratif ou ouvrier concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité par lettre recommandée à la poste sortant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 15. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 13, le membre du personnel administratif ou ouvrier peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite, une réclamation devant la Chambre de recours visée, selon le cas, à l'article 109 ou 253. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

Art. 16. Le Gouvernement autorise le cumul d'activités dans les affaires privées ou publiques sur demande écrite du membre du personnel administratif ou ouvrier intéressé aux conditions suivantes :

1° le cumul n'a pas trait à une occupation incompatible avec la qualité de membre du personnel administratif ou ouvrier de l'enseignement organisé par la Communauté française;

2° le cumul ne couvre pas des périodes d'activité complémentaires qui rendent impossible l'accomplissement normal par le membre du personnel administratif ou ouvrier de ses fonctions;

3° le cumul n'est pas de nature à induire dans le chef du public une confusion entre les activités professionnelles et privées du membre du personnel administratif ou ouvrier.

Le Gouvernement répond au membre du personnel administratif ou ouvrier concerné endéans les deux mois, à compter de la date de réception de la demande écrite.

TITRE II. — Des membres du personnel administratif

CHAPITRE I^{er}. — Des fonctions et titres

Art. 17. § 1^{er}. Les fonctions des membres du personnel administratif sont classées comme suit :

1° fonctions de recrutement :

- a) messenger-huissier;
 - b) surveillant;
 - c) commis;
 - d) commis-dactylographe;
 - e) commis-sténodactylographe;
 - f) rédacteur;
 - g) correspondant-comptable;
 - h) secrétaire-comptable;
- 2° fonctions de promotion :
- a) premier surveillant en chef;
 - b) premier commis-chef;
 - c) assistant-bibliothécaire;
 - d) administrateur-secrétaire.

§ 2. Les membres du personnel administratif temporaires, stagiaires ou définitifs sont affectés par le Gouvernement à un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 18. Les titres requis pour les fonctions de recrutement des membres du personnel administratif mentionnées ci-dessous sont fixés comme suit :

1. Pour les fonctions de messenger-huissier ou de surveillant : aucune condition de diplôme ou de certificat d'études.

2. Pour les fonctions de commis, de commis-dactylographe ou de commis-sténodactylographe :

- a) diplôme ou certificat de fin d'études de cours techniques secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou
- b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française; ou
- c) certificat équivalent délivré par un jury constitué par le Gouvernement.

3. Pour les fonctions de rédacteur ou de secrétaire-comptable :

- a) diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire supérieure délivré dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou dans l'enseignement en alternance, ou de cours techniques secondaires supérieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou
- b) certificat équivalent délivré par un jury constitué par le Gouvernement; ou
- c) certificat délivré à la suite des épreuves préparatoires prévues aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

4. Pour la fonction de correspondant-comptable :

a) diplôme ou certificat de fin d'études de cours techniques secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française et complété par six années de pratique professionnelle en rapport avec la fonction; ou

b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française et complétée par six années de pratique professionnelle en rapport avec la fonction; ou

c) certificat équivalent délivré par un jury constitué par le Gouvernement et complété par six années de pratique professionnelle en rapport avec la fonction; ou

d) diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire supérieure ou de cours techniques secondaires supérieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou

e) certificat équivalent délivré par un jury constitué par le Gouvernement; ou

f) certificat délivré à la suite des épreuves préparatoires prévues aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Le Gouvernement décide si la pratique professionnelle visée en a), b) et c) est en rapport avec la fonction de correspondant-comptable.

CHAPITRE II. — *Des zones d'affectation et des commissions d'affectation*

Art. 19. Il est constitué six zones d'affectation définies comme suit :

1° la zone de la région de Bruxelles-Capitale correspond au territoire de la région de Bruxelles-Capitale;

2° la zone de la province du Brabant wallon correspond au territoire de la province du Brabant wallon;

3° la zone de la province de Namur correspond au territoire de la province de Namur;

4° la zone de la province de Liège correspond au territoire de la province de Liège;

5° la zone de la province de Luxembourg correspond au territoire de la province de Luxembourg;

6° la zone de la province de Hainaut correspond au territoire de la province de Hainaut.

Art. 20. § 1^{er}. Dans chaque zone d'affectation visée à l'article 19, il est créé une commission zonale d'affectation.

La commission remet des avis au Gouvernement :

1° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;

2° en matière de réaffectation d'un membre du personnel administratif admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;

3° en matière de complément de charge pour les membres du personnel administratif nommés à titre définitif au sein de la zone;

4° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement qui sollicite une affectation dans un autre établissement de la zone;

5° sur la détermination du nombre d'emplois à attribuer par admission au stage;

6° en matière d'extension de nomination, conformément à l'article 59;

7° en matière de changement d'affectation de circonstance visé aux articles 94, § 1^{er} et 95, § 1^{er}.

§ 2. La commission zonale est composée :

1° d'un président désigné par le Gouvernement;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant;

4° de trois délégués du Gouvernement avec voix consultative.

En cas d'absence du président, le membre le plus ancien des trois membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2° le remplace.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

A la majorité des deux tiers, la Commission peut autoriser des membres suppléants à assister aux réunions avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne les membres de chaque commission zonale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. La commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La commission est assistée d'un secrétaire que les Gouvernement choisit parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 au moins.

Le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

La commission se réunit la première quinzaine de février et la première quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président.

La commission notifie ses avis au Gouvernement dans les huit jours suivant la réunion.

Art. 21. § 1^{er}. pour l'ensemble des six zones d'affectation visées par l'article 19, il est créé une commission interzonale d'affectation.

La commission remet des avis au Gouvernement :

1° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service au sein de sa zone;

2° en matière de réaffectation d'un membre du personnel administratif admis au stage, mis en disponibilité par défaut d'emploi, qui n'a pu être réaffecté au sein de sa zone;

3° en matière de complément de charge pour les membres du personnel administratif nommés à titre définitif qui n'ont pu en bénéficier au sein de leur zone;

4° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif qui sollicite une affectation dans une autre zone;

5° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée et de changement d'affectation d'un membre du personnel administratif nommé en fonction de promotion;

6° sur la détermination du nombre d'emplois à attribuer par admission au stage;

7° en matière d'extension de nomination, conformément à l'article 59;

8° en matière de changement d'affectation de circonstance visé aux articles 94, § 1^{er} et 95, § 1^{er}.

§ 2. La commission interzonale est composée :

1° d'un président, qui est le Directeur général de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française;

2° d'un vice-président qui est un Directeur général adjoint de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française, qui supplée le président en cas d'absence;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement;

4° de trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant;

5° du Directeur général de la direction générale de l'enseignement obligatoire ou de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, selon le cas, ou de son délégué, avec voix consultative;

6° de trois délégués du Gouvernement avec voix consultative.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

Le Gouvernement désigne les membres de la commission interzonale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. La commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La commission est assistée d'un secrétaire que le Gouvernement choisit parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 au moins.

Le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

La commission se réunit la dernière quinzaine de février et la dernière quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président.

La commission notifie ses avis au Gouvernement dans les huit jours suivant la réunion.

La commission établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

La commission élabore, en collaboration avec les présidents des commissions zonales d'affectation, le règlement d'ordre intérieur commun de ces instances. Ce dernier est également approuvé par le Gouvernement.

Art. 22. Pour l'application des articles 20, § 1^{er}, alinéa 2, 5° et 21, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, l'avis mentionne, par zone, par établissement et par fonction :

1° le nombre total d'emplois vacants, peu importe le nombre d'heures que comportent ces emplois, avec la précision de ce nombre d'heures par emploi;

2° le nombre d'emplois vacants que la commission propose d'attribuer à des stagiaires. Cette proposition est motivée pour chaque emploi.

CHAPITRE III. — *Du recrutement**Section 1^{er}. — Dispositions générales*

Art. 23. Les fonctions de recrutement peuvent être exercées par des membres du personnel administratif désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif.

Art. 24. Dès qu'un emploi est vacant, le directeur le notifie au Gouvernement, au président de la commission interzonale d'affectation, ainsi qu'au président de la commission zonale d'affectation dont relève son établissement. Ce dernier communique la vacance aux membres de la commission qu'il préside.

Art. 25. Lors de son entrée en fonction, le membre du personnel administratif prête serment entre les mains du directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Acte en est donné au membre du personnel administratif.

Section 2. — De la désignation à titre temporaire des membres du personnel administratif

Art. 26. Nul ne peut être désigné à titre temporaire, s'il ne remplit, au moment de la désignation, les conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer tel que prévu à l'article 18;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;

8° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire, d'une mise en non-activité disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel administratif;

9° ne pas avoir fait l'objet, au cours des deux dernières années scolaires ou académiques, de deux rapports défavorables consécutifs tels que visés à l'article 32;

10° ne pas avoir fait l'objet d'un licenciement pour faute grave prévu aux articles 34 et 55.

Art. 27. Par dérogation à l'article 26, le Gouvernement peut, par décision motivée, après épuisement de la liste des candidats à une désignation à titre temporaire, procéder à la désignation à titre temporaire d'une personne qui remplit toutes les conditions prescrites par l'article 26, hormis celle visée au point 7° de cette disposition.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, sont désignées par priorité les personnes classées dans le premier groupe visé à l'article 30, § 2, 1°.

Le nombre de jours prestés en vertu d'une désignation effectuée sur base de la présente disposition sera pris en considération pour le classement des candidats établi conformément à l'article 30, § 2 dès que le membre du personnel administratif aura fait régulièrement acte de candidature pour ladite fonction et dans la zone dans laquelle il a bénéficié d'une désignation à titre temporaire en application de la présente disposition.

Toute désignation faite sur base de la présente disposition est effectuée pour une période déterminée avec pour limite extrême la fin de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle débute cette période.

Art. 28. Chaque année, au cours du mois de février, le Gouvernement lance un appel aux candidats à une désignation à titre temporaire, par avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats, ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 29. A peine de nullité, les candidatures doivent être introduites par une lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 28.

Le candidat indique dans quelle(s) zone(s) il souhaite exercer sa fonction. Le candidat qui sollicite différentes fonctions introduit une candidature séparée pour chaque fonction.

Art. 30. § 1^{er}. Pour chacune des fonctions de recrutement à conférer, les candidats qui ont fait régulièrement acte de candidature et qui remplissent les conditions requises pour l'admission à cette fonction sont classés d'après la préférence exprimée pour une ou plusieurs zones.

§ 2. Les candidats ainsi classés sont répartis en deux groupes :

1° dans le premier groupe sont classés tous les candidats qui ont rendu, pendant deux cent quarante jours au moins à la date de l'appel aux candidats, des services dans une fonction de membre du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. Dans ce groupe, les candidats sont classés d'après le nombre de candidatures introduites pour la fonction sollicitée;

2° dans le second groupe sont classés tous les autres candidats à une fonction de membre du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 3. Les candidats à une désignation à titre temporaire sont appelés en service dans l'ordre de leur classement et compte tenu des préférences qu'ils ont exprimées pour une ou plusieurs zones.

Les candidats du premier groupe ont la priorité sur ceux du deuxième groupe.

Dans le premier groupe, la priorité est donnée au candidat qui compte le plus grand nombre de candidatures introduites dans le respect des conditions prescrites par l'article 26.

A nombre égal de candidatures introduites, selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le dernier diplôme ou certificat constitutif du titre requis pour la fonction à conférer, la priorité revient au candidat qui détient le titre requis depuis le plus grand nombre d'années.

Lorsque l'année de délivrance du dernier diplôme ou certificat requis est la même ou lorsque la fonction considérée est celle d'agent, selon la date de naissance du candidat, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

Les affectations de longue durée sont attribuées au candidat ayant la plus grande priorité. Par affectation de longue durée, il faut entendre les périodes de quinze semaines au minimum.

Toutefois, le temporaire du premier groupe qui s'est acquitté de sa tâche de manière satisfaisante est, sauf demande contraire de sa part, désigné à nouveau dans l'établissement où il était affecté l'année scolaire ou académique précédente. La préférence dont il bénéficie ne peut être opposée à la priorité à la désignation d'un candidat mieux classé.

Le membre du personnel administratif classé dans le premier groupe visé au § 2, 1°, malade, en congé de maternité ou en incapacité de travail causée par un accident du travail est désigné.

§ 4. Pour le calcul du nombre de jours visé au § 2, 1° :

1° sont seuls pris en considération les jours de services effectifs acquis dans l'enseignement organisé par la Communauté française dans une fonction de membre du personnel administratif;

2° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes comprend tous les jours comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 137;

3° les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;

4° le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

§ 5. Si un candidat du premier groupe refuse une désignation temporaire dans une fonction qu'il postule, bien qu'il soit tenu compte, lors de la désignation, de sa préférence exprimée pour une ou plusieurs zones, le nombre de candidatures qu'il a introduites est réduit d'une unité pour la zone concernée.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable à ceux qui accomplissent leur service militaire, des services dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience ou qui sont en congé de maladie ou de maternité.

Elle n'est pas davantage applicable à ceux qui ont d'autres activités professionnelles et qui sont désignés à une fonction dans un établissement d'enseignement pour une durée probable qui ne dépasse pas la durée du préavis égal que le candidat doit respecter pour abandonner ses activités.

§ 6. Tout temporaire qui a fait l'objet d'un licenciement conformément aux articles 33 et 34 perd, pour la fonction qu'il exerçait au moment de son licenciement, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés avant son licenciement.

§ 7. Le classement visé au § 2 est établi le 1^{er} avril de l'année scolaire ou académique considérée sur base du nombre de jours accomplis le 1^{er} mars.

§ 8. Après la clôture du procès-verbal de classement des candidats à une désignation temporaire, chaque candidat du premier groupe reçoit une copie du classement.

Art. 31. § 1^{er}. Les membres du personnel administratif sont désignés à titre temporaire par le Gouvernement.

§ 2. Une désignation à titre temporaire dans un emploi vacant prend fin au moment où le membre du personnel administratif nommé à titre définitif ou admis au stage prend ses fonctions dans ledit emploi.

Une désignation temporaire dans un emploi dont le titulaire est temporairement absent prend fin au moment où ledit titulaire reprend ses fonctions.

Toute désignation à titre temporaire dans une fonction de recrutement s'effectue pour une durée déterminée. Elle prend fin au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, à la veille de l'année scolaire ou académique qui suit la date de désignation.

§ 3. Avant toute désignation à titre temporaire, le Gouvernement attribue un emploi, selon le cas :

- par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée à un membre du personnel administratif en disponibilité par défaut d'emploi, conformément à l'article 160;
- par complément de charge ou complément d'attributions à un membre du personnel administratif en perte partielle de charge, conformément à l'article 157;
- par complément de prestations à un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui en a fait la demande conformément à l'article 58.

Art. 32. § 1^{er}. A l'issue d'une période d'activité de service de six mois au moins d'un membre du personnel administratif temporaire, le directeur de l'établissement établit un rapport motivé sur la manière dont le membre du personnel administratif s'est acquitté de sa tâche. Le modèle du rapport est établi par le Gouvernement.

Ce rapport est soumis au visa du membre du personnel administratif temporaire qu'il concerne et joint à son dossier personnel. Si le membre du personnel administratif estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours.

La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel administratif refuse de viser le rapport.

La Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

§ 2. Sans préjudice de l'application du § 1^{er}, tout temporaire est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le directeur.

Art. 33. § 1^{er}. Moyennant un préavis de quinze jours ouvrables, prenant cours le jour de sa notification, un membre du personnel administratif désigné à titre temporaire peut être licencié sur proposition motivée du directeur.

Préalablement à toute proposition de licenciement, le membre du personnel administratif doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur envisage de proposer le licenciement du membre du personnel administratif doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel administratif dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

§ 2. Cette proposition est soumise au temporaire au moment où elle est formulée.

Le membre du personnel administratif temporaire reçoit une copie de cette proposition.

Le temporaire vise et date la proposition. Il la restitue le jour même. S'il estime que cette proposition n'est pas fondée, il vise en conséquence la proposition, la date et la restitue dans le même délai.

La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel administratif refuse de viser la proposition.

Le directeur transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui, dans les dix jours, rejette cette proposition ou met le temporaire en préavis.

§ 3. Le temporaire, mis en préavis, peut dans les dix jours ouvrables de la notification du préavis, introduire par recommandé une réclamation écrite auprès du Gouvernement qui la fait parvenir aussitôt à la Chambre de recours compétente. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation. Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

Art. 34. § 1^{er}. Tout membre du personnel administratif temporaire peut être licencié sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel administratif et le directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté ou, le cas échéant, entre le membre du personnel administratif et la Haute Ecole ou l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le directeur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel administratif à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel administratif ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition visée au § 2 ou en l'absence du membre du personnel administratif ou de son représentant lors de l'audition, le directeur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel administratif, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 35. Un membre du personnel administratif désigné à titre temporaire peut cesser volontairement ses fonctions moyennant un préavis de huit jours ouvrables, prenant cours le jour de la notification.

Art. 36. § 1^{er}. Au sein d'un établissement, en cas de diminution des prestations disponibles dans une fonction considérée, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel administratif selon l'ordre suivant :

- 1° les temporaires non classés;
- 2° les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°;
- 3° les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 30, § 2, 1° dans l'ordre inverse du classement;
- 4° les membres du personnel administratif nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de prestations;
- 5° les membres du personnel administratif rappelés provisoirement à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif;
- 6° les membres du personnel administratif rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif;
- 7° les membres du personnel administratif bénéficiant d'un changement provisoire d'affectation;
- 8° les stagiaires, dans l'ordre inverse de leur classement;
- 9° les membres du personnel administratif nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de charge;
- 10° les membres du personnel administratif rappelés provisoirement à l'activité de service dans la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif;
- 11° les membres du personnel administratif rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif;
- 12° les membres du personnel administratif nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés à titre complémentaire dans l'établissement;
- 13° les membres du personnel administratif nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés ou affectés à titre principal dans l'établissement.

Un membre du personnel nommé à titre définitif et placé en perte partielle de charge peut obtenir un complément d'attributions dans l'emploi d'un autre membre du personnel nommé à titre définitif, temporairement éloigné du service et remplacé par un membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° à 7° et 9°.

Un membre du personnel nommé à titre définitif peut être rappelé provisoirement à l'activité de service au sein de l'établissement où il a perdu son emploi, dans l'emploi d'un autre membre du personnel nommé à titre définitif, temporairement éloigné du service et remplacé par un membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° à 8° et 10°, pour autant que la durée du rappel provisoire à l'activité de service soit au moins de quinze semaines.

§ 2. Au sein d'une zone, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel administratif désigné à titre temporaire, en vue de permettre :

1° le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone ou dans une autre zone;

2° l'attribution d'un complément de charge à un membre du personnel administratif de la même zone nommé à titre définitif;

3° l'attribution d'un complément de prestations à un membre du personnel administratif de la même zone nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes, qui en fait la demande dans le courant du mois de février.

Pour l'application du présent paragraphe, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel provisoire à l'activité, le complément de charge ou le complément de prestations est effectué, aux prestations des temporaires non classés, puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°, et enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 30, § 2, 1°.

Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour les membres du personnel administratif qui en bénéficient un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, ceux-ci peuvent refuser ce rappel provisoire à l'activité ou ce complément de charge. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'abord d'un autre temporaire non classé, puis d'un autre temporaire classé dans le second groupe et à défaut, du temporaire du premier groupe immédiatement mieux classé.

Section 3. — De l'admission au stage et des stagiaires

Art. 37. L'admission au stage à une fonction de recrutement ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Un emploi vacant d'une fonction de recrutement ne peut être conféré par admission au stage que s'il n'a pas été conféré par réaffectation ou rappel provisoire à l'activité de service conformément aux dispositions applicables en la matière et s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation ou complément de charge aux membres du personnel administratif nommés à titre définitif.

Chaque année au cours du mois d'avril, le Gouvernement fait un appel aux candidats à l'admission au stage dans des emplois restés vacants après les réaffectations, les rappels provisoires à l'activité de service, les compléments de charge et les changements d'affectation de ladite année, par un avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les emplois à conférer par admission au stage et les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Les emplois vacants sont attribués avant toute autre désignation à titre temporaire aux stagiaires visés à l'alinéa 3.

Art. 38. Le Gouvernement détermine le nombre d'emplois par fonction pouvant faire l'objet d'une admission au stage après avoir recueilli l'avis des commissions zonales d'affectation et de la commission interzonale d'affectation.

Art. 39. Nul ne peut être admis au stage s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer tel que prévu à l'article 18;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° être lauréat de l'épreuve de recrutement en rapport avec la fonction à conférer prévue aux articles 40 à 46;

8° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;

9° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel administratif,

10° ne pas avoir fait l'objet, durant l'année scolaire ou académique précédant celle au cours de laquelle l'appel au stage est lancé, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 32 et portant sur une période ininterrompue de désignation de six mois au moins. L'absence de rapport est favorable à l'agent;

11° ne pas avoir fait l'objet d'un licenciement pour faute grave prévu aux articles 34 et 55.

Pour l'application du 7°, le candidat à l'épreuve de recrutement doit compter, à la date de l'avis visé à l'article 41, au moins deux cent quarante jours de service dans la fonction à conférer.

Le membre du personnel administratif en congé de maternité, de maladie ou en incapacité de travail causée par un accident de travail est admis au stage.

Art. 40. L'épreuve de recrutement est organisée, pour chaque fonction de membre du personnel administratif, par le Gouvernement qui en fixe les modalités.

Art. 41. L'organisation de l'épreuve de recrutement ainsi que ses modalités sont portées à la connaissance du public par avis inséré au *Moniteur belge*.

L'avis indique la ou les date(s) de l'épreuve, le ou les lieu(x) d'organisation de l'épreuve, le programme de l'épreuve, les conditions de participation, le traitement des fonctions à conférer, ainsi que les modalités selon lesquelles les candidatures sont valablement introduites.

Art. 42. § 1^{er}. Pour chaque épreuve de recrutement, est constitué un jury composé d'un président et de trois membres désignés par le Gouvernement.

Le président est choisi parmi les agents des services du Gouvernement, titulaire d'un grade de rang 12 au moins. Le Gouvernement désigne selon les mêmes modalités un président suppléant.

Les trois membres sont choisis pour leur qualification, eu égard aux épreuves de recrutement organisées, par le Gouvernement comme suit :

- 1° un membre parmi les agents des services du Gouvernement de niveau « 1 » au moins;
- 2° un membre parmi les chargés de mission chargés de la coordination de la zone;
- 3° un membre parmi les directeurs de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Pour chaque membre effectif, il est désigné deux membres suppléants choisis selon les mêmes modalités et critères que le membre effectif qu'ils suppléent.

Le Gouvernement désigne un secrétaire de jury parmi les agents de niveau 2 au moins des services du Gouvernement. Il désigne selon les mêmes modalités un secrétaire suppléant.

Les secrétaires et secrétaires suppléants du jury en assument le secrétariat. Ils n'ont pas voix délibérative.

§ 2. Le jury siège valablement si deux tiers au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises au scrutin secret et à la majorité des votes émis. En cas de parité des voix, le vote est considéré comme favorable au candidat.

Un membre du jury ne peut siéger lorsque le candidat est son conjoint, son cohabitant, son parent, son allié ou celui de son conjoint ou de son cohabitant à un degré inférieur au cinquième ou lorsque le candidat est membre du personnel administratif de l'établissement d'enseignement au sein duquel un des membres du jury exerce ses fonctions en tant que directeur.

Dans ce cas, siège le membre qui le supplée.

§ 3. Chaque organisation syndicale représentative représentant les membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française a la possibilité de se faire représenter par un délégué lors des épreuves de recrutement.

Le délégué désigné n'a ni voix consultative ni voix délibérative.

Art. 43. § 1^{er}. L'épreuve de recrutement comporte :

- 1° une première partie portant sur des matières déterminées, selon le niveau de la fonction à conférer, par le Gouvernement;
- 2° une seconde partie qui a pour but d'évaluer les aptitudes de base requises pour la fonction et, selon la fonction à conférer, sur l'analyse d'une mise en situation.

Le Gouvernement détermine sur proposition du jury les matières sur lesquelles portent les parties visées en 1° et en 2° et le contenu précis de ces dernières.

§ 2. Chaque partie est sanctionnée par une attestation octroyée par le jury visé à l'article 42.

Sans préjudice de l'alinéa 3, le membre du personnel administratif ne peut présenter la seconde partie de l'épreuve de recrutement qu'après avoir obtenu une attestation de réussite relative à la première partie.

Le candidat qui peut faire valoir la réussite d'une épreuve de recrutement organisée par le Bureau de sélection de l'administration fédérale et donnant accès à une fonction administrative est réputé avoir obtenu une attestation de réussite relative à la première partie de l'épreuve de recrutement.

Nul ne peut être déclaré lauréat de l'épreuve de recrutement en rapport avec la fonction à conférer qu'après avoir obtenu une attestation de réussite relative à la seconde partie de ladite épreuve.

Art. 44. Les résultats détaillés obtenus aux épreuves de recrutement figurent au dossier de signalement des membres du personnel administratif, lorsqu'ils sont nommés à titre définitif.

Art. 45. § 1^{er}. Pour chacune des fonctions de recrutement à conférer par admission au stage, les candidats qui ont fait régulièrement acte de candidature et qui remplissent les conditions requises, sont classés selon les résultats obtenus à l'épreuve de recrutement.

Dans l'hypothèse visée à l'article 43, § 2, alinéa 3, les résultats obtenus par le candidat à l'épreuve de recrutement organisée par le Bureau de sélection de l'administration fédérale sont pris en considération pour établir le classement visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Après la clôture du procès-verbal établissant le classement des candidats, chaque candidat reçoit une copie du classement.

§ 3. Les candidats sont admis au stage selon l'ordre de leur classement à l'épreuve de recrutement en commençant par l'épreuve la plus ancienne.

Ils peuvent exprimer leur préférence pour un ou plusieurs établissements dans lesquels ils désirent être admis au stage.

§ 4. A égalité de points obtenus à l'épreuve de recrutement organisée à la même date, la priorité est accordée au candidat comptant le plus grand nombre de candidatures.

En cas d'égalité du nombre de candidatures, la priorité est accordée au membre du personnel administratif qui, à la date limite fixée pour l'introduction des candidatures, compte l'ancienneté de fonction la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel administratif qui compte, à la date précitée, l'ancienneté de service la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction et de service, la priorité est accordée au membre du personnel administratif le plus âgé.

Art. 46. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 45 :

1° sont seuls pris en considération les jours de services effectifs acquis dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française dans la fonction dont un emploi est à conférer;

2° le nombre de jours, acquis dans une fonction à prestations complètes, est formé de tous les jours comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 138;

3° pour les fonctions à prestations incomplètes, le nombre de jours est calculé conformément aux dispositions de l'article 30, § 4, 3;

4° le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 45 :

1° sont seuls pris en considération les jours de services effectifs acquis dans les établissements d'enseignement de la Communauté française dans une fonction de membre du personnel administratif;

2° les dispositions du § 1^{er}, 2° à 4° sont d'application.

Art. 47. Les candidats qui refusent d'être affectés dans un des emplois qu'ils ont choisis sont relégués, pour toute nouvelle admission au stage dans la même fonction, en fin de classement des épreuves auxquelles ils ont participé.

Art. 48. Les membres du personnel administratif sont admis au stage par le Gouvernement le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique qui suit la date de l'appel aux candidats.

L'arrêté d'admission au stage est publié au *Moniteur belge* et mentionne la date de l'épreuve de recrutement subie.

Les membres du personnel administratif admis au stage sont désignés dans une des fonctions laissées ou devenues vacantes après application de l'article 37.

Art. 49. § 1^{er}. La durée du stage est de six mois.

Le stage peut toutefois être prolongé de deux mois maximum, sur proposition motivée du directeur de l'établissement d'enseignement où le membre du personnel administratif est affecté.

§ 2. Pour le calcul de la durée du stage accompli, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Art. 50. A la fin du stage, le directeur établit un rapport motivé sur la manière dont le stagiaire s'est acquitté de sa mission. Le modèle du rapport est établi par le Gouvernement.

Ce rapport conclut à une proposition motivée de nomination du stagiaire à titre définitif ou à une proposition motivée de prolongation du stage, ou encore à une proposition motivée de licenciement.

Le double de ce rapport est remis au stagiaire intéressé.

Celui-ci vise et date le rapport original dans les deux jours ouvrables qui suivent celui où le rapport lui a été remis.

S'il estime que le rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant.

Le rapport est joint au dossier personnel du stagiaire.

Art. 51. Même à défaut de proposition de nomination, le stagiaire qui a accompli la durée du stage est nommé à titre définitif dans la fonction à laquelle il s'est porté candidat et à dater de la fin du stage, à moins que son licenciement ou la prolongation de son stage ait été proposé conformément aux articles 50, 52 et 55.

Le stagiaire qui a accompli la durée du stage est également nommé à titre définitif dans la fonction à laquelle il s'est porté candidat et à dater de la fin du stage lorsque, après recours du stagiaire, le Gouvernement n'a pas confirmé la proposition de licenciement ou de prolongation du stage.

Le stagiaire en congé de maternité, de maladie ou en incapacité de travail causée par un accident du travail est nommé à titre définitif.

Le membre du personnel administratif visé au présent article est nommé à titre définitif à concurrence du nombre d'heures relevant de la fonction dans laquelle il a été admis au stage qui sont définitivement vacantes à la date de la nomination à titre définitif.

Art. 52. § 1^{er}. Moyennant un préavis de trois mois, le stagiaire peut, au cours du stage ou à l'issue du stage, être licencié sur proposition motivée du directeur.

Préalablement à toute proposition de licenciement, le membre du personnel administratif doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur envisage de proposer le licenciement du membre du personnel administratif doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel administratif dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

§ 2. La proposition de licenciement est soumise au stagiaire le jour même où elle est formulée.

Le stagiaire vise et date la proposition et la restitue dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où elle lui a été remise. S'il estime que cette proposition n'est pas fondée, il vise en conséquence la proposition, la date et la restitue dans le même délai.

La procédure se poursuit lorsque le stagiaire refuse de viser la proposition.

Art. 53. § 1^{er}. Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de licenciement ou de prolongation de stage, peut, dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de la proposition, introduire une réclamation écrite par la voie hiérarchique auprès du Gouvernement.

Aussitôt après avoir reçu la réclamation, le Gouvernement la fait parvenir à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de la réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

§ 2. Lorsque, à l'issue de son stage, le stagiaire a introduit un recours contre la proposition de licenciement ou de prolongation de stage, l'emploi pour lequel il a introduit sa candidature reste vacant jusqu'au moment où le Gouvernement aura statué.

Art. 54. En cas de licenciement, les jours de service prestés au cours du stage sont assimilés à des jours de service prestés en qualité de membre du personnel administratif temporaire.

Art. 55. § 1^{er}. Tout stagiaire peut être licencié sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel administratif et le directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté ou, le cas échéant, entre le membre du personnel administratif et la Haute Ecole ou l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le directeur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel administratif à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel administratif ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition ou en l'absence du membre du personnel administratif ou de son représentant lors de l'audition, le directeur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel administratif, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 56. Un stagiaire peut cesser volontairement ses fonctions moyennant un préavis de quinze jours ouvrables, prenant cours le jour de sa notification.

Section 4. — De la nomination à titre définitif des membres du personnel administratif

Art. 57. Les membres du personnel administratif sont nommés à titre définitif par le Gouvernement.

L'arrêté de nomination est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 58. A sa demande, un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut obtenir un complément de prestations, dans l'établissement où il est affecté et/ou dans un ou plusieurs autres établissements, pour autant que ce complément ne soit pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel administratif visé à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o à 13^o.

A sa demande, le membre du personnel administratif qui a obtenu un complément de prestations, le conserve aussi longtemps que les conditions visées à l'alinéa précédent sont remplies.

Les demandes visées aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être introduites dans le courant du mois de février auprès du ministère de la Communauté française. L'octroi d'un complément de prestations produit ses effets au plus tôt le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique suivante.

Par complément de prestations au sens du présent paragraphe, il faut entendre l'attribution pour une durée indéterminée, avec comme limite extrême le dernier jour de l'année scolaire ou académique, à un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes :

1° dans l'établissement où il est affecté, d'heures temporairement vacantes relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif;

2° dans un ou plusieurs autres établissements, d'heures temporairement ou définitivement vacantes relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif.

Art. 59. A sa demande, un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut se voir accorder par le Gouvernement, sur avis de la commission zonale d'affectation concernée et de la commission interzonale d'affectation, l'extension de sa nomination à titre définitif à un ou plusieurs emplois définitivement vacants dans un ou plusieurs autres établissements, pour autant que cet ou ces emploi(s) :

1° relève(nt) de la fonction dans laquelle le membre du personnel administratif est nommé à titre définitif;

2° soi(en)t définitivement vacant(s) à la date de la décision Gouvernementale après que la commission zonale d'affectation concernée ainsi que la commission interzonale d'affectation auront procédé aux opérations statutaires mentionnées respectivement aux articles 20, § 2, 1° à 3° et 21, § 1^{er}, 1° à 5°;

3° ne soi(en)t pas occupé(s) par un membre du personnel administratif à titre de complément de charge, par un membre du personnel administratif rappelé provisoirement à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif pour laquelle il possède le titre requis, par un membre du personnel administratif rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif ou par un membre du personnel administratif admis au stage.

Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui souhaite obtenir l'extension de sa nomination à titre définitif dans un ou plusieurs autres établissements introduit, par pli recommandé, une demande au Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il adresse une copie de sa demande au(x) président(s) de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation où se situe(nt) ce ou ces établissements ainsi qu'au président de la Commission interzonale d'affectation. La demande précise le(s) établissement(s) où le membre du personnel souhaite obtenir l'extension de sa nomination.

L'extension de la nomination à titre définitif obtenue conformément aux dispositions de l'alinéa précédent est limitée, le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique suivante, au nombre d'heures définitivement vacantes qui peuvent être confiées à cette date au membre du personnel administratif, à condition que :

1° le membre du personnel administratif ne puisse pas bénéficier à cette date d'une fonction à prestations complètes, soit, dans l'établissement où il est affecté à titre principal et où il sera dès lors affecté, qu'il ait ou non obtenu antérieurement une affectation à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements; soit, dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, s'il a déjà obtenu antérieurement l'extension de sa nomination à titre définitif et est affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements;

2° le membre du personnel administratif ne soit pas mis en disponibilité par défaut d'emploi, soit, dans l'établissement où il est affecté à titre principal, sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements; soit, dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, s'il a déjà obtenu antérieurement l'extension de sa nomination à titre définitif et est affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements;

3° si le membre du personnel administratif est placé en perte partielle de charge dans l'établissement où il est affecté à titre principal, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet; s'il est placé en perte partielle de charge dans un ou plusieurs des établissements où il est affecté à titre complémentaire, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué dans un établissement autre que celui où il est affecté à titre principal pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet.

Art. 60. Un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes est affecté dans un seul établissement.

Un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes est affecté à titre principal dans un seul établissement et, s'il bénéficie de l'extension de la nomination à titre définitif prévue à l'article 59, est affecté à titre complémentaire dans l'(les) établissement(s) où il bénéficie de ladite extension.

Aucun membre du personnel administratif ne peut conserver son affectation à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements dès qu'il peut lui être confié à titre définitif une fonction à prestations complètes dans l'établissement où il est affecté à titre principal.

Un membre du personnel administratif peut renoncer, à sa demande, à son affectation à titre principal dès qu'il peut lui être confié à titre définitif une fonction à prestations complètes dans l'(les) établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire.

Art. 61. Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction à prestations complètes ne peut cumuler cette fonction avec une autre fonction, à prestations complètes ou incomplètes, qu'il tenait d'une nomination antérieure.

Art. 62. § 1^{er}. Tout membre du personnel administratif nommé à titre définitif, titulaire d'une fonction de recrutement, peut, à sa demande, obtenir dans cette fonction un changement d'affectation :

1° dans un emploi vacant d'un autre établissement de la zone;

2° dans un emploi vacant au sein d'une autre zone.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} juillet suivant.

§ 2. Le membre du personnel administratif qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation concernée dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 3. Le membre du personnel administratif qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 4. Un changement d'affectation peut s'opérer provisoirement dans un emploi non vacant, si cet emploi est libéré pour une année scolaire ou académique au moins.

Le changement d'affectation dans un emploi non vacant s'opère selon les modalités définies respectivement au § 2 et au § 3.

§ 5. Le membre du personnel administratif qui a obtenu un changement d'affectation sur base du § 4 est définitivement affecté au sein de l'établissement dans un emploi vacant de sa fonction, le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique qui suit la notification visée à l'article 24, pour autant que la commission zonale d'affectation concernée et la commission interzonale d'affectation se soient réunies entre la date de la notification précitée et le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique.

§ 6. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel administratif affecté conformément au § 4 est vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi après deux années scolaires ou académiques consécutives. La vacance est notifiée conformément à l'article 24.

§ 7. Le bénéfice des dispositions prévues au présent article ne peut être accordé au membre du personnel administratif nommé à titre définitif et affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs établissements pour les prestations qu'il accomplit dans cet (ces) établissement(s).

CHAPITRE IV. — *Du signalement*

Art. 63. Le signalement est obligatoire pour tout membre du personnel administratif nommé à titre définitif.

Il a pour objet de déterminer les aptitudes et le mérite du membre du personnel administratif.

Art. 64. Le dossier de signalement tenu, pour chaque membre du personnel administratif, à l'Administration centrale du Ministère contient uniquement :

- 1° les résultats détaillés obtenus aux épreuves de recrutement;
- 2° les rapports sur la manière dont le membre du personnel administratif s'est acquitté de sa tâche en qualité de temporaire;
- 3° le rapport de fin de stage visé à l'article 50;
- 4° les bulletins de signalement accompagnés des fiches individuelles;
- 5° le relevé des peines disciplinaires et le relevé des décisions de radiation de peines.

Art. 65. A l'exception des résultats détaillés obtenus aux épreuves de recrutement, du relevé des peines disciplinaires et du relevé des décisions de radiation, chaque document est visé par le membre du personnel administratif avant d'être versé au dossier de signalement.

Tous les documents sont numérotés et repris dans un inventaire.

Art. 66. En vue de l'établissement ou de la modification éventuelle du signalement, il est tenu une fiche individuelle. Celle-ci comporte la relation exacte des faits précis concrets, favorables ou défavorables ayant trait à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction.

Art. 67. Toute relation de faits à la fiche individuelle est communiquée au membre du personnel administratif intéressé au moment où le directeur le porte à cette fiche.

Après avoir lu la fiche individuelle en présence du directeur, le membre du personnel administratif vise ce document et en reçoit copie. La procédure d'établissement du signalement se poursuit lorsque le membre du personnel administratif refuse de viser la fiche individuelle.

S'il estime que cette relation des faits n'est pas fondée, le membre du personnel administratif introduit, dans les dix jours ouvrables, une réclamation écrite motivée dont il lui est accusé réception. Cette réclamation est jointe à la fiche individuelle.

Tout membre du personnel administratif peut demander au directeur, l'inscription d'un fait favorable à sa fiche individuelle.

Art. 68. Le signalement proprement dit est consigné sur un bulletin. Il est constitué par l'une des mentions suivantes : « Très bon », « Bon », « Insuffisant ».

Le signalement doit être motivé sur le bulletin de signalement visé par le membre du personnel administratif intéressé.

En l'absence de bulletin de signalement, tout membre du personnel administratif est réputé bénéficiaire de la mention « Bon ».

Art. 69. Toute mention de signalement porte sur l'année scolaire ou académique à l'issue de laquelle elle a été attribuée ou maintenue.

Le bulletin de signalement est rédigé, s'il y a lieu, par le directeur entre le 15 et 31 mai de chaque année scolaire ou académique. Le signalement est reconduit annuellement, si aucun fait nouveau, favorable ou défavorable, n'est relaté à la fiche individuelle depuis l'attribution du dernier signalement.

Toutefois, l'attribution de la mention de signalement « Insuffisant » donne lieu à un nouveau signalement l'année scolaire ou académique qui suit celle pendant laquelle il a été attribué.

A tout moment, un nouveau bulletin de signalement est rédigé pour tout membre du personnel administratif qui en fait la demande si, depuis l'attribution du dernier signalement, se sont produits des faits susceptibles de modifier ce signalement.

Il n'est pas décerné plus d'un bulletin de signalement par an.

Art. 70. Le signalement est attribué par le directeur de l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où le membre du personnel administratif est affecté.

Art. 71. Le directeur recueille, le cas échéant, les renseignements jugés nécessaires à l'élaboration du signalement auprès du ou des directeur(s) de l'ou des établissement(s) d'enseignement organisé par la Communauté française où le membre du personnel administratif a été affecté durant l'année scolaire ou académique au cours de laquelle il élabore le signalement.

Art. 72. Le bulletin de signalement est soumis par le directeur au membre du personnel administratif.

Une copie de ce bulletin doit être remise au membre du personnel administratif intéressé. Ce dernier vise et date le bulletin original dans les deux jours ouvrables. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel administratif refuse de viser ledit bulletin ou ne le restitue pas après l'avoir visé dans le délai fixé.

Si le membre du personnel administratif estime que la mention de signalement attribuée n'est pas justifiée, il vise le bulletin de signalement sous réserve et fait parvenir dans les dix jours ouvrables une réclamation écrite motivée au directeur. Cette réclamation est annexée au bulletin de signalement.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception de la réclamation, le directeur notifie sa décision définitive au membre du personnel administratif intéressé.

Celui-ci vise le bulletin de signalement et, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de cette notification, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours.

Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de trois mois à partir de la date de réception.

Le Gouvernement prend sa décision et attribue le signalement dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

Art. 73. Aucune recommandation, de quelque nature que ce soit, ne peut figurer au dossier de signalement.

Tout membre du personnel administratif peut prendre, à tout moment, connaissance de son dossier de signalement.

Art. 74. Le bulletin de signalement et la fiche individuelle sont établis selon les modèles établis par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — De la promotion

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 75. La nomination à une fonction de promotion ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Un emploi vacant d'une fonction de promotion ne peut être conféré par promotion que s'il n'a pas été conféré par réaffectation aux membres du personnel administratif nommés à titre définitif à la fonction de promotion dont relève l'emploi à conférer mis en disponibilité par défaut d'emploi. Un emploi vacant d'une fonction de promotion ne peut être attribué par promotion que s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation.

Art. 76. Une fois par an au moins, la vacance d'emploi des fonctions de promotion à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel administratif par la voie d'un appel aux candidats, publié au *Moniteur belge*.

Cet avis précise les conditions auxquelles les candidats doivent satisfaire ainsi que la forme et le délai dans lesquelles la candidature doit être introduite.

Art. 77. § 1^{er}. Tout membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction de promotion, peut, à sa demande, obtenir un changement d'affectation dans un autre emploi vacant de sa fonction.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} juillet suivant.

§ 2. Le membre du personnel administratif qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone ou dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 3. Un changement d'affectation peut s'opérer provisoirement dans un emploi non vacant, si cet emploi est libéré pour une année scolaire ou académique au moins.

Le changement d'affectation dans un emploi non vacant s'opère selon les modalités définies au § 2.

§ 4. Le membre du personnel administratif qui a obtenu un changement d'affectation sur base du § 3 est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe, le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique qui suit la vacance de cet emploi.

§ 5. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel administratif affecté conformément au § 3 est vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi après deux années scolaires ou académiques consécutives.

Art. 78. Il peut être mis fin à toute désignation à titre temporaire à une fonction de promotion en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif à ladite fonction mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 79. Les membres du personnel administratif sont nommés par le Gouvernement à une fonction de promotion.

Art. 80. Peuvent seuls être nommés à une fonction de promotion, les membres du personnel administratif qui ont introduit leur candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats.

Art. 81. Nul ne peut être nommé à une fonction de promotion s'il ne répond, au moment de la nomination, aux conditions suivantes :

1° exercer une fonction à prestations complètes dans un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement organisé par la Communauté française;

2° compter une ancienneté de service de dix ans au moins;

3° compter une ancienneté de fonction de six ans au moins;

4° ne pas avoir encouru une peine disciplinaire au cours des cinq années scolaires ou académiques précédentes;

5° avoir reçu au moins la mention « bon » au dernier bulletin de signalement;

6° être classé à l'une des trois premières places sur la liste des candidats proposée par la commission de promotion visée à l'article 83;

7° être titulaire, à titre définitif, dans un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, de l'une des fonctions de recrutement reprises au tableau ci-après, indiquées en regard de la fonction de promotion à conférer.

Fonctions de promotion : Fonctions de recrutement dont les membres du personnel administratif doivent être titulaires à titre définitif pour accéder à la fonction indiquée dans la première colonne.

Premier surveillant en chef : Messengerhuissier, surveillant.

Premier commis-chef : commis, commis-dactylographe, commis-sténodactylographe.

Assistant-bibliothécaire : rédacteur, correspondant-comptable, secrétaire-comptable.

Administrateur-secrétaire : rédacteur, correspondant-comptable, secrétaire-comptable.

Art. 82. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 81, 2° :

1° sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel administratif a rendus dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans une fonction de membre du personnel administratif;

2° la durée de ces services, rendus en qualité de membre du personnel administratif temporaire, dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes, est égale au nombre de jours compris du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 137;

3° la durée des services rendus à titre de membre du personnel administratif stagiaire ou nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes, se compte par mois civils, les services d'une durée inférieure à un mois étant négligés;

4° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel administratif est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

5° trente jours forment un mois;

6° les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, est réduit de moitié;

7° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercées pendant la même période;

8° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel administratif ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 81, 3° :

1° sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel administratif a rendus dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans les fonctions qui permettent d'accéder à la fonction de promotion à conférer;

2° sont applicables les dispositions du § 1^{er}, 2° à 8°.

Section 2. — De la commission de promotion

Art. 83. Une commission de promotion est constituée chaque fois qu'une liste de candidats à une fonction de promotion doit être proposée.

Art. 84. § 1^{er}. La commission de promotion chargée de la présentation des candidats est constituée comme suit :

1° un président désigné par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement, titulaire du grade de rang 15 au moins;

2° trois membres désignés par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement, titulaire du grade de rang 12 au moins;

3° trois membres désignés par le Gouvernement;

4° trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant.

§ 2. Pour chaque membre de chaque commission de promotion, il est désigné un membre suppléant, choisi selon les mêmes critères que le membre effectif qu'il supplée. Le Gouvernement désigne un président suppléant selon les mêmes modalités.

Art. 85. Chaque commission est assistée d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 au moins.

Le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

Art. 86. La composition des commissions de promotion est publiée au *Moniteur belge*.

Le mandat des membres de la commission est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires applicables en la matière.

Art. 87. Un membre de la commission ne peut siéger lorsque le candidat à une fonction de promotion est son conjoint, son cohabitant, son parent, son allié ou celui de son conjoint ou de son cohabitant à un degré inférieur au cinquième ou lorsque ledit candidat est membre du personnel administratif de l'établissement d'enseignement au sein duquel le membre de la commission exerce ses fonctions.

Dans ce cas, siège le membre qui le supplée.

La commission délibère valablement si les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les décisions sont prises en scrutin secret et à la majorité des voix émises. En cas de parité de voix, le vote est considéré comme étant favorable aux candidats.

Art. 88. Pour le classement des candidats, la commission de promotion tient compte de leur ancienneté de service, de leur ancienneté de fonction, de leurs bulletins de signalement, de leurs certificats de capacité et de leurs mérites particuliers en rapport avec la fonction exercée et/ou la fonction à conférer.

Il est également tenu compte des peines disciplinaires encourues par le candidat, pour autant qu'elles n'aient pas été radiées.

Les candidats sont tenus de fournir eux-mêmes les documents justificatifs témoignant de leurs mérites particuliers.

CHAPITRE VI. — *Des membres du personnel administratif victimes d'acte de violence**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 89. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel administratif ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel administratif ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

On entend par « membre du personnel administratif victime d'un acte de violence », le membre du personnel administratif définitif, admis au stage ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1^{er} par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

Les articles 91 à 95 ne s'appliquent que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

Le présent chapitre ne s'applique pas aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française ainsi qu'à l'Institut Supérieur d'Architecture organisé par la Communauté française.

Art. 90. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif victime d'un acte de violence bénéficie du dispositif défini à la Section 2 s'il est temporaire non classé, à la Section 3 s'il est temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°, à la Section 4 s'il est temporaire classé dans le 1^{er} groupe visé à l'article 30, § 2, 1°, à la Section 5 s'il est admis au stage et à la Section 6 s'il est nommé à titre définitif.

§ 2. Dans le cas où il n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel administratif visé au § 1^{er} introduit sa demande à bénéficier du dispositif défini aux Sections 2 à 5 par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, selon le cas, qui vérifient que les conditions sont remplies.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception une copie de cette demande à son directeur.

Dans le cas où le membre du personnel administratif a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions.

La demande indique dans quelles zones le membre du personnel administratif préfère exercer ses fonctions.

Une copie de la plainte visée à l'article 89 y est annexée, ainsi que copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

§ 3. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 2, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rend un avis au Gouvernement. Une copie de cet avis est communiquée au directeur ainsi qu'au membre du personnel administratif concerné.

La décision d'octroi du dispositif visé au présent chapitre est prise par le Gouvernement dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au directeur et au membre du personnel administratif concerné.

Section 2

Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel administratif temporaires non classés

Art. 91. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif temporaire non classé victime d'un acte de violence peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la Section première.

La demande de nouvelle désignation n'est prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel administratif concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel administratif qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le Gouvernement désigne le membre du personnel administratif non classé visé au présent article :

1° dans tout emploi disponible de la même fonction pour lequel il n'y a pas de candidat classé

ou

2° dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel administratif temporaire qui accepte volontairement de permuer avec lui.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel administratif non classé visé à la présente Section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel administratif temporaire non classé à qui il impose de faire une permutation avec le membre du personnel administratif victime d'un acte de violence.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel administratif victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire ou académique qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel administratif temporaire ne peut, sauf accord de sa part, être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses)

fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 6. Par dérogation à l'article 39, 8°, le membre du personnel administratif temporaire non classé qui a introduit une candidature valable pour une admission au stage pour l'année scolaire ou académique suivante, peut modifier le choix d'établissement(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité.

Section 3. — Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel administratif temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°.

Art. 92. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la Section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel administratif concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel administratif qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le Gouvernement désigne le membre du personnel administratif temporaire visé à la présente Section :

1° dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 29, alinéa 2, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone

ou

2° dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel administratif temporaire qui accepte de permuter avec lui.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel administratif temporaire visé à la présente Section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel administratif temporaire non classé à qui il impose de permuter avec le membre du personnel administratif victime d'un acte de violence;

2° à défaut, un membre du personnel administratif temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°, à qui il impose de permuter avec lui.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel administratif victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. A condition que le membre du personnel administratif temporaire ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité, il ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte l'année scolaire ou académique qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, sauf accord de sa part.

§ 6. Par dérogation à l'article 26, 7°, le membre du personnel administratif temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire ou académique suivante, peut modifier le choix de zone(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Par dérogation à l'article 39, 8°, le membre du personnel administratif temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une admission au stage pour l'année scolaire ou académique suivante, peut modifier le choix d'établissement(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Section 4. — Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel administratif temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 30, § 2, 1°

Art. 93. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif temporaire classé dans le premier groupe visé à l'article 30, § 2, 1°, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la Section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel administratif concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel administratif qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le Gouvernement désigne le membre du personnel administratif temporaire visé à la présente Section :

1° dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 29, alinéa 2;

ou

2° dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel administratif temporaire qui accepte de permuter avec lui.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel administratif temporaire visé à la présente Section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel administratif temporaire non classé à qui il impose de permuter;

2° à défaut, par un membre du personnel administratif temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°, à qui il impose de permuter.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel administratif victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire ou académique qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel administratif temporaire visé à la présente Section ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte, sauf accord de sa part, et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité.

§ 6. Par dérogation à l'article 26, 7°, le membre du personnel administratif temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire ou académique suivante, peut modifier le choix de zone(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998, relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Par dérogation à l'article 39, 8°, le membre du personnel administratif temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une admission au stage pour l'année scolaire ou académique suivante, peut modifier le choix d'établissement(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité.

Section 5

Du droit au changement d'affectation de circonstance des membres du personnel administratif admis au stage

Art. 94. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif admis au stage peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la Section première.

La demande visée à l'article 90, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel administratif demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance ainsi que l'(les) établissement(s) dans le(s)quel(s) il souhaite être affecté.

Cette demande peut être introduite à tout moment; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, proposent au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le Gouvernement accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel administratif visé à la présente Section :

1° dans tout emploi vacant disponible de la même fonction, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

ou

2° dans un emploi vacant, de la même fonction, occupé par un membre du personnel administratif temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel administratif stagiaire visé à la présente Section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le Gouvernement lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi vacant de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel administratif temporaire non classé à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

2° à défaut, par un membre du personnel administratif temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°, à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

§ 4. Le Gouvernement transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel administratif obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le Gouvernement transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

Section 6

Du droit au changement d'affectation de circonstance des membres du personnel administratif nommés à titre définitif

Art. 95. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la Section première.

La demande visée à l'article 90, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel administratif demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance, ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté.

La demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le Gouvernement accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel administratif visé à la présente Section :

1° dans tout emploi disponible de la même fonction, pour une durée ininterrompue de quinze semaines au moins ou jusqu'à la fin de l'année scolaire ou académique en cours, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

ou

2° dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel administratif temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel administratif définitif visé à la présente Section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le Gouvernement lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel administratif temporaire non classé à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

2° à défaut, un membre du personnel administratif temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 30, § 2, 2°, à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

§ 4. Le Gouvernement transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel administratif obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le Gouvernement transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

§ 5. Par dérogation à l'article 62, §§ 2 et 3, le membre du personnel administratif victime d'un acte de violence peut, après le 31 janvier de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle il a été victime, introduire une demande de changement d'affectation pour l'année scolaire ou académique suivante ou modifier le choix d'établissement(s) déjà exprimé à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité.

CHAPITRE VII. — Du régime disciplinaire

Art. 96. Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel administratif, nommés à titre définitif, qui manquent à leurs devoirs sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° la suspension disciplinaire;
- 5° la mise en non-activité disciplinaire;
- 6° la révocation.

Art. 97. Le rappel à l'ordre et la réprimande font l'objet d'une proposition motivée soit du directeur, soit de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou du fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet et sont prononcés par le Gouvernement.

Les autres peines disciplinaires font l'objet d'une proposition motivée de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou du fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet, et sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 98. La retenue sur traitement ne peut être prononcée pour une durée supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième du traitement.

Art. 99. La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 100. La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par l'autorité qui inflige la peine; elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel administratif bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa peine, le membre du personnel administratif peut demander sa réintégration dans l'enseignement.

Art. 101. Aucune peine ne peut être proposée sans que le membre du personnel administratif ait été, au préalable, entendu ou dûment convoqué.

Lors de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel administratif dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Art. 102. Aucune peine ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 103. Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement.

Art. 104. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires.

Art. 105. Tout membre du personnel administratif, invité à viser une proposition de peine formulée à son sujet, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, un recours devant la Chambre de recours, dans le délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si le requérant n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de peine disciplinaire est transmise immédiatement à l'autorité disciplinaire.

Art. 106. La proposition de peine disciplinaire visée par l'intéressé, le recours qu'il a introduit et les pièces relatives à son signalement, sont transmis à la Chambre de recours, dans le délai d'un mois, à compter de la date de la réception du recours.

Art. 107. Sauf dans le cas des poursuites pénales, la Chambre de recours doit, pour les recours introduits à l'encontre de toute proposition de peine disciplinaire, donner un avis dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de l'affaire.

Toutefois, le Gouvernement peut demander un avis d'urgence. Dans ce cas, le délai ne peut toutefois être inférieur à un mois.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

Art. 108. La peine disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

1° d'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande;

2° de trois ans pour la retenue sur traitement;

3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire;

4° de sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir au prononcé de la peine disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la peine disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la peine ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits à l'accès à une fonction de promotion. La peine disciplinaire est effacée du dossier de signalement du membre du personnel administratif.

CHAPITRE VIII. — *De la chambre de recours*

Art. 109. Il est institué auprès du Ministère une Chambre de recours des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, ci-après dénommée « la Chambre de recours ».

Art. 110. La Chambre de recours est présidée par le président et, à son défaut, par un président suppléant.

Art. 111. La Chambre de recours est composée :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les magistrats, en activité ou admis à la retraite, ou parmi les fonctionnaires généraux de la direction générale des Personnels de l'Enseignement de la Communauté française;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant;

4° d'un secrétaire désigné parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 + au moins.

Art. 112. Le Gouvernement désigne, pour chaque membre effectif, deux membres suppléants selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 111, 2° et 3°.

Il désigne également deux présidents suppléants selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 111, 1°.

Il désigne également un secrétaire suppléant selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 111, 4°.

Art. 113. Les président, présidents suppléants, membres effectifs et membres suppléants sont désignés pour quatre ans.

Leur mandat est renouvelable.

Le suppléant achève le mandat de celui à la place de qui il est désigné.

Art. 114. Les secrétaire et secrétaire suppléant de la Chambre de recours en assument le secrétariat. Ils n'ont pas voix délibérative.

Art. 115. Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la Chambre de recours si l'appelant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient les éléments susceptibles de permettre à cette Chambre de recours d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Art. 116. Dès qu'une affaire est introduite, le président communique à l'appelant la liste des membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette liste, l'appelant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres, mais tout au plus de trois membres effectifs et suppléants désignés sur proposition des organisations syndicales et trois membres effectifs et suppléants désignés directement par le Gouvernement. Il ne peut récuser un membre effectif et ses deux suppléants.

Un membre peut demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger un membre pour les mêmes motifs.

Art. 117. Les président et présidents suppléants ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel administratif d'un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française relevant de leur administration.

Les membres ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel administratif de l'établissement d'enseignement où ils travaillent eux-mêmes.

Les président, présidents suppléants, membres effectifs et membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou leur cohabitant ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 118. L'appelant peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Si l'appelant, bien que régulièrement convoqué, s'abstient de comparaître ou n'est pas représenté, sans motif valable, la Chambre de recours est considérée comme dessaisie et transmet le dossier au Gouvernement pour décision.

En cas d'empêchement légitime de l'appelant ou de son représentant, l'appelant sera convoqué aussi rapidement que possible. Le délai dans lequel la Chambre de recours remet son avis est prolongé d'une durée égale à celle du report de la comparution.

Si, suite à cette seconde convocation, l'appelant, bien que régulièrement convoqué, s'abstient de comparaître ou n'est pas représenté la Chambre de recours est considérée comme dessaisie et transmet le dossier au Gouvernement pour décision.

Art. 119. La Chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Art. 120. Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la Chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête.

Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 121. La Chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête et entendre les témoins à charge ou à décharge. Elle transmet son avis motivé au Gouvernement. L'avis mentionne le nombre de votes pour et contre émis.

Art. 122. Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret.

Les membres désignés directement par le Gouvernement et les membres désignés sur proposition des organisations syndicales doivent prendre part au vote en nombre égal. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

En cas de parité de voix, l'avis est considéré comme favorable à l'appelant.

Art. 123. La décision motivée du Gouvernement mentionne l'avis motivé de la Chambre de recours ou l'absence d'avis.

La décision est notifiée par le Gouvernement à la Chambre de recours et à l'intéressé.

Art. 124. Le mandat des membres de la Chambre de recours est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires applicables en la matière.

Art. 125. Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats.

CHAPITRE IX. — *De la suspension préventive : mesure administrative*

Section Ire. — De la suspension préventive des membres du personnel administratif nommés à titre définitif

Art. 126. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel administratif définitif :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;

3° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente Section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une peine.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel administratif de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel administratif reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel administratif doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel administratif trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou pensionnés.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel administratif par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas été présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel administratif ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel administratif est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel administratif ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel administratif par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel administratif, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel administratif peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service ou de l'enseignement, que le membre du personnel administratif ne soit plus présent au sein de l'établissement.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel administratif ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel administratif écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

1° après six mois si aucune proposition de peine disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel administratif dans ce délai;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de peine disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement;

3° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de peine disciplinaire au membre du personnel administratif si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Gouvernement de l'avis de la Chambre de recours sur la proposition de peine disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel administratif;

5° le jour où la peine disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de ladite condamnation.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel administratif concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 127. Tout membre du personnel administratif suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel administratif suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel administratif a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Gouvernement;

5° d'une proposition de peine disciplinaire prévue à l'article 96, 4°, 5° et 6°

est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel administratif aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Gouvernement notifie au membre du personnel administratif son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Gouvernement au membre du personnel administratif de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de peine disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel administratif.

Art. 128. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° le Gouvernement inflige au membre du personnel administratif une des peines disciplinaires prévues à l'article 96, 4°, 5° et 6°;

2° il est fait application de l'article 169, 2°, b), ou 6°;

3° le membre du personnel administratif fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel administratif reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel administratif durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel administratif a été réduit en application de l'article 127, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une peine de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel administratif perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

Section 2

De la suspension préventive des membres du personnel administratif temporaires ou admis au stage

Art. 129. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel administratif temporaire ou admis au stage :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente Section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une peine.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel administratif de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel administratif reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel administratif doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel administratif trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou pensionnés.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel administratif par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel administratif ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel administratif ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel administratif est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel administratif ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel administratif par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel administratif, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel administratif peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service ou de l'enseignement, que le membre du personnel administratif ne soit plus présent au sein de l'établissement.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel administratif ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement d'enseignement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel administratif écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 132, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité; dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

Art. 130. Tout membre du personnel administratif suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel administratif suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel administratif a fait usage de ses droits de recours ordinaires est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel administratif aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Art. 131. A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 169, 2°, b), ou 6°;

2° le membre du personnel administratif fait l'objet d'une condamnation pénale définitive.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel administratif reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel administratif durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 132. La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises à l'égard d'un membre du personnel administratif temporaire en application de la présente Section prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation prend fin et, au plus tard, le dernier jour de l'année scolaire ou académique en cours.

Lorsque le membre du personnel administratif stagiaire à l'égard duquel une procédure de suspension préventive a été engagée ou une mesure a été prise en application de la présente Section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la Section 1^{re} du présent chapitre sont applicables.

CHAPITRE X. — *Des positions administratives*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 133. Le membre du personnel administratif est dans une des positions administratives suivantes :

1° en activité de service;

2° en non-activité;

3° en disponibilité.

Le personnel administratif temporaire ne peut être qu'en « activité de service ».

Section 2. — De l'activité de service

Art. 134. Le membre du personnel administratif est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 135. Le membre du personnel administratif en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement, sauf disposition formelle contraire.

Il peut faire valoir ses titres à une nomination dans une fonction de promotion.

Art. 136. Le membre du personnel administratif stagiaire et définitif, se trouvant en activité de service, obtient des congés :

1° de vacances annuelles;

2° de circonstances et de convenances personnelles;

3° d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse;

4° pour cause de maladie ou d'infirmité;

5° pour prestations réduites pour cause de maladie ou d'infirmité;

6° pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;

7° pour accomplir certaines prestations militaires en temps de paix et des services dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;

8° pour activité syndicale;

9° pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles;

10° pour interruption de la carrière professionnelle;

11° politiques;

12° de maternité;

13° pour pauses d'allaitement;

14° pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire.

Art. 137. Le membre du personnel administratif temporaire obtient des congés :

- 1° de vacances annuelles;
- 2° de circonstances et de convenances personnelles;
- 3° pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 4° d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse;
- 5° pour interruption de carrière;
- 6° de maternité;
- 7° pour pauses d'allaitement.

Section 3. — De la non-activité

Art. 138. Le membre du personnel administratif est dans la position de non-activité :

- 1° lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit certaines prestations militaires en temps de paix et des services dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;
- 2° lorsqu'il est frappé de la peine de suspension disciplinaire;
- 3° lorsqu'il est frappé de la peine de mise en non-activité disciplinaire;
- 4° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 139. Le membre du personnel administratif qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 138, 2° et 3°, il ne peut faire valoir ses titres à une nomination à une fonction de promotion, ni à l'avancement de traitement.

Art. 140. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Section 4. — De la disponibilité

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 141. Le membre du personnel administratif, nommé à titre définitif ou stagiaire, peut être mis en position de disponibilité :

- 1° par défaut d'emploi;
- 2° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 3° pour convenance personnelle;
- 4° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour cause de maladie ou d'infirmité.

Art. 142. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 143. Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel administratif mis en disponibilité. Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités, qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel administratif, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

Art. 144. Tout membre du personnel administratif en disponibilité reste à la disposition du Gouvernement.

Art. 145. La durée de la mise en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente, dans le cas de mise en disponibilité par défaut d'emploi, ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, la durée des services admissibles pour le calcul de la pension de retraite du membre du personnel administratif intéressé.

Pour le calcul de la durée des services admissibles précités ne sont pas pris en considération :

- 1° le service militaire ou le service dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience que le membre du personnel administratif a accomplis avant son admission dans les administrations fédérales, communautaires, régionales, dans l'enseignement ou dans les centres psycho-médico-sociaux;
- 2° les périodes de mises en disponibilité quelle que soit la nature de ces mises en disponibilité.

Art. 146. Le membre du personnel administratif en disponibilité qui bénéficie d'un traitement d'attente est tenu de se présenter chaque année devant le service de santé administratif sur convocation.

Si le membre du personnel administratif, dûment convoqué, ne se présente pas devant le service de santé administratif, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'au moment où il se présentera.

Art. 147. Le membre du personnel administratif en disponibilité est tenu de notifier au directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté un domicile dans le Royaume où peuvent lui être notifiées les décisions qui le concernent.

Art. 148. Lorsque le membre du personnel administratif est en disponibilité pour convenance personnelle, l'emploi dont était titulaire le membre du personnel administratif en disponibilité est déclaré vacant, lorsque la disponibilité du membre du personnel administratif a duré sans interruption deux années consécutives.

Art. 149. Le membre du personnel administratif en disponibilité, qui n'a pas été remplacé par application de l'article 148 dans son emploi, occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité.

Art. 150. Le membre du personnel administratif en disponibilité, qui sollicite sa réintégration et qui a été remplacé par application de l'article 148 dans son emploi, est mis en disponibilité par défaut d'emploi à partir de la date à laquelle il aurait été réintégré s'il n'avait pas été remplacé dans son emploi.

Sous-section 2. — De la disponibilité par défaut d'emploi et de la perte partielle de charge

Art. 151. § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif et affecté dans l'établissement, affecté à titre principal dans l'établissement sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou affecté à titre principal dans l'établissement et à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et à qui n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre d'heures vacantes au moins égal à celui pour lequel il est rétribué, dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou dans les établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, est placé en perte partielle de charge.

Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif et affecté dans l'établissement, affecté à titre principal dans l'établissement sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou affecté à titre principal dans l'établissement et à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, est mis en disponibilité par défaut d'emploi lorsque aucune heure vacante dans sa fonction n'a pu lui être confiée dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire.

Le membre du personnel administratif admis au stage est mis en disponibilité par défaut d'emploi lorsque l'emploi qu'il occupe est supprimé.

§ 2. Le membre du personnel administratif visé au § 1^{er}, alinéa 2, peut être rappelé provisoirement à l'activité de service par le Gouvernement dans les conditions fixées à l'article 160, § 2, dans un emploi définitivement ou temporairement vacant.

Le membre du personnel administratif visé au § 1^{er} peut, en cas de vacance d'emploi être réaffecté par le Gouvernement dans les conditions fixées à l'article 160, § 3.

Art. 152. Un membre du personnel administratif affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs établissements ne peut être placé en perte partielle de charge si la diminution du nombre d'heures définitivement vacantes qui lui sont attribuées dans l'/l'un des établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire est compensée par une augmentation correspondante du nombre d'heures définitivement vacantes qui lui sont attribuées dans l'établissement où il est affecté à titre principal ou dans un autre établissement où il est affecté à titre complémentaire.

Il est mis fin d'office à l'affectation à titre complémentaire dont un membre du personnel administratif bénéficie dans l'établissement où il perd la totalité d'heures définitivement vacantes qui lui étaient attribuées, si cette perte d'heures est compensée par une augmentation correspondante du nombre d'heures dans l'établissement où il est affecté à titre principal ou dans un autre établissement où il est affecté à titre complémentaire.

Un membre du personnel, perdant la totalité des heures définitivement vacantes qui lui étaient attribuées dans l'établissement où il est affecté à titre principal et qui voit cette perte d'heures compensée par une augmentation correspondante du nombre d'heures dans l'(les) établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire, ne pas être placé en perte partielle de charge, s'il renonce à son affectation à titre principal et convertit son affectation à titre complémentaire en affectation à titre principal, ou, s'il lui est attribué une charge complète, en affectation, dans l'établissement où il était affecté à titre complémentaire.

Art. 153. Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi bénéficie d'un traitement d'attente égal, les deux premières années, à son traitement d'activité.

A partir de la troisième année, ce traitement d'attente est réduit chaque année, de vingt pour cent sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois un quarante-cinquième du traitement d'activité que le membre du personnel administratif compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité. Les réductions successives s'opèrent sur la base du dernier traitement d'activité.

Pour le membre du personnel administratif invalide de guerre, le traitement d'attente est égal, durant les trois premières années, à son dernier traitement d'activité. A partir de la quatrième année, il est réduit selon le mode prévu ci-dessus.

Le traitement d'attente ne peut être inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles l'intéressé aurait droit s'il bénéficiait du régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application du présent article, il faut entendre, par années de service, celles qui entrent en compte pour l'établissement de la pension de retraite. Toutefois, les services militaires accomplis avant l'entrée en fonction ne sont pas pris en considération et les services militaires admissibles ne sont comptés que pour leur durée simple sans préjudice de l'application de l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux priorités.

Le rappel provisoire à l'activité de service suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1^{er} pendant le temps du rappel. Le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1^{er} aussi longtemps qu'il n'est pas mis fin à ce rappel.

Art. 154. Tout membre du personnel administratif en disponibilité par défaut d'emploi conserve pendant deux ans dans cette position ses titres à une nomination à une fonction de promotion et à l'avancement de traitement.

Art. 155. Un membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction de recrutement n'est placé en perte partielle de charge ou mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel administratif qui exercent la même fonction dans un emploi vacant et ce, dans l'ordre fixé par l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 11^o.

Ensuite, lorsqu'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction de recrutement doit être placé en perte partielle de charge ou mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'abord est/sont placé(s) en perte partielle de charge ou mis en disponibilité par défaut d'emploi, un/des membres du personnel administratif affecté(s) à titre complémentaire dans l'établissement ou le membre du personnel affecté à titre principal dans l'établissement, puis est/sont placé(s) en perte partielle de charge ou est/sont mis en disponibilité par défaut d'emploi un/des membre(s) du personnel administratif affecté(s) dans l'établissement.

Le membre du personnel administratif admis au stage n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel administratif qui exercent la même fonction dans un emploi vacant et ce, dans l'ordre fixé par l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 7^o.

Art. 156. Chaque année, dans le courant du mois de novembre, les commissions zonales d'affectation et la commission interzonale d'affectation se réunissent et proposent la réaffectation, le rappel provisoire à l'activité de service, le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, le complément de charge, le changement d'affectation des membres du personnel administratif dans les emplois définitivement vacants au 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique en cours.

Art. 157. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif en perte partielle de charge reste à la disposition du Gouvernement qui peut, d'initiative, lui confier un complément d'attributions.

Par complément d'attributions, il faut entendre les heures non vacantes relevant de la même fonction attribuées au sein du même établissement.

§ 2. Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif en perte partielle de charge reste à la disposition du Gouvernement qui peut, d'initiative ou sur proposition de la commission zonale d'affectation, lui confier un complément de charge :

1° tout d'abord, avant toute désignation à titre temporaire ou toute admission au stage;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires, conformément à l'article 36, § 1^{er}.

A sa demande, un membre du personnel administratif nommé à titre définitif à qui n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre d'heures au moins égal à celui pour lequel il est rétribué dans l'établissement où il est affecté et qui a obtenu un complément de charge dans un ou plusieurs établissements, conserve ce complément de charge aussi longtemps :

1° qu'il ne lui est pas attribué un nombre d'heures au moins égal à celui pour lequel il est rétribué à titre définitif dans l'établissement où il est affecté;

2° que ce complément n'est pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif affecté à l'établissement ou y rappelé à l'activité de service, soit provisoirement, soit pour une durée indéterminée.

Par complément de charge, au sens du présent paragraphe, il faut entendre l'attribution dans un ou plusieurs autres établissements à un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes et qui se trouve en perte partielle de charge, d'heures temporairement ou définitivement vacantes de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif, en compensation du nombre d'heures pour lequel il est déclaré en perte partielle de charge.

Art. 158. § 1^{er}. Lorsque, aux conditions fixées par l'article 155, doit être placé en perte partielle de charge ou mis en disponibilité par défaut d'emploi un membre du personnel administratif nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, est placé en perte partielle de charge ou mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel administratif qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française.

Lorsque, aux conditions fixées par l'article 155, doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi un membre du personnel administratif admis au stage, est mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel administratif qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française.

Lorsqu'un membre du personnel administratif, nommé à titre définitif à une fonction de promotion doit être mis en perte partielle de charge ou en disponibilité est placé en perte partielle de charge ou en disponibilité le membre du personnel administratif qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, en cas d'égalité d'ancienneté de service, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, selon le cas, le membre du personnel administratif qui compte la plus petite ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, selon le cas, le membre du personnel administratif le plus jeune.

Art. 159. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 158 :

1° sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel administratif a rendus dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans une fonction de membre du personnel administratif;

2° la durée de ces services, rendus en qualité de membre du personnel administratif temporaire, dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes, est égale au nombre de jours compris du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 137;

3° la durée des services rendus à titre de membre du personnel administratif stagiaire ou nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes, se compte par mois civils, y compris les congés fixés par l'article 136, les services d'une durée inférieure à un mois étant négligés;

4° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel administratif est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

5° trente jours forment un mois;

6° les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, est réduit de moitié;

7° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercées pendant la même période;

8° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel administratif ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 160. § 1^{er}. Dès qu'un membre du personnel administratif est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le directeur le notifie au Gouvernement et au président de la commission zonale d'affectation compétente.

Lorsqu'un membre du personnel administratif n'accomplit plus au sein de son établissement, par défaut d'emploi, un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré, le directeur le notifie au Gouvernement et au président de la commission zonale d'affectation compétente.

§ 2. Tout membre du personnel administratif nommé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Gouvernement qui peut, d'initiative ou sur proposition, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation, le rappeler provisoirement à l'activité de service ou, sur proposition d'une commission zonale d'affectation ou de la commission interzonale d'affectation, le rappeler à l'activité de service pour une durée indéterminée :

1° d'abord, avant toute désignation de temporaire ou toute admission au stage;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires;

3° enfin, dans les emplois occupés par des stagiaires, dans l'ordre inverse de leur classement, à condition que le membre du personnel administratif rappelé provisoirement à l'activité de service ou rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée ait été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone que le stagiaire.

Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour le membre du personnel administratif visé à l'alinéa 1^{er} qui en bénéficie un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, celui-ci peut refuser ce rappel à l'activité. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'abord d'un autre temporaire non classé, puis d'un autre temporaire classé dans le second groupe et à défaut, du temporaire du premier groupe immédiatement mieux classé.

Le membre du personnel administratif qui bénéficie d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée est réaffecté dans le même établissement le premier jour de l'année scolaire ou académique qui suit la vacance d'un emploi de sa fonction.

Le membre du personnel administratif mis en disponibilité par défaut d'emploi est, à sa demande, rappelé prioritairement à l'activité de service dans un emploi provisoirement disponible dans sa fonction au sein de l'établissement où il a perdu son emploi.

Pendant le rappel provisoire à l'activité de service et le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, le membre du personnel administratif bénéficie de son traitement d'activité et les services qu'il preste sont assimilés à des services effectifs.

§ 3. Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction de recrutement mis en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté par le Gouvernement sur avis, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation :

1° d'abord et par priorité sur les membres du personnel admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi, dans les emplois définitivement vacants occupés par des temporaires;

2° ensuite, dans les emplois définitivement vacants occupés par des stagiaires, dans l'ordre inverse de leur classement, à condition que le membre du personnel administratif réaffecté ait été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone que le stagiaire.

Le membre du personnel administratif rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts des heures pour lesquelles il est rémunéré, n'entre en fonction dans l'emploi où il est réaffecté qu'à la date du 1^{er} juillet suivant.

Le membre du personnel administratif admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté par le Gouvernement, sur avis, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation, dans les emplois définitivement vacants occupés par des temporaires.

Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif à une fonction de promotion est réaffecté par le Gouvernement dans un emploi définitivement vacant de sa fonction.

§ 4. Le membre du personnel administratif est tenu d'occuper, dans les délais fixés par le Gouvernement, l'emploi qui lui est conféré par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée. Si, sans motif valable, il s'abstient d'occuper cet emploi, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

§ 5. Lorsqu'un membre du personnel administratif mis en disponibilité par défaut d'emploi n'a pu, dans sa zone, être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service pour une durée indéterminée, le Gouvernement saisit la commission interzonale d'affectation, laquelle donne au Gouvernement les avis prévus par l'article 21, § 1^{er}.

§ 6. Le membre du personnel administratif mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de promotion peut être rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi de la fonction de recrutement qui lui a permis l'accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé, conformément aux dispositions du présent article.

Nonobstant ce rappel provisoire à l'activité de service, le membre du personnel administratif visé à l'alinéa 1^{er} reste à la disposition du Gouvernement pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

§ 7. Dans tous les cas, le membre du personnel administratif, ainsi réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service garde le bénéfice de l'échelle barémique qui était la sienne avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 161. Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service ni rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif, peut être rappelé, à titre temporaire, à l'activité de service dans tout emploi d'une des fonctions de membre du personnel administratif pour laquelle il possède le titre requis.

Le membre du personnel administratif rappelé à l'activité de service en application de l'alinéa précédent conserve le bénéfice de l'échelle barémique qui lui est attribuée eu égard à la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

Sous-section 3. — Disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Art. 162. § 1^{er}. Le membre du personnel administratif nommé à titre définitif ou admis au stage peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service par le Gouvernement suite à une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service formulée selon les modalités fixées par le Gouvernement. La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel administratif.

Toutefois, il peut être dérogé par le Gouvernement à la limitation visée à l'alinéa 1^{er} afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service prononcée au cours d'une année scolaire ou académique à l'encontre d'un membre du personnel administratif soit prolongée jusqu'au terme de l'année scolaire ou académique en cours.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel administratif perçoit un traitement d'attente égal à 75 % de son dernier traitement d'activité. Un membre du personnel administratif ne peut être placé en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service si les faits pour lesquels cette mesure est envisagée peuvent faire l'objet d'une peine disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

§ 2. Préalablement à toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel administratif doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est envisagée doivent être notifiés au membre du personnel administratif cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel administratif peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel administratif dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel administratif ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel administratif est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel administratif ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Le membre du personnel administratif à charge duquel est formulée une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service peut, dans les dix jours de la notification de la proposition, introduire un recours auprès de la Chambre de recours.

Celle-ci donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai de trois mois maximum.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie, la mise en disponibilité produisant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit la notification au requérant.

§ 3. Si le membre du personnel administratif n'a pas introduit de recours devant la Chambre de recours dans le délai prescrit au § 2, la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est transmise, à l'issue dudit délai, au Gouvernement qui se prononce dans un délai d'un mois.

La décision du Gouvernement est notifiée au membre du personnel administratif, la mise en disponibilité produisant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit la notification.

Sous-section 4. — Disponibilité pour maladie ou infirmité

Art. 163. Sous réserve de l'article 10 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, le membre du personnel administratif se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité après avoir atteint la durée maximum des congés qui peuvent lui être accordés pour ce motif par application de l'article 9 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 précité.

Art. 164. Le membre du personnel administratif en disponibilité pour maladie ou infirmité conserve ses titres à une nomination à une fonction de promotion et à l'avancement de traitement.

Art. 165. Le membre du personnel administratif en disponibilité pour maladie ou infirmité reçoit un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité.

Toutefois, le montant de ce traitement ne peut, en aucun cas, être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite prématurée.

Art. 166. Par dérogation à l'article 165, le membre du personnel administratif en disponibilité pour maladie ou infirmité a droit à un traitement d'attente égal au montant de son dernier traitement d'activité si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie ou infirmité grave et de longue durée.

Le service de santé administratif décide si l'affection dont souffre le membre du personnel administratif constitue ou non une telle maladie ou infirmité. Cette décision ne peut, en tout cas, intervenir avant que le membre du personnel n'ait été, pour une période continue de six mois au moins, en congé ou en disponibilité pour l'affection dont il souffre.

Toutefois, l'écoulement de la période continue de six mois n'est pas requis pour le membre du personnel administratif qui, suite à une nouvelle absence pour cause de maladie ou infirmité, se trouve à nouveau en congé ou en disponibilité pour cause de maladie ou infirmité dans l'année qui suit la date à laquelle il a fait l'objet d'une décision de reconnaissance de maladie grave et de longue durée.

Cette décision entraîne une révision de la situation du membre du personnel administratif avec effet pécuniaire à la date du début de sa disponibilité.

Sous-section 5. — Disponibilité pour convenance personnelle

Art. 167. Le membre du personnel administratif en disponibilité pour convenance personnelle ne perçoit aucun traitement d'attente.

Il ne peut se prévaloir de maladie ou d'infirmité contractée durant sa période de disponibilité.

Art. 168. La durée de la disponibilité pour motifs de convenance personnelle, en une ou plusieurs périodes, ne peut dépasser cinq ans.

Tout membre du personnel administratif dont l'absence dépasse ce terme est considéré comme démissionnaire.

CHAPITRE XI. — *De la cessation des fonctions*

Art. 169. Les membres du personnel administratif, désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif, sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif de façon régulière;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable;

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de dix jours;

5° si, rappelés en activité de service, ils refusent, sans motif valable, d'occuper dans les dix jours l'emploi assigné par le Gouvernement;

6° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraînent la cessation des fonctions;

7° s'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue;

8° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 15, n'a été introduit ou que le membre du personnel administratif refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible.

Art. 170. Pour les membres du personnel administratif nommés à titre définitif, entraînent également la cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire : le membre du personnel administratif ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé et après un préavis de quinze jours au moins;

2° l'inaptitude professionnelle définitivement constatée; cette inaptitude se constate par la conservation au bulletin de signalement de la mention « Insuffisant » pendant deux années consécutives à dater de son attribution;

3° la mise à la retraite normale par limite d'âge;

4° la révocation.

CHAPITRE XII. — *De la mobilité*

Art. 171. A sa demande, un membre du personnel administratif nommé à titre définitif peut obtenir la mobilité vers le Ministère de la Communauté française ou un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII. A sa demande, un membre du personnel de la catégorie du personnel administratif du Ministère de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, nommé à titre définitif, peut obtenir la mobilité vers un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 172. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par « mobilité », selon le cas :

1° le passage d'un membre du personnel administratif nommé à titre définitif d'un emploi d'une fonction visée à l'article 17, § 1^{er}, à un emploi de la catégorie du personnel administratif d'un des cadres du Ministère de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement;

2° le passage d'un membre du personnel du Ministère de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, nommé à titre définitif, d'un emploi de la catégorie du personnel administratif d'un des cadres du Ministère ou d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII à un emploi d'une fonction visée à l'article 17, § 1^{er}, selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement.

Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par « service destinataire », le Ministère de la Communauté française, l'organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ou l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française faisant l'objet de la demande de mobilité.

Art. 173. Pour pouvoir bénéficier des dispositions du présent chapitre, le membre du personnel doit se trouver dans une position administrative lui permettant défaire valoir ses titres à la promotion.

Art. 174. La mobilité visée à l'article 172, 1°, peut être obtenue dans un emploi visé à l'article 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité.

La mobilité visée à l'article 172, 2°, peut être obtenue, avant toute désignation à titre temporaire d'un membre du personnel administratif visé à l'article 2, § 2, 1°, dans un emploi définitivement vacant qui n'a pu être attribué par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service, rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, complément de charge ou changement d'affectation ni conféré par nomination à titre définitif ou admission au stage.

Art. 175. Le membre du personnel administratif visé à l'article 171, alinéa 1^{er}, introduit sa demande de mobilité auprès du directeur de l'établissement où il est affecté. Celui-ci remet un avis motivé sur la demande qu'il transmet ensuite au Gouvernement. S'il marque son accord sur la demande, le Gouvernement fait parvenir celle-ci auprès de la Commission visée à l'article 12^{bis} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité au plus tard un mois après la clôture de l'appel aux candidats.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite selon le modèle établi par le Gouvernement.

Art. 176. En tant qu'elles visent la mobilité, les dispositions des articles 38^{bis} à 40 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité sont applicables aux demandes de mobilité introduites en vertu du présent chapitre.

Art. 177. L'approbation de la demande de mobilité par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination au sein du service destinataire emporte de plein droit la nomination du membre du personnel, selon le cas, au grade de l'emploi ou dans l'emploi pour lequel la demande de mobilité a été introduite.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles sont prises en considération les anciennetés acquises par le membre du personnel avant la nomination visée à l'alinéa 1^{er}. En tout état de cause, le membre du personnel ne peut se voir attribuer une ancienneté autre que celle dont il peut répondre effectivement.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} bénéficie de l'échelle de traitement, selon le cas, liée au grade de l'emploi ou afférente à la fonction pour le/laquelle la mobilité a été accordée. Le cas échéant, il conserve son traitement jusqu'à ce qu'il obtienne, dans l'échelle attachée à son nouvel emploi, un traitement au moins égal.

Il n'est plus soumis aux dispositions statutaires et pécuniaires qui lui étaient applicables avant sa nomination au sein du service destinataire. Il perd également le bénéfice des avantages, de quelque nature qu'ils soient, qui lui étaient applicables.

Art. 178. La mobilité est réalisée par arrêté individuel pris par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination au sein du service destinataire où le membre du personnel obtient sa mobilité.

CHAPITRE XIII. — Inopposabilité des clauses contraires au statut

Art. 179. Toute disposition dans un acte de désignation ou dans un règlement de travail contraire aux dispositions légales impératives ou au présent décret est inopposable.

TITRE III. — Des membres du personnel ouvrier

CHAPITRE I^{er}. — Des fonctions et titres

Art. 180. Les fonctions des membres du personnel ouvrier sont classées comme suit :

1° fonctions de recrutement :

- a) aide-cuisinier;
- b) ouvrier d'entretien;
- c) ouvrier d'entretien qualifié;
- d) ouvrier qualifié;
- e) veilleur de nuit;
- f) cuisinier;
- g) préparateur;
- h) mouleur;
- i) relieur d'art;
- j) compositeur-typographe;
- k) opérateur-technicien;
- l) luthier-réparateur.

2° fonctions de promotion :

- a) premier préparateur-chef d'équipe;
- b) premier ouvrier d'entretien qualifié-chef d'équipe;
- c) premier ouvrier qualifié-chef d'équipe;
- d) premier cuisinier-chef d'équipe;
- e) magasinier.

Art. 181. Les titres requis pour les fonctions de recrutement des membres du personnel ouvrier mentionnées ci-dessous sont fixés comme suit :

1. Pour les fonctions d'aide-cuisinier, d'ouvrier d'entretien ou de veilleur de nuit : aucune condition de diplôme ou de certificat d'études.

2. Pour la fonction d'ouvrier d'entretien qualifié :

- a) diplôme ou certificat de cours techniques secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou
- b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française; ou
- c) six années de pratique professionnelle.

3. Pour la fonction de cuisinier :

- a) diplôme ou certificat de cours techniques secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou
- b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française; ou

c) six années de pratique professionnelle en rapport avec la fonction.

Le Gouvernement décide si la pratique professionnelle visée en c) est en rapport avec la fonction de cuisinier.

4. Pour les fonctions d'ouvrier qualifié ou de préparateur :

a) diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire inférieure ou de cours techniques secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou

b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

5. Pour la fonction de mouleur :

a) diplôme ou certificat de cours techniques secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française et un certificat constatant la fréquentation avec fruit d'un cours de moulage dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française; ou

b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française et un certificat constatant la fréquentation avec fruit d'un cours de moulage dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

6. Pour la fonction de relieur d'art :

a) diplôme ou certificat de cours techniques secondaires inférieurs (Section reliure), créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou

b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire (Section reliure) délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

7. Pour la fonction de compositeur-typographe

a) diplôme ou certificat de cours techniques secondaires inférieurs (Section typographie) créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou

b) attestation de réussite d'une troisième année de l'enseignement secondaire (Section typographie) délivrée dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

8. Pour la fonction d'opérateur-technicien :

a) diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire supérieure délivré dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou dans l'enseignement en alternance ou de cours techniques secondaires supérieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française; ou

b) douze années de pratique professionnelle en rapport avec la fonction.

Le Gouvernement décide si la pratique professionnelle visée en b) est en rapport avec la fonction d'opérateur-technicien.

9. Pour la fonction de luthier-réparateur : douze années de pratique professionnelle en rapport avec la fonction. Le Gouvernement décide si la pratique professionnelle est en rapport avec la fonction de luthier-réparateur.

CHAPITRE II. — *Des zones d'affectation et des commissions. d'affectation*

Art. 182. Il est constitué six zones d'affectation définies comme suit :

1° la zone de la région de Bruxelles-Capitale correspond au territoire de la région de Bruxelles-Capitale;

2° la zone de la province du Brabant wallon correspond au territoire de la province du Brabant wallon;

3° la zone de la province de Namur correspond au territoire de la province de Namur;

4° la zone de la province de Liège correspond au territoire de la province de Liège;

5° la zone de la province de Luxembourg correspond au territoire de la province de Luxembourg;

6° la zone de la province de Hainaut correspond au territoire de la province de Hainaut.

Art. 183. § 1^{er}. Dans chaque zone d'affectation visée à l'article 182, il est créé une commission zonale d'affectation.

La commission remet des avis au Gouvernement :

1° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;

2° en matière de réaffectation d'un membre du personnel ouvrier admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;

3° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement qui sollicite une affectation dans un autre établissement de la zone;

4° en matière de changement d'affectation de circonstances visé aux articles 238, § 1^{er} et 239, § 1^{er}.

§ 2. La commission zonale est composée :

1° d'un président désigné par le Gouvernement;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant;

4° de trois délégués du Gouvernement avec voix consultative.

En cas d'absence du président, le membre le plus ancien des trois membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, le remplace.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

A la majorité des deux tiers, la Commission peut autoriser des membres suppléants à assister aux réunions avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne les membres de chaque commission zonale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. La commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La commission est assistée d'un secrétaire que le Gouvernement choisit parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 au moins.

Le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

La commission se réunit la première quinzaine de février et la première quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président.

La commission notifie ses avis au Gouvernement dans les huit jours suivant la réunion.

Art. 184. § 1^{er}. Pour l'ensemble des six zones d'affectation visées par l'article 182, il est créé une commission interzonale d'affectation.

La commission remet des avis au Gouvernement :

1° en matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service au sein de sa zone;

2° en matière de réaffectation d'un membre du personnel ouvrier admis au stage, mis en disponibilité par défaut d'emploi, qui n'a pu être réaffecté au sein de sa zone;

3° en matière de changement d'affectation d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif qui sollicite une affectation dans une autre zone;

4° en matière de réaffectation, de rappel et provisoire à l'activité de service, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée et de changement d'affectation d'un membre du personnel ouvrier nommé en fonction de promotion;

5° en matière de changement d'affectation de circonstance visé aux articles 238, § 1^{er} et 239, § 1^{er}.

§ 2. La commission interzonale est composée :

1° d'un président, qui est le Directeur général de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française;

2° d'un vice-président qui est un Directeur général adjoint de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française, qui supplée le président en cas d'absence;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement;

4° de trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant;

5° du Directeur général de la direction générale de l'enseignement obligatoire ou de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, selon le cas, ou de son délégué, avec voix consultative;

6° de trois délégués du Gouvernement avec voix consultative.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants selon les mêmes modalités.

Le Gouvernement désigne les membres de la commission interzonale pour une durée de quatre ans. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

§ 3. La commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La commission est assistée d'un secrétaire que le Gouvernement choisit parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 au moins.

Le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

La commission se réunit la dernière quinzaine de février et la dernière quinzaine de novembre. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative du président.

La commission notifie ses avis au Gouvernement dans les huit jours suivant la réunion.

La commission établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

La commission élabore, en collaboration avec les présidents des commissions zonales d'affectation, le règlement d'ordre intérieur commun de ces instances. Ce dernier est également approuvé par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Du recrutement**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 185. Les fonctions de recrutement peuvent être exercées par des membres du personnel ouvrier désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif.

Art. 186. Dès qu'un emploi est vacant, le directeur le notifie au Gouvernement, au président de la commission interzonale d'affectation, ainsi qu'au président de la commission zonale d'affectation dont relève son établissement. Ce dernier communique la vacance aux membres de la commission qu'il préside.

Art. 187. Lors de son entrée en fonction, le membre du personnel ouvrier prête serment entre les mains du directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Acte en est donné au membre du personnel ouvrier.

Section 2. — De la désignation à titre temporaire des membres du personnel ouvrier

Art. 188. Nul ne peut être désigné à titre temporaire s'il ne remplit, au moment de la désignation, les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer tel que prévu à l'article 181;

6° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire, d'une mise en non-activité disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel ouvrier;

7° ne pas avoir fait l'objet d'un licenciement pour faute grave prévu aux articles 192 et 205.

En outre, nul ne peut être désigné à titre temporaire au sein d'un établissement s'il a fait l'objet, au cours des deux dernières années scolaires ou académiques, de deux rapports défavorables consécutifs tels que visés à l'article 190 de la part du directeur de cet établissement.

Art. 189. § 1^{er}. Les membres du personnel ouvrier sont désignés à titre temporaire par le directeur.

La désignation à titre temporaire fait l'objet d'un acte écrit que le directeur délivre au membre du personnel ouvrier au plus tard au moment de la désignation. Le modèle de l'acte est établi par le Gouvernement.

Une copie de l'acte visé à l'alinéa 2 est transmise par le directeur à la Direction générale des Personnels de l'Enseignement de la Communauté française.

§ 2. Une désignation à titre temporaire dans un emploi vacant prend fin au moment où le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage prend ses fonctions dans ledit emploi.

Une désignation temporaire dans un emploi dont le titulaire est temporairement absent prend fin au moment où ledit titulaire reprend ses fonctions.

Toute désignation à titre temporaire dans une fonction de recrutement s'effectue pour une durée déterminée. Elle prend fin au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, à la veille de l'année scolaire ou académique qui suit la date de désignation.

§ 3. Avant toute désignation à titre temporaire, l'emploi est attribué, selon le cas, par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée à un membre du personnel ouvrier en disponibilité par défaut d'emploi, conformément aux articles 304 à 306.

Art. 190. § 1^{er}. A l'issue d'une période d'activité de service de six mois au moins d'un membre du personnel ouvrier temporaire, le directeur de l'établissement établit un rapport motivé sur la manière dont le membre du personnel ouvrier s'est acquitté de sa tâche. Le modèle du rapport est établi par le Gouvernement.

Ce rapport est soumis au visa du membre du personnel ouvrier temporaire qu'il concerne et point à son dossier personnel. Si le membre du personnel ouvrier estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant.

§ 2. Sans préjudice de l'application du § 1^{er}, tout temporaire est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le directeur.

Art. 191. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5, un membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire peut être licencié sur décision motivée du directeur, moyennant un préavis dont la durée est fixée conformément aux alinéas 2 à 4 et prenant cours le premier jour du mois qui suit sa notification.

Pour toute désignation à titre temporaire d'une durée égale ou supérieure à quinze semaines, la durée du préavis est de trois mois lorsque le membre du personnel ouvrier a rendu moins de 1 800 jours de services dans une fonction de membre du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

Le délai de trois mois visé à l'alinéa précédent est augmenté de trois mois dès le commencement d'une nouvelle période de 1 800 jours de services rendus dans une fonction de membre du personnel ouvrier au sein des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

Pour toute désignation à titre temporaire d'une durée inférieure à quinze semaines, la durée du préavis est de 15 jours ouvrables.

Pour le calcul du nombre de jours visé aux alinéas 2 et 3 :

1° sont seuls pris en considération les jours de services effectifs acquis dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française dans une fonction de membre du personnel ouvrier;

2° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes comprend tous les jours comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 285;

3° les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;

4° le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

En aucun cas, la durée du préavis ne peut excéder la durée de la désignation à titre temporaire restant à courir.

§ 2. Lorsque le licenciement n'est pas exclusivement justifié par des considérations liées à l'équilibre budgétaire de l'établissement, le membre du personnel ouvrier doit, préalablement à toute décision de licenciement, avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur envisage de licencier le membre du personnel ouvrier doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel ouvrier dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

§ 3. Toute décision ayant trait au licenciement moyennant préavis d'un membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire est prise après avis préalable et motivé du Comité de concertation de base. Le cas échéant, cet avis est rendu après qu'il ait été fait application de la procédure d'audition préalable visée au § 2.

§ 4. Lorsque le licenciement du membre du personnel ouvrier a eu lieu exclusivement pour des considérations liées à l'équilibre budgétaire de l'établissement et qu'il est ultérieurement procédé au sein de ce même établissement à une désignation à titre temporaire dans la même fonction, cette désignation à titre temporaire est proposée en priorité à ce membre du personnel ouvrier.

§ 5. A moins qu'il ne soit exclusivement justifié par des considérations liées à l'équilibre budgétaire de l'établissement, il ne peut être procédé au licenciement d'un membre du personnel ouvrier en application de la présente disposition si le préavis notifié au membre du personnel ouvrier et dont la durée est calculée conformément au § 1^{er} s'achève entre le 30 juin et le 31 août.

Art. 192. § 1^{er}. Tout membre du personnel ouvrier temporaire peut être licencié sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel ouvrier et le directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté ou, le cas échéant, entre le membre du personnel ouvrier et la Haute Ecole ou l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le directeur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel ouvrier à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ouvrier ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition visée au § 2 ou en l'absence du membre du personnel ouvrier ou de son représentant lors de l'audition, le directeur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il notifie sa décision au membre du personnel ouvrier dans les trois jours ouvrables.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel ouvrier, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 193. Un membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire peut cesser volontairement ses fonctions moyennant un préavis de huit jours ouvrables, prenant cours le jour de la notification.

Section 3. — De l'admission au stage et des stagiaires

Art. 194. § 1^{er}. Suite à la cessation définitive de ses fonctions par un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage dans une fonction de recrutement, le Gouvernement procède à l'admission au stage d'un membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire dans l'emploi de la même fonction qu'il occupe à cette date, à condition que cet emploi ne soit pas occupé en remplacement d'un membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire.

§ 2. Si aucun membre du personnel ouvrier ne figure dans le classement établi conformément à l'article 196, § 1^{er} pour la fonction visée au § 1^{er}, il est procédé, le cas échéant, à l'admission au stage dans un emploi d'une autre fonction de recrutement pour l'exercice de laquelle il est accordé la même échelle barémique.

Dans l'hypothèse où plusieurs autres fonctions de recrutement donnent droit à une échelle barémique identique à celle afférente à la fonction exercée par le membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire visé au § 1^{er}, le Gouvernement procède à l'admission au stage du membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire qui, parmi l'ensemble des membres du personnel ouvrier figurant dans les classements établis conformément à l'article 196, § 1^{er} pour ces autres fonctions, compte l'ancienneté de fonction la plus élevée et, en cas d'égalité d'ancienneté de fonction, l'ancienneté de service la plus élevée.

§ 3. Il ne peut être procédé à aucune admission au stage si l'emploi occupé par le membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire visé au § 1^{er} peut être conféré par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée conformément aux dispositions applicables en la matière et s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation aux membres du personnel ouvrier nommés à titre définitif.

§ 4. La dotation qui, en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé à l'admission au stage d'un membre du personnel ouvrier conformément au présent article est diminuée d'un montant de 20 573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. Cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date de l'admission au stage.

La présente disposition cesse de s'appliquer à la date de cessation définitive de ses fonctions par le membre du personnel ouvrier stagiaire.

Art. 195. Nul ne peut être admis au stage s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer tel que prévu à l'article 181;

6° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel ouvrier;

7° ne pas avoir fait l'objet d'un licenciement pour faute grave prévu aux articles 192 et 205.

Le membre du personnel ouvrier en congé de maternité, de maladie ou en incapacité de travail causée par un accident de travail est admis au stage.

Art. 196. § 1^{er}. Pour chacune des fonctions de recrutement de membre du personnel ouvrier, il est établi à l'Administration centrale du Ministère un classement des membres du personnel ouvrier temporaires. Les membres du personnel ouvrier sont classés d'après l'ancienneté de fonction acquise au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française.

§ 2. Lorsqu'il doit être procédé à l'admission au stage dans un emploi d'une fonction de recrutement conformément à l'article 194, cette admission au stage est proposée par priorité au membre du personnel ouvrier temporaire qui, à la date à laquelle le membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire visé à l'article 194, § 1^{er}, alinéa 1^{er} a cessé définitivement ses fonctions, compte, pour la fonction considérée, l'ancienneté de fonction la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française et remplit les conditions requises.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, en cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel ouvrier qui compte, à la date précitée, l'ancienneté de service la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction et de service, la priorité est accordée au membre du personnel ouvrier le plus âgé.

Lorsque le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1^{er} exerce la fonction à conférer au sein d'établissements d'enseignement distincts, l'admission au stage est proposée dans l'établissement d'enseignement au sein duquel le volume de prestations afférentes à cette fonction presté par le membre du personnel ouvrier est le plus élevé. En cas d'égalité, le membre du personnel ouvrier notifie au Gouvernement l'établissement d'enseignement au sein duquel il souhaite être admis au stage, conformément au § 3.

§ 3. La proposition d'admission au stage visée au § 2 et dont le modèle est établi par le Gouvernement est notifiée au membre du personnel ouvrier temporaire par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition. Le membre du personnel ouvrier dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Gouvernement de son acceptation ou de son refus d'être admis au stage dans l'emploi proposé. Il notifie sa décision au Gouvernement par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Lorsque le membre du personnel ouvrier notifie son refus d'être admis au stage dans l'emploi proposé ou ne réagit pas dans le délai imparti, le Gouvernement propose l'admission au stage au membre du personnel ouvrier temporaire immédiatement moins bien classé et remplissant les conditions requises, selon les mêmes modalités que celles visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 197. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 196 :

1° sont seuls pris en considération les jours de services effectifs acquis dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française dans la fonction dont un emploi est à conférer;

2° le nombre de jours, acquis dans une fonction à prestations complètes, est formé de tous les jours comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 285;

3° les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;

4° le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 196 :

1° sont seuls pris en considération les jours de services effectifs acquis dans les établissements d'enseignement de la Communauté française dans une fonction de membre du personnel ouvrier;

2° les dispositions du § 1^{er}, 2° à 4° sont d'application.

Art. 198. Le membre du personnel ouvrier est admis au stage et affecté par le Gouvernement à un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il a notifié son acceptation conformément à l'article 196, § 3.

Le membre du personnel ouvrier est admis au stage à temps plein.

L'arrêté d'admission au stage est publié au *Moniteur belge*.

Art. 199. § 1^{er}. La durée du stage est de six mois. Le stage peut toutefois être prolongé de deux mois maximum, sur proposition motivée du directeur de l'établissement d'enseignement où le membre du personnel ouvrier est affecté.

§ 2. Pour le calcul de la durée du stage accompli, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Art. 200. A la fin du stage, le directeur établit un rapport motivé sur la manière dont le stagiaire s'est acquitté de sa mission. Le modèle du rapport est établi par le Gouvernement.

Ce rapport conclut à une proposition motivée de nomination du stagiaire à titre définitif ou à une proposition motivée de prolongation du stage, ou encore à une proposition motivée de licenciement.

Le double de ce rapport est remis au stagiaire intéressé.

Celui-ci vise et date le rapport original dans les deux jours ouvrables qui suivent celui où le rapport lui a été remis.

S'il estime que le rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant.

Le rapport est joint au dossier personnel du stagiaire.

Art. 201. Même à défaut de proposition de nomination, le stagiaire qui a accompli la durée du stage est nommé à titre définitif dans la fonction à prestations complètes à laquelle il a été admis au stage et à dater de la fin du stage, à moins que son licenciement ou la prolongation de son stage ait été proposé conformément aux articles 200, 202 et 205.

Le stagiaire qui a accompli la durée du stage est également nommé à titre définitif dans la fonction à prestations complètes à laquelle il a été admis au stage et à dater de la fin du stage lorsque, après recours du stagiaire, le Gouvernement n'a pas confirmé la proposition de licenciement ou de prolongation du stage.

Le stagiaire en congé de maternité, de maladie ou en incapacité de travail causée par un accident du travail est nommé à titre définitif.

Art. 202. § 1^{er}. Moyennant un préavis de trois mois, le stagiaire peut, au cours du stage ou à l'issue du stage, être licencié sur proposition motivée du directeur.

Préalablement à toute proposition de licenciement, le membre du personnel ouvrier doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur envisage de proposer le licenciement du membre du personnel ouvrier doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel ouvrier dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

§ 2. La proposition de licenciement est soumise au stagiaire le jour même où elle est formulée.

Le stagiaire vise et date la proposition et la restitue dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où elle lui a été remise. S'il estime que cette proposition n'est pas fondée, il vise en conséquence la proposition, la date et la restitue dans le même délai.

La procédure se poursuit lorsque le stagiaire refuse de viser la proposition.

Art. 203. § 1^{er}. Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de licenciement ou de prolongation de stage, peut, dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de la proposition, introduire une réclamation écrite par la voie hiérarchique auprès du Gouvernement.

Aussitôt après avoir reçu la réclamation, le Gouvernement la fait parvenir à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de la réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

§ 2. Lorsque, à l'issue de son stage, le stagiaire a introduit un recours contre la proposition de licenciement ou de prolongation de stage, l'emploi pour lequel il a introduit sa candidature reste vacant jusqu'au moment où le Gouvernement aura statué.

Art. 204. En cas de licenciement, les jours de service prestés au cours du stage sont assimilés à des jours de service prestés en qualité de membre du personnel ouvrier temporaire.

Art. 205. § 1^{er}. Tout stagiaire peut être licencié sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel ouvrier et le directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté ou, le cas échéant, entre le membre du personnel ouvrier et la Haute Ecole ou l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le directeur convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel ouvrier à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ouvrier ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition ou en l'absence du membre du personnel ouvrier ou de son représentant lors de l'audition, le directeur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel ouvrier, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 206. Un stagiaire peut cesser volontairement ses fonctions moyennant un préavis de quinze jours ouvrables, prenant cours le jour de sa notification.

Section 4. — De la nomination à titre définitif des membres du personnel ouvrier

Art. 207. Les membres du personnel ouvrier sont nommés à titre définitif par le Gouvernement et affectés à un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française.

L'arrêté de nomination est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 208. Un membre du personnel ouvrier est nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes et affecté dans un seul établissement.

Art. 209. Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ne peut cumuler cette fonction avec une autre fonction qu'il tenait d'une nomination antérieure.

Art. 210. § 1^{er}. Tout membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif, titulaire d'une fonction de recrutement, peut, à sa demande, obtenir dans cette fonction un changement d'affectation :

- 1° dans un emploi vacant d'un autre établissement de la zone;
- 2° dans un emploi vacant au sein d'une autre zone.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} juillet suivant.

§ 2. Le membre du personnel ouvrier qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation concernée dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

§ 3. Le membre du personnel ouvrier qui désire obtenir un changement d'affectation dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

CHAPITRE IV. — Du signalement

Art. 211. Le signalement est obligatoire pour tout membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif.

Il a pour objet de déterminer les aptitudes et le mérite du membre du personnel ouvrier.

Art. 212. Le dossier de signalement tenu, pour chaque membre du personnel ouvrier, à l'Administration centrale du Ministère contient uniquement :

- 1° les rapports sur la manière dont le membre du personnel ouvrier s'est acquitté de sa tâche en qualité de temporaire;
- 2° le rapport de fin de stage visé à l'article 200;
- 3° les bulletins de signalement accompagnés des fiches individuelles;
- 4° le relevé des peines disciplinaires et le relevé des décisions de radiation de peines.

Art. 213. A l'exception du relevé des peines disciplinaires et du relevé des décisions de radiation, chaque document est visé par le membre du personnel ouvrier avant d'être versé au dossier de signalement.

Tous les documents sont numérotés et repris dans un inventaire.

Art. 214. En vue de l'établissement ou de la modification éventuelle du signalement, il est tenu une fiche individuelle. Celle-ci comporte la relation exacte des faits précis concrets, favorables ou défavorables ayant trait à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction.

Art. 215. Toute relation de faits à la fiche individuelle est communiquée au membre du personnel ouvrier intéressé au moment où le directeur la porte à cette fiche.

Après avoir lu la fiche individuelle en présence du directeur, le membre du personnel ouvrier vise ce document et en reçoit copie. La procédure d'établissement du signalement se poursuit lorsque le membre du personnel ouvrier refuse de viser la fiche individuelle.

S'il estime que cette relation des faits n'est pas fondée, le membre du personnel ouvrier introduit, dans les dix jours ouvrables, une réclamation écrite motivée dont il lui est accusé réception. Cette réclamation est jointe à la fiche individuelle.

Tout membre du personnel ouvrier peut demander au directeur, l'inscription d'un fait favorable à sa fiche individuelle.

Art. 216. Le signalement proprement dit est consigné sur un bulletin. Il est constitué par l'une des mentions suivantes : « Très bon », « Bon », « Insuffisant ».

Le signalement doit être motivé sur le bulletin de signalement visé par le membre du personnel ouvrier intéressé.

En l'absence de bulletin de signalement, tout membre du personnel ouvrier est réputé bénéficier de la mention « Bon ».

Art. 217. Toute mention de signalement porte sur l'année scolaire ou académique à issue de laquelle elle a été attribuée ou maintenue.

Le bulletin de signalement est rédigé, s'il y a lieu, par le directeur entre le 15 et 31 mai de chaque année scolaire ou académique. Le signalement est reconduit annuellement, si aucun fait nouveau, favorable ou défavorable, n'est relaté à la fiche individuelle depuis l'attribution du dernier signalement.

Toutefois, l'attribution de la mention de signalement « Insuffisant » donne lieu à un nouveau signalement l'année scolaire ou académique qui suit celle pendant laquelle il a été attribué.

A tout moment, un nouveau bulletin de signalement est rédigé pour tout membre du personnel ouvrier qui en fait la demande si, depuis l'attribution du dernier signalement, se sont produits des faits susceptibles de modifier ce signalement.

Il n'est pas décerné plus d'un bulletin de signalement par an.

Art. 218. Le signalement est attribué par le directeur de l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où le membre du personnel ouvrier est affecté.

Art. 219. Le directeur recueille, le cas échéant, les renseignements jugés nécessaires à l'élaboration du signalement auprès du ou des directeur(s) de l'ou des établissement(s) d'enseignement organisé par la Communauté française où le membre du personnel ouvrier a été affecté durant l'année scolaire ou académique au cours de laquelle il élabore le signalement.

Art. 220. Le bulletin de signalement est soumis par le directeur au membre du personnel ouvrier. Une copie de ce bulletin doit être remise au membre du personnel ouvrier intéressé. Ce dernier vise et date le bulletin original dans les deux jours ouvrables. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ouvrier refuse de viser ledit bulletin ou ne le restitue pas après l'avoir visé dans le délai fixé.

Si le membre du personnel ouvrier estime que la mention de signalement attribuée n'est pas justifiée, il vise le bulletin de signalement sous réserve et fait parvenir dans les dix jours ouvrables une réclamation écrite motivée au directeur. Cette réclamation est annexée au bulletin de signalement.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception de la réclamation, le directeur notifie sa décision définitive au membre du personnel ouvrier intéressé.

Celui-ci vise le bulletin de signalement et, dans les vingt jours ouvrables qui suivent la réception de cette notification, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de trois mois à partir de la date de réception.

Le Gouvernement prend sa décision et attribue le signalement dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

Art. 221. Aucune recommandation, de quelque nature que ce soit, ne peut figurer au dossier de signalement.

Tout membre du personnel ouvrier peut prendre, à tout moment, connaissance de son dossier de signalement.

Art. 222. Le bulletin de signalement et la fiche individuelle sont établis selon les modèles établis par le Gouvernement.

De la promotion

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 223. La nomination à une fonction de promotion ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Un emploi vacant d'une fonction de promotion ne peut être conféré par promotion que s'il n'a pas été conféré par réaffectation aux membres du personnel ouvrier nommés à titre définitif à la fonction de promotion dont relève l'emploi à conférer mis en disponibilité par défaut d'emploi. Un emploi vacant d'une fonction de promotion ne peut être attribué par promotion que s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation.

Art. 224. Une fois par an au moins, la vacance d'emploi des fonctions de promotion à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel ouvrier par la voie d'un appel aux candidats, publié au *Moniteur belge*.

Cet avis précise les conditions auxquelles les candidats doivent satisfaire ainsi que la forme et le délai dans lesquelles la candidature doit être introduite.

Art. 225. § 1^{er}. Tout membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif à une fonction de promotion, peut, à sa demande, obtenir un changement d'affectation dans un autre emploi vacant de sa fonction.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} juillet suivant.

§ 2. Le membre du personnel ouvrier qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone ou dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission précitée.

Art. 226. Les membres du personnel ouvrier sont nommés par le Gouvernement à une fonction de promotion.

Art. 227. Peuvent seuls être nommés à une fonction de promotion, les membres du personnel ouvrier qui ont introduit leur candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats.

Art. 228. Nul ne peut être nommé à une fonction de promotion s'il ne répond, au moment de la nomination, aux conditions suivantes :

- 1° exercer une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 2° compter une ancienneté de service de dix ans au moins;
- 3° compter une ancienneté de fonction de six ans au moins;
- 4° ne pas avoir encouru une peine disciplinaire au cours des cinq années scolaires ou académiques précédentes;
- 5° avoir reçu au moins la mention « bon » au dernier bulletin de signalement;
- 6° être classé à l'une des trois premières places sur la liste des candidats proposée par la commission de promotion visée à l'article 230;
- 7° être titulaire, à titre définitif, dans un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, de l'une des fonctions de recrutement reprises au tableau ci-après, indiquées en regard de la fonction de promotion à conférer.

Fonctions de promotion : Fonctions de recrutement dont les membres du personnel ouvrier doivent être titulaires à titre définitif pour accéder à la fonction indiquée dans la première colonne

Premier ouvrier d'entretien qualifié-chef d'équipe : Ouvrier d'entretien qualifié

Premier cuisinier-chef d'équipe : Cuisinier

Premier ouvrier qualifié-chef d'équipe : Ouvrier qualifié

Premier préparateur-chef d'équipe : Préparateur

Magasinier : Ouvrier d'entretien qualifié, cuisinier, ouvrier qualifié, mouleur

Art. 229. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 228, 2° :

1° sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel ouvrier a rendus dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans une fonction de membre du personnel ouvrier;

2° la durée de ces services, rendus en qualité de membre du personnel ouvrier temporaire, dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes, est égale au nombre de jours compris du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 285;

3° la durée des services rendus à titre de membre du personnel ouvrier stagiaire ou nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes, se compte par mois civils, les services d'une durée inférieure à un mois étant négligés;

4° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel ouvrier est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

5° trente jours forment un mois;

6° les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, est réduit de moitié;

7° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercées pendant la même période;

8° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ouvrier ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 228, 3° :

1° sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel ouvrier a rendus dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans les fonctions qui permettent d'accéder à la fonction de promotion à conférer;

2° sont applicables les dispositions du § 1^{er}, 2° à 8°.

Section 2. — De la commission de promotion

Art. 230. Une commission de promotion est constituée chaque fois qu'une liste de candidats à une fonction de promotion doit être proposée.

Art. 231. § 1^{er}. La commission de promotion chargée de la présentation des candidats est constituée comme suit :

1° un président désigné par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement, titulaire du grade de rang 15 au moins;

2° trois membres désignés par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement, titulaire du grade de rang 12 au moins;

3° trois membres désignés par le Gouvernement;

4° trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant.

§ 2. Pour chaque membre de chaque commission de promotion, il est désigné un membre suppléant, choisi selon les mêmes critères que le membre effectif qu'il supplée. Le Gouvernement désigne un président suppléant selon les mêmes modalités.

Art. 232. Chaque commission est assistée d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 au moins.

Le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, un secrétaire suppléant.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

Art. 233. La composition des commissions de promotion est publiée au *Moniteur belge*.

Le mandat des membres de la commission est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires applicables en la matière.

Art. 234. Un membre de la commission ne peut siéger lorsque le candidat à une fonction de promotion est son conjoint, son cohabitant, son parent, son allié ou celui de son conjoint ou de son cohabitant à un degré inférieur au cinquième ou lorsque ledit candidat est membre du personnel ouvrier de l'établissement d'enseignement au sein duquel le membre de la commission exerce ses fonctions.

Dans ce cas, siége le membre qui le supplée.

La commission délibère valablement si les deux tiers au moins des membres sont présents.

Les décisions sont prises en scrutin secret et à la majorité des voix émises. En cas de parité de voix, le vote est considéré comme étant favorable aux candidats.

Art. 235. Pour le classement des candidats, la commission de promotion tient compte de leur ancienneté de service, de leur ancienneté de fonction, de leurs bulletins de signalement, de leurs certificats de capacité et de leurs mérites particuliers en rapport avec la fonction exercée et/ou la fonction à conférer.

Il est également tenu compte des peines disciplinaires encourues par le candidat, pour autant qu'elles n'aient pas été radiées.

Les candidats sont tenus de fournir eux-mêmes les documents justificatifs témoignant de leurs mérites particuliers.

CHAPITRE VI. — *Des membres du personnel ouvrier définitifs ou stagiaires victimes d'acte de violence*

Section 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 236. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ouvrier ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

On entend par « membre du personnel ouvrier victime d'un acte de violence », le membre du personnel administratif définitif ou stagiaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1^{er} par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

Les articles 238 et 239 ne s'appliquent que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

Le présent chapitre ne s'applique pas aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française ainsi qu'à l'Institut supérieur d'Architecture organisé par la Communauté française.

Art. 237. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier victime d'un acte de violence bénéficie du dispositif défini à la Section 2 s'il est admis au stage et à la Section 3 s'il est nommé à titre définitif.

§ 2. Dans le cas où il n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel ouvrier visé au § 1^{er} introduit sa demande à bénéficier du dispositif défini aux Sections 2 et 3 par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, selon le cas, qui vérifient que les conditions sont remplies.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception une copie de cette demande à son directeur.

Dans le cas où le membre du personnel ouvrier a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions.

La demande indique dans quelles zones le membre du personnel ouvrier préfère exercer ses fonctions.

Une copie de la plainte visée à l'article 236 y est annexée, ainsi que copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

§ 3. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 2, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rend un avis au Gouvernement. Une copie de cet avis est communiquée au directeur ainsi qu'au membre du personnel ouvrier concerné.

La décision d'octroi du dispositif visé au présent chapitre est prise par le Gouvernement dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au directeur et au membre du personnel ouvrier concerné.

Section 2

Du droit au changement d'affectation de circonstance des membres du personnel ouvrier admis au stage

Art. 238. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier admis au stage peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande visée à l'article 237, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel ouvrier demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance ainsi que l'(les) établissement(s) dans le(s)quel(s) il souhaite être affecté.

Cette demande peut être introduite à tout moment; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le Gouvernement accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel ouvrier visé à la présente section :

1° dans tout emploi vacant disponible de la même fonction, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

ou

2° dans tout emploi vacant de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel ouvrier définitif qui accepte de permuter avec lui, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ouvrier obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le Gouvernement transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

*Section 3. — Du droit au changement d'affectation de circonstance
des membres du personnel ouvrier nommés à titre définitif*

Art. 239. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande visée à l'article 237, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel ouvrier demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance, ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté.

La demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le Gouvernement accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel ouvrier visé à la présente section :

1° dans tout emploi disponible de la même fonction, pour une durée ininterrompue de quinze semaines au moins ou jusqu'à la fin de l'année scolaire ou académique en cours, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

ou

2° dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel ouvrier définitif qui accepte de permuter avec lui, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ouvrier obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le Gouvernement transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

§ 4. Par dérogation à l'article 210, §§ 2 et 3, le membre du personnel ouvrier victime d'un acte de violence peut, après le 31 janvier de l'année scolaire ou académique au cours de laquelle il a été victime, introduire une demande de changement d'affectation pour l'année scolaire ou académique suivante ou modifier le choix d'établissement(s) déjà exprimé à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité.

CHAPITRE VII. — *Du régime disciplinaire*

Art. 240. Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel ouvrier, nommés à titre définitif, qui manquent à leurs devoirs sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° la suspension disciplinaire;
- 5° la mise en non-activité disciplinaire;
- 6° la révocation.

Art. 241. Le rappel à l'ordre et la réprimande font l'objet d'une proposition motivée soit du directeur, soit de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou du fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet et sont prononcés par le Gouvernement.

Les autres peines disciplinaires font l'objet d'une proposition motivée de l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou du fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet, et sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 242. La retenue sur traitement ne peut être prononcée pour une durée supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième du traitement.

Art. 243. La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 244. La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par l'autorité qui inflige la peine; elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel ouvrier bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa peine, le membre du personnel ouvrier peut demander sa réintégration dans l'enseignement.

Art. 245. Aucune peine ne peut être proposée sans que le membre du personnel ouvrier ait été, au préalable, entendu ou dûment convoqué.

Lors de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel ouvrier dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Art. 246. Aucune peine ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 247. Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement.

Art. 248. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires.

Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires.

Art. 249. Tout membre du personnel ouvrier, invité à viser une proposition de peine formulée à son sujet, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, un recours devant la Chambre de recours, dans le délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si le requérant n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de peine disciplinaire est transmise immédiatement à l'autorité disciplinaire.

Art. 250. La proposition de peine disciplinaire visée par l'intéressé, le recours qu'il a introduit et les pièces relatives à son signalement, sont transmis à la Chambre de recours, dans le délai d'un mois, à compter de la date de la réception du recours.

Art. 251. Sauf dans le cas des poursuites pénales, la Chambre de recours doit, pour les recours introduits à l'encontre de toute proposition de peine disciplinaire, donner un avis dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de l'affaire.

Toutefois, le Gouvernement peut demander un avis d'urgence. Dans ce cas, le délai ne peut toutefois être inférieur à un mois.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie.

Art. 252. La peine disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

- 1° d'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande;
- 2° de trois ans pour la retenue sur traitement;
- 3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire;
- 4° de sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir au prononcé de la peine disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la peine disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la peine ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits à l'accès à une fonction de promotion. La peine disciplinaire est effacée du dossier de signalement du membre du personnel ouvrier.

CHAPITRE VIII. — *De la Chambre de recours*

Art. 253. Il est institué auprès du Ministère une Chambre de recours des membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, ci-après dénommée « la Chambre de recours ».

Art. 254. La Chambre de recours est présidée par le président et, à son défaut, par un président suppléant.

Art. 255. La Chambre de recours est composée :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les magistrats, en activité ou admis à la retraite, ou parmi les fonctionnaires généraux de la direction générale des Personnels de l'Enseignement de la Communauté française;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant;

4° d'un secrétaire désigné parmi les agents des services du Gouvernement, de niveau 2 + au moins.

Art. 256. Le Gouvernement désigne, pour chaque membre effectif, deux membres suppléants selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 255, 2° et 3°.

Il désigne également deux présidents suppléants selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 255, 1°.

Il désigne également un secrétaire suppléant selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 255, 4°.

Art. 257. Les président, présidents suppléants, membres effectifs et membres suppléants sont désignés pour quatre ans.

Leur mandat est renouvelable.

Le suppléant achève le mandat de celui à la place de qui il est désigné.

Art. 258. Les secrétaire et secrétaire suppléant de la Chambre de recours en assument le secrétariat. Ils n'ont pas voix délibérative.

Art. 259. Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la Chambre de recours si l'appelant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient les éléments susceptibles de permettre à cette Chambre de recours d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Art. 260. Dès qu'une affaire est introduite, le président communique à l'appelant la liste des membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette liste, l'appelant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres, mais tout au plus de trois membres effectifs et suppléants désignés sur proposition des organisations syndicales et trois membres effectifs et suppléants désignés directement par le Gouvernement. Il ne peut récuser un membre effectif et ses deux suppléants.

Un membre peut demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger un membre pour les mêmes motifs.

Art. 261. Les président et présidents suppléants ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel ouvrier d'un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française relevant de leur administration.

Les membres ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel ouvrier de l'établissement d'enseignement où ils travaillent eux-mêmes.

Les président, présidents suppléants, membres effectifs et membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou leur cohabitant ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 262. L'appelant peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Si l'appelant, bien que régulièrement convoqué, s'abstient de comparaître ou n'est pas représenté, sans motif valable, la Chambre de recours est considérée comme dessaisie et transmet le dossier au Gouvernement pour décision.

En cas d'empêchement légitime de l'appelant ou de son représentant, l'appelant sera convoqué aussi rapidement que possible.

Le délai dans lequel la Chambre de recours remet son avis est prolongé d'une durée égale à celle du report de la comparution.

Si, suite à cette seconde convocation, l'appelant, bien que régulièrement convoqué, s'abstient de comparaître ou n'est pas représenté, la Chambre de recours est considérée comme dessaisie et transmet le dossier au Gouvernement pour décision.

Art. 263. La Chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Art. 264. Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les agents de niveau 1 des services du Gouvernement qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la Chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête.

Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 265. La Chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête et entendre les témoins à charge ou à décharge. Elle transmet son avis motivé au Gouvernement. L'avis mentionne le nombre de votes pour et contre émis.

Art. 266. Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret. Les membres désignés directement par le Gouvernement et les membres désignés sur proposition des organisations syndicales doivent prendre part au vote en nombre égal. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

En cas de parité de voix, l'avis est considéré comme favorable à l'appelant.

Art. 267. La décision motivée du Gouvernement mentionne l'avis motivé de la Chambre de recours ou l'absence d'avis. La décision est notifiée par le Gouvernement à la Chambre de recours et à l'intéressé.

Art. 268. Le mandat des membres de la Chambre de recours est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires applicables en la matière.

Art. 269. Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats.

CHAPITRE IX. — *De la suspension préventive : mesure administrative*

Section 1^{re}. — *De la suspension préventive des membres du personnel ouvrier nommés à titre définitif*

Art. 270. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel ouvrier définitif :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;
- 3° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une peine.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel ouvrier de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel ouvrier reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel ouvrier doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel ouvrier trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou pensionnés.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel ouvrier par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ouvrier ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel ouvrier est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ouvrier ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel ouvrier par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel ouvrier, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel ouvrier peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service ou de l'enseignement, que le membre du personnel ouvrier ne soit plus présent au sein de l'établissement.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ouvrier ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel ouvrier écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

1° après six mois si aucune proposition de peine disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel ouvrier dans ce délai;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de peine disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement;

3° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de peine disciplinaire au membre du personnel ouvrier si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° pour une proposition de peine disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Gouvernement de l'avis de la Chambre de recours sur la proposition de peine disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel ouvrier;

5° le jour où la peine disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de ladite condamnation.

§ 6. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel ouvrier concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 271. Tout membre du personnel ouvrier suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel ouvrier suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel ouvrier a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Gouvernement;

5° d'une proposition de peine disciplinaire prévue à l'article 240, 4°, 5° et 6°

est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel ouvrier aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Gouvernement notifie au membre du personnel ouvrier son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Gouvernement au membre du personnel ouvrier de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de peine disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel ouvrier.

Art. 272. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° le Gouvernement inflige au membre du personnel ouvrier une des peines disciplinaires prévues à l'article 240, 4°, 5° et 6°;

2° il est fait application de l'article 315, 2°, b), ou 6°;

3° le membre du personnel ouvrier fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel ouvrier reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel ouvrier durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel ouvrier a été réduit en application de l'article 271, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une peine de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel ouvrier perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

Section 2. — De la suspension préventive des membres du personnel ouvrier admis au stage

Art. 273. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel ouvrier admis au stage :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une peine.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel ouvrier de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel ouvrier reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel ouvrier doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel ouvrier trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou pensionnés.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel ouvrier par lettre recommandée à la poste, et ce même si membre du personnel ouvrier ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ouvrier ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel ouvrier est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ouvrier ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel ouvrier par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel ouvrier, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel ouvrier peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service ou de l'enseignement, que le membre du personnel ouvrier ne soit plus présent au sein de l'établissement.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ouvrier ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement d'enseignement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel ouvrier écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 276, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité; dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

Art. 274. Tout membre du personnel ouvrier suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel ouvrier suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel ouvrier a fait usage de ses droits de recours ordinaires est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel ouvrier aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Art. 275. A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 315, 2°, b), ou 6°;

2° le membre du personnel ouvrier fait l'objet d'une condamnation pénale définitive.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel ouvrier reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel ouvrier durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 276. Lorsque le membre du personnel ouvrier stagiaire à l'égard duquel une procédure de suspension préventive a été engagée ou une mesure a été prise en application de la présente section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la section 1^{re} du présent chapitre sont applicables.

Section 3. — De la suspension préventive des membres du personnel ouvrier temporaires

Art. 277. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel ouvrier temporaire :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une peine.

Elle est prononcée par le directeur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel ouvrier de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel ouvrier reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel ouvrier doit avoir été invité à se faire entendre par le directeur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel ouvrier trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou pensionnés.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel ouvrier par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ouvrier ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ouvrier ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel ouvrier est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ouvrier ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel ouvrier par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel ouvrier, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel ouvrier peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service ou de l'enseignement, que le membre du personnel ouvrier ne soit plus présent au sein de l'établissement.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ouvrier ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement d'enseignement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le directeur.

Le membre du personnel ouvrier écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 280, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité; dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

Art. 278. Tout membre du personnel ouvrier suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel ouvrier suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel ouvrier a fait usage de ses droits de recours ordinaires est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel ouvrier aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Art. 279. A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 315, 2°, b), ou 6°;

2° le membre du personnel ouvrier fait l'objet d'une condamnation pénale définitive. Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel ouvrier reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel ouvrier durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 280. La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises à l'égard d'un membre du personnel ouvrier temporaire en application de la présente section prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation prend fin et, au plus tard, le dernier jour de l'année scolaire ou académique en cours.

Lorsque le membre du personnel ouvrier temporaire à l'égard duquel une procédure de suspension préventive a été engagée ou une mesure a été prise en application de la présente section est admis au stage, les dispositions de la section 2 du présent chapitre sont applicables.

CHAPITRE X. — *Des positions administratives*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 281. Le membre du personnel ouvrier est dans une des positions administratives suivantes :

1° en activité de service;

2° en non-activité;

3° en disponibilité.

Le personnel ouvrier temporaire ne peut être qu'en « activité de service ».

Section 2. — De l'activité de service

Art. 282. Le membre du personnel ouvrier est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 283. Le membre du personnel ouvrier en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement, sauf disposition formelle contraire.

Il peut faire valoir ses titres à une nomination dans une fonction de promotion.

Art. 284. Le membre du personnel ouvrier stagiaire et définitif, se trouvant en activité de service, obtient des congés :

- 1° de vacances annuelles;
- 2° de circonstances et de convenances personnelles;
- 3° d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle;
- 4° pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 5° pour prestations réduites pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 6° pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;
- 7° pour accomplir certaines prestations militaires en temps de paix et des services dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;
- 8° pour activité syndicale;
- 9° pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles;
- 10° pour interruption de la carrière professionnelle;
- 11° politiques;
- 12° de maternité;
- 13° pour pauses d'allaitement;
- 14° pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement, autre que l'enseignement universitaire.

Art. 285. Le membre du personnel ouvrier temporaire obtient des congés :

- 1° de vacances annuelles;
- 2° de circonstances et de convenances personnelles;
- 3° pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 4° d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle;
- 5° pour interruption de carrière;
- 6° de maternité;
- 7° pour pauses d'allaitement.

Section 3. — De la non-activité

Art. 286. Le membre du personnel ouvrier est dans la position de non-activité :

- 1° lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit certaines prestations militaires en temps de paix et des services dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;
- 2° lorsqu'il est frappé de la peine de suspension disciplinaire;
- 3° lorsqu'il est frappé de la peine de mise en non-activité disciplinaire;
- 4° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 287. Le membre du personnel ouvrier qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 286, 2° et 3°, il ne peut faire valoir ses titres à une nomination à une fonction de promotion, ni à l'avancement de traitement.

Art. 288. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

*Section 4. — De la disponibilité**Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 289. Le membre du personnel ouvrier, nommé à titre définitif ou stagiaire, peut être mis en position de disponibilité :

- 1° par défaut d'emploi;
- 2° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 3° pour convenance personnelle;
- 4° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour cause de maladie ou d'infirmité.

Art. 290. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 291. Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel ouvrier mis en disponibilité. Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités, qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel ouvrier, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

Art. 292. Tout membre du personnel ouvrier en disponibilité reste à la disposition du Gouvernement.

Art. 293. La durée de la mise en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente, dans le cas de mise en disponibilité par défaut d'emploi, ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, la durée des services admissibles pour le calcul de la pension de retraite du membre du personnel ouvrier intéressé.

Pour le calcul de la durée des services admissibles précités, ne sont pas pris en considération :

1° le service militaire ou le service dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience que le membre du personnel ouvrier a accomplis avant son admission dans les administrations fédérales, communautaires, régionales, dans l'enseignement ou dans les centres psycho-médico-sociaux;

2° les périodes de mises en disponibilité quelle que soit la nature de ces mises en disponibilité.

Art. 294. Le membre du personnel ouvrier en disponibilité qui bénéficie d'un traitement d'attente est tenu de se présenter chaque année devant le service de santé administratif sur convocation.

Si le membre du personnel ouvrier, dûment convoqué, ne se présente pas devant le service de santé administratif, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'au moment où il se présentera.

Art. 295. Le membre du personnel ouvrier en disponibilité est tenu de notifier au directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté un domicile dans le Royaume où peuvent lui être notifiées les décisions qui le concernent.

Sous-section 2. — De la disponibilité par défaut d'emploi

Art. 296. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage est mis en disponibilité par défaut d'emploi lorsque son emploi est supprimé suite à la fermeture de son établissement, à une reprise ou à une fusion.

§ 2. Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage, mis en disponibilité par défaut d'emploi, peut, en cas de vacance d'emploi, être réaffecté par le Gouvernement dans les conditions fixées à l'article 305.

Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif, mis en disponibilité par défaut d'emploi, peut être rappelé provisoirement à l'activité de service par le Gouvernement dans les conditions fixées à l'article 304, dans un emploi vacant ou dans un emploi occupé par un membre du personnel ouvrier temporaire.

Art. 297. Le membre du personnel ouvrier en disponibilité par défaut d'emploi bénéficie d'un traitement d'attente égal, les deux premières années, à son traitement d'activité.

A partir de la troisième année, ce traitement d'attente est réduit chaque année, de vingt pour cent sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois un quarante-cinquième du traitement d'activité que le membre du personnel ouvrier compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité. Les réductions successives s'opèrent sur la base du dernier traitement d'activité.

Pour le membre du personnel ouvrier invalide de guerre, le traitement d'attente est égal, durant les trois premières années, à son dernier traitement d'activité. A partir de la quatrième année, il est réduit selon le mode prévu ci-dessus.

Le traitement d'attente ne peut être inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles l'intéressé aurait droit s'il bénéficiait du régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application du présent article, il faut entendre, par années de service, celles qui entrent en compte pour l'établissement de la pension de retraite. Toutefois, les services militaires accomplis avant l'entrée en fonction ne sont pas pris en considération et les services militaires admissibles ne sont comptés que pour leur durée simple sans préjudice de l'application de l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux priorités.

Le rappel provisoire à l'activité de service suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1^{er} pendant le temps du rappel. Le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1^{er} aussi longtemps qu'il n'est pas mis fin à ce rappel.

Art. 298. Tout membre du personnel ouvrier en disponibilité par défaut d'emploi conserve pendant deux ans dans cette position ses titres à une nomination à une fonction de promotion et à l'avancement de traitement.

Art. 299. Au sein d'une zone, il est mis fin aux prestations d'un membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire, en vue de permettre le rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone ou dans une autre zone.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel provisoire à l'activité de service est effectué, aux prestations du membre du personnel ouvrier temporaire qui compte l'ancienneté de service la moins élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, il est mis fin aux prestations du membre du personnel ouvrier qui compte l'ancienneté de fonction la moins élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, il est mis fin aux prestations du membre du personnel ouvrier temporaire le plus jeune.

Toutefois, si l'emploi libéré par le temporaire comptant l'ancienneté la moins élevée entraîne pour le membre du personnel ouvrier qui en bénéficie un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, celui-ci peut refuser ce rappel provisoire à l'activité de service. Dans ce cas, il est mis fin aux prestations d'un autre temporaire comptant une ancienneté de service immédiatement plus élevée.

Art. 300. Chaque année, dans le courant du mois de novembre, les commissions zonales d'affectation et la commission interzonale d'affectation se réunissent et proposent la réaffectation, le rappel provisoire à l'activité de service, le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée et le changement d'affectation des membres du personnel ouvrier dans les emplois vacants au 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique en cours.

Art. 301. § 1^{er}. Lorsque doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, est mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel ouvrier qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française.

Lorsque doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi un membre du personnel ouvrier admis au stage, est mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel ouvrier qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française.

Lorsqu'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif à une fonction de promotion doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi, est mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel ouvrier qui compte la plus petite ancienneté de service dans l'enseignement de la Communauté française.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, en cas d'égalité d'ancienneté de service, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel ouvrier qui compte la plus petite ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi le membre du personnel ouvrier le plus jeune.

Art. 302. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 301 :

1° sont admissibles tous les services effectifs que le membre du personnel ouvrier a rendus dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, à quelque titre que ce soit, dans une fonction de membre du personnel ouvrier;

2° la durée de ces services, rendus en qualité de membre du personnel ouvrier temporaire, dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes, est égale au nombre de jours compris du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris, s'ils sont englobés dans ces périodes, les congés annuels, les congés de circonstances et de convenances personnelles, les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse tels qu'ils sont prévus à l'article 285;

3° la durée des services rendus à titre de membre du personnel ouvrier stagiaire ou nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes, se compte par mois civils, y compris les congés fixés par l'article 284, les services d'une durée inférieure à un mois étant négligés;

4° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel ouvrier est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

5° trente jours forment un mois;

6° les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, est réduit de moitié;

7° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercées pendant la même période;

8° la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ouvrier ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 303. Dès qu'un membre du personnel ouvrier est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le directeur le notifie au Gouvernement et au président de la commission zonale d'affectation compétente.

Art. 304. § 1^{er}. Tout membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Gouvernement qui peut, d'initiative ou sur proposition, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation, le rappeler provisoirement à l'activité de service ou, sur proposition d'une commission zonale d'affectation ou de la commission interzonale d'affectation, le rappeler à l'activité de service pour une durée indéterminée :

1° d'abord, avant toute désignation de temporaire ou toute admission au stage;

2° ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, il est d'abord mis fin aux prestations du membre du personnel ouvrier temporaire qui compte ancienneté de service la moins élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, il est mis fin aux prestations du membre du personnel ouvrier temporaire qui compte l'ancienneté de fonction la moins élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, il est mis fin aux prestations du membre du personnel ouvrier temporaire le plus jeune.

Toutefois, si l'emploi libéré par le temporaire comptant l'ancienneté la moins élevée entraîne pour le membre du personnel ouvrier qui en bénéficie un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, celui-ci peut refuser ce rappel à l'activité. Dans ce cas, il est mis fin aux prestations d'abord d'un autre temporaire comptant une ancienneté immédiatement plus élevée.

Le membre du personnel ouvrier qui bénéficie d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée est réaffecté dans le même établissement le 1^{er} jour de l'année scolaire ou académique qui suit la vacance d'un emploi de sa fonction.

Pendant le rappel provisoire à l'activité de service et le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, le membre du personnel ouvrier bénéficie de son traitement d'activité et les services qu'il preste sont assimilés à des services effectifs.

§ 2. La dotation qui, en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 précitée, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé au rappel provisoire à l'activité de service ou au rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel ouvrier conformément au § 1^{er} est diminuée d'un montant de 20 573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

Cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date de ce rappel provisoire à l'activité de service ou de ce rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée et, le cas échéant, jusqu'à la date à laquelle il est mis fin à ce rappel provisoire à l'activité de service ou à ce rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée au cours de la même année civile sans que le membre du personnel ouvrier qui en bénéficie ne soit réaffecté au sein du même établissement.

Lorsque, au cours d'une année civile, il est mis fin au rappel provisoire à l'activité de service ou au rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée sans que le membre du personnel ouvrier qui en bénéficie ne soit réaffecté au sein du même établissement, la diminution visée à l'alinéa 1^{er} est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date à laquelle il est mis fin à ce rappel provisoire à l'activité de service ou à ce rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée.

Art. 305. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif à une fonction de recrutement mis en disponibilité par défaut d'emploi est, par priorité sur les membres du personnel ouvrier admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi, réaffecté dans un emploi vacant par le Gouvernement sur avis, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation.

Le membre du personnel ouvrier admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté dans un emploi vacant par le Gouvernement, sur avis, selon le cas, de la commission zonale d'affectation compétente ou de la commission interzonale d'affectation.

Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif à une fonction de promotion est réaffecté dans un emploi vacant de sa fonction par le Gouvernement.

§ 2. La dotation qui, en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 précitée, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé à la réaffectation d'un membre du personnel ouvrier conformément au § 1^{er} est diminuée d'un montant de 20 573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

Sans préjudice des dispositions de l'article 304, § 2, cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date de cette réaffectation.

Art. 306. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier est tenu d'occuper, dans les délais fixés par le Gouvernement, l'emploi qui lui est conféré par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée. Si, sans motif valable, il s'abstient d'occuper cet emploi, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel ouvrier mis en disponibilité par défaut d'emploi n'a pu, dans sa zone, être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service pour une durée indéterminée, le Gouvernement saisit la commission interzonale d'affectation, laquelle donne au Gouvernement les avis prévus par l'article 184, § 1^{er}.

§ 3. Le membre du personnel ouvrier mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de promotion peut être rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi de la fonction de recrutement qui lui a permis l'accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé.

Nonobstant ce rappel provisoire à l'activité de service, le membre du personnel ouvrier visé à l'alinéa 1^{er} reste à la disposition du Gouvernement pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

§ 4. Dans tous les cas, le membre du personnel ouvrier ainsi réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service garde le bénéfice de l'échelle barémique qui était la sienne avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 307. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi qui n'a pu être réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service ni rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif, peut être rappelé à titre provisoire à l'activité de service dans tout emploi d'une des fonctions de membre du personnel ouvrier pour laquelle il possède le titre requis.

Le membre du personnel ouvrier rappelé à l'activité de service en application de l'alinéa précédent conserve le bénéfice de l'échelle barémique qui lui est attribuée eu égard à la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

§ 2. La dotation qui, en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 précitée, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé au rappel à titre provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel ouvrier conformément au § 1^{er} est diminuée d'un montant de 20 573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

Cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date de ce rappel à titre provisoire à l'activité de service et, le cas échéant, jusqu'à la date à laquelle il est mis fin à ce rappel à titre provisoire à l'activité de service au cours de la même année civile sans que le membre du personnel ouvrier qui en bénéficie ne soit réaffecté au sein du même établissement.

Lorsque, au cours d'une année civile, il est mis fin au rappel à titre provisoire à l'activité de service sans que le membre du personnel ouvrier qui en bénéficie ne soit réaffecté au sein du même établissement, la diminution visée à l'alinéa 1^{er} est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date à laquelle il est mis fin à ce rappel à titre provisoire à l'activité de service.

Sous-section 3. — Disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Art. 308. § 1^{er}. Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service par le Gouvernement suite à une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service formulée selon les modalités fixées par le Gouvernement. La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel ouvrier.

Toutefois, il peut être dérogé par le Gouvernement à la limitation visée à l'alinéa 1^{er} afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service prononcée au cours d'une année scolaire ou académique à l'encontre d'un membre du personnel ouvrier soit prolongée jusqu'au terme de l'année scolaire ou académique en cours.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel ouvrier perçoit un traitement d'attente égal à 75 % de son dernier traitement d'activité. Un membre du personnel ouvrier ne peut être placé en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service si les faits pour lesquels cette mesure est envisagée peuvent faire l'objet d'une peine disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel ouvrier fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

§ 2. Préalablement à toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le membre du personnel ouvrier doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est envisagée doivent être notifiés au membre du personnel ouvrier cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel ouvrier peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel ouvrier dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel ouvrier ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel ouvrier est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ouvrier ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Le membre du personnel ouvrier à charge duquel est formulée une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service peut, dans les dix jours de la notification de la proposition, introduire un recours auprès de la Chambre de recours.

Celle-ci donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai de trois mois maximum.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie, la mise en disponibilité produisant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit la notification au requérant.

§ 3. Si le membre du personnel ouvrier n'a pas introduit de recours devant la Chambre de recours dans le délai prescrit au § 2, la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service est transmise, à l'issue dudit délai, au Gouvernement qui se prononce dans un délai d'un mois.

La décision du Gouvernement est notifiée au membre du personnel ouvrier, la mise en disponibilité produisant ses effets le troisième jour ouvrable qui suit la notification.

Sous-section 4. — Disponibilité pour maladie ou infirmité

Art. 309. Sous réserve de l'article 10 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, le membre du personnel ouvrier se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité après avoir atteint la durée maximum des congés qui peuvent lui être accordés pour ce motif par application de l'article 9 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 précité.

Art. 310. Le membre du personnel ouvrier en disponibilité pour maladie ou infirmité conserve ses titres à une nomination à une fonction de promotion et à l'avancement de traitement.

Art. 311. Le membre du personnel ouvrier en disponibilité pour maladie ou infirmité reçoit un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité.

Toutefois, le montant de ce traitement ne peut, en aucun cas, être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite prématurée.

Art. 312. Par dérogation à l'article 311, le membre du personnel ouvrier en disponibilité pour maladie ou infirmité a droit à un traitement d'attente égal au montant de son dernier traitement d'activité si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie ou infirmité grave et de longue durée.

Le service de santé administratif décide si l'affection dont souffre le membre du personnel ouvrier constitue ou non une telle maladie ou infirmité. Cette décision ne peut, en tout cas, intervenir avant que le membre du personnel n'ait été, pour une période continue de six mois au moins, en congé ou en disponibilité pour l'affection dont il souffre.

Toutefois, l'écoulement de la période continue de six mois au moins n'est pas requis pour le membre du personnel ouvrier qui, suite à une nouvelle absence pour cause de maladie ou d'infirmité, se trouve à nouveau en congé ou en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité dans l'année qui suit la date à laquelle il a fait l'objet d'une décision de reconnaissance de maladie grave et de longue durée.

Cette décision entraîne une révision de la situation du membre du personnel ouvrier avec effet pécuniaire à la date du début de sa disponibilité.

Sous-section 5. — Disponibilité pour convenance personnelle

Art. 313. Le membre du personnel ouvrier en disponibilité pour convenance personnelle ne perçoit aucun traitement d'attente.

Il ne peut se prévaloir de maladie ou d'infirmité contractée durant sa période de disponibilité.

Art. 314. La durée de la disponibilité pour motifs de convenance personnelle, en une ou plusieurs périodes, ne peut dépasser cinq ans.

Tout membre du personnel ouvrier dont l'absence dépasse ce terme est considéré comme démissionnaire.

CHAPITRE XI. — *De la cessation des fonctions*

Art. 315. Les membres du personnel ouvrier, désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif, sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif de façon régulière;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable;

3° si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de dix jours;

5° si, rappelés en activité de service, ils refusent, sans motif valable, d'occuper dans les dix jours l'emploi assigné par le Gouvernement;

6° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraînent la cessation des fonctions;

7° s'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue;

8° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 15 n'a été introduit ou que le membre du personnel ouvrier refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible.

Art. 316. Pour les membres du personnel ouvrier nommés à titre définitif, entraînent également la cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire : le membre du personnel ouvrier ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé et après un préavis de quinze jours au moins;

2° l'incapacité professionnelle définitivement constatée; cette incapacité se constate par la conservation au bulletin de signalement de la mention « Insuffisant » pendant deux années consécutives à dater de son attribution;

3° la mise à la retraite normale par limite d'âge;

4° la révocation.

CHAPITRE XII. — *Inopposabilité des clauses contraires au statut*

Art. 317. Toute disposition dans un acte de désignation ou dans un règlement de travail contraire aux dispositions légales impératives ou au présent décret est inopposable.

TITRE IV. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives*

Art. 318. A l'article 3 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, tel que modifié par les lois des 6 juillet 1970 et 18 février 1977, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 5., les termes « admis au stage ou nommés à titre définitif au plus tard le 1^{er} octobre 1984 » sont supprimés;

2° au § 3, 3., les termes « admis au stage ou nommés à titre définitif au plus tard le 1^{er} octobre 1984 » sont supprimés.

Art. 319. Dans l'alinéa 3 de l'article 6 de la même loi, tel que modifié par la loi du 6 juillet 1970, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 et par la loi du 31 juillet 1984, les termes « admis au stage au plus tard le 1^{er} octobre 1984 » sont supprimés.

Art. 320. Dans l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'article 1^{er} tel que modifié par les arrêtés royaux du 21 octobre 1968 et du 30 mai 1975, par l'arrêté de l'exécutif du 17 avril 1991 et par les arrêtés du Gouvernement du 16 septembre 1993 et du 22 décembre 2000, les mots « nommés à titre définitif ou stagiaires » sont insérés entre les mots « de la Communauté française » et les mots « bénéficient »;

b) il est inséré dans le même arrêté à la suite du chapitre XI un chapitre *XIbis* rédigé comme suit :

« Chapitre *XIbis* - De l'application du présent arrêté aux membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service temporaires en activité de service

Art. 51bis. Le présent arrêté est applicable aux membres temporaires du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, en activité de service, à l'exception du chapitre I, article 3; articles 7, b), c), 8; chapitre IV; chapitre V; chapitre VI; chapitre VIII; chapitre IX; chapitre *IXbis*.

Pour l'application du chapitre X du présent arrêté, les membres du personnel féminin temporaire ne sont pas rémunérés. »

Art. 321. L'alinéa 3, 1. de l'article 2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1970 relatif à l'organisation des examens linguistiques est remplacé par la disposition suivante :

« 1. le personnel des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française qui a été classé dans l'une des catégories suivantes par le décret du... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et par l'arrêté royal du 2 octobre 1968 précité :

- a) personnel auxiliaire d'éducation;
- b) personnel paramédical;
- c) personnel administratif. »

Art. 322. Dans l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, les termes « de l'Etat par l'arrêté royal du 19 juin 1967 » sont remplacés par les termes « organisé par la Communauté française par l'article 19 du décret du... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 323. Dans l'article 6 de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant les conditions pour la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement supérieur de type long, les termes « de l'Etat tels qu'ils sont fixés par l'arrêté (...) et normal de l'Etat. » sont remplacés par les termes « organisé par la Communauté française tels, qu'ils sont fixés par l'article 18 du décret du... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 324. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 3 septembre 1996 et modifié et complété par le décret du 10 avril 2003, le point 6° est remplacé par le point suivant :

« 6° le décret du... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. »

Art. 325. Dans l'alinéa 4 de l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 octobre 1996, 24 juillet 1997 et 7 juin 1999 et par le décret du 20 décembre 2001, le terme « contractuel » est remplacé par les termes « engagés à titre temporaire ».

Art. 326. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Les membres du personnel administratif sont soumis au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement.

Les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service sont soumis au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement. ».

Art. 327. L'article 18^{quinquies} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, tel qu'inséré par le décret du 20 décembre 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service sont soumis au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement. ».

Art. 328. L'alinéa 1^{er} de l'article 19 du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les membres du personnel spécialiste visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3 sont engagés sous contrat de travail d'employé. ».

Art. 329. Dans le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 17^{ter} inséré par le décret du 20 décembre 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Le membre du personnel administratif en congé pour mission soumis au décret du... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 17^{bis}, par un membre du personnel administratif admis au stage ou nommé à titre définitif. »;

2° l'article 28 est complété par l'alinéa suivant :

« Le membre du personnel administratif en disponibilité pour mission spéciale soumis au décret du...fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 27, par un membre du personnel administratif admis au stage ou nommé à titre définitif. »

Art. 330. Dans l'article 32 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les termes « l'arrêté royal du 29 août 1966 (...) de l'Etat » sont remplacés par les termes « le décret du... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 331. L'article 11^{bis} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, tel qu'inséré par le décret du 20 décembre 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service sont soumis au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement. ».

Art. 332. Dans l'article 12 du même arrêté, l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 333. Dans l'article 4, § 2 du décret du 12 juillet 2001 autorisant la création des centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux, les termes « qui peut être contractuel ou statutaire » sont supprimés.

Art. 334. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 2003 fixant les normes relatives au nombre d'emplois d'auxiliaires paramédicaux et du personnel administratif des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française chargés d'assurer la promotion de la santé à l'école dans les établissements scolaires de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2° de l'article 1^{er}, les termes « adjoint ou commis » sont supprimés;

2° il est inséré un article 3*bis* rédigé comme suit :

Art. 3*bis* - Par dérogation à l'article 1^{er}, 2°, les membres du personnel administratif adjoint qui, au 1^{er} septembre 2004, occupent un emploi au sein d'un centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française sont maintenus dans leur emploi, le cas échéant jusqu'au terme du remplacement qu'ils opèrent.

Lorsqu'il est procédé au remplacement d'un membre du personnel administratif adjoint visé à l'alinéa 1^{er}, ce remplacement est effectué par un membre du personnel administratif soumis au décret du... fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Disposition abrogatoire*

Art. 335. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984 et par l'arrêté du Gouvernement du 29 septembre 1999;

2° l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1969 et 1^{er} décembre 1970 et par le décret du 17 juillet 2002;

3° l'arrêté royal du 29 août 1966 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970;

4° l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux du 25 novembre 1976, 20 décembre 1976, 10 février 1981, 20 juillet 1982, 29 août 1985, par le décret du 24 juin 1996 et par l'arrêté du Gouvernement du 24 octobre 1996;

5° l'arrêté royal du 19 juin 1967 fixant les titres requis des candidats aux fonctions de recrutement du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1969;

6° l'arrêté royal du 21 octobre 1968 pris en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 22 juillet 1985 et le décret du 24 juin 1996;

7° l'arrêté ministériel du 29 novembre 1968 pris en exécution de l'article 46 de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, normal, technique et artistique de l'Etat;

8° l'arrêté ministériel du 29 novembre 1968 pris en exécution de l'article 52 de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, normal, technique et artistique de l'Etat;

9° l'arrêté royal du 28 février 1969 pris en exécution de l'article 14 de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat;

10° l'arrêté ministériel du 30 octobre 1971 pris en exécution de l'article 54 de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, normal, technique et artistique de l'Etat;

11° l'article 7 de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant les conditions pour la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement supérieur de type long, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1982 est abrogé;

12° l'arrêté ministériel du 13 juillet 1981 organisant la radiation des peines disciplinaires infligées aux membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service dans l'enseignement de l'Etat;

13° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1989 fixant les modalités d'organisation des épreuves de recrutement des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, normal, technique et artistique de la Communauté française;

14° l'article 14*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, tel qu'inséré par le décret du 20 décembre 2001;

15° l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 portant création d'un Centre des Technologies agronomiques de l'enseignement de la Communauté française;

16° l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2001 portant création d'un Centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française à Gembloux.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 336. Pour l'application de l'article 18, sont assimilés au titre requis pour les fonctions :

a) de commis, de commis-dactylographe ou de commis-sténodactylographe, le diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire inférieure créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française;

b) de correspondant-comptable, le diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire inférieure créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française et complété par six années de pratique professionnelle en rapport avec la fonction.

Art. 337. Pour l'application de l'article 181, sont assimilés au titre requis pour les fonctions :

1. d'ouvrier d'entretien qualifié :

a) le certificat ou diplôme de fin d'études d'une école secondaire inférieure créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française;

b) le brevet d'école professionnelle ou de cours professionnels secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française.

2. de cuisinier

a) le certificat ou diplôme de fin d'études d'une école secondaire inférieure créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française;

b) le brevet d'école professionnelle ou de cours professionnels secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française.

3. d'ouvrier qualifié ou de préparateur :

le certificat ou diplôme de fin d'études d'une école secondaire inférieure créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

4. de mouleur

a) le certificat ou diplôme de fin d'études d'une école technique secondaire inférieure créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française;

b) le brevet d'école professionnelle ou de cours professionnels secondaires inférieurs créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française et un certificat constatant la fréquentation avec fruit d'un cours de moulage dans un établissement créé, subventionné ou reconnu par la Communauté française.

5. de relieur d'art

a) le brevet d'école professionnelle ou de cours professionnels secondaires inférieurs (section reliure) créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française;

b) le diplôme ou certificat de fin d'études d'une école technique secondaire inférieure (section reliure) créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

6. de compositeur-typographe

a) le brevet d'école professionnelle ou de cours professionnels secondaires inférieurs (section typographie) créés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française;

b) le diplôme ou certificat de fin d'études d'une école technique secondaire inférieure (Section typographie) créée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française.

Art. 338. Les membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à une fonction de recrutement ou de promotion en vertu de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, sont réputés être nommés à titre définitif au sens du présent décret, dans les attributions exercées à cette date et affectés à l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où ils exercent ces attributions.

Art. 339. Les membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à une fonction de recrutement ou de promotion en vertu de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, sont réputés être nommés à titre définitif au sens du présent décret, dans les attributions exercées à cette date et affectés à l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où ils exercent ces attributions.

Art. 340. Pour l'application du présent décret, les membres du personnel administratif des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à une fonction de sélection définie ci-après en vertu de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, conservent le bénéfice de leur nomination à titre définitif : surveillant-copiste, surveillant en chef, premier commis, premier commis-dactylographe, premier commis-sténodactylographe, premier rédacteur, premier secrétaire-comptable, premier correspondant-comptable.

Ils peuvent bénéficier d'une réaffectation, d'un rappel provisoire à l'activité de service, d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, d'un rappel à titre provisoire à l'activité de service, d'un complément d'attributions, d'un complément de charge, d'un changement d'affectation et d'une nomination à une fonction de promotion dans les mêmes conditions que s'ils étaient nommés à titre définitif dans la fonction de recrutement qui leur a donné accès à la fonction de sélection dont ils étaient titulaires à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 341. Pour l'application du présent décret, les membres du personnel ouvrier des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à une fonction de sélection définie ci-après en vertu de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, conservent le bénéfice de leur nomination à titre définitif : premier ouvrier d'entretien qualifié, premier ouvrier qualifié, premier cuisinier, premier préparateur, premier mouleur, premier relieur d'art, premier compositeur-typographe, premier opérateur-technicien et premier luthier-réparateur.

Ils peuvent bénéficier d'une réaffectation, d'un rappel provisoire à l'activité de service, d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, d'un rappel à titre provisoire à l'activité de service, d'un changement d'affectation et d'une nomination à une fonction de promotion dans les mêmes conditions que s'ils étaient nommés à titre définitif dans la fonction de recrutement qui leur a donné accès à la fonction de sélection dont ils étaient titulaires à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 342. § 1^{er}. Les membres du personnel administratif qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi dans une fonction de recrutement, sont nommés à titre définitif à la date de l'entrée en vigueur du présent décret dans cet emploi et affectés à l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où ils exercent leurs attributions à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux conditions suivantes :

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer tel que prévu à l'article 18;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° compter au moins sept cent vingt jours de service dans une fonction de membre du personnel administratif calculée conformément à l'article 30, § 4;

8° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel administratif.

La nomination visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être accordée que dans un emploi vacant qui, sur la base des dispositions applicables en la matière, n'est plus accessible par réaffectation ou rappel provisoire à l'activité d'un membre du personnel administratif mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 2. Les membres du personnel administratif qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi dans une fonction de recrutement, et qui n'ont pas bénéficié d'une nomination à titre définitif en application du § 1^{er}, sont réputés être désignés à titre temporaire au sens du présent décret, dans les attributions exercées à cette date et affectés à l'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française où ils exercent ces attributions.

Art. 343. Sauf pour l'application de l'article 9 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les services prestés temporairement par les membres du personnel administratif et à titre contractuel par les membres du personnel ouvrier avant l'entrée en vigueur du présent décret sont assimilés à des services prestés en qualité de temporaire.

Art. 344. § 1^{er}. Le premier jour du mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement procède à l'admission au stage d'un nombre de membres du personnel ouvrier désignés à titre temporaire correspondant au nombre de membres du personnel ouvriers définitifs ayant cessé définitivement leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française durant la période s'étendant du 31 décembre 2001 à la veille de la date d'entrée en vigueur du décret.

Les admissions au stage visées à l'alinéa 1^{er} sont opérées conformément aux dispositions des articles 194 à 198. Toutefois, par dérogation à l'article 196, § 2, l'admission au stage est proposée par priorité au membre du personnel ouvrier temporaire qui, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret, compte, pour la fonction considérée, l'ancienneté de fonction la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et remplit les conditions requises. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel ouvrier qui compte, à la date précitée, l'ancienneté de service la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction et de service, la priorité est accordée au membre du personnel ouvrier le plus âgé.

Il ne peut toutefois être procédé à aucune admission au stage en application du présent article si l'emploi occupé par le membre du personnel ouvrier définitif visé à l'alinéa 1^{er} peut être conféré par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée conformément aux dispositions applicables en la matière et s'il n'a pas été conféré par changement d'affectation à un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif.

La dotation qui, en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 précitée, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé à l'admission au stage d'un membre du personnel ouvrier conformément au présent article est diminuée d'un montant de 20 573,18 EUR indexés sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. Cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considérée calculé à la date de l'admission au stage.

§ 2. Pour autant qu'ils n'aient pas fait l'objet d'un préavis expirant à cette date, les membres du personnel ouvrier qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupaient à titre contractuel un emploi dans une fonction de recrutement, et qui n'ont pas bénéficié d'une admission au stage en application du § 1^{er}, sont réputés être désignés à titre temporaire dans cet emploi au sens du présent décret, dans les attributions exercées à cette date :

a) pour la période restant à courir dans le cadre de l'engagement à titre contractuel, s'il s'agissait d'un contrat de travail à durée déterminée;

b) jusqu'à la veille de l'année scolaire ou académique 2005-2006, s'il s'agissait d'un contrat de travail à durée indéterminée.

Les membres du personnel ouvrier visés à l'alinéa 1^{er} qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, prestaient un préavis dans le cadre d'un engagement à titre contractuel, sont réputés prester ce préavis en qualité de temporaire au sens du présent décret.

§ 3. Pour l'application du présent décret, les membres du personnel ouvrier qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupaient à titre contractuel un emploi dans une fonction de promotion sont réputés avoir occupé cet emploi dans la fonction de recrutement donnant accès à ladite fonction de promotion, les services prestés à titre contractuel dans la fonction de promotion étant assimilés à des services prestés en qualité de temporaire dans la fonction de recrutement donnant accès à la fonction de promotion.

Art. 345. Tant que les articles 50, 74, 136, 137, 138, 200, 222, 284, 285 et 286 ne font pas l'objet de dispositions d'application spécifiques, les membres du personnel administratif et ouvrier continuent à bénéficier des dispositions décrétales et réglementaires en vigueur.

Art. 346. Par dérogation aux articles 30, § 4, 46, 82, 159, 191, § 1^{er}, alinéa 5, 197, 229 et 302, la durée des services admissibles comprend les absences pour cause de maladie englobées dans les périodes ininterrompues d'activité de service prestées, selon le cas temporairement ou à titre contractuel, par les membres du personnel administratif ou les membres du personnel ouvrier avant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 347. L'application des articles 194, 196, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, 210, 225, 238, 239, 299, 301, 304, 305, 306, 307 et 343 est opérée de manière distincte pour :

1° les établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécial, et les homes d'accueil;

2° les établissements d'enseignement de promotion sociale;

3° les Hautes Ecoles;

4° les Ecoles supérieures des Arts;

5° l'Institut supérieur d'Architecture;

6° les Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et les Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux.

Art. 348. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 520-1 - Amendements de commission, n° 520-2. - Rapport, n° 520.3.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 5 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3283

[C — 2004/29246]

12 MEI 2004. — Decreet tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op :

1° de leden van het administratief personeel - tijdelijk, toegelaten tot de stage, of in vast verband - van de onderwijsinrichtingen voor kleuter-, primair, basis-, secundair, gewoon, bijzonder, technisch en artistiek onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, niet-universitair hoger onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° voor de leden van het meester-, vak- en dienstpersoneel die vast of tijdelijk zijn tewerkgesteld of zijn toegelaten tot de stage in inrichtingen voor kleuter-, primair, basis-, secundair, gewoon, buitengewoon, technisch en artistiek onderwijs, in het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet :

1° omvat de onderwijsinrichting het bijbehorende internaat;

2° de autonome internaten ingericht door de Franse Gemeenschap, de studentenhomes van de Franse Gemeenschap, de vakantiecentra en de openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het Centrum voor zelfopleiding en voortgezette opleiding van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het Technisch en Pedagogisch Centrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de Technische centra van de Franse Gemeenschap van Strée en van Gembloers en de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap worden gelijkgesteld aan onderwijsinrichtingen;

3° de termijnen worden als volgt berekend :

a) de datum van de akte die het vertrekpunt ervan is, wordt niet inbegrepen;

b) de vervalddag wordt geteld binnen de termijn. Als deze dag echter een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, met inbegrip van de feestdagen van of binnen de Franse Gemeenschap, wordt de vervalddag verschoven naar de eerstvolgende werkdag;

4° het school- of academiejaar eindigt de dag vóór het volgende school- of academiejaar;

5° de notie schooljaar of academiejaar wordt, wat de psycho-medische-sociale centra betreft, vervangen door de notie begrotingsjaar.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet, verstaan we onder :

1° lid van het administratief personeel' : een lid van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° lid van het werklidpersoneel' : lid van het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

3° directeur' :

a) in de inrichtingen voor kleuter-, primair, basis-, secundair, gewoon, buitengewoon, technisch en artistiek onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, de autonome internaten ingericht door de Franse Gemeenschap, de studentenhomes van de Franse Gemeenschap, de vakantiecentra en de openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het Centrum voor zelfopleiding en voortgezette opleiding van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het Technisch en Pedagogisch Centrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de Technische centra van de Franse Gemeenschap van Strée en van Gembloers en de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap, het personeelslid belast met de leiding van de inrichting of het psycho-medisch-sociaal centrum;

b) in de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap :

de directeur-rector voor de toepassing van artikelen 42, 67, alinea 2, 72, alinea's 1 en 3, 215, alinea 2 en 220, alinea 1 en 3;

het bestuurscollege voor de toepassing van de artikelen 67, alinea's 1 en 4, 69, 70, 71, 72, alinea 4, 97, 175, 215, alinea's 1 en 4, 217, 218, 219, 220, alinea 4 en 241;

de beheerraad voor de toepassing van artikelen 24, 25, 32, 33, 34, 49, 50, 52, 55, 147, 160, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 199, 200, 202, 205, 295 en 303;

c) in de hogere kunstscholen ingericht door de Franse Gemeenschap : de directeur van de hogere kunstschool;

4° terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking', de administratieve stand :

a) van het lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor een wervingsambt en aan wie geen enkel vacant uur kan worden toevertrouwd in de inrichting waar hij is tewerkgesteld of hoofdzakelijk is tewerkgesteld, zonder bijkomend te zijn tewerkgesteld in een of meerdere andere inrichtingen of in het geheel van inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en bijkomend is tewerkgesteld;

b) het lid van het werklidpersoneel dat vast benoemd is voor een wervingsambt waarvan de betrekking wordt geschrapt;

c) het lid van het administratief- of werklidpersoneel toegelaten tot de stage waarvan de betrekking is geschrapt;

d) lid van het administratief- of werklidpersoneel dat vast benoemd is voor een bevorderingsambt waarvan de betrekking is geschrapt;

5° gedeeltelijk opdrachtverlies' : situatie waarbij een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor een wervingsambt een aantal vacante uren wordt toevertrouwd dat lager ligt dan waarvoor hij wordt bezoldigd als vastbenoemde, ofwel in een inrichting waar hij is tewerkgesteld of hoofdzakelijk is tewerkgesteld, zonder bijkomend te zijn tewerkgesteld in een of meerdere andere inrichtingen of in het geheel van inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en bijkomend is tewerkgesteld;

6° reffectatie', de toekenning aan een lid van het administratief- of werkliedenpersoneel, toegelaten tot de stage en ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, van een definitieve vacante betrekking voor de functie waarvoor hij werd toegelaten tot de stage, of de vaste toekenning aan een lid van het administratief of werkliedenpersoneel, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, van een definitieve vacante betrekking voor de functie waarvoor hij vast werd benoemd;

7° Voorlopige terugroeping in actieve dienst' : de tijdelijke toekenning, voor een bepaalde duur, met als uiterste limiet de laatste dag van het school- of academiejaar, aan een lid van het administratief of werkliedenpersoneel dat vast benoemd is en ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, van een betrekking voor de functie waarvoor hij vast benoemd is of van een betrekking voor een andere functie waarvoor hij de vereiste kwalificaties bezit;

8° Terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur' : de tijdelijke toekenning, voor onbepaalde duur, aan een lid van het administratief of werkliedenpersoneel dat vast benoemd is en ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, van een betrekking voor de functie waarvoor hij vast werd benoemd.

§ 3. Voor de toepassing van Titel III van dit decreet, moet vacante betrekking' worden verstaan als een betrekking die wordt vrijgegeven door een lid van het werkliedenpersoneel dat vast benoemd was of toegelaten werd tot de stage, dat zijn functies definitief staakt.

Art. 3. Het gebruik van mannelijke namen voor de verschillende titels en functies is gemeenslachtig en dit voor de leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van de beroepen.

HOOFDSTUK II. — *Plichten en onverenigbaarheden*

Afdeling 1. — Plichten

Art. 4. De leden van het administratief of werkliedenpersoneel moeten in alles steeds de belangen van de inrichting en het officieel onderwijs behartigen.

Art. 5. Ze komen persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na, die hen worden opgelegd door de wetten, decreten en reglementen.

Ze voeren stipt de dienstorders uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Art. 6. Ze worden gehouden aan de meest volstreckte correctheid, zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun relaties tot het publiek, het personeel van de scholen, de leerlingen en de ouders van leerlingen.

Ze moeten elkaar bijstaan in de mate waarin het belang van de inrichting dit vereist.

Ze moeten alles wat afbreuk kan doen aan de eer of waardigheid van hun ambt vermijden.

Ze onthouden zich van elke pesterij.

Art. 7. Ze moeten in de uitoefening van hun ambt de principes in acht nemen betreffende de neutraliteit van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 8. Ze mogen de leerlingen niet gebruiken voor doeleinden van politieke, religieuze of filosofische propaganda of voor commerciële publiciteit.

Art. 9. Ze moeten, binnen de perken gesteld door de reglementering en door hun benoemingsakte, de diensten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de inrichtingen en de diensten.

Ze mogen de uitoefening van hun ambt niet onderbreken zonder voorafgaande toelating.

Art. 10. Het is hun verboden feiten bekend te maken die zij zouden kennen ter oorzake van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 11. Het is hun verboden rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, giften, bonussen of voordelen te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 12. Ze mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk.

Afdeling 2. — Onverenigbaarheden

Art. 13. Elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of die in strijd is met de waardigheid van hun ambt, is onverenigbaar met de hoedanigheid van een lid van het administratief- of werkliedenpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 14. De Regering stelt de onverenigbaarheid vast bedoeld in artikel 13. Zij brengt het betrokken lid van het administratief of werkliedenpersoneel ervan op de hoogte, binnen een termijn van twintig dagen ingaande op de dag waarop de onverenigbaarheid wordt vastgesteld, aan de hand van een ter post aangetekend schrijven dat slechts van kracht gaat op de derde dag na de verzending.

Art. 15. In geval van een betwisting van het bestaan van een onverenigbaarheid vermeld in artikel 13, kan het lid van het administratief of werkliedenpersoneel, langs hiërarchische weg, binnen een termijn van twintig werkdagen ingaande op de datum waarop de onverenigbaarheid werd gemeld, een bezwaarschrift indienen bij de Raad van beroep bedoeld, naargelang het geval, in artikel 109 of 253. Deze geeft zijn advies aan de Regering binnen een termijn van twee maanden, ingaande op de datum van de ontvangst van het bezwaarschrift.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep of van het dossier waarvoor hij niet meer aanhangig is.

Art. 16. De Regering laat de cumulatie van activiteiten toe, voor privé- of openbare zaken, mits een schriftelijke aanvraag van het betrokken lid van het administratief of werkliedenpersoneel, aan de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie heeft geen betrekking op een bezigheid die onverenigbaar is met de hoedanigheid van een lid van het administratief of werkliedenpersoneel van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° de cumulatie dekt geen periodes van bijkomende activiteiten die het onmogelijk maken voor het lid van het administratief of werkliedenpersoneel om zijn normale functies te volbrengen;

3° de cumulatie is niet van die aard dat ze bij het publiek kan leiden tot een verwarring tussen de professionele en privé-activiteiten van het lid van het administratief of werkliedenpersoneel;

De Regering geeft het betrokken lid van het administratief of werkliedenpersoneel een antwoord binnen de twee maanden ingaande op de datum van de ontvangst van de geschreven aanvraag.

TITEL II. — *Leden van het administratief personeel*

HOOFDSTUK I. — *Functies en kwalificaties*

Art. 17. § 1. De functies van de leden van het administratief personeel worden als volgt geklasseerd :

1° de wervingsambten :

- a) bode-kamerbewaarder;
 - b) studiemeester;
 - c) klerk;
 - d) klerk-typist;
 - e) klerk-stenotypist;
 - f) opsteller;
 - g) correspondent-boekhouder;
 - h) secretaris-boekhouder;
- 2° de bevorderingsambten :
- a) eerste hoofdstudiemeester;
 - b) eerste hoofdklerk;
 - c) assistent-bibliothecaris;
 - d) directiesecretaris.

§ 2. De leden van het administratief personeel, vast, tijdelijk of in stage, worden tewerkgesteld door de Regering in een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 18. De kwalificaties die vereist zijn voor de wervingsambten van de leden van het administratief personeel hieronder vermeld, worden als volgt vastgelegd :

1. Voor de ambten van bode-kamerbewaarder of studiemeester : geen enkele voorwaarde voor een diploma of getuigschrift.

2. Voor de ambten van klerk, klerk-typist of klerk-stenotypist :

- a) eindexamen of -getuigschrift voor technische studies van het lager secundair onderwijs gesubsidieerd en erkend door de Franse Gemeenschap; of
- b) getuigschrift van een derde jaar van het secundair onderwijs uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of
- c) gelijkwaardig getuigschrift uitgereikt door een examencommissie samengesteld door de Regering.

3. Voor de ambten van opsteller en secretaris-boekhouder :

- a) eindexamen of -getuigschrift van een hogere secundaire school uitgereikt in het voltijds secundair onderwijs of in het alternerend onderwijs of technisch hoger secundair onderwijs opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of
- b) gelijkwaardig getuigschrift uitgereikt door een examencommissie samengesteld door de Regering, of;
- c) getuigschrift afgeleverd na voorbereidende proeven voorzien door de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

4. Voor het ambt van correspondent-boekhouder :

- a) eindexamen of -getuigschrift voor technisch lager secundair onderwijs opgericht, gesubsidieerd en erkend door de Franse Gemeenschap en aangevuld met zes jaar beroepspraktijk met betrekking tot de functie; of
- b) getuigschrift van een derde jaar van het secundair onderwijs uitgereikt door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap en aangevuld met zes jaar beroepspraktijk met betrekking tot de functie; of
- c) gelijkwaardig getuigschrift uitgereikt door een examencommissie samengesteld door de Regering en aangevuld met zes jaar beroepspraktijk met betrekking tot de functie; of
- d) eindexamen of -getuigschrift van een hogere secundaire school of een technische hogere secundaire school opgericht, gesubsidieerd en erkend door de Franse Gemeenschap; of
- e) gelijkwaardig getuigschrift uitgereikt door een examencommissie samengesteld door de Regering; of
- f) getuigschrift afgeleverd na voorbereidende proeven voorzien door de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

De Regering beslist of de beroepspraktijk bedoeld in a), b) en c) betrekking heeft op de functie van correspondent-boekhouder.

HOOFDSTUK II. — *Bestemmingszones en aanstellingscommissies*

Art. 19. Er bestaan zes bestemmingszones, gedefinieerd als volgt :

- 1° de zone van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stemt overeen met het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° de zone van de provincie Waals-Brabant stemt overeen met het grondgebied van de provincie Waals-Brabant;
- 3° de zone van de provincie Namen stemt overeen met het grondgebied van de provincie Namen;
- 4° de zone van de provincie Luik stemt overeen met het grondgebied van de provincie Luik;
- 5° de zone van de provincie Luxemburg stemt overeen met het grondgebied van de provincie Luxemburg;
- 6° de zone van de provincie Henegouwen stemt overeen met het grondgebied van de provincie Henegouwen.

Art. 20. § 1. In elke bestemmingszone bedoeld in artikel 19 wordt een zonale aanstellingscommissie opgericht.

De commissie geeft adviezen aan de Regering :

- 1° betreffende reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst en terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur van een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor een wervingsambt, en ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking binnen de zone;
- 2° betreffende de reffectatie van een lid van het administratief personeel toegelaten tot de stage en ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking binnen de zone;
- 3° betreffende een bijkomende opdracht voor vastbenoemde leden van het administratief personeel binnen de zone;
- 4° betreffende een affectatiewijziging van een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor een wervingsambt en solliciteert naar een aanstelling in een andere inrichting binnen de zone;
- 5° over de bepaling van het aantal betrekkingen dat kan worden toegekend door toelating tot de stage;
- 6° betreffende de uitbreiding van de benoeming, conform artikel 59;
- 7° betreffende de gelegenheidsaffectatiewijziging, bedoeld in artikel 94, § 1 en 95, § 1.

§ 2. De zonale commissie is samengesteld uit :

- 1° een voorzitter aangeduid door de Regering;
- 2° drie leden aangeduid door de Regering;
- 3° drie leden aangeduid door de Regering op voorstel van de representatieve vakverenigingen die de leden van het administratief personeel vertegenwoordigen van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, waarbij elke vereniging beschikt over minstens één vertegenwoordiger;
- 4° drie afgevaardigden van de Regering met consultatieve stem.

In geval van afwezigheid van de voorzitter, wordt deze vervangen door het lid met de meeste anciënniteit van de drie leden bedoeld in alinea 1, 2°.

Naast de drie eerstgeplaatste leden bedoeld in alinea 1, 2°, duidt de Regering drie plaatsvervangende leden aan volgens dezelfde modaliteiten.

Naast de drie eerstgeplaatste leden bedoeld in alinea 1, 3°, duidt de Regering drie plaatsvervangende leden aan volgens dezelfde modaliteiten.

Bij een tweederdemeerderheid kan de Commissie toelaten dat de plaatsvervangende leden deelnemen aan de vergaderingen met consultatieve stem.

De Regering duidt de leden van elke zonale commissie aan voor een duur van vier jaar. In geval van een overlijden of een afdanking tijdens het lopende mandaat, duidt de Regering een nieuw lid aan dat het lopende mandaat afwerkt.

§ 3. De commissie beraadslaagt bij een absolute meerderheid van de aanwezige leden. In geval van gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De commissie wordt geholpen door een secretaris die door de Regering wordt gekozen uit beambten van de Regering met minstens een niveau 2.

De Regering duidt, volgens dezelfde modaliteiten, een plaatsvervangend secretaris aan.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris zijn niet stemgerechtigd.

De commissie vergadert de eerste veertien dagen van februari en de eerste veertien dagen van november. Ze kan bijkomende vergaderingen houden op initiatief van de voorzitter.

De commissie deelt haar adviezen mee aan de Regering binnen de acht dagen na de vergadering.

Art. 21. § 1. Voor alle zes de bestemmingszones bedoeld in artikel 19 wordt er een interzonale aanstellingscommissie opgericht.

De commissie geeft adviezen door aan de Regering :

- 1° betreffende reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst en terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur van een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor een wervingsambt, en ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, waarvoor geen reffectatie mogelijk was en die niet voorlopig kon worden teruggeroepen voor actieve dienst binnen zijn zone;
- 2° betreffende de reffectatie van een lid van het administratief personeel toegelaten tot de stage en ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, waarvoor geen reffectatie mogelijk was binnen zijn zone;
- 3° betreffende een bijkomende opdracht voor vastbenoemde leden van het administratief personeel, die hiervan niet konden genieten binnen hun zone;
- 4° betreffende een affectatiewijziging van een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is en solliciteert naar een affectatie in een andere zone;
- 5° betreffende reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst en terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur en de affectatiewijziging van een lid van het administratief personeel dat benoemd is voor een bevorderingsambt;

6° over de bepaling van het aantal betrekkingen dat kan worden toegekend door toelating tot de stage;

7° betreffende de uitbreiding van de benoeming, conform artikel 59;

8° betreffende de gelegenheidsaffectatiewijziging, bedoeld in artikel 94, § 1 en 95, § 1.

§ 2. De interzonale commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter, die de algemeen directeur is van de algemene directie van het onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschap;

2° een vice-voorzitter die een adjunct-algemeen directeur is van de algemene directie van het onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschap, die de voorzitter vervangt als deze afwezig is;

3° drie leden aangeduid door de Regering;

4° drie leden aangeduid door de Regering op voorstel van de representatieve vakverenigingen die de leden van het administratief personeel vertegenwoordigen van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, waarbij elke vereniging beschikt over minstens één vertegenwoordiger;

5° de algemeen directeur van de algemene directie van het verplicht onderwijs of van de algemene directie van het vrij onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, naargelang het geval, of zijn afgevaardigde, met consultatieve stem;

6° drie afgevaardigden van de Regering met consultatieve stem.

Naast de drie eerstgeplaatste leden bedoeld in alinea 1, 2°, duidt de Regering drie plaatsvervangende leden aan volgens dezelfde modaliteiten.

Naast de drie eerstgeplaatste leden bedoeld in alinea 1, 3°, duidt de Regering drie plaatsvervangende leden aan volgens dezelfde modaliteiten.

De Regering duidt de leden van de interzonale commissie aan voor een duur van vier jaar. In geval van een overlijden of een afdanking tijdens het lopende mandaat, duidt de Regering een nieuw lid aan dat het lopende mandaat afwerkt.

§ 3. De commissie beraadslaagt bij een absolute meerderheid van de aanwezige leden. In geval van gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De commissie wordt geholpen door een secretaris die door de Regering wordt gekozen uit beambten van de Regering met minstens een niveau 2.

De Regering duidt, volgens dezelfde modaliteiten, een plaatsvervangend secretaris aan.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris hebben geen beslissende stem.

De commissie vergadert de laatste veertien dagen van februari en de laatste veertien dagen van november. Ze kan bijkomende vergaderingen houden op initiatief van de voorzitter.

De commissie deelt haar adviezen mee aan de Regering binnen de acht dagen na de vergadering.

De commissie stelt haar reglement van interne orde op. Het wordt goedgekeurd door de Regering.

De commissie stelt, in samenwerking met de voorzitters van de zonale aanstellingscommissies, het gemeenschappelijk reglement van de interne orde op voor deze instanties. Dit laatste wordt eveneens goedgekeurd door de Regering.

Art. 22. Voor de toepassing van artikelen 20, § 1, alinea 2, 5° en 21, § 1, alinea 2, 6°, vermeldt het advies, per zone, per inrichting en per functie :

1° het totaal aantal vacante betrekkingen, onafhankelijk van het aantal uren dat deze betrekkingen inhouden, met vermelding van het aantal uren per betrekking;

2° het aantal vacante betrekkingen dat de commissie voorstelt om toe te kennen aan stagiairs. Dit voorstel is gemotiveerd voor elke betrekking.

HOOFDSTUK III. — *Werving*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 23. De wervingsambten kunnen worden ingevuld door leden van het administratief personeel die tijdelijk aangesteld zijn, toegelaten zijn tot de stage of vast benoemd zijn.

Art. 24. Vanaf er een betrekking vacant is, brengt de directeur de Regering, de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie, alsmede de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie waaronder zijn inrichting valt, hiervan op de hoogte. Deze laatste geeft de vacante betrekking door aan de leden van de commissie die hij voorziet.

Art. 25. Bij zijn indiensttreding legt het lid van het administratief personeel de eed af in handen van de voorzitter van de onderwijsinrichting waar hij wordt tewerkgesteld.

De eed wordt afgelegd op de wijze vastgesteld in art. 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Er wordt akte daarvan aan het lid van het administratief personeel verleend.

Afdeling 2. — Tijdelijke aanstelling van leden van het administratief personeel

Art. 26. Niemand kan tijdelijk worden aangesteld als hij, op het moment van de aanstelling, niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of afkomstig zijn van een andere lid-Staat van de Europese Unie, behalve een afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° drager zijn van de vereiste kwalificaties voor het toegekende ambt, zoals voorzien in artikel 18;

6° voldoen aan de wettelijke bepalingen en reglementen in verband met het taalselsel;

7° zijn kandidatuur hebben ingediend volgens de vorm en binnen de termijn bepaald door de oproep tot de kandidaten;

8° niet het voorwerp uitmaken van een schorsing bij tuchtmaatregel, een op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, of van een herroeping voor een ambt als lid van het administratief personeel;

9° in de loop van de twee laatste schooljaren of academiejaren niet het voorwerp zijn geweest van twee opeenvolgende ongunstige verslagen zoals bedoeld in artikel 32;

10° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een afdanking voor een zware fout voorzien in artikelen 34 en 55.

Art. 27. Als afwijking op art. 26 kan de Regering, mits een gemotiveerde beslissing, na uitputting van de lijst met kandidaten voor de tijdelijke aanstelling, overgaan tot de tijdelijke aanstelling van een persoon die voldoet aan alle voorwaarden vermeld in artikel 26, behalve de voorwaarde bedoeld in punt 7 van deze bepaling.

Voor de toepassing van alinea 1 worden de personen geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 30, § 2, 1° als eersten aangesteld.

Het aantal dagen gepresteerd krachtens een aanstelling uitgevoerd op basis van deze bepaling zal in overweging worden genomen voor het klassement van de kandidaten opgesteld conform artikel 30, § 2, vanaf het moment dat het lid van het administratief personeel zich regelmatig kandidaat zal hebben gesteld voor het vermelde ambt en binnen de zone waarin hij geniet van een tijdelijke aanstelling in toepassing van deze bepaling.

Elke aanstelling die gebeurt op basis van deze bepaling wordt uitgevoerd voor een bepaalde periode met als uiterste limiet het einde van het school- of academiejaar waarin deze periode van start gaat.

Art. 28. Elk jaar lanceert de Regering, in de loop van de maand februari, een oproep tot de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling, door een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze bekendmaking geeft de voorwaarden aan waaraan de kandidaten moeten voldoen, alsmede de vorm waarin en de termijn binnen welke de kandidaturen moeten worden ingediend.

Art. 29. Op straffe van nietigheid moeten de kandidaturen worden ingediend aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, op het adres vermeld in de bekendmaking bedoeld in art. 28.

De kandidaat duidt aan in welke zone(s) hij zijn ambt wil uitoefenen. De kandidaat die solliciteert naar verschillende ambten voegt een afzonderlijke kandidatuur toe voor elk ambt.

Art. 30. § 1. Voor elk te begeven wervingsambt worden de kandidaten, die zich regelmatig kandidaat hebben gesteld en die voldoen aan de vereiste voorwaarden voor de toekenning van dit ambt, geklasseerd volgens de voorkeur uitgedrukt voor één of meerdere zones.

§ 2. De als dusdanig geklasseerde kandidaten worden in twee groepen opgedeeld :

1° in de eerste groep worden alle kandidaten geklasseerd die, op datum van de oproep tot de kandidaten, gedurende minstens tweehonderd veertig dagen dienst hebben geleverd binnen een ambt als lid van het administratief personeel van een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap. Binnen deze groep worden de kandidaten geklasseerd volgens het aantal ingediende kandidaturen voor het ambt waarnaar wordt gesolliciteerd;

2° in de tweede groep worden alle andere kandidaten geklasseerd voor een ambt als lid van het administratief personeel van een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap.

§ 3. De kandidaten voor een tijdelijke aanstelling worden in dienst geroepen in de volgorde van hun klassement en rekening houdend met de voorkeuren die ze uitdrukten voor een of meerdere zones.

De kandidaten van de eerste groep hebben voorrang op die van de tweede groep.

In de eerste groep wordt voorrang gegeven aan de kandidaat die het grootste aantal kandidaturen indiende, binnen de respectering van de voorwaarden vermeld in artikel 26.

Bij een gelijk aantal ingediende kandidaturen, volgens het kalenderjaar waarin het laatste diploma of getuigschrift werd uitgereikt essentieel voor de vereiste kwalificaties van het te begeven ambt, gaat de prioriteit naar de kandidaat die de vereiste kwalificatie reeds het meeste aantal jaren heeft.

Wanneer het uitreikingsjaar van dit vereiste diploma of getuigschrift hetzelfde is of wanneer het beschouwde ambt dat van beambte is, gaat de voorkeur naar de oudste kandidaat.

De aanstellingen van lange duur worden toegekend aan de kandidaat die het meeste voorrang heeft. Onder aanstelling van lange duur moet men periodes van minstens vijftien weken verstaan.

De tijdelijk aangestelde van de eerste groep die zich echter op afdoende manier kwijt van zijn taak, zal opnieuw, tenzij hij zelf een andere aanvraag indient, worden aangesteld in de inrichting waar hij tewerk werd gesteld gedurende het voorbije school- of academiejaar. De voorkeur waarvan hij geniet kan niet in het gedrang komen door de voorrang tot aanstelling van een beter geklasseerde kandidaat.

Het lid van het administratief personeel geklasseerd in de eerste groep bedoeld in § 2, 1°, dat ziek, in zwangerschapsverlof of arbeidsonbekwaam is wegens een arbeidsongeval, wordt aangesteld.

§ 4. Voor de berekening van het aantal dagen bedoeld in § 2, 1° :

1° wordt enkel rekening gehouden met de effectieve dienstdagen verworven in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap in een ambt als lid van het administratief personeel;

2° het aantal dagen verworven in een ambt met volledige prestaties omvat alle dagen geteld van het begin tot het einde van een ononderbroken dienstactiviteit, met inbegrip van, als ze in deze periodes vallen, het jaarlijks verlof, verlof wegens omstandigheden en persoonlijke redenen, zwangerschapsverlof en het opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij zoals voorzien in artikel 137;

3° de effectieve diensten verworven in een ambt met onvolledige prestaties die minstens de helft omvatten van het aantal uren dat vereist is voor het ambt met volledige prestaties, komen in aanmerking op dezelfde wijze als de diensten verworven in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat dit aantal uren niet omvat, wordt verminderd met de helft;

4° het aantal dagen verworven in twee of meerdere ambten, met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, kan nooit het aantal dagen overschrijden, verworven in een ambt met volledige prestaties uitgeoefend in dezelfde periode.

§ 5. Als een kandidaat van de eerste groep een tijdelijke aanstelling weigert voor een ambt waarvoor hij solliciteert, ook al wordt er bij deze aanstelling rekening gehouden met zijn uitgedrukte voorkeur voor een of meerdere zones, wordt het aantal kandidaturen dat hij heeft ingediend verminderd met één eenheid voor de betrokken zone.

Deze bepaling is echter niet van toepassing op personen die hun militaire dienst vervullen, diensten vervullen bij de civiele bescherming of taken uitvoeren van openbaar nut in toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden of voor personen die in ziekte- of zwangerschapsverlof zijn.

Ze is eveneens niet van toepassing op personen die andere professionele activiteiten hebben en die zijn aangesteld voor een ambt in een onderwijsinrichting voor een duur die waarschijnlijk de duur van de wettelijke opzegtermijn niet overschrijdt die de kandidaat in acht moet nemen om zijn activiteiten te beëindigen.

§ 6. Elke tijdelijk benoemde die werd afgedankt conform artikelen 33 en 34 verliest, voor het ambt dat hij uitoefende op het moment van de afdanking, het voordeel van de ingediende kandidaturen alsmede het aantal gepresteerde dagen vóór zijn afdanking.

§ 7. Het klassement bedoeld in § 2 wordt opgesteld op 1 april van het beschouwde school- of academiejaar op basis van het aantal gepresteerde dagen op 1 maart.

§ 8. Na de afsluiting van het procesverbaal van het klassement van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling, ontvangt elke kandidaat van de eerste groep een kopie van het klassement.

Art. 31. § 1. De leden van het administratief personeel worden tijdelijk aangesteld door de Regering.

§ 2. Een tijdelijke aanstelling voor een vacante betrekking eindigt op het moment dat het lid van het administratief personeel dat vast benoemd is of is toegelaten tot de stage zijn functies opneemt in deze betrekking.

Een tijdelijke aanstelling in een betrekking waarvan de titularis tijdelijk afwezig is, eindigt wanneer deze titularis opnieuw zijn functies opneemt.

Elke tijdelijke aanstelling voor een wervingsambt gebeurt voor een onbepaalde duur. Ze eindigt op de vervaldatum die werd aangegeven in de aanstellingsakte en, ten laatste, op de vooravond van het school- of academiejaar dat volgt op de aanstellingsdatum.

§ 3. Vóór elke tijdelijke aanstelling kent de Regering een ambt toe, naargelang het geval :

- per reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst en terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur van een lid van het administratief personeel dat beschikbaar is wegens ontstentenis van betrekking, conform artikel 160;
- per bijkomende opdracht of bijkomende bevoegdheden voor een lid van het administratief personeel met gedeeltelijk opdrachtverlies, conform artikel 157;
- per bijkomende prestaties van een vastbenoemd lid van het administratief personeel in een functie met onvolledige prestaties die er de aanvraag voor indiene conform artikel 58.

Art. 32. § 1. Na een periode van dienstactiviteit van zes maanden van minstens één lid van het tijdelijk administratief personeel, stelt de directeur van de inrichting een gemotiveerd verslag op over de manier waarop het lid van het administratief personeel zijn taak heeft volbracht. Het model van dit verslag wordt opgesteld door de Regering.

Dit verslag wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het lid van het tijdelijk administratief personeel waarover het gaat en wordt toegevoegd aan zijn persoonlijk dossier. Als het lid van het administratief personeel vindt dat de inhoud van het verslag niet gegrond is, dan maakt hij hiervan melding in zijn visum en, binnen de tien werkdagen die volgen op de ontvangst van het verslag, heeft hij het recht om, langs hiërarchische weg, een bezwaarschrift in te dienen bij de Raad van beroep.

De procedure wordt voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel weigert om het verslag te viseren.

De Raad van beroep geeft haar advies aan de Regering binnen een termijn van twee maanden ingaande op de datum van ontvangst van het bezwaarschrift.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep of van het dossier waarvoor hij niet meer aanhangig is.

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van § 1, wordt ervan uitgegaan dat elke tijdelijk aangestelde zijn taak op een afdoende manier heeft uitgevoerd, zolang er geen ongunstig verslag wordt opgesteld over hem door de directeur.

Art. 33. § 1. Met inachtneming van een opzegperiode van vijftien werkdagen, die ingaat op de dag van de verwittiging, kan een lid van het tijdelijk aangesteld administratief personeel worden afgedankt op gemotiveerd voorstel van de directeur.

Voorafgaand aan elk voorstel voor afdanking, moet het lid van het administratief personeel worden uitgenodigd om gehoord te worden. De convocatie voor de hoorzitting, alsmede de motieven waardoor de directeur overweegt de afdanking van het lid van het administratief personeel voor te stellen, moeten hem worden meegedeeld minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting, ofwel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, ofwel door het persoonlijk overhandigen van een brief met ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting kan het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel dat volgens de regels werd geconvoceerd zich niet aanmeldt voor de hoorzitting of er niet wordt vertegenwoordigd.

§ 2. Dit voorstel wordt voorgelegd aan de tijdelijk aangestelde op het moment waarop het wordt geformuleerd.

Het lid van het tijdelijk administratief personeel ontvangt een kopie van dit voorstel.

De tijdelijk aangestelde viseert en dateert het voorstel. Hij geeft het dezelfde dag nog terug. Als hij vindt dat dit voorstel niet gegrond is, dan maakt hij hiervan melding in zijn visum, dateert het en geeft het terug binnen dezelfde termijn.

De procedure wordt voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel weigert om het voorstel te viseren.

De directeur geeft het voorstel tot afdanking onmiddellijk door aan de Regering, die binnen de tien dagen ofwel het voorstel verwerpt, ofwel de tijdelijk aangestelde zijn opzeg geeft.

§ 3. De tijdelijk aangestelde die zijn opzeg kreeg, kan binnen de tien werkdagen vanaf de melding van de opzeg, aan de hand van een ter post aangetekend schrijven een bezwaarschrift indienen bij de Regering, die dit zo snel mogelijk doorgeeft aan de bevoegde Raad van beroep. Deze laatste geeft zijn advies aan de Regering binnen een maximumtermijn van een maand vanaf de datum van ontvangst van de klacht. De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep of van het dossier waarvoor hij niet meer aanhangig is.

Art. 34. § 1. Elk lid van het tijdelijk administratief personeel kan worden afgedankt zonder opzegtermijn voor een zware fout.

Wordt beschouwd als een zware fout : elk gebrek dat onmiddellijk en definitief elke samenwerking onmogelijk maakt tussen het lid van het administratief personeel en de directeur van de onderwijsinrichting waar hij tewerk is gesteld, of als het geval zich voordoet, tussen het lid van het administratief personeel en de hogeschool of hogere kunstschool.

§ 2. Vanaf het moment dat hij elementen kent die een zware fout kunnen vormen, convoceert de directeur, aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, het lid van het administratief personeel voor een hoorzitting, die plaats moet vinden ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na het versturen van de convocatie. De procedure wordt voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel zich niet aanmeldt voor de hoorzitting of er niet wordt vertegenwoordigd.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

§ 3. Als na de hoorzitting bedoeld in § 2, of in de afwezigheid van het lid van het administratief personeel of van zijn vertegenwoordiger tijdens de hoorzitting, de directeur vindt dat er voldoende elementen zijn die een zware fout rechtvaardigen, geeft hij onmiddellijk zijn voorstel tot afdanking door aan de Regering die haar beslissing neemt binnen de drie werkdagen vanaf het versturen van het voorstel.

De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het administratief personeel, ofwel bij deurwaardersexploot, ofwel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending.

Art. 35. Een lid van het administratief personeel dat tijdelijk is aangesteld, kan uit eigen beweging zijn functies stopzetten, met inachtneming van een opzegtermijn van acht werkdagen, vanaf de dag van de verwittiging.

Art. 36. § 1. In geval van vermindering van de beschikbare prestaties beschikbaar binnen een beschouwd ambt in een inrichting, wordt er, volledig of gedeeltelijk, een einde gesteld aan de prestaties van een lid van het administratief personeel in de volgende volgorde :

- 1° niet-geklasseerde tijdelijk aangestelden;
- 2° tijdelijk aangestelden geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2, 2°;
- 3° de tijdelijk aangestelden geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 30, § 2, 1° in de omgekeerde volgorde van het klassement;
- 4° de vastbenoemde leden van het administratief personeel, voor de prestaties die hen zijn toevertrouwd als bijkomende opdracht;
- 5° de leden van het administratief personeel die voorlopig werden teruggeroepen in actieve dienst voor een ander ambt dan hetgeen waarvoor ze vast benoemd zijn;
- 6° de leden van het administratief personeel teruggeroepen voor actieve dienst voor een onbepaalde duur voor een ander ambt dan hetgeen waarvoor ze vast benoemd zijn;
- 7° de leden van het administratief personeel die genieten van een voorlopige verandering van aanstelling;
- 8° de stagiairs, in de omgekeerde volgorde van het klassement;
- 9° de vastbenoemde leden van het administratief personeel voor de prestaties die hen als bijkomende opdracht werden toevertrouwd;
- 10° de leden van het administratief personeel die voorlopig werden teruggeroepen in actieve dienst voor een ambt waarvoor ze vast werden benoemd;
- 11° de leden van het administratief personeel die werden teruggeroepen in actieve dienst voor een onbepaalde duur voor een ambt waarvoor ze vast werden benoemd;
- 12° de vastbenoemde leden van het administratief personeel in het ambt dat ze uitoefenen en als aanvullend geaffecteerd in de inrichting;
- 13° de vastbenoemde leden van het administratief personeel in het ambt dat ze uitoefenen en geaffecteerd en/of hun hoofdopdracht hebben in de inrichting.

Een vastbenoemd personeelslid met gedeeltelijk opdrachtverlies kan bijkomende opdrachten krijgen van het ambt van een ander vastbenoemd personeelslid, dat tijdelijk niet in dienst is en wordt vervangen door een lid van het personeel bedoeld in alinea 1, 1° tot 7° en 9°.

Een vastbenoemd personeelslid kan voorlopig worden teruggeroepen in actieve dienst binnen de inrichting waar hij zijn ambt verloor, in het ambt van een ander vastbenoemd personeelslid dat tijdelijk niet in dienst is en wordt vervangen door een lid van het personeel bedoeld in alinea 1, 1° tot 8° en 10°, op voorwaarde dat de duur van de voorlopige terugroeping in actieve dienst minstens vijftien weken bedraagt.

§ 2. Binnen een zone wordt er, volledig of gedeeltelijk, een einde gesteld aan de prestaties van een tijdelijk lid van het administratief personeel, om wat volgt toe te laten :

- 1° het voorlopig terugroepen in actieve dienst van een vastbenoemd lid van het administratief personeel ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking in dezelfde zone of in een andere zone;
- 2° het toekennen van een bijkomende opdracht aan een vastbenoemd lid van het administratief personeel van dezelfde zone;
- 3° de toekenning van bijkomende prestaties aan een vastbenoemd lid van het administratief personeel van dezelfde zone, binnen een ambt met onvolledige prestaties, dat er de aanvraag voor doet in de loop van de maand februari.

Voor de toepassing van deze paragraaf, wordt er eerst en vooral, binnen de zone waar de voorlopige terugroeping in actieve dienst, de bijkomende opdracht of de bijkomende prestaties worden uitgevoerd, een einde gesteld aan de prestaties van de niet-geklasseerde tijdelijk aangestelden, van de tijdelijk aangestelden geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2, 2°, en ten slotte, in de omgekeerde volgorde van het klassement, van de tijdelijk aangestelden geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 30, § 2, 1°.

Als echter het ambt dat totaal of gedeeltelijk vrijkomt door de laagst geklasseerde tijdelijk aangestelde, voor de leden van het administratief personeel die ervan genieten, een verplaatsing met zich meebrengt van meer dan vier uur per dag met het openbaar vervoer, dan mogen deze de voorlopige terugroeping in activiteit of de bijkomende opdracht weigeren. In dit geval wordt er een gedeeltelijk of volledig einde gesteld aan de prestaties ten eerste van een andere niet-geklasseerde tijdelijk aangestelde, dan van een andere tijdelijk aangestelde uit de tweede groep en, bij gebrek hieraan, van een tijdelijk aangestelde van de eerste groep die rechtstreeks het best is geklasseerd.

Afdeling 3. — Toelating tot stages en de stagiairs

Art. 37. De toelating tot een stage voor een wervingsambt kan enkel plaatsvinden in geval er een vacante betrekking is voor het te begeven ambt.

Een vacante betrekking voor een wervingsambt kan enkel worden toegekend voor toelating tot de stage als het niet werd toegekend als reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst volgens de bepalingen die terzake van toepassing zijn, en als het niet werd toegekend door verandering van affectatie of bijkomende opdracht voor vastbenoemde leden van het administratief personeel.

Elk jaar in de loop van de maand april, doet de Regering een oproep tot de kandidaten voor de toelating tot de stage binnen de betrekkingen die vacant bleven na de reffectaties, de voorlopige terugroepingen in actieve dienst, de bijkomende opdrachten en de veranderingen van affectatie van dat jaar, via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze bekendmaking vermeldt de betrekkingen die kunnen worden toegekend voor de toelating tot stages en de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen, alsmede de vorm waarin en de termijn binnen welke de kandidaturen moeten worden ingediend.

De vacante betrekkingen worden, vóór elke andere tijdelijke aanstelling, toegekend aan de stagiairs bedoeld in alinea 3.

Art. 38. De Regering bepaalt het aantal betrekkingen per ambt die het voorwerp kunnen zijn van een toekenning tot de stage, na het advies te hebben ingewonnen van de zonale aanstellingscommissies en de interzonale aanstellingscommissie.

Art. 39. Iemand die niet voldoet aan de volgende voorwaarden kan niet worden toegelaten tot de stage :

1° Belg zijn of afkomstig zijn van een andere lid-Staat van de Europese Unie, behalve een afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° drager zijn van de vereiste kwalificaties voor het toegekende ambt, zoals voorzien in artikel 18;

6° voldoen aan de wettelijke bepalingen en reglementen in verband met het taalstelsel;

7° laureaat zijn van de aanwervingsproef in verband met het te begeven ambt voorzien in artikelen 40 tot 46;

8° zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn die in de oproep tot de kandidaten werden vastgelegd;

9° niet het voorwerp uitmaken van een schorsing bij tuchtmaatregel, een op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel of van een herroeping voor een ambt als lid van het administratief personeel;

10° in de loop van het schooljaar of academiejaar vóór het jaar waarin de oproep tot stage wordt gelanceerd niet het voorwerp zijn geweest van een ongunstig verslag zoals bedoeld in artikel 32 dat gaat over een ononderbroken periode van aanstelling van minstens zes maanden. De afwezigheid van het verslag is in het voordeel van de beampte;

11° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een afdanking voor een zware fout voorzien in artikelen 34 en 55.

Voor de toepassing van 7° moet de kandidaat voor de aanwervingsproef, op datum van de bekendmaking bedoeld in artikel 41, minstens tweehonderd veertig dagen dienst hebben gedaan in het te begeven ambt.

Het lid van het administratief personeel dat in zwangerschapsverlof, ziekteverlof of arbeidsonbekwaam is wegens een arbeidsongeval, wordt toegelaten tot de stage.

Art. 40. De aanwervingsproef wordt, voor elk ambt van een lid van het administratief personeel, door de Regering georganiseerd, die tevens de modaliteiten ervan bepaalt.

Art. 41. De organisatie van de aanwervingsproef en de modaliteiten ervan worden aan het publiek bekend gemaakt middels een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De bekendmaking geeft de datum of data van de proef aan, de plaats(en) waar de proef plaatsvindt, het programma van de proef, de voorwaarden voor deelname, het salaris van de te begeven ambten, alsmede de modaliteiten voor het geldig indienen van kandidaturen.

Art. 42. § 1. Voor elke aanwervingsproef wordt een examencommissie samengesteld, bestaande uit een voorzitter en drie leden aangeduid door de Regering.

De voorzitter wordt gekozen uit de beampten van de Regering die houder zijn van een graad van minstens rang 12. De Regering duidt volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangend voorzitter aan.

De drie leden worden voor hun kwalificaties, gezien de georganiseerde aanwervingsproeven, als volgt door de Regering gekozen :

1° een lid van de beampten van de Regering met minstens niveau 1;

2° een lid van de opdrachthouders belast met de coördinatie van de zone;

3° een lid van de directeurs van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Voor elk eerstgeplaatst lid worden er twee plaatsvervangende leden aangeduid, volgens dezelfde modaliteiten en criteria als voor het eerstgeplaatste lid dat zij vervangen.

De Regering duidt een secretaris voor de examencommissie aan uit de beambten van de Regering met minstens niveau 2. Zij duidt volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangend secretaris aan.

De secretarissen en plaatsvervangende secretarissen van de examencommissie verzorgen het secretariaat. Ze zijn niet stemgerechtigd.

§ 2. De examencommissie zetelt geldig als minstens tweederde van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden bij geheime stemming en bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. In geval van gelijkheid van stemmen, wordt de stemming als gunstig voor de kandidaat beschouwd.

Een lid van de examencommissie mag niet vergaderen als de kandidaat zijn echtgenoot, zijn samenwonende, zijn bloed- of aanverwante is, of die van zijn echtgenoot of samenwonende, in een lagere graad dan de vijfde, of als de kandidaat lid is van het administratief personeel van de onderwijsinrichting waar een van de leden van de examencommissie zijn ambt beoefent als directeur.

In dit geval vergadert het vervangende lid.

§ 3. Elke representatieve vakvereniging die leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt, kan worden vertegenwoordigd door een afgevaardigde tijdens de aanwervingsproeven.

De aangeduide afgevaardigde heeft geen consultatieve stem en is niet stemgerechtigd.

Art. 43. § 1. De aanwervingsproef omvat :

1° een eerste deel over de stof vastgelegd door de Regering, volgens het niveau van het te begeven ambt;

2° een tweede deel dat een evaluatie moet geven van de basisvaardigheden vereist voor het ambt en, volgens het te begeven ambt, over de analyse van een voorgelegde situatie.

De Regering bepaalt, op voorstel van de examencommissie, de stof voor de delen bedoeld in 1° en 2° en de precieze inhoud van deze laatste.

§ 2. Elk deel wordt bekroond met een getuigschrift uitgereikt door de examencommissie bedoeld in artikel 42.

Zonder afbreuk te doen aan alinea 3 kan het lid van het administratief personeel het tweede deel van de aanwervingsproef niet afleggen vóór hij het getuigschrift heeft behaald voor het eerste deel.

De kandidaat kan een getuigschrift doen gelden van een aanwervingsproef georganiseerd door het selectiebureau van de federale overheid, en het toegang verlenen tot een administratieve ambt wordt beschouwd als het behaald hebben van een getuigschrift voor het eerste deel van de aanwervingsproef.

Niemand kan laureaat worden verklaard voor de aanwervingsproef betreffende het te begeven ambt, voordat hij een getuigschrift heeft ontvangen betreffende het tweede deel van deze proef.

Art. 44. De gedetailleerde resultaten die werden behaald voor de aanwervingsproeven komen voor in het beoordelingsdossier van de leden van het administratief personeel, wanneer ze vast benoemd worden.

Art. 45. § 1. Voor elk te begeven wervingsambt voor de toelating tot de stage, worden de kandidaten die regelmatig hun kandidatuur hebben gesteld en die voldoen aan de vereiste voorwaarden geklasseerd volgens de resultaten die ze behaalden voor de aanwervingsproef.

In de hypothese bedoeld in artikel 43, § 2, alinea 3, wordt er rekening gehouden met de resultaten behaald door de kandidaat voor de aanwervingsproef georganiseerd door het selectiebureau van de federale overheid, om het klassement bedoeld in alinea 1 op te stellen.

§ 2. Na de afsluiting van het procesverbaal van het klassement van de kandidaten, ontvangt elke kandidaat een kopie van het klassement.

§ 3. De kandidaten worden tot de stage toegelaten volgens de volgorde van hun klassement voor de aanwervingsproef, waarbij wordt begonnen bij de oudste proef.

Ze kunnen hun voorkeur uitdrukken voor een of meerdere inrichtingen waar ze graag willen worden toegelaten voor de stage.

§ 4. Bij gelijkheid van behaalde punten voor een aanwervingsproef georganiseerd op dezelfde datum, gaat de voorrang naar de kandidaat met de meeste kandidaturen.

In geval van een gelijkheid van het aantal kandidaturen, wordt de voorrang gegeven aan het lid van het administratief personeel dat, op de uiterste datum vastgelegd voor de indiening van de kandidaturen, de hoogste ambtsanciënniteit heeft in de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

In geval van gelijkheid van ambtsanciënniteit, gaat de voorrang naar het lid van het administratief personeel dat op voormelde datum de hoogste dienstanciënniteit heeft in de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

In geval van gelijkheid van ambts- en dienstanciënniteit, gaat de voorrang naar het oudste lid van het administratief personeel.

Art. 46. § 1. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 45 :

1° komen enkel in aanmerking de dagen van effectieve dienst binnen een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap in het ambt waarvoor een betrekking kan worden toegekend;

2° het aantal dagen, gepresteerd binnen een ambt met volledige prestaties, bestaat uit alle dagen geteld vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken periodes van dienstactiviteit, met inbegrip van, als ze in deze periodes vallen, het jaarlijks verlof, verlof wegens omstandigheden en persoonlijke redenen, zwangerschapsverlof en het opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij zoals voorzien in artikel 138;

3° voor de ambten met onvolledige prestaties, wordt het aantal dagen berekend volgens de bepalingen van artikel 30, § 4, 3;

4° het aantal dagen verworven in twee of meerdere ambten, met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, kan nooit het aantal dagen overschrijden verworven in een ambt met volledige prestaties uitgeoefend in dezelfde periode.

§ 2. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 45 :

1° komen enkel in aanmerking de dagen van effectieve dienst binnen een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap in het ambt als lid van het administratief personeel;

2° de bepalingen van § 1, 2° tot 4° zijn van toepassing.

Art. 47. De kandidaten die een betrekking weigeren binnen één van de ambten die ze kozen, worden gedegradeerd, voor elke nieuwe toelating tot de stage voor hetzelfde ambt, naar het einde van het klassemment van de proeven waaraan ze deelnamen.

Art. 48. De leden van het administratief personeel worden door de Regering toegelaten tot de stage op de 1ste dag van het school- of academiejaar die volgt op de oproep tot de kandidaten.

Het besluit houdende de toelating tot de stage wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en vermeldt de datum van de afgelegde aanwervingsproef.

De leden van het administratief personeel toegelaten tot de stage worden benoemd voor een ambt dat vacant bleef of werd na toepassing van artikel 37.

Art. 49. § 1. De duur van de stage bedraagt zes maanden.

De stage kan evenwel worden verlengd met maximum twee maanden, mits een gemotiveerd voorstel van de directeur van de onderwijsinrichting waar het lid van het administratief personeel tewerk is gesteld.

§ 2. Voor de berekening van de duur van de afgelegde stage, wordt rekening gehouden met alle periodes waarin de stagiair in actieve dienst was.

Art. 50. Aan het einde van de stage stelt de directeur een gemotiveerd verslag op over de manier waarop de stagiair zijn taak heeft volbracht. Het model van dit verslag wordt opgesteld door de Regering.

Dit verslag eindigt met een gemotiveerd voorstel voor de vaste benoeming van de stagiair, met een gemotiveerd voorstel voor de verlening van de stage of met een gemotiveerd voorstel tot afdanking.

Het dubbel van dit verslag wordt overhandigd aan de betrokken stagiair.

Deze laatste viseert en dateert het originele verslag binnen de twee werkdagen die volgen op de dag waarop hij het ontving.

Als hij vindt dat het verslag niet gegrond is, maakt hij daarvan melding in zijn visum.

Het verslag wordt toegevoegd aan het persoonlijk dossier van de stagiair.

Art. 51. Zelfs bij gebrek aan een voorstel tot benoeming, wordt de stagiair die de duur van de stage heeft volbracht, vast benoemd binnen het ambt waarvoor hij zich kandidaat stelde en dit vanaf het einde van de stage, tenzij zijn afdanking of de verlenging van zijn stage werden voorgesteld conform artikelen 50, 52 en 55.

De stagiair die de duur van de stage heeft volbracht, wordt eveneens vast benoemd binnen het ambt waarvoor hij zich kandidaat stelde en dit vanaf het einde van de stage, wanneer, na beroep van de stagiair, de Regering het voorstel tot afdanking of verlenging van de stage niet heeft bevestigd.

De stagiair in zwangerschapsverlof, ziekteverlof of die arbeidsonbekwaam is wegens een arbeidsongeval, wordt vast benoemd.

Het lid van het administratief personeel bedoeld in dit artikel wordt vast benoemd ten belope van het aantal uren van het ambt waartoe hij werd toegelaten voor de stage, die definitief vacant zijn op datum van de vaste benoeming.

Art. 52. § 1. Met inachtneming van een opzegtermijn van drie maanden, kan de stagiair in de loop van de stage of na de stage worden afgedankt op gemotiveerd voorstel van de directeur.

Voorafgaand aan elk voorstel voor afdanking, moet het lid van het administratief personeel uitgenodigd zijn om gehoord te worden. De convocatie voor de hoorzitting, alsmede de motieven waardoor de directeur overweegt de afdanking van het lid van het administratief personeel voor te stellen, moeten hem worden meegedeeld minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting, ofwel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, ofwel door het persoonlijk overhandigen van een brief met ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting kan het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel dat volgens de regels werd geconvoceerd zich niet aanmeldt voor de hoorzitting of er niet wordt vertegenwoordigd.

§ 2. Het voorstel voor afdanking wordt voorgelegd aan de stagiair op het moment waarop het wordt geformuleerd.

De stagiair viseert het voorstel, dateert het en geeft het terug binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop hij het ontving. Als hij vindt dat dit voorstel niet gegrond is, dan maakt hij daarvan melding in zijn visum, dateert het en geeft het terug binnen dezelfde termijn.

De procedure wordt voortgezet wanneer de stagiair weigert om het voorstel te viseren.

Art. 53. § 1. De stagiair ten laste van wie een gemotiveerd voorstel tot afdanking of verlening van de stage werd geformuleerd, kan binnen de tien werkdagen vanaf de melding van het voorstel, langs hiërarchische weg een bezwaarschrift indienen bij de Regering.

De regering geeft het bezwaarschrift onmiddellijk na ontvangst door aan de Raad van beroep. Deze laatste geeft zijn advies aan de Regering binnen een maximumtermijn van een maand ingaande op de datum van ontvangst van het bezwaarschrift.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep of van het dossier waarvoor hij niet meer aanhangig is.

§ 2. Wanneer, aan het einde van zijn stage, de stagiair beroep indiende tegen het voorstel tot afdanking of de verlening van de stage, blijft de betrekking waarvoor hij zijn kandidatuur indiende vacant tot de Regering een uitspraak heeft gedaan.

Art. 54. In geval van ontslag worden de dienstdagen gepresteerd tijdens de stage gelijkgesteld aan dienstdagen gepresteerd als lid van het tijdelijk administratief personeel.

Art. 55. § 1. Elke stagiair kan worden afgedankt zonder opzegtermijn voor een zware fout.

Wordt beschouwd als een zware fout : elk gebrek dat onmiddellijk en definitief elke samenwerking onmogelijk maakt tussen het lid van het administratief personeel en de directeur van de onderwijsinrichting waar hij tewerk is gesteld, of als het geval zich voordoet, tussen het lid van het administratief personeel en de hogeschool of hogere kunstschool.

§ 2. Vanaf het moment dat hij elementen kent die een zware fout kunnen vormen, convoceert de directeur, aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, het lid van het administratief personeel voor een hoorzitting, die plaats moet vinden ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na het versturen van de convocatie. De procedure wordt voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel zich niet aanmeldt voor de hoorzitting of er niet wordt vertegenwoordigd.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

§ 3. Als na de hoorzitting of in de afwezigheid van het lid van het administratief personeel of van zijn vertegenwoordiger tijdens de hoorzitting, de directeur vindt dat er voldoende elementen zijn die een zware fout rechtvaardigen, geeft hij onmiddellijk zijn voorstel tot afdanking door aan de Regering die haar beslissing neemt binnen de drie werkdagen vanaf het versturen van het voorstel.

De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het administratief personeel, ofwel bij deurwaardersexploot, ofwel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending.

Art. 56. Een stagiair kan uit eigen beweging zijn functies stopzetten, met inachtneming van een opzegtermijn van vijftien werkdagen, vanaf de dag van de verwittiging.

Afdeling 4. — Vaste benoeming van leden van het administratief personeel

Art. 57. De leden van het administratief personeel worden vast benoemd door de Regering.

Het benoemingsbesluit wordt bij uittreksel gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 58. Op zijn verzoek kan een lid van het administratief personeel vast benoemd voor een ambt met onvolledige prestaties, bijkomende prestaties verkrijgen in de inrichting waar hij is tewerkgesteld en/of in een of meerdere andere inrichtingen, zolang deze bijkomende prestaties niet nodig zijn om de taak van het lid van het administratief personeel aan te vullen, zoals bedoeld in 36, § 1, alinea 1, 5° tot 13°.

Op eigen verzoek, behoudt het lid van het administratief personeel die bijkomende prestaties verkreeg deze prestaties, zolang de voorwaarden bedoeld in de vorige alinea vervuld zijn.

De aanvragen bedoeld in alinea's 1 en 2 moeten bij het ministerie van de Franse Gemeenschap worden ingediend in de loop van de maand februari. De toekenning van bijkomende prestaties gaat van kracht ten vroegste op de 1ste dag van het volgend school- of academiejaar.

Onder bijkomende prestaties moet men in de betekenis van deze paragraaf een toekenning verstaan van onbepaalde duur, met als uiterste limiet de laatste dag van het school- of academiejaar, aan een lid van het administratief personeel vast benoemd in een ambt met onvolledige prestaties :

1° in de inrichting waar hij is tewerkgesteld, van tijdelijk vacante uren van het ambt waarin hij vast benoemd is;

2° in een of meerdere andere inrichtingen, van tijdelijk of definitief vacante uren van het ambt waarin hij vast benoemd is.

Art. 59. Op eigen verzoek kan een lid van het administratief personeel vast benoemd in een ambt met onvolledige prestaties, door de Regering, op advies van de betrokken zonale aanstellingscommissie en de interzonale aanstellingscommissie, een uitbreiding toegekend krijgen van zijn vaste benoeming voor een of meerdere definitief vacante betrekkingen in een of meerdere andere inrichtingen, in zoverre deze betrekking(en) :

1° valt (vallen) onder het ambt waarin het lid van het administratief personeel vast benoemd is;

2° definitief vacant is (zijn) op de datum van de beslissing van de Regering, nadat de betrokken zonale aanstellingscommissie alsmede de interzonale aanstellingscommissie zijn overgegaan tot de statutaire handelingen respectievelijk vermeld in artikelen 20, § 2, 1° tot 3° en 21, § 1, 1° tot 5°;

3° niet is (zijn) ingenomen door een lid van het administratief personeel met een bijkomende opdracht, door een lid van het administratief personeel voorlopig teruggeroepen in actieve dienst in een ander ambt dan datgene waarvoor hij vast benoemd is en waarvoor hij de vereiste kwalificaties bezit, door een lid van het administratief personeel teruggeroepen in actieve dienst voor onbepaalde duur in een ander ambt dan datgene waarvoor hij vast benoemd is, of door een lid van het administratief personeel toegelaten tot de stage.

Het lid van het administratief personeel vast benoemd in een ambt met onvolledige prestaties dat een uitbreiding van zijn vaste benoeming wil verkrijgen in een of meerdere andere inrichtingen, dient, aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, een aanvraag in bij de Regering in de loop van de maand januari. Hij richt een kopie van deze aanvraag aan de voorzitter(s) van de zonale aanstellingscommissie(s) waar zich deze inrichting(en) bevindt (bevinden), alsmede aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie. De aanvraag precificeert de inrichting(en) waar het personeelslid een uitbreiding van zijn benoeming wenst te verkrijgen.

Het uitbreiden van de vaste benoeming verkregen conform de bepalingen in de vorige alinea is, op de 1e dag van het volgende school- of academiejaar, beperkt tot het aantal uren dat definitief vacant is en dat op deze datum kan worden toegekend aan het lid van het administratief personeel, op voorwaarde dat :

1° het lid van het administratief personeel op deze datum niet kan genieten van een ambt met volledige prestaties, ofwel in de inrichting waar hij in hoofdzaak is aangesteld en waar hij vanaf dan zal zijn aangesteld, of hij nu wel dan niet vroeger een bijkomende aanstelling verkreeg in een of meerdere andere inrichtingen; ofwel in het geheel aan inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en bijkomend is aangesteld, als hij reeds vroeger de uitbreiding van zijn vaste benoeming verkreeg en bijkomend is aangesteld in een of meerdere andere inrichtingen;

2° het lid van het administratief personeel niet ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, ofwel in de inrichting waar hij in hoofdzaak is aangesteld, zonder bijkomend te zijn aangesteld in een of meerdere andere inrichtingen; ofwel in het geheel aan inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en bijkomend is aangesteld, als hij reeds vroeger de uitbreiding van zijn vaste benoeming verkreeg en bijkomend is aangesteld in een of meerdere andere inrichtingen;

3° als het lid van het administratief personeel in gedeeltelijk opdrachtverlies is geplaatst in de inrichting waar hij hoofdzakelijk is aangesteld, kan hem in eerste instantie een bijkomende opdracht worden toevertrouwd in definitief vacante periodes om het gedeeltelijk opdrachtverlies waarvan hij het voorwerp is volledig te compenseren; als hij in gedeeltelijk opdrachtverlies is geplaatst in een of meerdere inrichtingen waar hij bijkomend is aangesteld, kan hem in eerste instantie een bijkomende opdracht worden toevertrouwd in definitief vacante periodes in een andere inrichting dan degene waar hij hoofdzakelijk aangesteld is om het gedeeltelijk opdrachtverlies waarvan hij het voorwerp is volledig te compenseren.

Art. 60. Een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is in een ambt met volledige prestaties wordt in een enkele inrichting aangesteld.

Een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is in een ambt met onvolledige prestaties wordt hoofdzakelijk aangesteld in een enkele inrichting en wordt, als hij geniet van de uitbreiding van de vaste benoeming voorzien in artikel 59, bijkomend aangesteld in de inrichting(en) waar hij van deze uitbreiding geniet.

Geen enkel lid van het administratief personeel kan zijn bijkomende aanstelling in een of meerdere inrichtingen behouden, wanneer hem een ambt met volledige prestaties wordt aangeboden in de inrichting waar hij hoofdzakelijk is aangesteld.

Een lid van het administratief personeel kan, op eigen verzoek, afstand doen van zijn hoofdzakelijke aanstelling, wanneer hem een ambt met vaste benoeming met volledige prestaties kan worden toegekend in de inrichting(en) waar hij bijkomend aangesteld is.

Art. 61. Het lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor een ambt met volledige prestaties kan dit ambt niet cumuleren met een ander ambt, met volledige of onvolledige prestaties, dat hij nog van een vroegere benoeming had.

Art. 62. § 1. Elk lid van het administratief personeel dat vast benoemd is en houder is van een wervingsambt kan, op eigen verzoek, binnen dit ambt een verandering van aanstelling verkrijgen :

- 1° in een vacante betrekking van een andere inrichting van de zone;
- 2° in een vacante betrekking binnen een andere zone.

Deze verandering van aanstelling gaat van kracht op de volgende 1e juli.

§ 2. Het lid van het administratief personeel dat een verandering van aanstelling wenst te verkrijgen in een andere inrichting in dezelfde zone, dient in de loop van de maand januari, middels een ter post aangetekend schrijven, een aanvraag in bij de Regering, gemotiveerd met uitzonderlijke omstandigheden. Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.

De Regering staat enkel een verandering van aanstelling toe mits het gunstige advies van voormelde commissie.

§ 3. Het lid van het administratief personeel dat een verandering van aanstelling wenst te verkrijgen in een andere zone, dient in de loop van de maand januari, middels een ter post aangetekend schrijven, een aanvraag in bij de Regering, gemotiveerd met uitzonderlijke omstandigheden. Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.

De Regering staat enkel een verandering van aanstelling toe mits het gunstige advies van voormelde commissie.

§ 4. Een verandering van aanstelling kan provisorisch worden toegepast in een niet-vacante betrekking, als deze betrekking voor minstens één school- of academiejaar vrijkomt.

De verandering van aanstelling binnen een niet-vacante betrekking wordt toegepast volgens de bepalingen respectievelijk gedefinieerd in § 2 en in § 3.

§ 5. Het lid van het administratief personeel dat een verandering van aanstelling verkreeg op basis van § 4, wordt definitief aangesteld binnen de inrichting in een vacante betrekking van zijn ambt, de 1e dag van het school- of academiejaar dat volgt op de bekendmaking bedoeld in artikel 24, in zoverre de betrokken zonale aanstellingscommissie en de interzonale aanstellingscommissie vergaderd hebben tussen de datum van de voormelde bekendmaking en de 1e dag van het school- of academiejaar.

§ 6. De betrekking waarvan de houder een lid van het administratief personeel aangesteld conform § 4, is vacant als deze zijn betrekking niet opnieuw opneemt na twee opeenvolgende school- of academiejaren. De vacature wordt meegedeeld conform artikel 24.

§ 7. Het voordeel van de bepalingen voorzien in dit artikel kan niet worden toegekend aan het lid van het administratief personeel dat vast benoemd is en bijkomend is aangesteld in een of meerdere inrichtingen voor de prestaties die hij vervult in deze inrichting(en).

HOOFDSTUK IV. — *Beoordeling*

Art. 63. De beoordeling is verplicht voor elk lid van het administratief personeel dat vast benoemd is.

Ze heeft als doel het bepalen van de vaardigheden en de verdienste van het lid van het administratief personeel.

Art. 64. Het beoordelingsdossier, voor elk lid van het administratief personeel bijgehouden bij de Centrale Administratie van het Ministerie, bevat enkel :

- 1° de gedetailleerde resultaten behaald voor de aanwervingsproeven;
- 2° de verslagen over de manier waarop het lid van het administratief personeel zijn taken als tijdelijk aangestelde heeft volbracht;
- 3° het verslag over het einde van de stage bedoeld in artikel 50;
- 4° de beoordelingsstaten vergezeld van de persoonlijke fiches;
- 5° de staat van de tuchtstraffen en de staat van de beslissingen tot doorhaling van straffen.

Art. 65. Behalve de gedetailleerde resultaten behaald voor de aanwervingsproeven, de staat van de tuchtstraffen en de staat van de beslissingen tot doorhaling, wordt elk document geïsoleerd door het lid van het administratief personeel vóór het wordt toegevoegd aan het beoordelingsdossier.

Alle documenten worden genummerd en opgenomen in een inventaris.

Art. 66. Met zicht op de opstelling of de eventuele aanpassing van de beoordeling, wordt er een individuele fiche bijgehouden. Deze bevat een nauwkeurig en concreet feitenrelaas, gunstig of ongunstig, met betrekking op de uitoefening van het ambt of het privé-leven in relatie tot het ambt.

Art. 67. Elk feitenrelaas op de individuele fiche wordt doorgegeven aan het betrokken lid van het administratief personeel op het moment dat de directeur het op de fiche zet.

Nadat hij de individuele fiche heeft gelezen in de aanwezigheid van de directeur, viseert het lid van het administratief personeel ze en krijgt hij er een kopie van. De procedure voor de opstelling van de beoordeling wordt voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel weigert om de individuele fiche te viseren.

Als hij vindt dat dit verslag van de feiten niet gegrond is, dient het lid van het administratief personeel, binnen de tien werkdagen, een gemotiveerd bezwaarschrift in waarvan hij een ontvangstbewijs krijgt. Dit bezwaarschrift wordt toegevoegd aan de individuele fiche.

Elk lid van het administratief personeel kan aan de directeur de inschrijving van een gunstig feit op zijn individuele fiche aanvragen.

Art. 68. De eigenlijke beoordeling wordt opgenomen in een rapport. Het draagt een van de volgende vermeldingen: 'Zeer goed', 'Goed', 'Onvoldoende'.

De beoordeling moet worden gemotiveerd op de beoordelingsstaat geïllustreerd door het betrokken lid van het administratief personeel.

In afwezigheid van een beoordelingsstaat, geniet elk lid van het administratief personeel van de vermelding 'Goed'.

Art. 69. Elke vermelding van beoordeling gaat over het school- of academiejaar aan het einde waarvan ze wordt toegekend of gehandhaafd.

Het beoordelingsrapport wordt opgesteld, als daar reden toe is, door de directeur tussen 15 en 31 mei van elk school- of academiejaar. De beoordeling wordt elk jaar verlengd, als geen enkel nieuw feit, gunstig of ongunstig, wordt toegevoegd aan de individuele fiche sinds de toekenning van de laatste beoordeling.

De toekenning van de vermelding 'onvoldoende' op de beoordeling leidt echter tot een nieuwe beoordeling voor het school- of academiejaar dat volgt op het jaar waarin het werd toegekend.

Op elk moment wordt een nieuwe beoordelingsstaat opgesteld voor elk lid van het administratief personeel dat hier een aanvraag voor doet als er, sinds de toekenning van de laatste beoordeling, feiten zijn gebeurd die deze beoordeling zouden kunnen veranderen.

Er wordt niet meer dan één beoordelingsstaat per jaar toegekend.

Art. 70. De beoordeling wordt uitgereikt door de directeur van de onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap waar het lid van het administratief personeel is aangesteld.

Art. 71. De directeur verzamelt, als het geval zich voordoet, de inlichtingen die als nodig worden geacht voor de opstelling van de beoordeling bij de directeur(en) van de inrichting(en) ingericht door de Franse Gemeenschap, waar het lid van het administratief personeel aangesteld was tijdens het school- of academiejaar in de loop waarvan hij de beoordeling opstelt.

Art. 72. De beoordelingsstaat wordt door de directeur voorgelegd aan het lid van het administratief personeel.

Een kopie van deze staat moet worden overhandigd aan het betrokken lid van het administratief personeel. Deze laatste viseert en dateert de originele staat binnen de twee werkdagen. De procedure wordt voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel weigert om deze staat te viseren of wanneer hij hem niet teruggeeft binnen de vastgelegde termijn nadat hij hem geïllustreerd heeft.

Als het lid van het administratief personeel vindt dat de toegekende vermelding op de beoordeling niet gegrond is, dan maakt hij daarvan melding in zijn visum en richt hij binnen de tien werkdagen een gemotiveerd bezwaarschrift aan de directeur. Dit bezwaarschrift wordt toegevoegd aan de beoordelingsstaat.

Binnen de vijftien werkdagen na de ontvangst van dit bezwaarschrift, betekent de directeur zijn definitieve beslissing aan het betrokken lid van het administratief personeel.

Deze viseert de beoordelingsstaat en heeft binnen de twintig werkdagen die volgen op de ontvangst van deze betekening, het recht om langs hiërarchische weg een bezwaarschrift in te dienen bij de Raad van beroep.

Deze geeft zijn advies aan de Regering binnen een termijn van drie maanden ingaande op de datum van ontvangst.

De Regering neemt haar beslissing en kent de beoordeling toe binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep of van het dossier waarvoor hij niet meer aanhangig is.

Art. 73. Geen enkele aanbeveling, van welke aard dan ook, kan voorkomen in het beoordelingsdossier.

Elk lid van het administratief personeel kan, op elk moment, kennis nemen van zijn beoordelingsdossier.

Art. 74. De beoordelingsstaat en de individuele fiche worden opgesteld volgens de modellen opgesteld door de Regering.

HOOFDSTUK V. — *Bevordering*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 75. De benoeming tot een bevorderingsambt kan enkel plaatsvinden in geval er een vacante betrekking voor dit ambt te begeven is.

Een vacante betrekking voor een bevorderingsambt kan enkel door bevordering worden toegekend, als ze niet werd toegekend door reffectatie aan leden van het administratief personeel die vast benoemd zijn in het bevorderingsambt waaronder de te begeven betrekking valt die ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking. Een vacante betrekking van een bevorderingsambt kan enkel worden toegekend als bevordering als ze niet als verandering van aanstelling werd toegekend.

Art. 76. Minstens één keer per jaar worden de vacante betrekkingen voor de te begeven bevorderingsambten bekendgemaakt aan de leden van het administratief personeel via een oproep tot de kandidaten, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze mededeling precificeert de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen, alsmede de vorm waarin en de termijn binnen welke de kandidatuur moet worden ingediend.

Art. 77. § 1. Elk lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor een bevorderingsambt kan, op eigen verzoek, een verandering van aanstelling verkrijgen in een andere vacante betrekking van zijn ambt.

Deze verandering van aanstelling gaat van kracht op de volgende 1e juli.

§ 2. Het lid van het administratief personeel dat een verandering van aanstelling wenst te verkrijgen in een andere inrichting in dezelfde zone of in een andere zone, dient in de loop van de maand januari, middels een ter post aangetekend schrijven, een aanvraag in bij de Regering, gemotiveerd met uitzonderlijke omstandigheden. Hij stuurt hiervan een kopie naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie binnen dezelfde termijn.

De Regering staat enkel een verandering van aanstelling toe mits het gunstige advies van voormelde commissie.

§ 3. Een verandering van aanstelling kan provisorisch worden toegepast in een niet-vacante betrekking, als deze betrekking voor minstens één school- of academiejaar vrijkomt.

De verandering van aanstelling binnen een niet-vacante betrekking wordt toegepast volgens de bepalingen gedefinieerd in § 2.

§ 4. Het lid van het administratief personeel dat een verandering van aanstelling verkreeg op basis van § 3, wordt definitief aangesteld binnen de betrekking die hij inneemt, de 1e dag van het school- of academiejaar dat volgt op de vacature van deze betrekking.

§ 5. De betrekking waarvan de houder een lid van het administratief personeel aangesteld conform § 3, is vacant als deze zijn betrekking niet opnieuw opneemt na twee opeenvolgende school- of academiejaren.

Art. 78. Er kan een einde worden gesteld aan elke tijdelijke aanstelling voor een bevorderingsambt, om een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is voor dit ambt en dat ter beschikking was gesteld wegens ontstentenis van betrekking, voorlopig terug te roepen in actieve dienst.

Art. 79. De leden van het administratief personeel worden voor een bevorderingsambt benoemd door de Regering.

Art. 80. Enkel leden van het administratief personeel die hun kandidatuur indienden in de vorm en termijn vastgelegd in de oproep tot de kandidaten, kunnen worden benoemd voor een bevorderingsambt.

Art. 81. Niemand kan worden benoemd voor een bevorderingsambt, als hij, op het moment van de benoeming, niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° een ambt met volledige prestaties uitoefenen in een of meerdere onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° een dienstanciënniteit hebben van minstens tien jaar;

3° een ambtsanciënniteit hebben van minstens zes jaar;

4° geen tuchtstraf hebben gekregen in de loop van de voorbije vijf school- of academiejaren;

5° minstens de vermelding 'goed' hebben behaald voor het laatste beoordelingsrapport;

6° geklasseerd zijn op één van de drie eerste plaatsen op de lijst met kandidaten voorgesteld door de bevorderingscommissie bedoeld in artikel 83;

7° in een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap houder zijn van, en vast benoemd zijn voor, een van de wervingsambten hernomen in het overzicht hierna, aangeduid met betrekking tot het te begeven bevorderingsambt.

Bevorderingsambten : wervingsambten waarvan de leden van het administratief personeel houder moeten zijn met een vaste benoeming om toegang te hebben tot het ambt aangeduid in de eerste kolom.

Eerste hoofdstudiemeester : bode-kamerbewaarder, studiemeester.

Eerste hoofdklerk : klerk, klerk-typist, klerk-stenotypist.

Assistent-bibliothecaris : opsteller, correspondent-boekhouder, secretaris-boekhouder.

Directiesecretaris : opsteller, correspondent-boekhouder, secretaris-boekhouder.

Art. 82. § 1. Voor de berekening van de dienstactiviteit bedoeld in artikel 81, 2° :

1° komen in aanmerking alle effectieve diensten die het lid van het administratief personeel presteerde binnen een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap, eender onder welke titel, in een ambt als lid van het administratief personeel;

2° de duur van deze diensten, gepresteerd als tijdelijk lid van het administratief personeel, in een ambt met volledige of onvolledige prestaties, is gelijk aan het aantal dagen geteld vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken periodes van dienstactiviteit, met inbegrip van, als ze in deze periodes vallen, het jaarlijks verlof, verlof wegens omstandigheden en persoonlijke redenen, zwangerschapsverlof en het opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij zoals voorzien in artikel 137;

3° de duur van de gepresteerde diensten als stagiair of vastbenoemd lid van het administratief personeel in een ambt met volledige prestaties, wordt geteld per kalendermaand, de diensten met een duur die korter is dan een maand worden niet meegeteld;

4° de toegelaten diensten gepresteerd tijdens de maand in de loop waarvan het lid van het administratief personeel voor de eerste keer werd aangesteld in een andere hoedanigheid dan tijdelijk aangestelde, worden geacht te zijn gepresteerd in de hoedanigheid van tijdelijk aangestelde;

5° dertig dagen vormen een maand;

6° de effectieve diensten verworven in een ambt met onvolledige prestaties, dat minstens de helft omvat van de prestaties vereist voor een ambt met volledige prestaties, worden beschouwd als diensten verworven in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties, dat minder dan de helft van de prestaties omvat vereist voor een ambt met volledige prestaties, wordt tot de helft herleid;

7° de duur van de diensten gepresteerd in twee of meerdere ambten met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, kan nooit de duur van diensten gepresteerd in een ambt met volledige prestaties uitgeoefend in dezelfde periode, overschrijden;

8° de duur van de toegelaten diensten die het lid van het administratief personeel presteerde, kan nooit twaalf maanden overschrijden voor een kalenderjaar.

§ 2. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 81, 3° :

1° komen in aanmerking alle effectieve diensten die het lid van het administratief personeel heeft gepresteerd in de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, in eender welke hoedanigheid, binnen de ambten die toegang geven tot het te begeven bevorderingsambt;

2° de bepalingen van § 1, 2° tot 8° zijn van toepassing.

Afdeling 2. — De bevorderingscommissie

Art. 83. Telkens er een lijst met kandidaten voor een bevorderingsambt moet worden voorgesteld, wordt er een bevorderingscommissie samengesteld.

Art. 84. § 1. De bevorderingscommissie belast met de voorstelling van de kandidaten is als volgt samengesteld :

1° een voorzitter aangeduid door de Regering uit beambten van de Regering, houder van een graad van minstens rang 15;

2° drie leden aangeduid door de Regering uit beambten van de Regering, houder van een graad van minstens rang 12;

3° drie leden aangeduid door de Regering;

4° drie leden aangeduid door de Regering op voorstel van de representatieve vakverenigingen die de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, waarbij elke vereniging beschikt over minstens één vertegenwoordiger.

§ 2. Voor elk lid van elke bevorderingscommissie wordt er een plaatsvervangend lid aangeduid, gekozen volgens dezelfde criteria als het eerstgeplaatste lid dat hij vervangt. De Regering duidt een plaatsvervangende voorzitter aan volgens dezelfde bepalingen.

Art. 85. Elk commissie wordt geholpen door een secretaris aangeduid door de Regering uit beambten van de Regering met minstens een niveau 2.

De Regering duidt, volgens dezelfde modaliteiten, een plaatsvervangend secretaris aan.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris zijn niet stemgerechtigd.

Art. 86. De samenstelling van de bevorderingscommissies wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Het mandaat van de leden van de commissie is gratis. Ze kunnen echter een vergoeding krijgen voor hun transport- en verblijfskosten, volgens de reglementaire bepalingen van toepassing.

Art. 87. Een lid van de commissie mag niet vergaderen als de kandidaat voor een bevorderingsambt zijn echtgenoot, zijn samenwonende, zijn bloed- of aanverwante is, of die van zijn echtgenoot of samenwonende, in een lagere graad dan de vijfde, of als de kandidaat lid is van het administratief personeel van de onderwijsinrichting waar het lid van de commissie zijn ambt beoefend.

In dit geval vergadert het vervangende lid.

De commissie zetelt geldig als minstens tweederde van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden bij geheime stemming en bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. In geval van gelijkheid van stemmen, wordt de stemming als gunstig beschouwd voor de kandidaten.

Art. 88. Voor het klassement van de kandidaten houdt de bevorderingscommissie rekening met hun dienstanciënniteit, hun ambtsanciënniteit, hun beoordelingsrapporten, hun getuigschriften van bekwaamheid en hun bijzondere verdiensten in verband met het beoefende en/of te begeven ambt.

Er wordt ook rekening gehouden met de tuchtstraffen die de kandidaat opliep, in zoverre ze niet geschrapt werden.

De kandidaten moeten zelf de rechtvaardigingsdocumenten voorzien die hun bijzondere verdiensten bewijzen.

HOOFDSTUK VI. — *Leden van het administratief personeel die slachtoffer zijn van geweldpleging*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 89. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, moeten we onder 'geweldpleging' verstaan : elke fysieke en/of psychologische inbreuk gepleegd met een kwaadwillige intentie, elke agressie met een racistisch, religieus of seksistisch karakter tegen een lid van het administratief personeel, alsmede elke beschadiging van goederen van dit lid, gepleegd door een leerling, door een derde op aansporing of met de medeplichtigheid van deze leerling, of door een familielid van de leerling of elk ander persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienst van het lid van het administratief personeel of in direct verband hiermee, of elke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de inrichting in zoverre wordt aangetoond dat het slachtoffer van de geweldpleging in direct verband staat met de dienst.

We verstaan onder 'lid van het administratief personeel dat slachtoffer is van geweldpleging', een lid van het administratief personeel, in vast verband, toegelaten tot de stage of in tijdelijk verband, erkend als slachtoffer van een werkonval dat resulteert uit een handeling gedefinieerd in alinea 1 door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

De artikelen 91 tot 95 worden enkel toegepast als het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij het gerechtelijk gezag.

Wanneer de geweldpleging gebeurde buiten de inrichting, zal de aanvraag voor een prioritaire behandeling niet in beschouwing worden genomen, tenzij de dader van de geweldpleging kon worden geïdentificeerd.

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op hogescholen en hogere kunstscholen ingericht door de Franse Gemeenschap, of op het Hoger Instituut voor Architectuur ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 90. § 1. Het lid van het administratief personeel dat slachtoffer is van een geweldpleging geniet van het dispositief gedefinieerd in afdeling 2 als hij niet-geklasseerd tijdelijk aangesteld is, in afdeling 3 als hij tijdelijk geklasseerd is in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2, 2°, in afdeling 4 als hij tijdelijk is geklasseerd in de 1e groep bedoeld in artikel 30, § 2, 1°, in afdeling 5 als hij is toegelaten tot de stage en in afdeling 6 als hij vast benoemd is.

§ 2. In het geval hij niet tijdelijk arbeidsongeschikt is verklaard door de Administratieve Gezondheidsdienst en uitgezonderd een voldoende gerechtvaardigd geval van overmacht, dient het lid van het administratief personeel bedoeld in § 1 zijn aanvraag in om te kunnen genieten van het dispositief gedefinieerd in afdelingen 2 tot 5 aan de hand van een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van een maand vanaf het voorvallen van de feiten bij de algemene directie van het verplicht onderwijs of de algemene directie van het vrij onderwijs, naargelang het geval, die nagaan of aan alle voorwaarden wordt voldaan.

Binnen dezelfde termijn, stuurt hij eveneens aan de hand van een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een kopie van deze aanvraag naar zijn directeur.

In het geval dat het lid van het administratief personeel tijdelijk arbeidsonbekwaam werd verklaard door de Administratieve Gezondheidsdienst, dient hij de aanvraag in bedoeld in alinea 1 binnen een termijn van een maand vanaf het heropnemen van de uitoefening van zijn ambt.

De aanvraag geeft aan in welke zones het lid van het administratief personeel zijn ambt wenst uit te oefenen.

Een kopie van de klacht bedoeld in artikel 89 wordt erbij gevoegd, alsmede een kopie van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

§ 3. Binnen de acht werkdagen die volgen op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in § 2, geeft de algemene directie van het verplicht onderwijs of de algemene directie van het vrij onderwijs, naargelang het geval, een advies aan de Regering. Een kopie van dit advies wordt overhandigd aan de directeur, alsmede aan het betrokken lid van het administratief personeel.

De beslissing voor de toekenning van het dispositief bedoeld in dit hoofdstuk wordt genomen door de Regering binnen de acht werkdagen. Ze wordt onmiddellijk meegedeeld aan de directeur en aan het betrokken lid van het administratief personeel.

Afdeling 2. — Recht op een nieuwe aanstelling van niet-geklasseerde, tijdelijke leden van het administratief personeel

Art. 91. § 1. Het niet-geklasseerde, tijdelijke lid van het administratief personeel dat slachtoffer is van een geweldpleging kan zijn aanstelling aanvragen in een andere inrichting binnen de respectering van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag voor de nieuwe aanstelling wordt enkel in overweging genomen als de initiële aanstelling niet vervalt vóór het verlopen van een termijn van een maand vanaf de indiening van de aanvraag.

De nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel mag niet korter zijn dan de nog te doorlopen duur in het kader van de initiële aanstelling, behalve als er een akkoord is met het betrokken lid van het administratief personeel. Een aanstelling met een kortere duur dan de nog te doorlopen aanstelling in het kader van zijn initiële aanstelling kan echter worden opgelegd aan het slachtoffer van een geweldpleging op voorwaarde dat deze betrekking vrij is voor een duur van minstens vijftien weken en dat het lid van het administratief personeel die het voorwerp is van zulk een aanstelling geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de initiële aanstelling.

§ 2. De Regering duidt het niet-geklasseerd lid van het administratief personeel aan bedoeld in dit artikel :

1° in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt waarvoor er geen geklasseerde kandidaat is

of

2° in elke betrekking van hetzelfde ambt ingenomen door een tijdelijk lid van het administratief personeel dat vrijwillig aanvaardt om met hem te wisselen.

§ 3. Wanneer aan het niet-geklasseerd lid van het administratief personeel bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling kon worden gegeven conform § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt reeds ingenomen door een tijdelijk niet-geklasseerd lid van het administratief personeel waaraan zij oplegt om te wisselen met het lid van het administratief personeel dat het slachtoffer was van een geweldpleging.

§ 4. De periode van betaald verlof, waarvan het lid van het administratief personeel dat het slachtoffer is van een geweldpleging en werkonbekwaam is naar aanleiding van dit voorval geniet, wordt beschouwd als effectieve dienst. De opname ervan voor de dienstanciënniteit is echter beperkt tot de duur van de initiële aanstelling.

§ 5. Voor het school- of academiejaar dat volgt op het jaar waarin hij slachtoffer werd van een geweldpleging, mag het tijdelijk lid van het administratief personeel, tenzij met zijn akkoord, niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van deze geweldpleging, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

§ 6. Als afwijking op artikel 39, 8°, kan het niet-geklasseerd tijdelijk lid van het administratief personeel dat een geldige kandidatuur indiende voor de toelating tot de stage voor het volgende school- of academiejaar, de uitgedrukte keuze voor de inrichting(en) nog wijzigen na de termijn vastgelegd in de oproep tot de kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk.

Afdeling 3. — Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijke leden van het administratief personeel geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2, 2°

Art. 92. § 1. Het tijdelijk lid van het administratief personeel geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2, 2°, die het slachtoffer is van een geweldpleging, kan een aanstelling aanvragen in een andere inrichting binnen de respectering van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag voor de nieuwe aanstelling zal enkel in overweging worden genomen indien de initiële aanstelling niet ten einde loopt vóór het verlopen van de termijn van één maand vanaf de indiening van de aanvraag.

De nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel mag niet korter zijn dan de nog te doorlopen duur in het kader van de initiële aanstelling, behalve als er een akkoord is met het betrokken lid van het administratief personeel. Een aanstelling met een kortere duur dan de nog te doorlopen aanstelling in het kader van zijn initiële aanstelling kan echter worden opgelegd aan het slachtoffer van een geweldpleging op voorwaarde dat deze betrekking vrij is voor een duur van minstens vijftien weken en dat het lid van het administratief personeel dat het voorwerp is van zulk een aanstelling geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de initiële aanstelling.

§ 2. De Regering duidt het tijdelijke lid van het administratief personeel aan bedoeld in deze afdeling :

1° in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de kandidatuursakte bedoeld in artikel 29, alinea 2, rekening houdend met de voorkeuren uitgedrukt voor de zone
of

2° in de betrekking van hetzelfde ambt ingenomen door een tijdelijk lid van het administratief personeel dat aanvaardt om met hem te wisselen.

§ 3. Wanneer aan het tijdelijk lid van het administratief personeel bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling kon worden gegeven conform § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt reeds ingenomen door :

1° een tijdelijk niet-geklasseerd lid van het administratief personeel waaraan zij oplegt om te wisselen met het lid van het administratief personeel dat het slachtoffer was van een geweldpleging;

2° bij afwezigheid, een tijdelijk lid van het administratief personeel geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2, 2°, waaraan zij oplegt om te wisselen met hem.

§ 4. De periode van betaald verlof, waarvan het lid van het administratief personeel dat het slachtoffer is van een geweldpleging en werkonbekwaam is naar aanleiding van dit voorval geniet, wordt beschouwd als effectieve dienst. De opname ervan voor de dienstanciënniteit is echter beperkt tot de duur van de initiële aanstelling.

§ 5. Op voorwaarde dat het tijdelijk lid van het administratief personeel werd erkend als niet in staat zijnde om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, kan hij niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van deze geweldpleging voor het school- of academiejaar dat volgt op het jaar waarin hij het slachtoffer werd van een geweldpleging, tenzij met zijn akkoord.

§ 6. Als afwijking op artikel 26, 7°, kan het geklasseerd tijdelijk lid van het administratief personeel dat een geldige kandidatuur indiende voor een tijdelijke aanstelling voor het volgende school- of academiejaar, de uitgedrukte keuze voor de zone(s) nog wijzigen na de termijn vastgelegd in de oproep tot de kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Als afwijking op artikel 39, 8°, kan het geklasseerd tijdelijk lid van het administratief personeel dat een geldige kandidatuur indiende voor de toelating tot de stage voor het volgende school- of academiejaar, de uitgedrukte keuze voor de inrichting(en) nog wijzigen na de termijn vastgelegd in de oproep tot de kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Afdeling 4. — Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijke leden van het administratief personeel geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 30, § 2, 1°

Art. 93. § 1. Het tijdelijk lid van het administratief personeel geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 30, § 2, 1°, die het slachtoffer is van een geweldpleging, kan een aanstelling aanvragen in een andere inrichting binnen de respectering van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag voor de nieuwe aanstelling zal enkel in overweging worden genomen indien de initiële aanstelling niet ten einde loopt vóór het verlopen van de termijn van één maand vanaf de indiening van de aanvraag.

De nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel mag niet korter zijn dan de nog te doorlopen duur in het kader van de initiële aanstelling, behalve als er een akkoord is met het betrokken lid van het administratief personeel. Een aanstelling met een kortere duur dan de nog te doorlopen aanstelling in het kader van zijn initiële aanstelling kan echter worden opgelegd aan het slachtoffer van een geweldpleging op voorwaarde dat deze betrekking vrij is voor een duur van minstens vijftien weken en dat het lid van het administratief personeel dat het voorwerp is van zulk een aanstelling geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de initiële aanstelling.

§ 2. De Regering duidt het tijdelijke lid van het administratief personeel aan bedoeld in deze afdeling :

1° in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de kandidatuursakte bedoeld in artikel 29, alinea 2;

of

2° in de betrekking van hetzelfde ambt ingenomen door een tijdelijk lid van het administratief personeel dat aanvaardt om met hem te wisselen.

§ 3. Wanneer aan het tijdelijk lid van het administratief personeel bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling kon worden gegeven conform § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt reeds ingenomen door

1° een tijdelijk niet-geklasseerd lid van het administratief personeel waaraan zij oplegt om te wisselen;

2° bij afwezigheid, een tijdelijk lid van het administratief personeel geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2, 2°, waaraan zij oplegt om te wisselen.

§ 4. De periode van betaald verlof, waarvan het lid van het administratief personeel dat het slachtoffer is van een geweldpleging en werkonbekwaam is naar aanleiding van dit voorval geniet, wordt beschouwd als effectieve dienst. De opname ervan voor de dienstanciënniteit is echter beperkt tot de duur van de initiële aanstelling.

§ 5. Voor het school- of academiejaar dat volgt op het jaar waarin hij slachtoffer werd van een geweldpleging, mag het tijdelijk lid van het administratief personeel, bedoeld in deze afdeling, niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van deze geweldpleging, tenzij hij akkoord gaat en op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk.

§ 6. Als afwijking op artikel 26, 7°, kan het geklasseerd tijdelijk lid van het administratief personeel dat een geldige kandidatuur indiende voor een tijdelijke aanstelling voor het volgende school- of academiejaar, de uitgedrukte keuze voor de zone(s) nog wijzigen na de termijn vastgelegd in de oproep tot de kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

Als afwijking op artikel 39, 8°, kan het geklasseerd tijdelijk lid van het administratief personeel dat een geldige kandidatuur indiende voor de toelating tot de stage voor het volgende school- of academiejaar, de uitgedrukte keuze voor de inrichting(en) nog wijzigen na de termijn vastgelegd in de oproep tot de kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk.

*Afdeling 5. — Recht op een gelegenheidsaffectatiewijziging
voor leden van het administratief personeel toegelaten tot de stage*

Art. 94. § 1. Het lid van het administratief personeel dat toegelaten is tot de stage kan een gelegenheidsaffectatiewijziging aanvragen naar een andere inrichting in dezelfde zone of in een andere zone, binnen de respectering van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag bedoeld in artikel 90, § 2, geeft aan in welke aanstellingszone(s) het lid van het administratief personeel vraagt te genieten van een gelegenheidsaffectatiewijziging, alsmede de inrichting(en) waar hij wil worden aangesteld.

Deze aanvraag kan op elke moment worden ingediend; gelijktijdig wordt een kopie van deze aanvraag doorgegeven aan de voorzitter(s) van de betrokken zonale aanstellingscommissie(s) en, als het geval zich voordoet, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De betrokken zonale aanstellingscommissie(s), en, als het geval zich voordoet, de interzonale aanstellingscommissie, stelt (stellen) aan de Regering de gelegenheidsaffectatiewijzigingen voor die volgens hem (hen) het meest geschikt zijn, binnen de respectering van § 2.

§ 2. De Regering staat een gelegenheidsaffectatiewijziging toe aan het lid van het administratief personeel bedoeld in deze afdeling :

1° in elke te begeven vacante betrekking van hetzelfde ambt, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1;

of

2° in een vacante betrekking, van hetzelfde ambt, ingenomen door een tijdelijk lid van het administratief personeel dat aanvaardt om met hem te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1.

§ 3. Wanneer aan het lid van het administratief personeel aangesteld als stagiair bedoeld in deze afdeling geen gelegenheidsaffectatiewijziging kon worden gegeven conform § 2, geeft de Regering hem deze gelegenheidsaffectatiewijziging in elke vacante betrekking van hetzelfde ambt reeds ingenomen door :

1° een niet-geklasseerd tijdelijk lid van het administratief personeel waaraan zij oplegt om te wisselen; rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1;

2° bij afwezigheid, een tijdelijk lid van het administratief personeel geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2. 2°, waaraan zij oplegt om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1.

§ 4. De Regering geeft aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie een kopie van de akte van de gelegenheidsaffectatiewijziging.

Gesteld dat het lid van het administratief personeel een gelegenheidsaffectatiewijziging verkrijgt binnen een inrichting die valt onder een andere zone dan die van de inrichting waar hij het slachtoffer was van een geweldpleging, dan geeft de Regering eveneens een kopie van de akte van de gelegenheidsaffectatiewijziging aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

Afdeling 6. — Recht op een gelegenheidsaffectatiewijziging voor vastbenoemde leden van het administratief personeel

Art. 95. § 1. Het vastbenoemd lid van het administratief personeel kan een gelegenheidsaffectatiewijziging aanvragen naar een andere inrichting in dezelfde zone of in een andere zone, binnen de respectering van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag bedoeld in artikel 90, § 2, geeft aan in welke aanstellingszone(s) het lid van het administratief personeel vraagt te genieten van een gelegenheidsaffectatiewijziging, alsmede de inrichtingen waar hij wil worden aangesteld.

Deze aanvraag bedoeld in voorgaande alinea's kan op elke moment worden ingediend; gelijktijdig wordt een kopie van deze aanvraag doorgegeven aan de voorzitter(s) van de betrokken zonale aanstellingscommissie(s) en, als het geval zich voordoet, aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De betrokken zonale aanstellingscommissie(s), en, als het geval zich voordoet, de interzonale aanstellingscommissie, stelt (stellen) aan de Regering de gelegenheidsaffectatiewijzigingen voor die volgens hem (hen) het meest geschikt zijn, binnen de respectering van § 2.

§ 2. De Regering staat een gelegenheidsaffectatiewijziging toe aan het lid van het administratief personeel bedoeld in deze afdeling :

1° in elke te begeven vacante betrekking van hetzelfde ambt, voor een ononderbroken duur van minstens vijftien weken of tot aan het einde van het lopende school- of academiejaar, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1;

of

2° in een betrekking, van hetzelfde ambt, ingenomen door een tijdelijk lid van het administratief personeel dat aanvaardt om met hem te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1.

§ 3. Wanneer aan het vastbenoemd lid van het administratief personeel bedoeld in deze afdeling geen gelegenheidsaffectatiewijziging kon worden gegeven conform § 2, geeft de Regering hem deze gelegenheidsaffectatiewijziging in elke betrekking van hetzelfde ambt reeds ingenomen door :

1° een niet-geklasseerd tijdelijk lid van het administratief personeel waaraan zij oplegt om te wisselen; rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1;

2° bij afwezigheid, een tijdelijk lid van het administratief personeel geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 30, § 2. 2°, waaraan zij oplegt om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone uitgedrukt in de aanvraag bedoeld in § 1.

§ 4. De Regering geeft aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie een kopie van de akte van de gelegenheidsaffectatiewijziging.

Gesteld dat het lid van het administratief personeel een gelegenheidsaffectatiewijziging verkrijgt binnen een inrichting die valt onder een andere zone dan die van de inrichting waar hij het slachtoffer was van een geweldpleging, dan geeft de Regering eveneens een kopie van de akte van de gelegenheidsaffectatiewijziging aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

§ 5. Als afwijking op artikel 62, §§ 2 en 3, kan het lid van het administratief personeel dat het slachtoffer is van een geweldpleging, na 31 januari van het lopende school- of academiejaar waarin hij slachtoffer werd, een aanvraag indienen voor een verandering van aanstelling voor het volgende school- of academiejaar, of de reeds uitgedrukte keuze aan inrichting(en) veranderen, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voor te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk.

HOOFDSTUK VII. — *Tuchtregeling*

Art. 96. Aan de vastbenoemde personeelsleden die hun plicht niet nakomen, kunnen de volgende tuchtstraffen worden opgelegd :

- 1° de terechtwijzing;
- 2° de berisping;
- 3° de afhouding op de wedde;
- 4° de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 5° de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel;
- 6° de afzetting.

Art. 97. De terechtwijzing en de berisping zijn het voorwerp van een gemotiveerd voorstel ofwel van de directeur, ofwel van de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of van zijn hiertoe afgevaardigde opperambtenaar, en worden uitgesproken door de Regering.

De andere tuchtstraffen zijn het voorwerp van een gemotiveerd voorstel van de administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of van zijn hiertoe afgevaardigde opperambtenaar, en worden uitgesproken door de Regering.

Art. 98. De afhouding op de wedde kan niet worden uitgesproken voor meer dan drie maanden. Ze mag niet meer bedragen van één vijfde van de wedde.

Art. 99. De schorsing bij tuchtmaatregel kan niet worden uitgesproken voor meer dan één jaar. Ze heeft de halvering van de wedde tot gevolg.

Art. 100. De duur van de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel wordt bepaald door de overheid die de straf oplegt; ze mag niet minder dan één jaar bedragen en vijf jaar niet overschrijden.

Gedurende de eerste twee jaar geniet het lid van het administratief personeel een wachtgeld dat gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Zonder dat het laatst vermelde bedrag mag worden overschreden, wordt het wachtgeld vervolgens vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat de betrokkene zou bekomen indien hij voortijdig op pensioen werd gesteld.

Het lid van het administratief personeel mag zijn wederopneming in het onderwijs aanvragen na het verstrijken van de helft van de duur van zijn straf.

Art. 101. Geen straf mag worden voorgesteld dan nadat het lid van het administratief personeel vooraf is gehoord of ondervraagd.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het lid van het administratief personeel dat volgens de regels werd geconvoceerd zich niet aanmeldt voor de hoorzitting of er niet wordt vertegenwoordigd.

Art. 102. Geen straf kan uitwerking hebben voor de periode die aan de uitspraak voorafgaat.

Art. 103. Elke straf wordt in het beoordelingsdossier opgetekend.

Art. 104. De strafvordering betreffende feiten waarvoor een tuchtvordering is ingesteld, schorst de tuchtvordering en de tuchtspraak. De administratieve overheid alleen oordeelt over de toepassing van de tuchtstraffen, ongeacht de uitslag van de strafvordering.

Art. 105. Elk lid van het administratief personeel dat verzocht wordt een over hem gedaan strafvoorstel te viseren, heeft het recht, binnen een termijn van twintig werkdagen, ingaande op de datum waarop het voorstel hem ter visering werd voorgelegd, langs hiërarchische weg, beroep in te stellen bij de Raad van beroep.

Heeft de verzoeker binnen de gestelde termijn geen beroep ingediend, dan wordt het strafvoorstel rechtstreeks medegedeeld aan de bevoegde tuchtoverheid.

Art. 106. Het door de belanghebbende geviseerde strafvoorstel, het door hem ingestelde beroep, alsmede alle stukken betreffende zijn beoordeling worden aan de Raad van beroep gezonden binnen de termijn van één maand, ingaande op de datum van de ontvangst van het beroep.

Art. 107. Behalve in geval van strafvervolging, moet de Raad van beroep binnen drie maanden na het ontvangen van het volledige dossier, een advies uitbrengen over het ingediende beroep tegen het strafvoorstel.

De Regering kan echter het advies dringend vragen. In dat geval mag de termijn niet minder bedragen dan één maand.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep of van het dossier waarvoor hij niet meer aanhangig is.

Art. 108. De tuchtstraf wordt ambtshalve uitgewist na een termijn van :

- 1° een jaar voor een terechtwijzing en een berisping;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde;
- 3° vijf jaar voor schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel.

De termijn bedoeld in alinea 1 loopt vanaf de uitspraak van de tuchtstraf.

Zonder afbreuk te doen aan de uitvoering van de tuchtstraf, heeft de uitwissing tot gevolg dat de straf geen invloed meer kan hebben, met name op de rechten tot toegang tot een bevorderingsambt. De tuchtstraf wordt ook gewist uit het beoorderingsdossier van het lid van het administratief personeel.

HOOFDSTUK VIII. — Raad van beroep

Art. 109. Bij het ministerie wordt een Raad van beroep opgericht voor de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, hieronder 'Raad van beroep' genoemd.

Art. 110. De Raad van beroep wordt voorgezeten door een voorzitter en, bij zijn afwezigheid, door een plaatsvervangend voorzitter.

Art. 111. De Raad van beroep is samengesteld uit :

- 1° een voorzitter aangeduid door de Regering uit magistraten, in actieve dienst of gepensioneerd, of uit de ambtenaren-generaal van de algemene directie van het Onderwijzend Personeel van de Franse Gemeenschap;
- 2° drie leden aangeduid door de Regering;
- 3° drie leden aangeduid door de Regering op voorstel van de representatieve vakverenigingen die de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, waarbij elke vereniging beschikt over minstens één vertegenwoordiger;
- 4° een secretaris aangeduid onder de ambtenaren van de Regering, met minstens een niveau 2+.

Art. 112. De Regering duidt, voor elk eerstgeplaatst lid, twee plaatsvervangende leden aan, volgens dezelfde modaliteiten zoals bedoeld in artikel 111, 2° en 3°.

Zij duidt ook twee plaatsvervangende voorzitters aan, volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 111, 1°.

Zij duidt eveneens een plaatsvervangende secretaris aan, volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 111, 4°.

Art. 113. De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de eerstgeplaatste leden en de vervangende leden, zijn aangesteld voor vier jaar.

Hun mandaat is hernieuwbaar.

De plaatsvervanger voltooit het mandaat van de persoon wiens plaats hij inneemt.

Art. 114. De secretaris en plaatsvervangend secretaris van de Raad van beroep verzorgen het secretariaat. Ze zijn niet stemgerechtigd.

Art. 115. Geen enkel beroep kan het voorwerp uitmaken van een beraadslaging door de Raad van beroep als de appellant niet de gelegenheid heeft gekregen om zijn verweermiddelen te doen gelden en als het dossier de elementen niet bevat die de Raad van beroep kunnen toelaten om met kennis van zaken een advies te geven, met name het verslag van de onderzoekers en de noodzakelijke procesverbalen van de hoorzittingen van getuigen en van de gelijktijdige verhoren van de getuigen.

Art. 116. Zodra een zaak is ingediend, geeft de voorzitter aan de appellant de lijst met de eerstgeplaatste en vervangende leden van de Raad van beroep.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de ontvangst van deze lijst, kan de appellant de wraking aanvragen van één of meerdere leden, maar hoogstens van drie eerstgeplaatste en vervangende leden aangeduid op voorstel van de vakverenigingen en drie eerstgeplaatste en vervangende leden rechtstreeks aangeduid door de Regering. Hij kan geen eerstgeplaatst lid en zijn twee plaatsvervangers wreken.

Een lid kan vragen om te worden vrijgesteld als hij vindt dat hij een moreel belang heeft in de zaak of als hij denkt dat men zou kunnen twifelen aan zijn onpartijdigheid. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan deze vraag wordt geschonken. Hij kan ook zelf een lid vrijstellen voor dezelfde motieven.

Art. 117. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters kunnen niet zetelen voor een zaak in verband met een van de leden van het administratief personeel van een onderwijsinrichting ingericht door de Franse Gemeenschap die valt onder hun bestuur.

De leden kunnen niet zetelen voor een zaak in verband met een van de leden van het administratief personeel van een onderwijsinrichting waar ze zelf werken.

De voorzitter, de vervangende voorzitters, de eerstgeplaatste leden en de vervangende leden kunnen niet zetelen voor een zaak betreffende hun echtgenoot of samenwonende, of een bloed- of aanverwante, tot en met de vierde graad.

Art. 118. De appellant kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Als de appellant, hoewel volgens de regels geconvoceerd, niet verschijnt of niet wordt vertegenwoordigd zonder geldige reden, wordt de zaak aan de Raad van beroep onttrokken en geeft hij het dossier door aan de Regering voor een beslissing.

In geval van een gewettigde verhindering van de appellant of zijn vertegenwoordiger, zal de appellant zo snel mogelijk worden geconvoceerd.

De termijn waarin de Raad van beroep zijn advies geeft, wordt verlengd met een duur die gelijk is aan die van het uitspreken van de verschijning. Als, na deze tweede convocatie de appellant, hoewel volgens de regels geconvoceerd, niet verschijnt of niet wordt vertegenwoordigd, wordt de zaak aan de Raad van beroep onttrokken en geeft hij het dossier door aan de Regering voor een beslissing.

Art. 119. De Raad van beroep beraadslaagt enkel geldig als de voorzitter en minstens vier leden aanwezig zijn.

Art. 120. Voor elke zaak duidt de Regering een rapporteur aan uit de beambten van niveau 1 van de diensten van de Regering die niet deelnamen aan het onderzoek.

De rapporteur zet op een objectieve manier de achtergronden van de zaak en de resultaten van het onderzoek uiteen voor de Raad van beroep.

Hij heeft het recht van repliek. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 121. De Raad van beroep kan een bijkomend onderzoek verordenen en getuigen à charge of à décharge horen. Hij geeft zijn gemotiveerd advies aan de Regering. Het advies vermeldt het aantal stemmen voor en tegen.

Art. 122. De stemming over het advies is geheim.

De leden die rechtstreeks zijn aangeduid door de Regering en de leden die zijn aangeduid op voorstel van de vakverenigingen moeten in gelijk aantal deelnemen aan de stemming. Als het geval zich voordoet, wordt dit evenwicht hersteld door de eliminatie van één of meerdere leden na de loting.

In geval van gelijkheid van stemmen, wordt het advies als gunstig beschouwd voor de appellant.

Art. 123. De gemotiveerde beslissing van de Regering vermeldt het gemotiveerde advies van de Raad van beroep of de afwezigheid van een advies.

De beslissing wordt door de Regering meegedeeld aan de Raad van beroep en aan de betrokkene.

Art. 124. Het mandaat van de leden van de Raad van beroep is gratis. Ze kunnen echter een vergoeding krijgen voor hun transport- en verblijfskosten, volgens de reglementaire bepalingen van toepassing.

Art. 125. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de werking van de Raad van beroep, binnen het respect van de rechten van de verdediging en het tegenstrijdige karakter van de debatten.

HOOFDSTUK IX. — *Preventieve schorsing : administratieve maatregel*

Afdeling 1. — De preventieve schorsing van vastbenoemde leden van het administratief personeel

Art. 126. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing worden ingezet tegen een vastbenoemd lid van het administratief personeel :

1° indien hij strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° voordat hij tuchtrechtelijk wordt vervolgd of indien hij tuchtrechtelijk wordt vervolgd;

3° zodra de Regering hem bij een ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De bij deze afdeling geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de Regering uitgesproken en gemotiveerd. Ze verwijdert het lid van het administratief personeel uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het lid van het administratief personeel de administratieve stand 'dienstactiviteit'.

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het lid van het administratief personeel de gelegenheid gekregen hebben om door de Regering te worden gehoord.

De convocatie voor de hoorzitting, alsmede de motieven voor de preventieve schorsing, worden meegedeeld aan het lid van het administratief personeel minstens drie werkdagen voor de hoorzitting, ofwel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat van kracht gaat drie werkdagen na de verzendingsdatum, ofwel door het persoonlijk overhandigen van een brief met ontvangstbewijs die van kracht gaat op de datum die op het ontvangstbewijs wordt vermeld.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag voorzien voor de hoorzitting, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het administratief personeel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, en dit zelfs als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig waren op de hoorzitting, zonder dat ze deze afwezigheid kunnen rechtvaardigen aan de hand van natuurlijke overmacht.

Als het lid van het administratief personeel of zijn vertegenwoordiger hun afwezigheid op de hoorzitting kunnen rechtvaardigen aan de hand van redenen van natuurlijke overmacht, wordt het lid van het administratief personeel geconvoceerd voor een nieuwe hoorzitting waarvan hij op de hoogte wordt gebracht conform alinea 2.

In dit geval, en zelfs al waren het lid van het administratief personeel of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig op de hoorzitting, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het administratief personeel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, binnen de tien werkdagen die volgen op de dag voorzien voor de hoorzitting.

Als de beslissing de preventieve schorsing van het lid van het administratief personeel inhoudt, gaat ze van kracht op de derde werkdag na de verzending.

§ 4. In afwijking van alinea 1 van § 3, kan het lid van het administratief personeel onmiddellijk uit zijn ambt worden verwijderd in geval van zware schuld met ontdekking op heterdaad of wanneer de ten laste gestelde feiten zo ernstig zijn dat zijn aanwezigheid in de onderwijsinstelling in het belang van de dienst of van het onderwijs niet wenselijk is.

Binnen de tien werkdagen na de dag waarop de onmiddellijke schorsing werd toegepast, moet de procedure van de preventieve schorsing worden ingesteld conform de bepalingen van dit artikel. Zo niet eindigt de verwijdering uit het ambt na afloop van de voormelde termijn en kan het lid van het administratief personeel slechts opnieuw worden geschorst voor dezelfde zware schuld of ten laste gelegde feiten middels de respectering van de procedure voor de preventieve schorsing zoals voorzien met name in § 3 van dit artikel.

De onmiddellijke schorsing wordt uitgesproken door de Regering.

Het onmiddellijk geschorste lid van het administratief personeel blijft in de administratieve stand 'dienstactiviteit'.

§ 5. In het kader van een vaststelling van een onverenigbaarheid of in het kader van een tuchtprocedure of vóór de eventuele uitvoering van een tuchtprocedure, kan de duur van de preventieve schorsing niet meer dan één jaar bedragen en in het kader van een tuchtprocedure vervalt ze in elk geval :

1° na zes maanden als geen enkel voorstel van tuchtstraf werd geformuleerd en meegedeeld aan het lid van het administratief personeel binnen deze termijn;

2° de derde werkdag die volgt op de mededeling van het voorstel van tuchtstraf als dit voorstel een terechtwijzing, berisping of afhouding op de wedde is;

3° voor een voorstel van een andere tuchtstraf dan die bedoeld in punt 2, tachtig kalenderdagen na de mededeling van het voorstel van tuchtstraf aan het lid van het administratief personeel als deze laatste geen bezwaar heeft ingediend tegen dit voorstel;

4° voor een voorstel van een andere tuchtstraf dan die bedoeld in punt 2, tachtig kalenderdagen na de mededeling aan de Regering van het advies van de Raad van beroep over het voorstel tot tuchtstraf geformuleerd tegen het lid van het administratief personeel;

5° de dag waarop de tuchtstraf van kracht gaat.

In het kader van de strafvervolgung is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot één jaar.

Wanneer een tuchtprocedure is ingesteld of vervolgd na de in kracht van gewijsde gegane rechtsbeslissing van strafveroordeling, begint de termijn bedoeld in alinea 1 pas te lopen op de dag van de uitspraak van deze veroordeling.

§ 6. In het kader van een tuchtprocedure of vóór de eventuele uitvoering van een tuchtprocedure, moet de preventieve schorsing het voorwerp zijn van een geschreven bevestiging om de drie maanden, te dateren op de datum van het van kracht gaan.

Deze bevestiging wordt meegedeeld aan de betrokkene aan de hand van een ter post aangetekend schrijven.

Bij gebrek aan de bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn, kan het betrokken lid van het administratief personeel zijn ambt terug opnemen, nadat hij de Regering hiervan op de hoogte heeft gebracht aan de hand van een aangetekend schrijven, minstens tien werkdagen voor de effectieve hervatting van het werk.

Na ontvangst van deze melding, kan de Regering het behoud van de preventieve schorsing bevestigen, volgens de procedure beschreven in alinea 2.

Art. 127. Elk preventief geschorst lid van het administratief personeel behoudt zijn recht op wedde.

Als afwijking op alinea 1 wordt de wedde van elk preventief geschorst lid van het administratief personeel dat het voorwerp uitmaakt van :

1° een beschuldiging of preventie in het kader van een strafvervolgung;

2° een niet-definitieve strafveroordeling waartegen het lid van het administratief personeel zijn gewone recht van beroep heeft gebruikt;

3° een ingestelde of vervolgte tuchtprocedure ten gevolge een definitieve strafveroordeling;

4° van tuchtvervolgung voor een zware schuld met ontdekking op heterdaad, of voor bewijskrachtige aanwijzingen waarover de Regering oordeelt;

5° van een voorstel van tuchtstraf voorzien in artikel 96, 4°, 5° en 6°

vastgesteld op de helft van de activiteitswedde.

Deze vermindering van de wedde mag het bedrag van de wedde niet reduceren tot onder het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het administratief personeel recht zou hebben als hij genoot van de sociale zekerheid voor loontrekkenden.

Voor de toepassing van alinea 2, 1° en 2°, gaat deze weddevermindering van kracht de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging, van de preventie of van de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van alinea 2, 3°, wordt deze weddevermindering, reeds uitgevoerd krachtens alinea 2, 1° of 2°, behouden na de definitieve veroordeling als de Regering het lid van het administratief personeel haar intentie meedeelt om de tuchtprocedure voor te zetten of in te stellen.

Voor de toepassing van alinea 2, 4° gaat de weddevermindering van kracht de eerste dag van de maand die volgt op de mededeling van de Regering aan het lid van het administratief personeel van de toepassing van deze alinea 2, 4°.

Voor de toepassing van alinea 2, 5° gaat deze weddevermindering van kracht de dag waarop het voorstel van tuchtstraf wordt voorgelegd of meegedeeld aan het lid van het administratief personeel.

Art. 128. Na afloop van de tuchtprocedure of van de strafprocedure, wordt de maatregel van de weddevermindering ingetrokken, behalve als :

1° de Regering aan het lid van het administratief personeel een tuchtstraf oplegt bedoeld in artikel 96, 4°, 5° en 6°;

2° als artikel 169, 2°, b), of 6° wordt toegepast;

3° als het lid van het administratief personeel het voorwerp is van een definitieve strafveroordeling wel dan niet gevolgd door een tuchtprocedure.

Wanneer de maatregel van de weddevermindering wordt ingetrokken in toepassing van alinea 1, ontvangt het lid van het administratief personeel het deel van zijn wedde dat initieel werd ingehouden, vermeerderd met verwijlntresten berekend aan het wettelijke percentage, verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering werd toegepast.

De sommen die het lid van het administratief personeel ontving tijdens de preventieve schorsing blijven door hem verworven.

Als de wedde van het lid van het administratief personeel werd verminderd als toepassing van artikel 127, alinea 2, 4° of 5°, en als aan het einde van de tuchtprocedure er als straf een tuchtschorsing wordt uitgesproken met een duur die korter is dan de duur van de maatregel van weddevermindering, wordt deze laatste ingetrokken voor de periode die de duur van de tuchtschorsing overschrijdt en het lid van het administratief personeel ontvangt in dit geval het deel van zijn wedde dat ten onrechte werd ingehouden in deze periode, vermeerderd met verwijlntresten berekend aan het wettelijke percentage, verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Alinea 4 is niet van toepassing in het kader van een ingestelde of voortgezette tuchtprocedure na een definitieve strafveroordeling.

Afdeling 2. — De preventieve schorsing van tijdelijke leden van het administratief personeel of leden toegelaten tot de stage

Art. 129. § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing ingezet worden tegen een tijdelijk lid van het administratief personeel of een lid toegelaten tot de stage :

1° indien hij strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° zodra de Regering hem bij een ter post aangetekende brief kennis geeft van de vaststelling van een onverenigbaarheid.

§ 2. De bij deze afdeling geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

Ze wordt door de Regering uitgesproken en gemotiveerd. Ze verwijdt het lid van het administratief personeel uit zijn ambt.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het lid van het administratief personeel de administratieve stand dienstactiviteit'.

§ 3. Vóór elke preventieve schorsingsmaatregel, moet het lid van het administratief personeel de gelegenheid gekregen hebben om door de Regering te worden gehoord.

De convocatie voor de hoorzitting, alsmede de motieven voor de preventieve schorsing, worden meegedeeld aan het lid van het administratief personeel minstens drie werkdagen voor de hoorzitting, ofwel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat van kracht gaat drie werkdagen na de verzendingsdatum, ofwel door het persoonlijk overhandigen van een brief met ontvangstbewijs die van kracht gaat op de datum die op het ontvangstbewijs wordt vermeld.

Tijdens de hoorzitting kan het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag voorzien voor de hoorzitting, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het administratief personeel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, en dit zelfs als het lid van het administratief personeel of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig waren op de hoorzitting, zonder dat ze deze afwezigheid kunnen rechtvaardigen aan de hand van natuurlijke overmacht.

Als het lid van het administratief personeel of zijn vertegenwoordiger hun afwezigheid op de hoorzitting kunnen rechtvaardigen aan de hand van redenen van natuurlijke overmacht, wordt het lid van het administratief personeel geconvoceerd voor een nieuwe hoorzitting waarvan hij op de hoogte wordt gebracht conform alinea 2.

In dit geval, en zelfs al waren het lid van het administratief personeel of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig op de hoorzitting, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het administratief personeel aan de hand van een ter post aangetekend schrijven, binnen de tien werkdagen die volgen op de dag voorzien voor de hoorzitting.

Als de beslissing de preventieve schorsing van het lid van het administratief personeel inhoudt, gaat ze van kracht op de derde werkdag na de verzending.

§ 4. In afwijking van alinea 1 van § 3, kan het lid van het administratief personeel onmiddellijk uit zijn ambt verwijderd worden in geval van zware schuld met ontdekking op heterdaad of wanneer de ten laste gestelde feiten zo ernstig zijn dat zijn aanwezigheid in de onderwijsinstelling in het belang van de dienst of van het onderwijs niet wenselijk is.

Binnen de tien werkdagen na de dag waarop de onmiddellijke schorsing werd toegepast, moet de procedure van de preventieve schorsing worden ingesteld conform de bepalingen van dit artikel. Zo niet eindigt de verwijdering uit het ambt na afloop van de voormelde termijn en kan het lid van het administratief personeel slechts opnieuw worden geschorst voor dezelfde zware schuld of ten laste gelegde feiten middels de respectering van de procedure voor de preventieve schorsing zoals voorzien met name in § 3 van dit artikel.

De onmiddellijke schorsing wordt uitgesproken door de Regering.

Het onmiddellijk geschorste lid van het administratief personeel blijft in de administratieve stand dienstactiviteit'.

§ 5. Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de bepalingen van artikel 132, kan de duur van de preventieve schorsing niet langer zijn dan zes maanden in het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid; in het kader van een strafvervolging is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot zes maanden.

Art. 130. Elk preventief geschorst lid van het administratief personeel behoudt zijn recht op wedde.

Als afwijking op alinea 1 wordt de wedde van elk preventief geschorst lid van het administratief personeel dat het voorwerp uitmaakt van :

1° een beschuldiging of preventie in het kader van een strafvervolging;

2° een niet-definitieve strafveroordeling waartegen het lid van het administratief personeel zijn gewone recht van beroep heeft gebruikt; vastgesteld op de helft van de activiteitswedde.

Deze vermindering van de wedde mag het bedrag van de wedde niet reduceren tot onder het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het administratief personeel recht zou hebben als hij genoot van de sociale zekerheid voor loontrekkenden.

Deze weddevermindering gaat van kracht de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging, van de preventie of van de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Art. 131. Na afloop van de strafprocedure, wordt de maatregel van de weddevermindering ingetrokken, behalve als :

- 1° als artikel 169, 2°, b), of 6° wordt toegepast;
- 2° als het lid van het administratief personeel het voorwerp is van een definitieve strafveroordeling.

Wanneer de maatregel van de weddevermindering wordt ingetrokken in toepassing van alinea 1, ontvangt het lid van het administratief personeel het deel van zijn wedde dat initieel werd ingehouden, vermeerderd met verwijlrenten berekend aan het wettelijke percentage, verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering werd toegepast.

De sommen die het lid van het administratief personeel ontving tijdens de preventieve schorsing blijven door hem verworven.

Art. 132. De procedure van de preventieve schorsing alsook de maatregelen die worden genomen ten opzichte van een tijdelijk lid van het administratief personeel, die van toepassing zijn in deze afdeling, eindigen van rechtswege op de datum waarop de aanstelling eindigt en, ten laatste, de laatste dag van het lopende school- of academiejaar.

Wanneer een lid van het administratief personeel toegelaten tot de stage, waartegen een procedure van preventieve schorsing werd gestart of een andere maatregel werd getroffen van toepassing in deze afdeling, vast benoemd wordt, zijn de bepalingen van afdeling 1 van dit hoofdstuk van toepassing.

HOOFDSTUK X. — *Administratieve standen*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 133. Het lid van het administratief personeel bevindt zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Het tijdelijk administratief personeel kan zich enkel in de stand 'dienstactiviteit' bevinden.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 134. Het lid van het administratief personeel wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden, behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand wordt ingedeeld.

Art. 135. Behoudens uitdrukkelijke strijdige bepaling, heeft het lid van het administratief personeel in actieve dienst recht op wedde, en op bevordering tot een hogere wedde.

Hij kan zijn aanspraken op een benoeming tot een bevorderingsambt doen gelden.

Art. 136. Het lid van het administratief personeel dat vast benoemd is of is toegelaten tot de stage, dat in dienstactiviteit is, krijgt verlof :

- 1° voor jaarlijkse vakantie;
- 2° voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden;
- 3° voor opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij;
- 4° wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 5° voor verminderde dienstprestaties in geval van ziekte of gebrekkigheid;
- 6° voor verminderde dienstprestaties gemotiveerd door sociale of gezinsredenen;
- 7° voor het vervullen van sommige militaire prestaties in vreedstijd, van prestaties voor de civiele bescherming of van taken ten algemene nutte bij toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;
- 8° voor vakbondsopdrachten;
- 9° voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 10° voor onderbreking van de professionele loopbaan;
- 11° voor politiek;
- 12° voor zwangerschap;
- 13° voor borstvoedingspauzes;
- 14° voor het tijdelijk uitoefenen van een ander ambt in het onderwijs, naast het universitair onderwijs.

Art. 137. Het tijdelijk lid van het administratief personeel krijgt verlof :

- 1° voor jaarlijkse vakantie;
- 2° voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden;
- 3° wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 4° voor opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij;
- 5° voor loopbaanonderbreking;
- 6° voor zwangerschap;
- 7° voor borstvoedingspauzes.

Afdeling 3. — Non-activiteit

Art. 138. Het lid van het administratief personeel bevindt zich in de stand non-activiteit :

1° wanneer hij onder de door de Regering bepaalde voorwaarden sommige militaire prestaties in vreedstijd verricht, of bij de civiele bescherming is ingedeeld, of met taken ten algemenen nutte belast is bij toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

2° wanneer schorsing bij tuchtmaatregel op hem is toegepast;

3° wanneer op hem de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel is toegepast;

4° wanneer hij om gezinsredenen toelating gekregen heeft tijdens een langdurige periode afwezig te blijven.

Art. 139. Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling, heeft het lid van het administratief personeel in de stand non-activiteit geen recht op wedde.

Indien hij zich in de stand non-activiteit bevindt ingevolge de bepalingen van artikel 138, 2° en 3°, kan hij geen aanspraken op een benoeming tot een bevorderingsambt, of op een bevordering tot een hogere wedde, doen gelden.

Art. 140. Niemand kan op non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de vereisten voldoet om op pensioen te worden gesteld.

*Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling**Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 141. Het lid van het administratief personeel dat vast benoemd is of toegelaten is tot de stage, kan ter beschikking worden gesteld :

1° wegens ontstentenis van betrekking;

2° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;

3° voor persoonlijke aangelegenheden;

4° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 142. Niemand kan ter beschikking worden gesteld of gehouden wanneer hij aan de voorwaarden voldoet om op pensioen te worden gesteld.

Art. 143. Wachtgeld kan worden verleend aan terbeschikkinggestelde leden van het administratief personeel. Dit wachtgeld, de uitkeringen en vergoedingen, die eventueel aan deze leden van het administratief personeel worden toegekend, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldiging van de personeelsleden in actieve dienst.

Art. 144. Elk terbeschikkinggesteld lid van het administratief personeel blijft ter beschikking van de Regering.

Art. 145. De duur van de terbeschikkingstelling met genot van activiteitswedde kan, in het geval van een terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, in één of meerdere periodes, de duur van de toegestane diensten voor de berekening van het pensioen van het betrokken lid van het administratief personeel niet overschrijden.

Voor de berekening van de duur van de voormelde toegestane diensten wordt geen rekening gehouden met :

1° de militaire dienst, de dienst bij de civiele bescherming of taken ten algemenen nutte bij toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, die het lid van het administratief personeel vervulde vóór zijn toelating tot de federale, communautaire of gewestelijke administratie, het onderwijs of de psycho-medisch-sociale centra;

2° de periodes van terbeschikkingstelling wat ook de aard is van deze terbeschikkingstellingen.

Art. 146. Het lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld en geniet van wachtgeld moet zich elk jaar, na een oproep, aanmelden bij de administratieve gezondheidsdienst.

Als het lid van het administratief personeel dat volgens de regels werd opgeroepen, zich niet aanmeldt bij de administratieve gezondheidsdienst, wordt de betaling van zijn wachtgeld opgeschort vanaf dat moment tot het moment waarop hij zich aanmeldt.

Art. 147. Het lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld, moet aan de directeur van de onderwijsinrichting waar hij is aangesteld een woonplaats binnen het Koninkrijk meedelen, waar hij kan worden verwittigd over beslissingen die hem aangaan.

Art. 148. Wanneer het lid van het administratief personeel ter beschikking is gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden, wordt de betrekking waarvan het terbeschikkinggestelde lid van het administratief personeel de houder was, vacant verklaard, wanneer de terbeschikkingstelling van het lid van het administratief personeel zonder onderbreking twee opeenvolgende jaren heeft geduurd.

Art. 149. Het lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld, dat niet werd vervangen in zijn betrekking door toepassing van artikel 148, bekleedt deze betrekking wanneer hij zijn activiteiten terug aanvat.

Art. 150. Het lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld, dat zijn reïntegratie aanvraagt en dat in zijn betrekking werd vervangen door toepassing van artikel 148, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking vanaf de datum waarop hij zou zijn gereïntegreerd als hij niet was vervangen in zijn betrekking.

Onderafdeling 2. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk opdrachtverlies

Art. 151. § 1. Het vastbenoemd personeelslid aangesteld in de inrichting, hoofdzakelijk aangesteld in de inrichting zonder bijkomende aanstelling in een of meerdere andere inrichtingen, of hoofdzakelijk aangesteld in de inrichting en bijkomend aangesteld in een of meerdere inrichtingen, niet ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking en waaraan, binnen zijn betrekking, enkel een aantal vacante uren kon worden toegekend dat minstens gelijk is aan de uren waarvoor hij wordt bezoldigd in de inrichting waar hij is aangesteld of hoofdzakelijk is aangesteld zonder bijkomend te zijn aangesteld in een of meerdere inrichtingen, of in de inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en bijkomend is aangesteld, wordt op gedeeltelijk opdrachtverlies gesteld.

Het vastbenoemd personeelslid aangesteld in de inrichting, hoofdzakelijk aangesteld in de inrichting zonder bijkomende aanstelling in een of meerdere andere inrichtingen, of hoofdzakelijk aangesteld in de inrichting en bijkomend aangesteld in een of meerdere inrichtingen, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking wanneer geen enkel vacant uur in zijn ambt aan hem kon worden toevertrouwd in de inrichting waar hij is aangesteld of hoofdzakelijk is aangesteld zonder bijkomend te zijn aangesteld in een of meerdere andere inrichtingen, of in alle inrichtingen waar hij hoofdzakelijk en bijkomend is aangesteld.

Het lid van het administratief personeel dat toegelaten is tot de stage wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking wanneer de betrekking die hij bekleedt, vervalt.

§ 2. Het lid van het administratief personeel bedoeld in § 1, alinea 2, kan voorlopig worden teruggeroepen in actieve dienst door de Regering volgens de bepalingen vastgesteld in artikel 160, § 2, in een betrekking die definitief of tijdelijk vacant is.

Het lid van het administratief personeel bedoeld in § 1, kan, in geval er een vacante betrekking is, opnieuw worden aangesteld door de Regering volgens de voorwaarden vastgelegd in artikel 160, § 3.

Art. 152. Een lid van het administratief personeel bijkomend aangesteld in een of meerdere inrichtingen kan niet op gedeeltelijk opdrachtverlies worden gesteld als de vermindering van het aantal definitief vacante uren die hem worden toegekend in de inrichting(en) waar hij bijkomend is aangesteld, wordt gecompenseerd door een overeenkomstige stijging van het aantal definitief vacante uren die hem worden toegekend in de inrichting waar hij hoofdzakelijk is aangesteld of in een andere inrichting waar hij bijkomend is aangesteld.

Er wordt ambtshalve een einde gesteld aan de bijkomende aanstelling waarvan het lid van het administratief personeel geniet in de inrichting waar hij alle definitief vacante uren verliest die aan hem waren toegekend, als dit verlies aan uren wordt gecompenseerd door een overeenkomstige stijging van het aantal uren in de inrichting waar hij hoofdzakelijk is aangesteld of in een andere inrichting waar hij bijkomend is aangesteld.

Een personeelslid dat alle definitief vacante uren verliest die hem waren toegekend in de inrichting waar hij hoofdzakelijk was aangesteld, waarbij dit verlies aan uren wordt gecompenseerd door een overeenkomstige stijging van het aantal uren in de inrichting(en) waar hij bijkomend is aangesteld, kan niet op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst, als hij verzaakt aan zijn hoofdaanstelling en zijn bijkomende aanstelling omzet in een hoofdaanstelling, of, als hem een aanstelling met een volledige opdracht wordt aangeboden in de inrichting waar hij bijkomend was aangesteld.

Art. 153. Het personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking geniet van een wachtgeld dat, de twee eerste jaren, gelijk is aan zijn activiteitswedde.

Vanaf het derde jaar wordt dit wachtgeld elk jaar verminderd met twintig percent, zonder dat het lager kan liggen dan zoveel keer één vijfenvertigste van de activiteitswedde als dat het lid van het administratief personeel dienstjaren telt op de datum van de terbeschikkingstelling. De opeenvolgende verminderingen worden toegepast op basis van de laatste activiteitswedde.

Voor het lid van het administratief personeel dat oorlogsinvalid is, is het wachtgeld, gedurende de drie eerste jaren, gelijk aan zijn laatste activiteitswedde. Vanaf het vierde jaar, wordt het verminderd zoals hierboven.

Het wachtgeld kan niet lager zijn dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop de betrokkene recht zou hebben als hij genoot van de sociale zekerheid voor loontrekkenden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder dienstjaren verstaan die welke in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen. De militaire dienst, gedaan vóór de indiensttreding, wordt echter niet in aanmerking genomen en de in aanmerking komende militaire dienst wordt slechts meegerekend voor zijn gewone duur, onverminderd de toepassing van artikel 13 van de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende de prioriteiten.

De voorlopige terugroeping in actieve dienst heft de gevolgen van de terbeschikkingstelling bedoeld in alinea 1 op, gedurende de tijd van de oproep. De terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur heft de gevolgen van de terbeschikkingstelling bedoeld in alinea 1 op, zolang er geen einde wordt gesteld aan deze oproep.

Art. 154. Elk lid van het administratief personeel dat ter beschikking gesteld wordt wegens ontstentenis van betrekking, behoudt in deze stand gedurende twee jaar zijn aanspraken op een benoeming tot een bevorderingsambt en een verhoging van wedde.

Art. 155. Een in een wervingsambt vast benoemd lid van het administratief personeel wordt slechts op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, nadat een einde werd gesteld aan de diensten van de administratieve personeelsleden die dezelfde functie uitoefenen in een vacante betrekking en dit in de volgorde vastgesteld in artikel 36, § 1n alinea 1, 1 tot 11.

Wanneer een lid van het administratief personeel dat vast benoemd is in een wervingsambt, vervolgens op gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden geplaatst of ter beschikking moet worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt(worden) eerst het(de) lid(leden) van het als aanvullend administratief personeel in de instelling aangestelde administratief personeel of het met hoofdopdracht in de instelling aangestelde personeelslid op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, vervolgens wordt(worden) een lid(leden) van het in de instelling aangestelde administratief personeel op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Het tot de proeftijd toegelaten lid van het administratief personeel wordt slechts ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking nadat de diensten werden beëindigd van de leden van het administratief personeel die dezelfde functie uitoefenen in een vacante betrekking, en dit in de volgorde bepaald door artikel 36, § 1, alinea 1, 1 tot 7.

Art. 156. Elk jaar vergaderen in de loop van de maand november de zonale affectatiecommissie en de interzonale affectatiecommissie en stellen deze commissies de reffectatie, de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur, de aanvullende opdracht, de wijziging van affectatie van de leden van het administratief personeel voor in definitief vacante betrekkingen op de eerste dag van het lopende schooljaar of academiejaar.

Art. 157. § 1. Het vast benoemde lid van het administratief personeel dat op gedeeltelijk opdrachtverlies is geplaatst, blijft ter beschikking van de Regering, die dit personeelslid op eigen initiatief een aanvullende opdracht kan toewijzen.

Onder aanvullende opdracht wordt begrepen de niet-vacante uren in hetzelfde ambt toegekend binnen dezelfde instelling.

§ 2. Het op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst vast benoemde lid van het administratief personeel blijft ter beschikking van de regering die dit personeelslid op eigen initiatief of op voorstel van de zonale affectatiecommissie een aanvullende opdracht kan toewijzen :

1° in de eerste plaats voor elke tijdelijke aanstelling of toelating tot de proeftijd;

2° vervolgens, in door tijdelijken ingenomen betrekkingen, in overeenstemming met artikel 36, § 1.

Een vast benoemd lid van het administratief personeel dat in zijn ambt geen aantal uren heeft minstens gelijk aan het aantal uren waarvoor hij in de instelling waar hij aangesteld is wordt betaald, en die een aanvullende opdracht kreeg toegewezen in een of meerdere instellingen, behoudt op zijn verzoek deze aanvullende opdracht zolang :

1° hij geen aantal uren toegewezen krijgt minstens gelijk aan het aantal uren waarvoor hij in de instelling waar hij aangesteld is, vast benoemd is;

2° deze aanvullende opdracht niet noodzakelijk is om de opdracht aan te vullen van een vast benoemd lid van het administratief personeel aangesteld in de instelling of er voorlopig of voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen.

Onder aanvullende opdracht wordt in de zin van deze paragraaf verstaan de toewijzing in een of meerdere andere instellingen van tijdelijk of definitief vacante uren in het ambt waarin hij vast benoemd is aan een lid van het administratief personeel vast benoemd in een ambt met volledige of onvolledige prestaties dat op gedeeltelijk opdrachtverlies is geplaatst, dit ter compensatie van het aantal uren waarvoor hij op gedeeltelijk opdrachtverlies is geplaatst.

Art. 158. § 1. Wanneer in de voorwaarden van artikel 155 een in een wervingsambt vast benoemd lid van het administratief personeel op gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden geplaatst of ter beschikking moet worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt het lid van het administratief personeel met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Wanneer in de voorwaarden van artikel 155 een tot de proeftijd toegelaten lid van het administratief personeel ter beschikking moet worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt het lid van het administratief personeel met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse gemeenschap ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Wanneer een in een bevorderingambt vast benoemd lid van het administratief personeel op gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden geplaatst of ter beschikking moet worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt het lid van het administratief personeel met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt in geval van gelijke dienstanciënniteit, eerst het lid van het administratief personeel met de kleine dienstanciënniteit ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst, naargelang het geval.

In geval van gelijke dienstanciënniteit en functieanciënniteit wordt naargelang het geval eerst het jongste lid van het administratief personeel ter beschikking gesteld of op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst.

Art. 159. Voor de berekening van de in artikel 158 bedoelde dienstanciënniteit komen in aanmerking :

1° alle prestaties die het lid van het administratief personeel heeft geleverd in de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, in welke hoedanigheid ook, in een ambt van het administratief personeel;

2° de duur van deze prestaties geleverd in de hoedanigheid van tijdelijk lid van het administratief personeel, in een ambt met volledige of onvolledige prestaties, is gelijk aan het aantal dagen tussen het begin en het einde van de ononderbroken actieve dienstperiodes, inbegrepen - indien ze in deze periodes vervat zijn - de jaarlijkse vakanties, het omstandigheidsverlof of verlof om persoonlijke redenen, het zwangerschapsverlof en onthaalverlof bij adoptie en officieuze voogdij, zoals bepaald in artikel 137;

3° de duur van de prestaties geleverd als tot de proeftijd toegelaten lid van het administratief personeel in een ambt met volledige prestaties, wordt berekend per maand van het burgerlijk jaar, inbegrepen de verloven bepaald in artikel 136, waarbij de prestaties van minder dan één maand niet worden meegerekend;

4° de toegelaten prestaties geleverd tijdens de maand waarin het lid van het administratief personeel voor het eerst wordt aangesteld in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijke, worden verondersteld als tijdelijke geleverd te zijn :

5° dertig dagen vormen een maand;

6° de effectieve prestaties in een ambt met onvolledige prestaties, dat minstens de helft van de voor een ambt met volledige prestaties vereiste prestaties omvat, worden in aanmerking genomen als prestaties verricht in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen gepresteerd in een ambt met onvolledige prestaties, dat minder dan de helft van de voor een ambt met volledige prestaties vereiste prestaties omvat, wordt met de helft verminderd;

7° de duur van de prestaties geleverd in twee of meerdere gelijktijdig uitgeoefende ambten met volledige of onvolledige prestaties, mag nooit de duur van de prestaties geleverd in een gedurende dezelfde periode uitgeoefend ambt met volledige prestaties overschrijden;

8° de duur van de toegelaten prestaties van het lid van het administratief personeel mag voor een burgerlijk jaar nooit twaalf maanden overschrijden.

Art. 160. § 1. Zodra een lid van het administratief personeel ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, brengt de directeur de Regering en de voorzitter van de bevoegde zonale affectatiecommissie op de hoogte.

Wanneer een lid van het administratief personeel wegens ontstentenis van betrekking in zijn instelling niet langer een aantal uren presteert gelijk aan het aantal uren waarvoor het lid van het administratief personeel wordt betaald, brengt de directeur de Regering en de voorzitter van de bevoegde zonale affectatiecommissie op de hoogte.

§ 2. Elk vast benoemd lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, blijft ter beschikking van de Regering die naargelang van het geval op eigen initiatief of op voorstel van de bevoegde zonale affectatiecommissie, of van de interzonale affectatiecommissie, dit personeelslid voorlopig in actieve dienst kan terugroepen of op voorstel van een zonale affectatiecommissie of van de interzonale affectatiecommissie voor onbepaalde duur in actieve dienst kan terugroepen :

1° vóór elke tijdelijke toewijzing of toelating tot de proeftijd;

2° vervolgens in de door tijdelijken ingenomen betrekkingen;

3° tenslotte in betrekkingen ingenomen door stagiairs, in omgekeerde volgorde van hun rangschikking, op voorwaarde dat het voorlopig of voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen lid van het administratief personeel in dezelfde zone als de stagiair ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Wanneer de volledig of gedeeltelijk door de minst gunstig gerangschikte tijdelijke vrijgemaakte betrekking voor het in alinea 1 bedoelde lid van het administratief personeel een verplaatsing van meer dan vier uur met het openbaar vervoer meebrengt, mag deze de terugroeping in actieve dienst weigeren. In dat geval wordt volledig of gedeeltelijk een einde gesteld aan de prestaties van in de eerste plaats een andere niet-gerangschikte tijdelijke, vervolgens van een andere in de tweede groep gerangschikte tijdelijke en bij ontstentenis van de tijdelijke van de eerste groep die onmiddellijk beter gerangschikt is.

Het lid van het administratief personeel dat van een terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur geniet, wordt de eerste dag van het schooljaar of academiejaar volgend op de vacantverklaring van een betrekking in zijn ambt in dezelfde instelling gereffecteerd.

Het lid van het administratief personeel dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking wordt op zijn verzoek prioritair in actieve dienst teruggeroepen in een voorlopig beschikbare betrekking in zijn ambt binnen de instelling waar hij zijn betrekking heeft verloren.

Tijdens de voorlopige terugroeping in actieve dienst en de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur geniet het lid van het administratief personeel zijn activiteitswedde en worden zijn dagen dienst gelijkgesteld met effectieve dienstactiviteit.

§ 3. Het in een wervingsambt vast benoemd lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking wordt door de Regering gereffecteerd - naargelang het geval - op advies van de bevoegde zonale affectatiecommissie of de interzonale affectatiecommissie :

1° in de eerste plaats en voorrang hebbend op de tot de proeftijd toegelaten personeelsleden, in definitief vacante betrekkingen ingenomen door tijdelijken;

2° vervolgens in definitief vacante betrekking ingenomen door stagiairs, in omgekeerde volgorde van hun rangschikking, op voorwaarde dat het gereffecteerde lid van het administratief personeel ter beschikking was gesteld wegens ontstentenis van betrekking in dezelfde zone als de stagiair.

Het lid van het administratief personeel dat voorlopig in actieve dienst is teruggeroepen in een betrekking die minstens drievierde van de uren omvat waarvoor hij betaald wordt, neemt de betrekking waarin hij wordt gereffecteerd slechts de volgende 1 juli op.

Het lid van het administratief personeel dat tot de proeftijd is toegelaten en ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking wordt door de Regering - naargelang het geval - op advies van de bevoegde zonale affectatiecommissie of de interzonale affectatiecommissie gereffecteerd in de definitief vacante betrekkingen bekleed door tijdelijken.

Het in een bevorderingsambt vast benoemd lid van het administratief personeel wordt door de Regering gereffecteerd in een definitief vacante betrekking in zijn ambt.

§ 4. Het lid van het administratief personeel moet binnen de door de Regering gestelde termijn de betrekking bekleden die hem door reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur is toegewezen.

§ 5. Wanneer een lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, in zijn zone niet kon worden gereffecteerd of voorlopig of voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen, doet de Regering een beroep op de interzonale affectatiecommissie, die de Regering het in artikel 21, § 1 bedoelde advies verstrekt.

§ 6. Het lid van het administratief personeel dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking in een bevorderingsambt, kan voorlopig in actieve dienst worden teruggeroepen in een wervingsambt dat hem toegang verschafte tot het bevorderingsambt waarin de betrokkene benoemd is, dit overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

Niettegenstaande deze voorlopige terugroeping in actieve dienst blijft het in alinea 1 bedoelde lid van het administratief personeel ter beschikking van de Regering om gereffecteerd te worden in het ambt waarin de betrokkene vast benoemd is.

§ 7. In elk geval blijft het aldus gereffecteerde of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen lid van het administratief personeel genieten van de loonschaal waarin de betrokkene ingeschaald was voor zijn terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 161. Het vast benoemd lid van het administratief personeel dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking en dat niet kon worden gereffecteerd noch voor onbepaalde duur kon worden teruggeroepen in actieve dienst in het ambt waarin de betrokkene vast benoemd was, kan voorlopig in actieve dienst worden teruggeroepen in elk ambt waarvoor hij de nodige bekwaamheidsbewijzen bezit.

Het lid van het administratief personeel dat in toepassing van bovenstaande alinea in actieve dienst wordt teruggeroepen, blijft de loonschaal genieten waarin de betrokkene was ingeschaald ingevolge het ambt waarin hij vast benoemd was.

Onderafdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst

Art. 162. § 1. Het vast benoemd of tot de proeftijd toegelaten lid van het administratief personeel kan door de Regering ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, na een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst geformuleerd volgens de modaliteiten die de Regering heeft vastgesteld. De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst mag, in één of meer periodes, gespreid over de loopbaan van het lid van het administratief personeel zes maanden niet overschrijden.

De Regering kan echter afwijken van de in alinea 1 vermelde beperking om de tegen een lid van het administratief personeel tijdens een schooljaar of academiejaar uitgesproken terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst te verlengen tot het einde van het lopende schooljaar of academiejaar.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, ontvangt het lid van het administratief personeel een wachtgeld gelijk aan 75 % van zijn laatste activiteitswedde. Een lid van het administratief personeel kan slechts worden ter beschikking gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, als de feiten waarvoor deze maatregel wordt overwogen van die aard zijn dat ze aanleiding kunnen geven tot een disciplinaire straf of een procedure tot vaststelling van incompatibiliteit of wanneer het personeelslid voor deze feiten gerechtelijke wordt vervolgd.

§ 2. Vóór elk voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moet het lid van het administratief personeel door de Regering uitgenodigd worden om gehoord te worden. De uitnodiging voor de hoorzitting evenals de redenen waarom de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst wordt overwogen, moet het lid van het administratief personeel minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ter kennis worden gebracht door middel van een aangetekende brief met ontvangstbewijs of door persoonlijke overhandiging van een brief met ontvangstbewijs. Op de hoorzitting mag het lid van het administratief personeel zich laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen uit de actieve of gepensioneerde personeelsleden van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordiger van een erkende vakbond. De procedure loopt geldig verder wanneer het deugdelijk uitgenodigde lid van het administratief personeel niet op de hoorzitting verschijnt of er zich niet laat vertegenwoordigen.

Wanneer het lid van het administratief personeel of zijn vertegenwoordiger echter overmacht kunnen invoeren om hun afwezigheid op de hoorzittingen te rechtvaardigen, wordt het lid van het administratief personeel op een nieuwe hoorzitting uitgenodigd, met kennisgeving conform de bepalingen van alinea 1.

In dat geval en wanneer het lid van het administratief personeel of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting aanwezig zijn, loopt de procedure geldig door.

Het lid van het administratief personeel dat het voorwerp is van een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, kan binnen tien dagen na de kennisgeving van het voorstel bij de Raad van Beroep bezwaar aantekenen.

De raad brengt binnen maximaal drie maanden advies uit aan de Regering.

De Regering beslist binnen een termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het advies van de Raad van Beroep of van het dossier dat haar onttrokken is. De terbeschikkingstelling gaat in de derde werkdag na de kennisgeving aan de eisende partij.

§ 3. Wanneer het lid van het administratief personeel binnen de in § 2 bepaalde termijn geen bezwaar aantekent bij de Raad van Beroep, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst na deze termijn ter kennis gebracht van de regering die zich binnen een termijn van één maand uitspreekt.

De beslissing van de Regering wordt het lid van het administratief personeel ter kennis gebracht, waarna de terbeschikkingstelling de derde werkdag na de kennisgeving ingaat.

Onderafdeling 4. — Terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid

Art. 163. Onder voorbehoud van artikel 10 van het koninklijk besluit van 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 tot vaststelling van de administratieve standen van het administratief personeel, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de instellingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, is het lid van het administratief personeel van rechtswege ter beschikking gesteld wanneer de betrokkene afwezig is wegens ziekte of gebrekkigheid na de maximum duur van het verlof dat hem om die reden kan worden toegekend overeenkomstig artikel 9 van voornoemd koninklijk besluit van 8 december 1967.,

Art. 164. Het wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking gestelde lid van het administratief personeel behoudt zijn recht op benoeming in een bevorderingsambt en op weddeverhoging.

Art. 165. Het wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking gestelde lid van het administratief personeel ontvangt een wachtgeld gelijk aan 60 % van zijn laatste activiteitswedde.

Dit bedrag mag echter in geen geval lager zijn :

1° dan de vergoeding die de betrokkene ontvangt in dezelfde situatie wanneer het stelsel van de sociale zekerheid van bij het begin van zijn afwezigheid op hem van toepassing zou zijn;

2° dan het pensioen dat hij op de datum van zijn terbeschikkingstelling zou ontvangen, ingeval van vervroegde pensionering.

Art. 166. Afwijkend van artikel 165 heeft het lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid, recht op een wachtgeld gelijk aan het bedrag van zijn laatste activiteitswedde wanneer de aandoening waaraan hij lijdt erkend is als een ernstige en langdurige aandoening of gebrekkigheid.

De administratieve gezondheidsdienst beslist of de aandoening waaraan het lid van het administratief personeel lijdt dergelijke aandoening of gebrekkigheid betreft. Deze beslissing mag in elk geval niet worden getroffen vooraleer het personeelslid voor de aandoening waaraan hij lijdt, ononderbroken zes maanden met ziekteverlof is geweest of ter beschikking is gesteld.

Deze ononderbroken periode van zes maanden is echter niet vereist voor het lid van het administratief personeel dat na een nieuwe afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, opnieuw met ziekteverlof is of ter beschikking gesteld is wegens ziekte of gebrekkigheid, dit in het jaar volgend op de datum van een beslissing inzake erkenning van ernstige of langdurige ziekte betreffende zijn persoon.

Deze beslissing leidt tot een herziening van de situatie van het lid van het administratief personeel met financiële gevolgen op de datum van het begin van zijn terbeschikkingstelling.

Onderafdeling 5. — Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden

Art. 167. Het wegens persoonlijke aangelegenheden ter beschikking gestelde lid van het administratief personeel ontvangt geen enkel wachtgeld.

Het personeelslid kan zich niet beroepen op een aandoening of gebrekkigheid opgelopen tijdens zijn periode van terbeschikkingstelling.

Art. 168. De duur van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden in één of meer periodes mag de termijn van vijf jaar niet overschrijden.

Elk lid van het administratief personeel wiens afwezigheid deze termijn overschrijdt wordt beschouwd als ontslagnemend.

HOOFDSTUK XI. — *Ambtsneerlegging*

Art. 169. De tijdelijk aangestelde, tot de proeftijd toegelaten of vast benoemde leden van het administratief personeel worden ambtshalve en zonder vooropzegging uit hun ambt ontslagen :

1° indien ze niet regelmatig aangesteld, tot de proeftijd toegelaten of vast benoemd zijn;

2° indien ze niet meer voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) de Belgische nationaliteit bezitten, of die van een andere lid-Staat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

b) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

d) van onberispelijk gedrag zijn;

3° indien ze na een toegelaten afwezigheid zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en meer dan tien dagen afwezig blijven;

4° indien ze zonder geldige reden hun betrekking verlaten en meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° indien ze ingeval van terugroeping in actieve dienst, zonder geldige reden weigeren binnen de tien dagen de hun door de Regering aangewezen betrekking te bekleden;

6° indien ze zich bevinden in de gevallen waarin toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten, ambtsneerlegging ten gevolge heeft;

7° indien ze lijden aan een vroegtijdige invaliditeit die onder de door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk is vastgesteld en waardoor ze niet meer in staat zijn hun ambt volledig, geregeld en onafgebroken uit te oefenen;

indien incompatibiliteit is vastgesteld en geen bezwaar werd ingediend, voorzien in artikel 15, of indien het lid van het administratief personeel na het einde van de procedure weigert een einde te maken aan een incompatibele bezigheid.

Art. 170. Voor de vast benoemde leden van het administratief personeel geven eveneens aanleiding tot definitieve ambtsneerlegging :

1° het vrijwillig ontslag : het lid van het administratief personeel mag slechts na behoorlijke machtiging en na een opzeggingstermijn van ten minste vijftien dagen zijn dienst verlaten;

2° de definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid : deze beroepsongeschiktheid wordt vastgesteld door de beoordeling onvoldoende behouden over twee achtereenvolgende jaren sedert de toekenning ervan;

3° de normale inruststelling wegens de leeftijdsgrens;

4° de afzetting.

HOOFDSTUK XII. — *Mobiliteit*

Art. 171. Op zijn verzoek kan een vast benoemd lid van het administratief personeel overplaatsing verkrijgen naar het Ministerie van de Franse Gemeenschap of naar een instelling van openbaar nut van het Sectorcomité XVII. — Op zijn verzoek kan een vast benoemd personeelslid van de categorie administratief personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut die onder Sectorcomité XVII ressorteert, overplaatsing verkrijgen naar een onderwijsinstelling van de Franse Gemeenschap, conform het besluit van de Regering van Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van het ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 172. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder mobiliteit' naargelang het geval verstaan te worden :

1° de overgang van een vast benoemd lid van het administratief personeel van een ambt bedoeld in artikel 17, § 1 naar een ambt van de categorie administratief personeel van een van de kaders van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of een instelling van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteert, volgens de door de Regering bepaalde overeenstemmingstabel.

2° de overgang van een vast benoemd personeelslid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteert, van een ambt van de categorie administratief personeel van een van de kaders van het Ministerie of van een instelling van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteert, naar een ambt bedoeld in artikel 17, § 1, volgens de door de Regering bepaalde overeenstemmingstabel.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder dienst van bestemming' verstaan te worden, het Ministerie van de Franse gemeenschap, de instelling van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteert, of de onderwijsinstelling van de Franse Gemeenschap in de aanvraag tot overplaatsing.

Art. 173. Om van de bepalingen van dit hoofdstuk te kunnen genieten moet het personeelslid op administratief vlak aanspraak kunnen maken op de promotie.

Art. 174. De in artikel 172, 1 bedoelde overplaatsing kan worden verkregen in een ambt bedoeld in artikel 37 van voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996.

De in artikel 172, 2 bedoelde overplaatsing kan vóór elke voorlopige aanstelling van een in artikel 2, § 1 bedoeld lid van het administratief personeel, worden verkregen in een definitief vacant verklaarde betrekking die niet kon worden opgevuld door reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur, aanvullende opdracht of wijziging van affectatie, noch door vaste benoeming of toelating tot de proeftijd.

Art. 175. Het lid van het administratief personeel bedoeld in artikel 171, alinea 1, dient zijn aanvraag tot overplaatsing in bij de directeur van de instelling waar hij aangesteld is. Deze brengt een gemotiveerd advies over de overplaatsing uit, dat hij vervolgens naar de Regering stuurt. Wanneer de Regering de aanvraag goedkeurt, stuurt ze de aanvraag naar de Commissie vermeld in artikel 12bis van voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996, dit ten laatste één maand na de afsluiting van de oproep tot indiening van kandidaturen.

De in alinea 1 bedoelde aanvraag wordt ingediend volgens het model dat de Regering heeft opgesteld.

Art. 176. Voorzover ze de mobiliteit betreffen zijn de bepalingen van de artikels 38*bis* tot 40 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 van toepassing op de krachtens dit hoofdstuk ingediende aanvragen tot overplaatsing.

Art. 177. De goedkeuring van de aanvraag tot overplaatsing door de overheid die binnen de dienst van bestemming de benoemingsbevoegdheid uitoefent, leidt van rechtswege tot de benoeming van het personeelslid, naargelang van het geval tot de graad van de betrekking of in het ambt waarvoor de aanvraag tot overplaatsing werd ingediend.

De Regering bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de voor de in alinea 1 bedoelde benoeming door het personeelslid verworven anciënniteit in aanmerking wordt genomen. In elk geval kan het personeelslid geen andere anciënniteit laten gelden dan deze die de betrokkene effectief kan bewijzen.

Het in alinea 1 bedoelde personeelslid geniet naargelang het geval de loonschaal van de graad van de betrekking of van het ambt waarvoor de overplaatsing werd toegestaan. Desgevallend behoudt de betrokkene zijn wedde tot hij in de bij zijn nieuwe betrekking horende loonschaal, minstens een gelijke wedde ontvangt.

Het personeelslid valt niet langer onder de statutaire en bezoldigingsvoorwaarden die vóór zijn benoeming in de dienst van bestemming op hem van toepassing waren. Hij verliest eveneens de voordelen - ongeacht hun aard - die op hem van toepassing waren.

Art. 178. De overplaatsing geschiedt door een individueel besluit genomen door de overheid die de benoemingsbevoegdheid heeft binnen de dienst van bestemming waarvoor het personeelslid zijn overplaatsing verkrijgt.

HOOFDSTUK XIII. — *Opponeerbaarheid van bepalingen in strijd met het statuut*

Art. 179. Elke bepaling in een benoemingsakte of in een arbeidsreglement die in strijd is met de wettelijke vereisten of dit decreet zijn niet opponeerbaar.

TITEL III. — *Leden van het werkliedenpersoneel*

HOOFDSTUK I. — *Ambten en titels*

Functies en titels

Art. 180. De ambten van het werkliedenpersoneel worden als volgt gerangschikt :

1° wervingsambten :

- a) hulpkok;
- b) onderhoudswerkman;
- c) geschoold onderhoudswerkman;
- d) geschoold werkman;
- e) nachtwaker;
- f) kok;
- g) amanuensis;
- h) vormer;
- i) kunstboekbinder;
- j) handzetter;
- k) operateur-technicus;
- l) hersteller van muziekinstrumenten

2° bevorderingsambten :

- a) eerste amanuensis-ploegbaas;
- b) eerste geschoolde onderhoudswerkman-ploegbaas;
- c) eerste geschoold werkman-ploegbaas;
- d) eerste kok-ploegbaas;
- e) magazijnier.

Art. 181. De bekwaamheidsbewijzen vereist voor de wervingsambten van bovenvermeld werkliedenpersoneel worden als volgt vastgesteld :

1. Voor de ambten van hulpkok, onderhoudswerkman of nachtwaker : geen enkele voorwaarde wat betreft diploma of bekwaamheidsbewijs;

2. Voor het ambt van geschoold onderhoudswerkman :

- a) diploma of bekwaamheidsbewijs van lager secundair technisch onderwijs, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of
- b) bewijs van een attest van welslagen in een derde jaar van het secundair onderwijs, afgeleverd door een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of
- c) zes jaar beroepservaring.

3. Voor het ambt van kok :

- a) diploma of bekwaamheidsbewijs van lager secundair technisch onderwijs, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of
- b) bewijs van een attest van welslagen in een derde jaar van het secundair onderwijs, afgeleverd door een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of
- c) zes jaar beroepservaring.

De Regering beslist of de in c) bedoelde beroepspraktijk overeenstemt met het ambt van kok.

4. Voor de ambten van geschoold werkman of amanuensis :

a) diploma of bekwaamheidsbewijs van lager secundair technisch onderwijs, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of

b) bewijs van een attest van welslagen in een derde jaar van het secundair onderwijs, afgeleverd door een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

5. Voor het ambt van vormer :

a) diploma of bekwaamheidsbewijs van lager secundair onderwijs georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap en een attest van welslagen in een cursus voor vormers in een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

b) attest van welslagen in een derde jaar secundair onderwijs verstrekt in een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse gemeenschap en een attest van welslagen in een cursus voor vormers afgeleverd door een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

6. Voor het ambt van kunstboekbinder :

a) diploma of bekwaamheidsbewijs van lager secundair technisch onderwijs (afdeling boekbinderij), georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

b) attest van welslagen in een derde jaar secundair onderwijs (afdeling boekbinderij), afgeleverd door een instelling opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

7. Voor het ambt van handzetter :

a) diploma of bekwaamheidsbewijs van lager secundair technisch onderwijs (afdeling letterzetten), georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

b) attest van welslagen in een derde jaar secundair technisch onderwijs (afdeling letterzetten), afgeleverd door een instelling, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

8. Voor het ambt van operateur-technicus :

a) eindexamen of bekwaamheidsbewijs afgeleverd door een instelling voor voltijds hoger secundair onderwijs of deeltijds technisch secundair onderwijs of hoger secundaire technische cursussen, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap; of

b) twaalf jaar beroepservaring die verband houdt met het ambt.

De Regering beslist of de in b) bedoelde beroepspraktijk overeenstemt met het ambt van operateur-technicus.

Voor het ambt van hersteller van muziekinstrumenten : twaalf jaar beroepservaring die verband houdt met het ambt. De Regering beslist of de beroepservaring overeenstemt met het ambt van hersteller van muziekinstrumenten.

HOOFDSTUK II. — *Affectatiezones en affectatiecommissies*

Art. 182. Er worden zes affectatiezones ingesteld, als volgt afgebakend :

1° de zone van de regio Brussel Hoofdstad die overeenstemt met het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk gewest;

2° de zone van de provincie Waals Brabant die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Waals Brabant;

3° de zone van de provincie Namen, die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Namen;

4° de zone van de provincie Luik, die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Luik;

5° de zone van de provincie Luxemburg, die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Luxemburg;

6° de zone van de provincie Henegouwen, die overeenstemt met het grondgebied van de provincie Henegouwen.

Art. 183. § 1. In elke in artikel 182 bedoelde affectatiezone wordt een zonale affectatiecommissie opgericht.

De commissie brengt aan de Regering advies uit :

1° over de re-affectatie, de voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur binnen de zone van een in een wervingsambt vast benoemd lid van het werkliedenpersoneel, dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking;

2° over de re-affectatie binnen de zone van een tot de stage toegelaten lid van het werkliedenpersoneel, dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking;

3° over de wijziging van affectatie van een in een wervingsambt vast benoemd lid van het werkliedenpersoneel, dat een aanstelling in een andere instelling van de zone aanvraagt;

4° over de wijziging van affectatie wegens omstandigheden bedoeld in de artikels 238, § 1 en 239, § 1.

§ 2. De zonale commissie bestaat uit :

1° een door de Regering aangeduide voorzitter;

2° drie door de Regering aangeduide leden;

3° drie door de Regering aangeduide leden, op voorstel van de vakbonden die leden van het werkliedenpersoneel vertegenwoordigen van de onderwijsinstellingen, georganiseerd door de Franse Gemeenschap, waarbij elke organisatie minstens één vertegenwoordiger heeft;

4° drie vertegenwoordigers van de Regering met adviserende stem.

Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt het oudste aanwezige lid van de in alinea 1, 2 bedoelde leden de voorzitter.

Naast de drie in alinea 1, 2 bedoelde vaste leden duidt de Regering volgens dezelfde modaliteiten drie plaatsvervangende leden aan.

Naast de drie in alinea 1, 3 bedoelde vaste leden duidt de Regering volgens dezelfde modaliteiten drie plaatsvervangende leden aan.

Met een tweederde meerderheid kan de commissie de plaatsvervangende leden toestaan de vergadering met adviserende stem bij te wonen.

De Regering duidt de leden van elke zonale commissie aan voor een periode van vier jaar. Ingeval van overlijden of ontslag tijdens het mandaat, duidt de Regering een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voltooit.

§ 3. De commissie beslist bij absolute meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking der stemmen geeft de stem van de voorzitter de doorslag.

De commissie wordt bijgestaan door een secretaris die de Regering aanstelt uit de ambtenaren van minstens niveau 2 van de diensten van de Regering.

De Regering duidt volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangende secretaris aan.

De secretaris en de plaatsvervangende secretaris hebben geen medebeslissende stem.

De commissie vergadert de eerste helft van februari en de eerste helft van november. Op initiatief van de voorzitter kan ze bijkomende vergaderingen beleggen.

De commissie deelt de Regering binnen acht dagen na de vergadering haar advies mee.

Art. 184. § 1. Voor de zes in artikel 182 bedoelde zones wordt een interzonale affectatiecommissie opgericht.

De commissie versterkt de Regering advies over :

1° over de reffectatie, de voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur binnen de zone van een in een wervingsambt vast benoemd lid van het werkliedenpersoneel, dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking en binnen zijn zone niet kon worden gereffecteerd, noch voorlopig teruggeroepen in actieve dienst;

2° over de reffectatie van een tot de stage toegelaten lid van het werkliedenpersoneel, dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking en niet binnen de zone kon worden gereffecteerd;

3° over de wijziging van affectatie van een in een wervingsambt vast benoemd lid van het werkliedenpersoneel, dat een aanstelling in een andere instelling van de zone aanvraagt;

4° over de reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur en over de wijziging van affectatie van een lid van het werkliedenpersoneel benoemd in een bevorderingsambt;

over de wijziging van affectatie wegens omstandigheden bedoeld in de artikels 238, § 1 en 239, § 1.

§ 2. De interzonale commissie bestaat uit :

1° een voorzitter, met name de Directeur-generaal van de Algemene Directie van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap;

2° een ondervoorzitter, met name de adjunct-directeur van de Algemene Directie van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, die de voorzitter bij afwezigheid vervangt;

3° drie door de Regering aangeduide leden;

4° drie door de Regering aangeduide leden, op voorstel van de vakbonden die de leden van het werkliedenpersoneel van de door de Franse Gemeenschap opgerichte onderwijsinstellingen vertegenwoordigen, waarbij elke vakbond minstens één vertegenwoordiger heeft;

5° de directeur-generaal van de Algemene Directie van het verplicht onderwijs of de Algemene Directie van het niet-verplicht onderwijs en van het wetenschappelijk onderzoek, naargelang het geval, of zijn vertegenwoordiger met adviserende stem;

6° drie vertegenwoordigers van de Regering met adviserende stem.

Naast de drie in alinea 1, 2°, bedoelde vaste leden duidt de Regering volgens dezelfde modaliteiten drie plaatsvervangende leden aan.

Naast de drie in alinea 1, 3°, bedoelde vaste leden duidt de Regering volgens dezelfde modaliteiten drie plaatsvervangende leden aan.

De Regering duidt de leden van de interzonale commissie aan voor een periode van vier jaar. Ingeval van overlijden of ontslag tijdens het mandaat, duidt de Regering een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voltooit.

§ 3. De commissie beslist bij absolute meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking der stemmen geeft de stem van de voorzitter de doorslag.

De commissie wordt bijgestaan door een secretaris die de Regering aanstelt uit de ambtenaren van minstens niveau 2 van de diensten van de Regering.

De Regering duidt volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangende secretaris aan.

De secretaris en de plaatsvervangende secretaris hebben geen medebeslissende stem.

De commissie vergadert de tweede helft van februari en de tweede helft van november. Op initiatief van de voorzitter kan ze bijkomende vergaderingen beleggen.

De commissie deelt de Regering binnen acht dagen na de vergadering haar advies mee.

De commissie stelt een huishoudelijk reglement op, dat de Regering goedkeurt.

In samenwerking met de voorzitters van de zonale affectatiecommissies, stelt de commissie het huishoudelijk reglement van alle zonale commissies op. Dit wordt eveneens door de Regering goedgekeurd.

HOOFDSTUK III. — *Werving*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 185. Wervingsambten kunnen worden uitgeoefend door leden van het werkliedenpersoneel die tijdelijk aangesteld zijn, tot de proeftijd zijn toegelaten of vast benoemd zijn.

Art. 186. Zodra een betrekking vacant is brengt de directeur de Regering, de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie, evenals de voorzitter van de zonale affectatiecommissie waaronder zijn instelling valt op de hoogte. Deze laatste brengt de leden van de commissie die hij voorzit op de hoogte van de vacante betrekking.

Art. 187. Bij zijn indiensttreding legt het lid van het werkliedenpersoneel de eed af in handen van de directeur van de onderwijsinstelling waar hij wordt aangesteld.

De eed wordt afgelegd met de woorden bepaald door artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Het personeelslid ontvangt hiervan een bewijs.

Afdeling 2. — Tijdelijke aanstelling van leden van het werklidenpersoneel

Art. 188. Niemand kan tijdelijk aangesteld worden als hij op het ogenblik van de aanstelling niet de volgende voorwaarden vervult :

1° de Belgische nationaliteit bezitten of die van een andere lid-Staat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs in overeenstemming met de te begeven betrekking, zoals bepaald in artikel 181;

6° niet disciplinair geschorst zijn, disciplinair op non-actief geplaatst zijn of uit een betrekking van het werklidenpersoneel ontzet zijn;

7° niet ontslagen zijn wegens een ernstige fout, bepaald in artikel 192 en 205.

Bovendien kan niemand tijdelijk in een instelling worden aangesteld, wanneer de directeur van deze instelling de laatste twee schooljaren of academiejaren, over de betrokkene twee opeenvolgende ongunstige rapporten heeft opgesteld, conform artikel 190.

Art. 189. § 1. De leden van het werklidenpersoneel worden tijdelijk door de directeur aangesteld.

De tijdelijke aanstelling geschiedt door een schriftelijk contract dat de directeur ten laatste op de datum van de aanstelling aan het lid van het werklidenpersoneel overhandigt. De Regering stelt het model van het contract op.

De directeur stuurt een kopie van het contract naar de Algemene Directie van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Een tijdelijke aanstelling in een vacante betrekking eindigt wanneer het vast benoemde lid van het werklidenpersoneel of tot de proeftijd toegelaten lid van het werklidenpersoneel zijn functies in de betrokken betrekking weer opneemt.

Een tijdelijke aanstelling in een betrekking waarvan de titularis tijdelijk afwezig is, eindigt wanneer de betrokken titularis zijn functies weer opneemt.

Elke tijdelijke aanstelling in een wervingsambt geschiedt voor bepaalde duur. Ze eindigt op de vervaldatum vermeld in het aanstellingscontract en ten laatste de dag voor het begin van het schooljaar of academiejaar volgend op de datum van aanstelling.

§ 3. Vóór elke tijdelijke aanstelling wordt de betrekking naargelang het geval toegekend door reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur van een lid van het werklidenpersoneel, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, conform artikel 304 tot 306.

Art. 190. § 1. Nadat een lid van het tijdelijk werklidenpersoneel een dienstperiode van minstens zes maanden heeft volbracht, stelt de directeur van de instelling een gemotiveerd rapport op over de manier waarop het lid van het werklidenpersoneel zich van zijn taak kwijt. De Regering stelt het model van dit rapport op.

Dit rapport wordt het betrokken lid van het tijdelijk werklidenpersoneel ter visering voorgelegd en bij zijn dossier gevoegd. Wanneer het lid van het werklidenpersoneel meent dat de inhoud niet gegrond is, maakt hij daarvan melding in zijn visum.

§ 2. Onverminderd de toepassing van § 1 wordt elke tijdelijke verondersteld zijn taak naar behoren te vervullen, zolang de directeur geen ongunstig rapport over hem opstelt.

Art. 191. § 1. Onverminderd de bepalingen van paragraaf 5 kan een tijdelijk aangesteld lid van het werklidenpersoneel door middel van een gemotiveerde beslissing van de directeur ontslagen worden, mits een opzeggingstermijn waarvan de duur wordt bepaald conform alinea 2 tot 4, met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving.

Voor elke tijdelijke aanstelling voor een termijn gelijk aan of langer dan vijftien weken, bedraagt de duur van de opzeggingstermijn drie maanden wanneer het lid van het werklidenpersoneel minder dan 1800 dagen in dienst was in een betrekking van lid van het werklidenpersoneel van de onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschap.

De in bovenstaande alinea bedoelde termijn van drie maanden wordt verhoogd met drie maanden vanaf het begin van een nieuwe periode van 1800 dagen dienst in een betrekking van lid van het werklidenpersoneel van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Voor elke tijdelijke aanstelling voor een duur onder vijftien weken bedraagt de opzeggingstermijn 15 werkdagen.

Voor de berekening van het aantal dagen bedoeld in alinea 2 en 3;

1° worden alleen de werkelijke dagen dienst in aanmerking genomen die in de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap in een betrekking van lid van het werklidenpersoneel werden gepresteerd;

2° omvat het aantal dagen gepresteerd in een ambt met volledige prestaties alle dagen geteld vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken periodes dienstactiviteit, inbegrepen - indien ze in deze periode vallen - de jaarlijkse vakantie, het omstandigheidsverlof en verlof om persoonlijke redenen, zwangerschapsverlof en onthaalverlof bij adoptie en officieuze voogdij, zoals bepaald in artikel 285;

3° worden de effectief gepresteerde diensten in een ambt met onvolledige prestaties bestaande uit minstens de helft van het aantal vereiste uren voor een ambt met volledige dienstprestaties, op dezelfde grond in aanmerking genomen als de gepresteerde diensten in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal gepresteerde dagen in een ambt met onvolledige prestaties dat niet dit aantal uren omvat wordt met de helft verminderd;

4° mag het aantal gepresteerde dagen in twee of meer gelijktijdig uitgeoefende betrekkingen met onvolledige of volledige prestaties, nooit meer bedragen dan het aantal dagen gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties dat tijdens dezelfde periode uitgeoefend wordt.

In geen geval mag de duur van de opzeggingstermijn de duur van de nog lopende tijdelijke aanstelling overschrijden.

§ 2. Wanneer het ontslag niet uitsluitend verantwoord is door overwegingen van budgettaire aard vanwege de instelling, moet het lid van het werkliedenpersoneel vóór elke beslissing tot ontslag, uitgenodigd worden om gehoord te worden. De uitnodiging evenals de redenen waarom de directeur overweegt het lid van het werkliedenpersoneel te ontslaan moeten hem binnen acht werkdagen voor de hoorzitting ter kennis worden gebracht, ofwel door een aangetekende brief met ontvangstbewijs, ofwel door persoonlijke overhandiging van de brief met ontvangstbewijs. Op de hoorzitting mag het lid van het werkliedenpersoneel zich laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen uit de actieve of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordiger van een erkende vakbond. De procedure verloopt verder geldig wanneer het deugdelijk uitgenodigde lid van het werkliedenpersoneel niet op de hoorzitting verschijnt of er niet op vertegenwoordigd is.

§ 3. Elke beslissing met betrekking tot het ontslag door middel van opzegging van een lid van het tijdelijk aangesteld werkliedenpersoneel wordt genomen na voorafgaandelijk advies van het Basisoverlegcomité. In voorkomend geval wordt dit advies verstrekt na toepassing van de voorafgaandelijke procedure van de hoorzitting bedoeld in § 2.

§ 4. Wanneer een lid van het werkliedenpersoneel uitsluitend om redenen van budgettaire evenwicht van de instelling werd ontslagen en later in dezelfde instelling dient overgegaan te worden tot een tijdelijke aanstelling in dezelfde betrekking, wordt deze tijdelijke aanstelling prioritair aan dit lid van het werkliedenpersoneel aangeboden.

§ 5. Tenzij uitsluitend verantwoord door overwegingen in verband met het budgettaire evenwicht van de instelling mag een lid van het werkliedenpersoneel niet worden ontslagen in toepassing van deze bepaling, wanneer de aan het lid van het werkliedenpersoneel ter kennis gebrachte opzeggingstermijn berekend volgens § 1, eindigt tussen 30 juni en 31 augustus.

Art. 192. § 1. Elk lid van het werkliedenpersoneel kan wegens een ernstige fout zonder opzeggingstermijn worden ontslagen.

Als ernstige fout worden beschouwd : elk verzuim dat onmiddellijk en definitief elke samenwerking onmogelijk maakt tussen het lid van het werkliedenpersoneel en de directeur van de onderwijsinstelling waarin de betrokkene werkzaam is, of in voorkomend geval tussen het lid van het werkliedenpersoneel en de Hogeschool of Kunsthogeschool.

§ 2. Zodra de directeur kennis heeft van elementen die een ernstige fout kunnen uitmaken, nodigt de directeur het lid van het werkliedenpersoneel door middel van een aangetekende brief uit op een hoorzitting die ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na de verzending van de uitnodiging moet plaatsvinden. De procedure loopt verder wanneer het lid van het werkliedenpersoneel niet op de hoorzitting verschijnt of zich niet laat vertegenwoordigen.

Het lid van het werkliedenpersoneel mag zich op de hoorzitting laten vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen uit de actieve of gepensioneerde personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakbond.

§ 3. Wanneer na de in § 2 bedoelde hoorzitting of in afwezigheid van het lid van het werkliedenpersoneel of zijn vertegenwoordiger op de hoorzitting, de directeur van oordeel is dat er voldoende elementen op een ernstige fout wijzen, brengt hij het lid van het werkliedenpersoneel binnen drie werkdagen van zijn beslissing op de hoogte.

Het ontslag wordt gestaafd met het bewijs van de ten laste gelegde feiten. Het ontslag wordt het lid van het werkliedenpersoneel ter kennis gebracht door middel van een deurwaardersexploot, of door een aangetekende brief die van kracht wordt de derde werkdag volgend op de datum van verzending.

Art. 193. Een lid van het tijdelijk werkliedenpersoneel kan zijn ambt vrijwillig neerleggen mits een opzegging van acht werkdagen, ingaande op de dag van de kennisgeving.

Afdeling 3. — Toelating tot de proeftijd en stagiaires

Art. 194. § 1. Na de definitieve beëindiging van het dienstverband van een vast benoemd of tot de proeftijd toegelaten lid van het werkliedenpersoneel in een wervingsambt, gaat de Regering over tot de toelating tot de proeftijd van een tijdelijk aangesteld lid van het werkliedenpersoneel in dezelfde functie die hij op die datum uitoefent, op voorwaarde dat deze niet wordt uitgeoefend ter vervanging van een vast benoemd lid van het werkliedenpersoneel of een stagiair.

§ 2. Wanneer geen enkel lid van het werkliedenpersoneel voorkomt in de rangschikking opgesteld conform artikel 196, § 1 voor het in § 1 bedoelde ambt, wordt in voorkomend geval overgegaan tot de toelating tot de proeftijd in een betrekking van een ander wervingsambt waarvoor dezelfde loonschaal wordt toegekend.

Wanneer verscheidene andere wervingsambten recht geven op een gelijke loonschaal als deze voor het ambt uitgeoefend door het vast benoemde lid van het werkliedenpersoneel of de stagiair bedoeld in § 1, gaat de Regering over tot de toelating tot de proeftijd van het tijdelijk aangesteld lid van het werkliedenpersoneel, dat in de conform artikel 196, § 1 opgestelde rangschikking voor deze andere functies, de hoogste functieanciënniteit heeft en in geval van gelijke anciënniteit, de hoogste dienstanciënniteit.

§ 3. Toelating tot de proeftijd is uitgesloten wanneer de door het vast benoemde lid van het werkliedenpersoneel of de in § 1 bedoelde stagiair bezette betrekking kan worden toegekend door reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur in overeenstemming met de bepalingen die ter zake van toepassing zijn en wanneer de betrekking niet door wijziging van affectatie aan vast benoemde leden van het werkliedenpersoneel werd toegekend.

§ 4. De dotatie die krachtens de bepalingen van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt toegekend aan de instelling waar het lid van het werkliedenpersoneel conform dit artikel tot de proeftijd wordt toegelaten, wordt verminderd met een bedrag van 20.573,18 euro geïndexeerd volgens de index bepaald door het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. Deze vermindering wordt verricht in verhouding tot het saldo van het betrokken burgerlijk jaar, berekend op de datum van de toelating tot de proeftijd.

Deze toepassing van deze bepaling stopt op de datum waarop het lid van het werkliedenpersoneel in proeftijd zijn functies definitief neerlegt.

Art. 195. Niemand kan tot de proeftijd worden toegelaten als hij niet de volgende voorwaarden vervult :

1° de Belgische nationaliteit bezitten of die van een andere lid-Staat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;
- 5° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs in overeenstemming met het te begeven ambt, zoals bepaald in artikel 181;
- 6° niet disciplinair geschorst zijn, disciplinair op non-actief geplaatst zijn of uit een betrekking van het werkliedenpersoneel ontzet zijn;
- 7° niet ontslagen zijn wegens een ernstige fout, bepaald in artikelen 192 en 205.

Het lid van het werkliedenpersoneel met zwangerschapsverlof, ziekteverlof of in arbeidsongeschiktheid door een arbeidsongeval wordt tot de proeftijd toegelaten.

Art. 196. § 1. Voor elk wervingsambt van lid van het werkliedenpersoneel wordt op de centrale administratie van het Ministerie een rangschikking van de tijdelijke leden van het werkliedenpersoneel opgemaakt. De leden van het werkliedenpersoneel worden gerangschikt volgens hun functieanciënniteit binnen de onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Wanneer dient overgegaan te worden tot de toelating tot de proeftijd in een wervingsambt conform artikel 194, wordt deze toelating tot de proeftijd prioritair aangeboden aan het tijdelijke lid van het werkliedenpersoneel dat op het tijdstip waarop het vast benoemde lid van het werkliedenpersoneel of de in artikel 194, § 1, alinea 1 bedoelde stagiair definitief zijn functie neerlegt, voor de betrokken functie de hoogste functieanciënniteit heeft in de onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschap, en aan de voorwaarden voldoet.

Voor de toepassing van alinea 1 ingeval van gelijke functieanciënniteit, wordt voorrang verleend aan het lid van het werkliedenpersoneel dat op voornoemde datum de hoogste anciënniteit heeft in de onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschap.

Ingeval van gelijke functieanciënniteit en dienstanciënniteit, wordt voorrang verleend aan het oudste lid van het werkliedenpersoneel.

Wanneer het in alinea 1 bedoelde lid van het werkliedenpersoneel het ambt uitoefent dat aan verschillende onderscheiden instellingen dient toegekend te worden, wordt de toelating tot de proeftijd aangeboden in de onderwijsinstelling met het grootste volume prestaties die het lid van het werkliedenpersoneel in het kader van deze betrekking moet presteren. In geval van gelijk volume deelt het lid van het werkliedenpersoneel de Regering mee in welke onderwijsinstelling hij conform § 3 tot de proeftijd wil worden toegelaten.

§ 3. Het in § 2 bedoelde voorstel tot toelating tot de proeftijd waarvan de Regering het model opstelt, wordt het tijdelijke lid van het werkliedenpersoneel per aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht, en wordt van kracht drie werkdagen na de datum van verzending. Het lid van het werkliedenpersoneel beschikt over een termijn van tien werkdagen om de Regering mee te delen of hij de toelating tot de proeftijd aanvaardt of weigert. Hij brengt de Regering per aangetekende brief met ontvangstbewijs op de hoogte van zijn beslissing.

Wanneer het lid van het werkliedenpersoneel zijn weigering toegelaten te worden tot de proeftijd in het voorgestelde ambt bekendmaakt, of niet binnen de gestelde termijn reageert, stelt de Regering de toelating tot de proeftijd voor aan het tijdelijke lid van het werkliedenpersoneel dat onmiddellijk volgt op de rangschikking en aan de voorwaarden voldoet, dit volgens dezelfde modaliteiten als in alinea 1.

Art. 197. § 1. Voor de berekening van de in artikel 196 bedoelde functieanciënniteit :

1° worden alleen de effectief gepresteerde dagen dienst in de onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschap in een ambt waarin een betrekking te begeven is;

2° omvat het aantal dagen gepresteerd in een ambt met volledige prestaties, alle dagen geteld vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken periodes dienstactiviteit, inbegrepen - wanneer ze in deze periode vallen - de jaarlijkse vakantie, het omstandigheidsverlof en verlof om persoonlijke redenen, zwangerschapsverlof en onthaalverlof bij adoptie en officieuze voogdij, zoals bepaald in artikel 285;

3° worden de effectief gepresteerde dagen dienst in een ambt met onvolledige prestaties bestaande uit minstens de helft van het aantal vereiste uren voor een ambt met volledige prestaties, op dezelfde grond in aanmerking genomen als de gepresteerde diensten in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal gepresteerde dagen in een ambt met onvolledige prestaties dat niet dit aantal uren omvat, wordt met de helft verminderd;

4° mag het aantal gepresteerde dagen in twee of meer gelijktijdig uitgeoefende ambten met onvolledige of volledige prestaties het aantal dagen gepresteerd in een ambt met volledige prestaties uitgeoefend tijdens dezelfde periode niet overschrijden.

§ 2. Voor de berekening van de in artikel 196 bedoelde dienstanciënniteit :

1° worden alleen de effectief gepresteerde dagen in de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap in een ambt van lid van het werkliedenpersoneel in aanmerking genomen;

2° zijn de bepalingen van § 1, 2° tot 4° van toepassing.

Art. 198. Het lid van het werkliedenpersoneel wordt tot de proeftijd toegelaten en door de Regering in een onderwijsinstelling opgericht door de Franse Gemeenschap aangesteld, de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij zijn aanvaarding conform artikel 196, § 3, heeft ter kennis gebracht.

Het lid van het werkliedenpersoneel wordt voltijds tot de proeftijd toegelaten.

Het besluit tot toelating tot de proeftijd wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

Art. 199. § 1. De proeftijd loopt over zes maanden. De proeftijd kan echter met maximum twee maanden verlengd worden, op gemotiveerd voorstel van de directeur van de onderwijsinstelling waar het lid van het werkliedenpersoneel is aangesteld.

§ 2. Voor de berekening van de duur van de verrichte proeftijd, worden alle periodes die de stagiair in actieve dienst was in aanmerking genomen.

Art. 200. Op het einde van de stage stelt de directeur een gemotiveerd rapport op over de wijze waarop de stagiair zijn opdracht heeft vervuld. De Regering stelt het model van het rapport op.

Dit rapport leidt tot een gemotiveerd voorstel tot vaste benoeming van de stagiair of tot een gemotiveerde verlenging van de proeftijd, of tot een gemotiveerd voorstel tot ontslag.

De betrokken stagiair ontvangt een duplicaat van dit rapport.

Hij viseert en dateert het rapport binnen twee werkdagen na overhandiging van het rapport.

Wanneer hij het niet gegrond acht, maakt hij hiervan melding in zijn visum.

Het rapport wordt bij het persoonlijk dossier van de stagiair gevoegd.

Art. 201. Zelfs bij ontstentenis van voorstel tot vaste benoeming wordt de stagiair die zijn proeftijd heeft beëindigd, vast benoemd in het ambt met volledige prestaties waarvoor hij tot de proeftijd was toegelaten, en dit vanaf de datum van het einde van de proeftijd, tenzij zijn ontslag of de verlenging van de proeftijd werd voorgesteld conform artikel 200, 202 en 205.

De stagiair die zijn proeftijd heeft volbracht wordt eveneens vast benoemd in het ambt met volledige prestaties waarvoor hij tot de proeftijd was toegelaten, en dit vanaf de datum van het einde van de proeftijd, wanneer de Regering na beroep van de stagiair het voorstel tot ontslag of tot verlenging van de proeftijd niet heeft bekrachtigd.

De stagiair met zwangerschapsverlof, ziekteverlof of in arbeidsongeschiktheid door een arbeidsongeval wordt vast benoemd.

Art. 202. § 1. Mits een opzegging van drie maanden kan de stagiair tijdens de proeftijd of na de proeftijd op gemotiveerd voorstel van de directeur worden ontslagen.

Vóór elk voorstel tot ontslag moet het lid van het werkliedenpersoneel uitgenodigd worden om gehoord te worden. De uitnodiging tot de hoorzitting evenals de redenen waarom de directeur het ontslag van het lid van het werkliedenpersoneel vraagt moeten hem vijf werkdagen voor de datum van de hoorzitting ter kennis gebracht zijn door middel van een aangetekende brief met ontvangstbewijs of door persoonlijke overhandiging van een brief met ontvangstbewijs. Het lid van het werkliedenpersoneel mag zich op de hoorzitting laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen uit de actieve of gepensioneerde leden van het personeel van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordiger van een erkende vakbond. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het deugdelijk uitgenodigde lid van het werkliedenpersoneel niet op de hoorzitting verschijnt of zich niet laat vertegenwoordigen.

§ 2. Het voorstel tot ontslag wordt de stagiair dezelfde dag waarop het wordt opgesteld, voorgelegd.

De stagiair viseert en dateert het voorstel en dient het binnen tien werkdagen na de dag waarop hij het heeft ontvangen weer in. Wanneer hij meent dat dit voorstel niet gegrond is, maakt hij hiervan melding in zijn visum, dateert het en dient het binnen dezelfde termijn weer in.

De procedure loopt verder wanneer de stagiair weigert het voorstel te ondertekenen.

Art. 203. § 1. De stagiair tegen wie een gemotiveerd voorstel tot ontslag of verlenging van de proeftijd wordt geformuleerd, kan binnen tien werkdagen na de kennisgeving van het voorstel, via de hiërarchische weg een schriftelijk bezwaarschrift indienen bij de Regering.

Onmiddellijk na ontvangst van het bezwaarschrift stuurt de Regering de klacht naar de Raad van Beroep. Deze brengt binnen een maximum termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift advies uit aan de Regering.

De Regering beslist binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van Beroep of van het dossier dat haar onttrokken is.

§ 2. Wanneer de stagiair na zijn proeftijd beroep aantekent tegen het voorstel tot ontslag of verlenging van de proeftijd, blijft de betrekking waarvoor hij zich kandidaat stelde vacant tot de Regering uitspraak heeft gedaan.

Art. 204. Ingeval van ontslag worden de tijdens de proeftijd gepresteerde dagen gelijkgesteld met dagen gepresteerd als tijdelijk lid van het werkliedenpersoneel.

Art. 205. § 1. Elke stagiair kan zonder opzeggingstermijn worden ontslagen wegens een ernstige fout.

Als ernstige fout wordt beschouwd : elk verzuim dat onmiddellijk en definitief elke samenwerking onmogelijk maakt tussen het lid van het werkliedenpersoneel en de directeur van de onderwijsinstelling waarin de betrokkene werkzaam is, of in voorkomend geval tussen het lid van het werkliedenpersoneel en de Hogeschool of Kunsthogeschool.

§ 2. Zodra de directeur kennis heeft van elementen die een ernstige fout kunnen uitmaken, nodigt de directeur het lid van het werkliedenpersoneel door middel van een aangetekende brief uit op een hoorzitting die ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na de verzending van de uitnodiging moet plaatsvinden. De procedure loopt verder wanneer het lid van het werkliedenpersoneel niet op de hoorzitting verschijnt of zich niet laat vertegenwoordigen.

Het lid van het werkliedenpersoneel mag zich op de hoorzitting laten vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen uit de actieve of gepensioneerde personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakbond.

§ 3. Wanneer na de hoorzitting of in afwezigheid van het lid van het werkliedenpersoneel of zijn vertegenwoordiger op de hoorzitting, de directeur van oordeel is dat er voldoende elementen op een ernstige fout wijzen, stuurt hij onmiddellijk het voorstel tot ontslag naar de regering, die vervolgens binnen drie werkdagen vanaf de verzending van het voorstel beslist.

Het ontslag wordt gestaafd met het bewijs van de ten laste gelegde feiten. Het ontslag wordt het lid van het werkliedenpersoneel ter kennis gebracht door middel van een deurwaardersexploot, of een aangetekende brief die van kracht wordt de derde werkdag volgend op de datum van verzending.

Art. 206. Een stagiair kan vrijwillig zijn ambt neerleggen mits een vooropzegging van vijftien werkdagen ingaande op de dag van de kennisgeving.

Afdeling 4. — Vaste benoeming van de leden van het werkliedenpersoneel

Art. 207. De leden van het werkliedenpersoneel worden vast benoemd door de Regering en aangesteld in een onderwijsinstelling van de Franse Gemeenschap.

Het Benoemingsbesluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

Art. 208. Een lid van het werkliedenpersoneel wordt vast benoemd in een ambt met volledige prestaties en aangesteld in één enkele instelling.

Art. 209. Een vast benoemd lid van het werkliedenpersoneel mag dit ambt niet cumuleren met een ander ambt waarvoor hij vroeger werd benoemd.

Art. 210. § 1. Alle vast benoemde leden van het werkliedenpersoneel die titularis zijn van een wervingsambt kunnen op hun verzoek in dit ambt een wijziging van affectatie verkrijgen :

1° in een vacante betrekking in een andere instelling van de zone;

2° in een vacante betrekking in een andere zone.

Deze wijziging van affectatie wordt van kracht op de eerstvolgende 1 juli.

§ 2. Het lid van het werkliedenpersoneel dat een wijziging van affectatie wenst in een andere instelling van dezelfde zone, stuurt in de loop van de maand januari een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag per aangetekende brief naar de Regering. Hij stuurt binnen dezelfde termijn een kopie naar de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie.

De Regering verleent de wijziging van affectatie slechts na gunstig advies van voornoemde commissie.

§ 3. Het lid van het werkliedenpersoneel dat een wijziging van affectatie wenst in een andere zone, stuurt in de loop van de maand januari een door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerde aanvraag per aangetekende brief naar de Regering. Hij stuurt binnen dezelfde termijn een kopie naar de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

De Regering verleent de wijziging van affectatie slechts na gunstig advies van voornoemde commissie.

HOOFDSTUK IV. — Beoordeling

Art. 211. De beoordeling is verplicht voor ieder vast benoemd lid van het arbeiderspersoneel.

Zij heeft tot doel de vaardigheden en de verdienste van het lid van het arbeiderspersoneel te bepalen.

Art. 212. Het beoordelingsdossier dat voor ieder lid van het arbeiderspersoneel bijgehouden wordt door het hoofdbestuur van het Ministerie, bevat uitsluitend :

1° de verslagen over de wijze waarop het lid van het arbeiderspersoneel zijn taak vervuld heeft toen hij een tijdelijke benoeming had;

2° het eindverslag van de stage bedoeld in artikel 200;

3° de beoordelingsstaten met daarbij de persoonlijke fiches;

4° de staat van de tuchtstraffen en de staat van de beslissingen tot doorhaling van straffen.

Art. 213. Met uitzondering van de staat van de tuchtstraffen en de staat van de beslissingen tot doorhaling wordt ieder stuk door het lid van het arbeiderspersoneel geïllustreerd voordat het bij het beoordelingsdossier wordt gevoegd.

Alle stukken worden genummerd en vermeld in een inventaris.

Art. 214. Voor het opmaken of de eventuele wijziging van de beoordeling wordt een persoonlijke fiche bijgehouden. Zij geeft het exacte relaas van de concrete, nauwkeurige gunstige of ongunstige bevindingen die betrekking hebben op de uitoefening van het ambt of het privé-leven in zijn verband met het ambt.

Art. 215. Elk feitenrelaas op de persoonlijke fiche wordt aan het betrokken lid van het arbeiderspersoneel voorgelegd op het moment dat de directeur het op deze fiche optekent.

Nadat het lid van het arbeiderspersoneel de persoonlijke fiche, in aanwezigheid van de directeur gelezen heeft, viseert hij dit document en ontvangt een kopie. De procedure voor het opmaken van de beoordeling loopt verder als het lid van het arbeiderspersoneel weigert om de persoonlijke fiche te viseren.

Acht het lid van het arbeiderspersoneel dit feitenrelaas ongegrond, dan dient hij binnen tien werkdagen een gemotiveerd bezwaarschrift in, waarvan hem de ontvangst gemeld wordt; genoemd bezwaarschrift wordt bij de persoonlijke fiche gevoegd.

Ieder lid van het arbeiderspersoneel mag aan de directeur vragen dat een gunstig feit op zijn persoonlijke fiche wordt opgetekend.

Art. 216. De beoordeling zelf wordt op een beoordelingsstaat opgetekend. Zij bestaat in een van de onderstaande vermeldingen : « Zeer goed », « Goed » en « Onvoldoende ».

De beoordeling moet gemotiveerd worden op de beoordelingsstaat die door het betrokken lid van het arbeiderspersoneel geïllustreerd wordt.

Als er geen beoordelingsstaat bestaat, wordt ieder lid van het arbeiderspersoneel geacht de vermelding « Goed » te hebben gekregen.

Art. 217. Elke vermelding heeft betrekking op het school- of academiejaar op het einde waarvan deze vermelding werd toegekend of behouden.

De beoordelingsstaat wordt, als daar reden toe is, opgemaakt door de directeur tussen 15 en 31 mei van elk school- of academiejaar. De beoordeling wordt jaarlijks verlengd indien, sinds het toekennen van de laatste beoordeling, geen enkel gunstig of ongunstig nieuw feit op de persoonlijke fiche werd opgetekend.

Het toekennen van de vermelding « onvoldoende » geeft aanleiding tot een nieuwe beoordeling in het school- of academiejaar dat volgt op het jaar waarin deze vermelding werd toegekend.

Op om het even welk ogenblik wordt een nieuwe beoordelingsstaat opgemaakt voor ieder lid van het arbeiderspersoneel dat erom verzoekt, indien zich sinds het toekennen van de laatste beoordeling feiten hebben voorgedaan die deze beoordeling kunnen veranderen.

Per jaar wordt er niet meer dan één beoordelingsstaat toegekend.

Art. 218. De beoordeling wordt toegekend door de directeur van de onderwijsinstelling ingericht door de Franse Gemeenschap, waar het lid van het arbeiderspersoneel is aangesteld.

Art. 219. Zo nodig wint de directeur de voor het opmaken van de beoordelingsstaat noodzakelijk geachte inlichtingen in bij de directeur(s) van de onderwijsinstelling(en) die wordt (worden) ingericht door de Franse Gemeenschap waar het lid van het arbeiderspersoneel aangesteld was tijdens het school- of academiejaar waarvoor hij de beoordeling opmaakt.

Art. 220. De beoordelingsstaat wordt door de directeur aan het lid van het arbeiderspersoneel voorgelegd. Een kopie van deze beoordelingsstaat moet aan het betrokken lid van het arbeiderspersoneel overhandigd worden. Deze laatste viseert en dateert het originele stuk binnen de termijn van twee werkdagen. De procedure loopt verder als het lid van het arbeiderspersoneel weigert om het stuk te viseren of het niet teruggeeft nadat hij het binnen de vastgestelde termijn geviserd heeft.

Oordeelt het lid van het arbeiderspersoneel dat de hem toegekende vermelding niet gegrond is, dan viseert hij de beoordelingsstaat onder voorbehoud en dient binnen de termijn van tien werkdagen een gemotiveerd bezwaarschrift in bij de directeur. Bedoeld bezwaarschrift wordt bij de beoordelingsstaat gevoegd.

Binnen de vijftien werkdagen na ontvangst van het bezwaarschrift geeft de directeur het betrokken lid van het arbeiderspersoneel kennis van zijn definitieve beslissing.

Deze laatste viseert de beoordelingsstaat en heeft het recht binnen de twintig werkdagen die volgen op de ontvangst van deze kennisgeving, langs hiërarchische weg, een klacht neer te leggen bij de raad van beroep. De raad van beroep dient binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van ontvangst, de Regering van advies.

De Regering beslist en kent de beoordeling toe binnen de termijn van een maand ingaande op de datum van ontvangst van het advies van de raad van beroep of van het dossier van de zaak die niet meer bij de raad aanhangig is.

Art. 221. Geen enkele aanbeveling, van welke aard ook, mag in het beoordelingsdossier worden opgenomen.

Elk lid van de het arbeiderspersoneel mag, op welk ogenblik ook, kennis nemen van zijn beoordelingsdossier.

Art. 222. De beoordelingsstaat en de persoonlijke fiche worden opgesteld volgens de modellen die door de Regering werden vastgelegd.

Bevordering

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 223. De benoeming in een bevorderingsambt kan enkel geschieden indien het te begeven ambt vacant is.

Een vacante betrekking voor een bevorderingsambt kan slechts door bevordering worden toegewezen als deze niet door reffectatie toegewezen werd aan de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde leden van het arbeiderspersoneel, die in het bevorderingsambt waartoe de te begeven betrekking behoort, vast benoemd zijn. Een vacante betrekking voor een bevorderingsambt kan alleen maar door bevordering toegewezen worden als deze niet door een verandering van aanstelling toegewezen werd.

Art. 224. Ten minste een maal per jaar worden de vacante betrekkingen van de te begeven bevorderingsambten ter kennis gebracht van de leden van het arbeiderspersoneel door middel van een oproep tot de kandidaten gepubliceerd in het Belgische Staatsblad.

Deze bekendmaking verduidelijkt de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen evenals de vorm en de termijn waarin de kandidatuur gesteld moet worden.

Art. 225. § 1. Elk lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is in een bevorderingsambt kan, op zijn verzoek, een verandering van aanstelling bekomen in een andere vacante betrekking van zijn ambt.

Deze verandering van aanstelling wordt van kracht op 1 juli eerstkomend.

§ 2. Het lid van het arbeiderspersoneel dat een verandering van aanstelling wenst te bekomen in een andere instelling van dezelfde zone of van een andere zone, dient in de loop van de maand januari per aangetekend schrijven bij de Regering een verzoek in, dat gemotiveerd wordt door buitengewone omstandigheden. Hij stuurt binnen dezelfde termijn een kopie naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De Regering kent de verandering van aanstelling pas toe op voorwaarde dat bovengenoemde commissie een gunstig advies uitbrengt.

Art. 226. De leden van het arbeiderspersoneel worden door de Regering benoemd in een bevorderingsambt.

Art. 227. Kunnen alleen in een bevorderingsambt benoemd worden de leden van het arbeiderspersoneel die hun kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald in de oproep tot de kandidaten.

Art. 228. Niemand kan worden benoemd in een bevorderingsambt indien hij op het moment van de benoeming niet beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

1° een ambt met volledige dienstprestaties uitoefenen in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° ten minste tien jaar dienstanciënniteit tellen;

3° ten minste zes jaar ambtsanciënniteit tellen;

4° in de loop van de vorige vijf school- of academiejaren geen tuchtstraf gekregen hebben;

5° in de laatste beoordelingsstaat ten minste de vermelding « Goed » gekregen hebben;

6° geklasseerd zijn op een van de eerste drie plaatsen van de lijst van kandidaten die wordt voorgesteld door de bevorderingscommissie bedoeld in artikel 230;

7° in een onderwijsinstelling ingericht door de Franse Gemeenschap vast benoemd zijn in een van de wervingsambten uit onderstaande tabel, die zijn aangeduid met het oog op de toe te kennen bevordering.

Bevorderingsambten : Wervingsambten waarin de leden van het arbeiderspersoneel vast benoemd moeten zijn om toegang te hebben tot het ambt dat wordt aangeduid in de eerste kolom.

Eerste geschoold arbeider voor onderhoud - ploegbaas : Geschoold arbeider voor onderhoud

Eerste kok - ploegbaas : Kok

Eerste geschoold arbeider - ploegbaas : geschoold arbeider

Eerste hersteller - ploegbaas : hersteller

Magazijnbeheerder : geschoold arbeider voor onderhoud, kok, geschoold arbeider, gieter

Art. 229. § 1. Voor het berekenen van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 228, 2° :

1° komen alle werkelijke diensten in aanmerking die het lid van het arbeiderspersoneel, in welke hoedanigheid dan ook, gepresteerd heeft in onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap, in een ambt van lid van het arbeiderspersoneel;

2° komt de duur van deze diensten die gepresteerd werden in de hoedanigheid van tijdelijk lid van het arbeiderspersoneel in een ambt met volledige of onvolledige dienstprestaties, overeen met het aantal dagen gerekend van het begin tot het einde van de ononderbroken periodes van actieve dienst, met inbegrip van de jaarlijkse vakantie, het verlof voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden, het zwangerschapsverlof en het verlof voor onthaal wegens adoptie of officieuze voogdij zoals bepaald in artikel 285, indien zij in deze periodes vallen;

3° wordt de duur van de diensten gepresteerd als stagiair of als lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is in een ambt met volledige dienstprestaties, berekend in kalendermaanden, hierbij worden diensten van minder dan een maand niet meegeteld;

4° worden de toegelaten diensten die gepresteerd werden tijdens de maand waarin het lid van het arbeiderspersoneel voor de eerste maal aangesteld is in een hoedanigheid die niet tijdelijk is, beschouwd als gepresteerd onder tijdelijke benoeming;

5° telt een maand dertig dagen;

6° worden de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dienstprestaties die ten minste de helft van de dienstprestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dienstprestaties, op dezelfde wijze in rekening gebracht als de diensten die gepresteerd werden in een ambt met volledige dienstprestaties;

Het aantal dagen gepresteerd in een ambt met onvolledige dienstprestaties die minder dan de helft van de dienstprestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dienstprestaties, wordt door twee gedeeld.

7° mag de duur van de diensten die gepresteerd werden in twee of meerdere betrekkingen met volledige of onvolledige dienstprestaties die tegelijkertijd uitgeoefend werden, nooit meer zijn dan de duur van de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties uitgeoefend in dezelfde periode;

8° mag de duur van de toegelaten diensten van het lid van het arbeiderspersoneel nooit meer zijn dan twaalf maanden voor een kalenderjaar.

§ 2. Voor het berekenen van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 228, 3° :

1° komen in aanmerking alle werkelijke diensten die het lid van het arbeiderspersoneel, in welke hoedanigheid dan ook, gepresteerd heeft in onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap in de ambten die het mogelijk maken om toegang te hebben tot het te begeven bevorderingsambt;

2° zijn toepasbaar de bepalingen van § 1, 2° tot 8°.

Afdeling 2. — Bevorderingscommissie

Art. 230. Een bevorderingscommissie wordt samengesteld telkens er een lijst van kandidaten voor een bevorderingsambt moet worden voorgesteld.

Art. 231. § 1. De bevorderingscommissie die belast is met de voorstelling van de kandidaten wordt samengesteld als volgt :

1° een voorzitter aangewezen door de Regering onder de ambtenaren van de diensten van de Regering, die houder zijn van ten minste rang 15;

2° drie leden aangewezen door de Regering onder de ambtenaren van de diensten van de Regering, die houder zijn van ten minste rang 12;

3° drie leden aangewezen door de Regering;

4° drie leden aangewezen door de Regering op voorstel van de representatieve vakverenigingen die de leden van het arbeiderspersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, waarbij elk van de organisaties ten minste over één vertegenwoordiger beschikt.

§ 2. Voor ieder lid van elke bevorderingscommissie wordt een plaatsvervangend lid aangewezen, dat gekozen wordt volgens dezelfde criteria als het werkend lid dat hij vervangt. De Regering wijst een plaatsvervangende voorzitter aan volgens dezelfde modaliteiten.

Art. 232. Elke commissie wordt bijgestaan door een secretaris aangewezen door de Regering onder de ambtenaren van de diensten van de Regering die tot ten minste niveau 2 behoren.

De Regering wijst volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangende secretaris aan.

De secretaris en de plaatsvervangende secretaris zijn niet stemgerechtigd.

Art. 233. De samenstelling van de bevorderingscommissies wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Het mandaat van de leden van de commissie is kosteloos; reis- en verblijfsvergoedingen kunnen hun evenwel worden toegestaan volgens de reglementsbevestigingen terzake.

Art. 234. Een lid van de commissie mag niet zetelen als de kandidaat voor een bevorderingsambt zijn echtgenoot, samenwonende partner, bloed- of aanverwant is of deze van zijn echtgenoot of van zijn samenwonende partner in een graad beneden de vijfde, of als bovengenoemde kandidaat lid is van het arbeiderspersoneel van de onderwijsinstelling waar het lid van de commissie zijn ambt uitoefent.

In dit geval zetelt het lid dat hem vervangt.

De commissie beraadslaagt geldig als ten minste twee derde van haar leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen door middel van geheime stemming en met gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij pariteit van stemmen wordt de stemming beschouwd als gunstig voor de kandidaten.

Art. 235. Voor de rangschikking van de kandidaten houdt de bevorderingscommissie rekening met hun dienstanciënniteit, hun ambtsanciënniteit, hun beoordelingsstaten, hun bekwaamheidscertificaten en hun bijzondere verdiensten die verband houden met het uitgeoefende ambt en/of het te begeven ambt.

Er wordt eveneens rekening gehouden met de tuchtstraffen die de kandidaat gekregen heeft in de mate waarin deze niet werden doorgehaald.

De kandidaten zijn verplicht om zelf te zorgen voor de bewijsstukken die hun bijzondere verdiensten aantonen.

HOOFDSTUK VI. — *Vast benoemde leden of stagiairs van het arbeiderspersoneel die slachtoffer zijn van een gewelddaad*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 236. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet verstaan worden onder « gewelddaad » iedere fysieke en/of psychologische aanslag gepleegd met kwaad opzet, elke agressie van racistische, religieuze of seksistische aard tegen een vast benoemd lid of stagiair van het arbeiderspersoneel evenals elke beschadiging van zijn goederen door ofwel een leerling, ofwel een derde op aansporing van of met medeplichtigheid van deze laatste, ofwel door een familielid van de leerling of iedere persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienstuitoefening van het lid van het arbeiderspersoneel of hiermee in rechtstreeks verband staand, ofwel door eender welke andere persoon die niet behoort tot het personeel van de instelling voor zover dat door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad in rechtstreeks verband staat met de dienstuitoefening.

Onder « lid van het arbeiderspersoneel dat slachtoffer is van een gewelddaad » wordt verstaan het vast benoemd lid of de stagiair van het administratief personeel, dat erkend is als slachtoffer van een werkongeval voortvloeiend uit de daad beschreven in alinea 1 door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadeloosstelling, ten voordele van de personeelsleden van de overheidssector voor de schade voortvloeiend uit werkongevallen en ongevallen die zich voordoen op weg naar het werk.

Artikelen 238 en 239 zijn alleen maar van toepassing voor zover het slachtoffer bij de rechterlijke instanties een klacht heeft ingediend.

Wanneer de gewelddaad buiten de instelling gepleegd werd, zal de prioriteitsaanvraag alleen maar in aanmerking genomen worden voor zover de dader van de gewelddaad geïdentificeerd kon worden.

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de hogescholen en de hogescholen voor kunst ingericht door de Franse Gemeenschap en ook niet op het Hoger Instituut voor Architectuur ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 237. § 1. Het lid van het arbeiderspersoneel dat slachtoffer is van een gewelddaad, kan gebruik maken van het dispositief beschreven in deel 2 als hij toegelaten is tot de stage, of van het dispositief beschreven in deel 3 als hij vast benoemd is.

§ 2. In het geval dat hij niet tijdelijk arbeidsongeschikt verklaard werd door de administratieve gezondheidsdienst en met uitzondering van het geval van een behoorlijk bewezen overmacht, dient het lid van het arbeiderspersoneel bedoeld in § 1 zijn verzoek in, per aangetekend schrijven met een ontvangstbewijs, om gebruik te maken van het dispositief beschreven in deel 2 en deel 3, binnen een termijn van één maand te tellen vanaf de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, en richt het, afhankelijk van het geval, aan het Directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of aan het Directoraat-generaal van het niet-verplicht onderwijs, die nakijken of aan de voorwaarden werd voldaan.

Binnen dezelfde termijn stuurt hij ook per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een kopie van dit verzoek naar zijn directeur.

In het geval dat het lid van het arbeiderspersoneel tijdelijk arbeidsongeschikt verklaard werd door de administratieve gezondheidsdienst, dient hij het verzoek bedoeld in alinea 1 in, binnen een termijn van een maand te tellen vanaf de dag dat hij zijn ambt opnieuw uitoefent.

Het verzoek geeft aan in welke zones het lid van het arbeiderspersoneel zijn ambt verkiest uit te oefenen.

Een kopie van de klacht bedoeld in artikel 236 wordt bijgevoegd evenals een kopie van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadeloosstelling, ten voordele van de personeelsleden van de overheidssector, voor de schade voortvloeiend uit werkongevallen en ongevallen die zich voordoen op weg naar het werk.

§ 3. Binnen acht werkdagen na de ontvangst van het verzoek bedoeld in § 2, brengt, afhankelijk van het geval, het Directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het Directoraat-generaal van het niet-verplicht onderwijs advies uit aan de Regering. Een kopie van dit advies wordt zowel aan de directeur als aan het betrokken lid van het arbeiderspersoneel bezorgd.

De beslissing tot toekenning van het dispositief bedoeld in onderhavig hoofdstuk wordt binnen acht werkdagen door de Regering genomen. Deze beslissing wordt onmiddellijk bekendgemaakt aan de directeur en het betrokken lid van het arbeiderspersoneel.

Afdeling 2. — Recht op wijziging van aanstelling wegens omstandigheden van de leden van het arbeiderspersoneel toegelaten tot de stage

Art. 238. § 1. Het lid van het arbeiderspersoneel toegelaten tot de stage kan een wijziging van aanstelling wegens omstandigheden aanvragen naar een andere instelling van dezelfde zone of van een andere zone, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in deel 1.

Het verzoek bedoeld in artikel 237, § 2 geeft weer in welke aanstellingszone(s) het lid van het arbeiderspersoneel vraagt om gebruik te maken van de wijziging van aanstelling wegens omstandigheden evenals in welke instelling(en) hij wenst aangesteld te worden.

Dit verzoek kan eender wanneer ingediend worden; gelijktijdig wordt een kopie van dit verzoek overgemaakt aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie(s) en zo nodig aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De betrokken zonale aanstellingscommissie(s) en zo nodig de interzonale aanstellingscommissie, stelt (stellen) aan de Regering de wijzigingen van aanstelling wegens omstandigheden voor, die zij, met inachtneming van § 2, het meest gepast vindt (vinden).

§ 2. De Regering kent een wijziging van aanstelling wegens omstandigheden toe aan het lid van het arbeiderspersoneel genoemd in onderhavig deel :

1° naar iedere beschikbare vacante betrekking van hetzelfde ambt, rekening houdend met de voorkeur betreffende de zone die meegedeeld werd in het verzoek bedoeld in § 1;

of

2° naar iedere beschikbare vacante betrekking van hetzelfde ambt dat reeds bekleed wordt door een vast benoemd lid van het arbeiderspersoneel dat aanvaardt om met hem te wisselen, rekening houdend met de voorkeur betreffende de zone die meegedeeld werd in het verzoek bedoeld in § 1.

§ 3. De Regering brengt aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie een kopie over van de akte van wijziging van aanstelling wegens omstandigheden.

In het geval dat het lid van het arbeiderspersoneel een wijziging van aanstelling wegens omstandigheden bekomt naar een instelling die behoort tot een andere zone dan deze van de instelling waar hij slachtoffer geworden is van een gewelddaad, maakt de Regering ook een kopie van de akte van wijziging van aanstelling wegens omstandigheden over aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

Afdeling 3. — Recht op wijziging van aanstelling wegens omstandigheden van de vast benoemde leden van het arbeiderspersoneel

Art. 239. § 1. Het vast benoemde lid van het arbeiderspersoneel kan een wijziging van aanstelling wegens omstandigheden aanvragen naar een andere instelling van dezelfde zone of van een andere zone, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in deel 1.

Het verzoek bedoeld in artikel 237, § 2 geeft weer in welke aanstellingszone(s) het lid van het arbeiderspersoneel vraagt om gebruik te maken van de wijziging van aanstelling wegens omstandigheden evenals in welke instelling(en) hij wenst aangesteld te worden.

Het verzoek bedoeld in voorafgaande alinea's kan eender wanneer ingediend worden; gelijktijdig zal een kopie van dit verzoek overgemaakt worden aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie(s) en zo nodig aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

De betrokken zonale aanstellingscommissie(s) en zo nodig de interzonale aanstellingscommissie, stelt (stellen) aan de Regering de wijzigingen van aanstelling wegens omstandigheden voor, die zij, met inachtneming van § 2, het meest gepast vindt (vinden).

§ 2. De Regering kent een wijziging van aanstelling wegens omstandigheden toe aan het lid van het arbeiderspersoneel genoemd in onderhavig deel :

1° naar iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, voor een ononderbroken periode van ten minste vijftien weken of tot op het einde van het lopende school- of academiejaar, rekening houdend met de voorkeur betreffende de zone die meegedeeld werd in het verzoek bedoeld in § 1;

of

2° naar een beschikbare betrekking van hetzelfde ambt dat bekleed wordt door een vast benoemd lid van het arbeiderspersoneel dat aanvaardt om met hem te wisselen, rekening houdend met de voorkeur betreffende de zone die meegedeeld werd in het verzoek bedoeld in § 1.

§ 3. De Regering brengt aan de voorzitter van de betrokken zonale aanstellingscommissie een kopie over van de akte van wijziging van aanstelling wegens omstandigheden.

In het geval dat het lid van het arbeiderspersoneel een wijziging van aanstelling wegens omstandigheden bekomt naar een instelling die behoort tot een andere zone dan deze van de instelling waar hij slachtoffer geworden is van een gewelddaad, maakt de Regering ook een kopie van de akte van wijziging van aanstelling wegens omstandigheden over aan de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie.

§ 4. In afwijking van artikel 210, § 2 en § 3 kan het lid van het arbeiderspersoneel dat slachtoffer is van een gewelddaad, na 31 januari van het lopende school- of academiejaar waarin hij slachtoffer werd, een verzoek indienen tot wijziging van aanstelling voor het volgende school- of academiejaar of de reeds meegedeelde keuze van instelling(en) wijzigen op voorwaarde dat door bovengenoemde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt(en) te blijven uitoefenen in de instelling waar hij slachtoffer geworden is van een gewelddaad.

HOOFDSTUK VII. — *Tuchtregeling*

Art. 240. Aan de vast benoemde leden van het arbeiderspersoneel die hun plicht niet nakomen, kunnen de volgende tuchtstraffen worden opgelegd :

1° de terechtwijzing;

2° de berisping;

3° de afhouding op de wedde;

4° de schorsing bij tuchtmaatregel;

5° de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel;

6° de afzetting.

Art. 241. De terechtwijzing en de berisping vinden plaats op gemotiveerd voorstel ofwel van de directeur ofwel van de algemeen ambtenaar van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of de opperambtenaar die hij hiervoor gedelegeerd heeft, en worden uitgesproken door de Regering.

De andere tuchtstraffen vinden plaats op gemotiveerd voorstel van de algemeen ambtenaar van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of de opperambtenaar die hij hiervoor gedelegeerd heeft, en worden uitgesproken door de Regering.

Art. 242. De afhouding op de wedde mag niet uitgesproken worden voor meer dan drie maanden. Deze afhouding mag niet meer bedragen dan een vijfde van de wedde.

Art. 243. De schorsing bij tuchtmaatregel kan niet uitgesproken worden voor meer dan een jaar. De schorsing bij tuchtmaatregel heeft de halvering van de wedde tot gevolg.

Art. 244. De duur van de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel wordt bepaald door de overheid die de straf oplegt en kan niet minder zijn dan een jaar en ook niet meer dan vijf jaar.

Gedurende de eerste twee jaar geniet het lid van het arbeiderspersoneel wachtgeld dat gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Zonder dat het laatst vermelde bedrag mag worden overschreden, wordt het wachtgeld vervolgens vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat de betrokkene zou bekomen indien hij voortijdig in ruste was gesteld.

Het lid van het arbeiderspersoneel mag zijn wederopneming in het onderwijs aanvragen na het verstrijken van de helft van de duur van zijn straf.

Art. 245. Geen enkele straf mag voorgesteld worden zonder dat het lid van het arbeiderspersoneel vooraf gehoord werd of behoorlijk werd opgeroepen.

Tijdens het verhoor mag het lid van het arbeiderspersoneel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen uit de personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap die in actieve dienst of gepensioneerd zijn of een afgevaardigde van een erkende vakvereniging. De procedure gaat geldig verder als het lid van het arbeiderspersoneel dat behoorlijk opgeroepen werd, zich niet op het verhoor aanbiedt of er niet vertegenwoordigd wordt.

Art. 246. Geen enkele straf kan uitwerking hebben voor de periode die voorafgaat aan de uitspraak van deze straf.

Art. 247. Elke straf wordt in het beoordelingsdossier geschreven.

Art. 248. De strafvordering betreffende feiten waarvoor een tuchtvordering is ingesteld, schorst de tuchtvordering en de tuchtuitspraak.

De administratieve overheid alleen oordeelt over de toepassing van de tuchtstraffen, ongeacht de uitslag van de strafvordering.

Art. 249. Elk lid van het arbeiderspersoneel dat verzocht wordt om een over hem gedaan strafvoorstel te viseren, heeft het recht binnen de termijn van twintig werkdagen, ingaande op de datum waarop dit voorstel hem ter visering werd voorgelegd, langs hiërarchische weg beroep in te stellen bij de raad van beroep.

Heeft de verzoeker, binnen de gestelde termijn, geen beroep ingesteld, dan wordt het strafvoorstel rechtstreeks meegedeeld aan de tuchtoverheid.

Art. 250. Het door de belanghebbende geviseerde strafvoorstel, het door hem ingestelde beroep alsook de stukken betreffende zijn beoordeling worden aan de raad van beroep gezonden binnen de termijn van een maand, ingaande op de datum van de ontvangst van het beroep.

Art. 251. Behalve in het geval van strafvervolging moet de raad van beroep voor de beroepen aangetekend tegen eender welk strafvoorstel, binnen drie maanden na de ontvangst van het volledige dossier, een advies uitbrengen.

De Regering kan echter een advies dringend vragen. In dit geval mag de termijn echter niet minder dan een maand zijn.

De Regering neemt een beslissing binnen de termijn van een maand te tellen vanaf de ontvangst van het advies van de raad van beroep of van het dossier van de zaak die niet meer bij de raad aanhangig is.

Art. 252. De tuchtstraf wordt ambtshalve doorgehaald na een termijn van :

- 1° een jaar voor de terechtwijzing en de berisping;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde;
- 3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel.

De termijn bedoeld in alinea 1 begint te lopen vanaf de uitspraak van de tuchtstraf.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtstraf heeft de doorhaling tot gevolg dat de straf geen effect meer kan hebben met name op de rechten op toegang tot een bevorderingsambt. De tuchtstraf wordt in het beoordelingsdossier van het lid van het arbeiderspersoneel doorgehaald.

HOOFDSTUK VIII. — Raad van beroep

Art. 253. Bij het Ministerie wordt een raad van beroep van de leden van het arbeiderspersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap ingesteld, hieronder « de raad van beroep » genoemd.

Art. 254. De raad van beroep wordt geleid door de voorzitter en als hij afwezig is, door een plaatsvervangende voorzitter.

Art. 255. De raad van beroep is samengesteld uit :

1° een voorzitter aangewezen door de Regering onder de magistraten die in actieve dienst of gepensioneerd zijn, of onder de opperamtenaren van het Directoraat-generaal van het Personeel van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2° drie leden aangewezen door de Regering;

3° drie leden aangewezen door de Regering op voorstel van de representatieve vakverenigingen die de leden van het arbeiderspersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, waarbij iedere organisatie beschikt over ten minste een vertegenwoordiger;

4° een secretaris aangeduid onder de ambtenaren van de diensten van de Regering, die ten minste van niveau 2 + is.

Art. 256. Voor ieder werkend lid wijst de Regering twee plaatsvervangende leden aan volgens dezelfde modaliteiten als deze bedoeld in artikel 255, 2° en 3°.

Zij wijst eveneens twee plaatsvervangende voorzitters aan volgens dezelfde modaliteiten als deze bedoeld in artikel 255, 1°.

Zij wijst eveneens een plaatsvervangende secretaris aan volgens dezelfde modaliteiten als deze bedoeld in artikel 255, 4°.

Art. 257. De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden worden benoemd voor een periode van vier jaar.

Hun mandaat kan worden vernieuwd.

De plaatsvervanger voltooit het mandaat van diegene die hij vervangt.

Art. 258. De secretaris en de plaatsvervangende secretaris van de raad van beroep nemen het secretariaat van de raad op zich. Zij zijn niet stemgerechtigd.

Art. 259. De raad van beroep mag niet beraadslagen over een beroep indien de verzoeker niet in mogelijkheid gesteld werd om zijn verweermiddelen te doen gelden en indien het dossier de elementen niet bevat die het deze raad van beroep mogelijk maken om een advies uit te brengen met volledige kennis van zaken, in het bijzonder het verslag van het onderzoek, de notulen van het getuigenverhoor en van de onontbeerlijke confrontaties.

Art. 260. Zodra een zaak werd aanhangig gemaakt, deelt de voorzitter aan de verzoeker de lijst mee van de werkende en plaatsvervangende leden van de raad van beroep.

Binnen tien werkdagen na de ontvangst van deze lijst, kan de verzoeker de wraking van een of meerdere leden vragen, maar hoogstens drie werkende en plaatsvervangende leden aangewezen op voorstel van de vakverenigingen en drie werkende en plaatsvervangende leden rechtstreeks aangewezen door de Regering. Hij kan een werkend lid en zijn twee plaatsvervangers niet wraken.

Een lid mag vragen om ontlast te worden als hij meent dat hij een zedelijk belang in de zaak heeft of als hij de mening is toegedaan dat men hem zou kunnen verwijten niet onpartijdig te zijn. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan dit verzoek moet gegeven worden. Om dezelfde redenen kan hij ook een lid ontslaan.

Art. 261. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters mogen geen zitting hebben in een zaak betreffende een van de leden van het arbeiderspersoneel van een onderwijsinstelling ingericht door de Franse Gemeenschap die onder hun bestuur ressorteert.

De leden mogen geen zitting hebben in een zaak betreffende een van de leden van het arbeiderspersoneel van de onderwijsinstelling waar zij zelf werken.

De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitters, de werkende leden en de plaatsvervangende leden mogen geen zitting hebben in een zaak betreffende hun echtgenoot, samenwonende partner, bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad.

Art. 262. De verzoeker mag zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen uit de personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap die in actieve dienst of gepensioneerd zijn of een afgevaardigde van een erkende vakvereniging.

Als de verzoeker, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden niet verschijnt of niet vertegenwoordigd wordt, dan beschouwt de raad de zaak als niet meer bij hem aanhangig en stuurt het dossier voor beslissing naar de Regering.

In geval van wettige verhindering van de verzoeker of zijn vertegenwoordiger zal de verzoeker zo snel mogelijk opgeroepen worden.

De termijn waarin de raad van beroep haar advies uitbrengt, wordt verlengd met dezelfde periode als waarmee de verschijning werd uitgesteld.

Indien, na deze tweede oproep, de verzoeker, ofschoon behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt of niet vertegenwoordigd wordt, dan beschouwt de raad de zaak als niet meer bij hem aanhangig en stuurt hij het dossier voor beslissing naar de Regering.

Art. 263. De raad van beroep beraadslaagt geldig als de voorzitter en ten minste vier leden aanwezig zijn.

Art. 264. Voor elke zaak wijst de Regering een verslaggever aan onder de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering die niet hebben deelgenomen aan het onderzoek.

De verslaggever zet aan de raad van beroep objectief de voorgeschiedenis van de zaak en de uitslagen van het onderzoek uiteen.

Hij heeft het recht van repliek. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 265. De raad van beroep kan een bijkomend onderzoek bevelen en bezwarende en ontlastende getuigen horen. De raad brengt een gemotiveerd advies uit aan de Regering. Het advies vermeldt het aantal uitgebrachte stemmen voor en tegen.

Art. 266. De stemming over het advies is geheim. De leden die rechtstreeks door de Regering aangewezen werden en de leden die op voorstel van de vakverenigingen aangewezen werden, moeten in gelijk aantal zijn om aan de stemming deel te nemen. In voorkomend geval wordt de pariteit van stemmen hersteld door uitschakeling van een of meerdere leden na loting.

In geval van pariteit van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

Art. 267. De gemotiveerde beslissing van de Regering vermeldt het gemotiveerde advies van de raad van beroep of de ontstentenis van advies. De beslissing wordt door de Regering aan de raad van beroep en de betrokkene bekendgemaakt.

Art. 268. Het mandaat van de leden van de raad van beroep is kosteloos; reis- en verblijfsvergoedingen kunnen hun evenwel worden toegestaan volgens de reglementsbepalingen terzake.

Art. 269. De werking van de raad van beroep, met inachtneming van de rechten van de verdediging en van het contradictoire karakter van de debatten, wordt door de Regering geregeld.

HOOFDSTUK IX. — *Preventieve schorsing : administratieve maatregel**Afdeling 1.* — Preventieve schorsing van de vast benoemde leden van het arbeiderspersoneel

Art. 270. § 1. Als het in het belang is van de dienst of het onderwijs, kan een procedure van preventieve schorsing gestart worden jegens een vast benoemd lid van het arbeiderspersoneel :

1° als hij strafrechtelijk vervolgd wordt;

2° voordat een disciplinaire vervolging uitgevoerd wordt of als hij disciplinair vervolgd wordt;

3° zodra de Regering hem bekendmaakt door middel van een ter post aangetekend schrijven dat een onverenigbaarheid werd vastgesteld.

§ 2. De preventieve schorsing georganiseerd in onderhavig deel is een zuiver administratieve maatregel en heeft niet het karakter van een straf.

Deze preventieve schorsing wordt uitgesproken door de Regering en wordt gemotiveerd. Zij heeft als doel om het lid van het arbeiderspersoneel uit zijn ambt te verwijderen.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het lid van het arbeiderspersoneel de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 3. Voordat eender welke maatregel van preventieve schorsing getroffen wordt, moet het lid van het arbeiderspersoneel worden uitgenodigd om door de Regering gehoord te worden.

De oproep tot verhoor evenals de redenen die de preventieve schorsing rechtvaardigen, worden aan het lid van het arbeiderspersoneel, ten minste drie werkdagen voor het verhoor, bekendgemaakt door middel van ofwel een ter post aangetekend schrijven met een ontvangstbewijs, dat van kracht wordt drie werkdagen na de datum van uitreiking, ofwel door middel van de overhandiging van hand tot hand van een schrijven met een ontvangstbewijs, dat van kracht wordt op de datum die op dit ontvangstbewijs staat.

Tijdens het verhoor mag het lid van het arbeiderspersoneel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een afgevaardigde van een erkende vakvereniging, een advocaat of een verdediger gekozen uit de personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap die in actieve dienst of gepensioneerd zijn.

Binnen tien werkdagen na de datum die voorzien was voor het verhoor, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het arbeiderspersoneel door een ter post aangetekend schrijven, zelfs als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger niet op het verhoor verschenen zijn zonder dat zij omstandigheden van overmacht kunnen doen gelden die in staat zijn om hun afwezigheid op het verhoor te rechtvaardigen.

Als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kunnen doen gelden die in staat zijn om hun afwezigheid op het verhoor te rechtvaardigen, dan wordt het lid van het arbeiderspersoneel opgeroepen voor een nieuw verhoor dat wordt bekendgemaakt in overeenstemming met alinea 2.

In dit geval en zelfs als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger niet op het verhoor verschenen zijn, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het arbeiderspersoneel door middel van een ter post aangetekend schrijven binnen tien werkdagen na de datum die voor het verhoor voorzien was.

Als de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het lid van het arbeiderspersoneel dan wordt deze op de derde werkdag na de datum van uitreiking van kracht.

§ 4. In afwijking van alinea 1 van § 3 kan het lid van het arbeiderspersoneel onmiddellijk uit zijn ambt verwijderd worden in geval van een zware tekortkoming waarvoor hij op heterdaad betrapt is of wanneer de klachten tegen hem zo ernstig zijn dat het, in het belang van de dienst of het onderwijs, wenselijk is dat het lid van het arbeiderspersoneel niet langer in de instelling aanwezig is.

Binnen tien werkdagen na de datum waarop de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt genomen werd, moet de procedure van preventieve schorsing gestart worden in overeenstemming met de bepalingen van onderhavig artikel. Bij gebreke hiervan zal de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt eindigen als bovengenoemde termijn verstreken is, en het lid van het arbeiderspersoneel zal alleen maar opnieuw uit de instelling verwijderd kunnen worden voor dezelfde zware tekortkoming of dezelfde klachten door middel van de inachtneming van de procedure van preventieve schorsing zoals voorzien in § 3 van onderhavig artikel.

De Regering spreekt de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt uit.

Het lid van het arbeiderspersoneel dat onmiddellijk uit zijn ambt wordt verwijderd, behoudt de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 5. In het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid of in het kader van een tuchtvordering of voordat een tuchtvordering eventueel uitgevoerd wordt, kan de duur van een preventieve schorsing niet langer zijn dan een jaar en in het kader van een tuchtvordering vervalt deze in alle geval :

1° na zes maanden als binnen die termijn geen enkel strafvoorstel geformuleerd of aan het lid van het arbeiderspersoneel bekendgemaakt werd;

2° de derde werkdag die volgt op de bekendmaking van het strafvoorstel als dit voorstel de terechtwijzing, de berisping of de afhouding op de wedde is;

3° voor een ander strafvoorstel dan dit bedoeld in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de bekendmaking van het strafvoorstel aan het lid van het arbeiderspersoneel als deze laatste geen beroep heeft aangetekend tegen bovengenoemd voorstel;

4° voor een ander strafvoorstel dan dit bedoeld in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de bekendmaking aan de Regering van het advies van de raad van beroep over het strafvoorstel dat tegen het lid van het arbeiderspersoneel werd geformuleerd;

5° de dag waarop de tuchtstraf van kracht wordt.

In het kader van strafvervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot een jaar.

Als een tuchtvordering gestart of voortgezet wordt na een rechterlijke beslissing van strafrechterlijke veroordeling die in kracht van gewijsde gegaan is, dan begint de termijn van een jaar bedoeld in alinea 1 pas te tellen vanaf de dag van de uitspraak van bovengenoemde veroordeling.

§ 6. In het kader van een tuchtvordering of voordat een tuchtvordering eventueel uitgevoerd wordt, moet de preventieve schorsing elke drie maanden te tellen vanaf de inwerkingtreding, schriftelijk bevestigd worden.

Deze bevestiging wordt bekendgemaakt aan de betrokkenen door middel van een ter post aangetekend schrijven.

Bij gebrek aan bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijnen kan het betrokken lid van het arbeiderspersoneel zijn ambt weer opnemen nadat hij de Regering ingelicht heeft door middel van een aangetekend schrijven ten minste tien werkdagen voordat hij zijn werk werkelijk weer opneemt.

Na ontvangst van deze bekendmaking kan de Regering het behoud in preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure beschreven in alinea 2.

Art. 271. Elk lid van het arbeiderspersoneel dat preventief geschorst werd, behoudt zijn recht op wedde.

In afwijking van alinea 1 wordt de wedde van elk lid van het arbeiderspersoneel dat preventief geschorst werd en onderworpen is aan :

1° een beschuldiging of voorlopige hechtenis in het kader van strafvervolgingen;

2° een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling waartegen het lid van het arbeiderspersoneel zijn gewone rechten op beroep gebruikt heeft;

3° een tuchtvordering die gestart of voortgezet wordt na een definitieve strafrechtelijke veroordeling;

4° tuchtvoorwaarden wegens een zware tekortkoming waarvoor ofwel het lid van het arbeiderspersoneel op heterdaad betrapt is ofwel bewijskrachtige aanwijzingen voorhanden zijn die door de Regering beoordeeld moeten worden;

5° een strafvoorstel voorzien in artikel 240, 4°, 5° en 6°,

vastgelegd op de helft van zijn activiteitswedde.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde verlaagd wordt tot een bedrag dat kleiner is dan de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het arbeiderspersoneel recht zou hebben indien hij zou genieten van het stelsel van sociale zekerheid van werknemers.

Voor de toepassing van alinea 2, 1° en 2° gaat deze weddevermindering van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging of van de voorlopige hechtenis of van de uitspraak van een niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van alinea 2, 3° wordt deze weddevermindering die al op grond van alinea 2, 1° of 2° uitgevoerd werd, behouden tot na de definitieve veroordeling als de Regering aan het lid van het arbeiderspersoneel laat weten dat zij van plan is om de tuchtvordering voort te zetten of te starten.

Voor de toepassing van alinea 2, 4° gaat deze weddevermindering van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking door de Regering aan het lid van het arbeiderspersoneel van de toepassing van deze alinea 2, 4°.

Voor de toepassing van alinea 2, 5° gaat deze weddevermindering van kracht op de dag dat het strafvoorstel voorgelegd of meegedeeld wordt aan het lid van het arbeiderspersoneel.

Art. 272. Na afloop van de tuchtvordering of de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel van de weddevermindering ingetrokken behalve als :

1° de Regering aan het lid van het arbeiderspersoneel een van de tuchtstraffen oplegt voorzien in artikel 240, 4°, 5° en 6°;

2° artikel 315, 2°, b) of 6° wordt toegepast;

3° het lid van het arbeiderspersoneel onderworpen is aan een definitieve strafrechtelijke veroordeling al dan niet gevolgd door een tuchtvordering.

Als de maatregel van de weddevermindering ingetrokken wordt overeenkomstig alinea 1, dan ontvangt het lid van het arbeiderspersoneel de aanvulling van zijn wedde die aanvankelijk ingehouden werd, vermeerderd met de moratoire interesten die berekend worden volgens de wettelijke voeten en verschuldigd sinds de dag dat de vermindering werd uitgevoerd.

De sommen die door het lid van het arbeiderspersoneel ontvangen werden tijdens de preventieve schorsing zijn hem vervallen.

Als de wedde van het lid van het arbeiderspersoneel verminderd werd overeenkomstig artikel 271, alinea 2, 4° of 5°, en als na verloop van de tuchtvordering een straf van schorsing bij tuchtmaatregel uitgesproken wordt voor een duur die korter is dan de duur van de maatregel van de weddevermindering, dan wordt deze laatste ingetrokken voor de periode die de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel overschrijdt en in dit geval ontvangt het lid van het arbeiderspersoneel de aanvulling van zijn wedde, ten onrechte ingehouden in deze periode, vermeerderd met de moratoire interesten die berekend worden volgens de wettelijke voeten en verschuldigd sinds de dag dat de vermindering werd uitgevoerd.

Alinea 4 wordt niet toegepast in het kader van een tuchtvordering gestart of voortgezet wordt na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Afdeling 2. — Preventieve schorsing van de leden van het arbeiderspersoneel toegelaten tot de stage

Art. 273. § 1. Als het in het belang is van de dienst of het onderwijs, kan een procedure van preventieve schorsing gestart worden jegens een lid van het arbeiderspersoneel toegelaten tot de stage :

1° als hij strafrechtelijk vervolgd wordt;

2° zodra de Regering hem bekendmaakt door middel van een ter post aangetekend schrijven dat een onverenigbaarheid werd vastgesteld.

§ 2. De preventieve schorsing georganiseerd in onderhavig deel is een zuiver administratieve maatregel en heeft niet het karakter van een straf.

Deze preventieve schorsing wordt uitgesproken door de Regering en wordt gemotiveerd. Zij heeft als doel om het lid van het arbeiderspersoneel uit zijn ambt te verwijderen.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het lid van het arbeiderspersoneel de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 3. Voordat eender welke maatregel van preventieve schorsing getroffen wordt, moet het lid van het arbeiderspersoneel worden uitgenodigd om door de Regering gehoord te worden.

De oproep tot verhoor evenals de redenen die de preventieve schorsing rechtvaardigen, worden aan het lid van het arbeiderspersoneel, ten minste drie werkdagen voor het verhoor, bekendgemaakt door middel van ofwel een ter post aangetekend schrijven met een ontvangstbewijs, dat van kracht wordt drie werkdagen na de datum van uitreiking, ofwel door middel van de overhandiging van hand tot hand van een schrijven met een ontvangstbewijs, dat van kracht wordt op de datum die op dit ontvangstbewijs staat.

Tijdens het verhoor mag het lid van het arbeiderspersoneel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een afgevaardigde van een erkende vakvereniging, een advocaat of een verdediger gekozen uit de personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap die in actieve dienst of gepensioneerd zijn.

Binnen tien werkdagen na de datum die voorzien was voor het verhoor, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het arbeiderspersoneel door ter post aangetekend schrijven, zelfs als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger niet op het verhoor verschenen zijn zonder dat zij omstandigheden van overmacht kunnen doen gelden, die in staat zijn om hun afwezigheid op het verhoor te rechtvaardigen.

Als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kunnen doen gelden die in staat zijn om hun afwezigheid op het verhoor te rechtvaardigen, dan wordt het lid van het arbeiderspersoneel opgeroepen voor een nieuw verhoor dat wordt bekendgemaakt in overeenstemming met alinea 2.

In dit geval en zelfs als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger niet op het verhoor verschenen zijn, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het arbeiderspersoneel door middel van een ter post aangetekend schrijven binnen tien werkdagen na de datum die voor het verhoor voorzien was.

Als de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het lid van het arbeiderspersoneel dan wordt deze op de derde werkdag na de datum van uitreiking van kracht.

§ 4. In afwijking van alinea 1 van § 3 kan het lid van het arbeiderspersoneel onmiddellijk uit zijn ambt verwijderd worden in geval van een zware tekortkoming waarvoor hij op heterdaad betrapt is of wanneer de klachten tegen hem zo ernstig zijn dat het, in het belang van de dienst of het onderwijs, wenselijk is dat het lid van het arbeiderspersoneel niet langer in de instelling aanwezig is.

Binnen tien werkdagen na de datum waarop de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt genomen werd, moet de procedure van preventieve schorsing gestart worden in overeenstemming met de bepalingen van onderhavig artikel. Bij gebreke hiervan zal de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt eindigen als bovengenoemde termijn verstreken is, en het lid van het arbeiderspersoneel zal alleen maar opnieuw uit de instelling verwijderd kunnen worden voor dezelfde zware tekortkoming of dezelfde klachten door middel van de inachtneming van de procedure van preventieve schorsing zoals voorzien in § 3 van onderhavig artikel.

De Regering spreekt de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt uit.

Het lid van het arbeiderspersoneel dat onmiddellijk uit zijn ambt wordt verwijderd, behoudt de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 5. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 276 mag de duur van de preventieve schorsing niet langer zijn dan zes maanden in het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid; in het kader van strafvervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot zes maanden.

Art. 274. Elk lid van het arbeiderspersoneel dat preventief geschorst werd, behoudt zijn recht op wedde.

In afwijking van alinea 1 wordt de wedde van elk lid van het arbeiderspersoneel dat preventief geschorst werd en onderworpen is aan :

- 1° een beschuldiging of voorlopige hechtenis in het kader van strafvervolgingen;
- 2° een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling waartegen het lid van het arbeiderspersoneel zijn gewone rechten op beroep gebruikt heeft, vastgelegd op de helft van zijn activiteitswedde.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde verlaagd wordt tot een bedrag dat minder is dan de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het arbeiderspersoneel recht zou hebben indien hij het voordeel zou genieten van het stelsel van sociale zekerheid voor werknemers.

Deze weddevermindering gaat van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging of van de voorlopige hechtenis of van de uitspraak van een niet-definitieve veroordeling.

Art. 275. Na afloop van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel van de weddevermindering ingetrokken behalve als :

- 1° artikel 315, 2°, b) of 6° wordt toegepast;
- 2° het lid van het arbeiderspersoneel onderworpen is aan een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

Als de maatregel van de weddevermindering ingetrokken wordt overeenkomstig alinea 1, dan ontvangt het lid van het arbeiderspersoneel de aanvulling van zijn wedde die aanvankelijk ingehouden werd, vermeerderd met de moratoire interesten die berekend worden volgens de wettelijke voeten en verschuldigd sinds de dag dat de vermindering werd uitgevoerd.

De sommen die door het lid van het arbeiderspersoneel ontvangen werden tijdens de preventieve schorsing zijn hem vervallen.

Art. 276. Als de stagiair van het arbeiderspersoneel tegen wie een procedure van preventieve schorsing gestart werd of een maatregel getroffen werd overeenkomstig onderhavig deel, vast benoemd wordt dan zijn de bepalingen van deel 1 van onderhavig hoofdstuk van toepassing.

Afdeling 3. — Preventieve schorsing van tijdelijk benoemde leden van het arbeiderspersoneel

Art. 277. § 1. Als het in het belang is van de dienst of het onderwijs, kan een procedure van preventieve schorsing gestart worden jegens een tijdelijk benoemd lid van het arbeiderspersoneel :

- 1° als hij strafrechtelijk vervolgd wordt;
- 2° zodra de Regering hem bekendmaakt door middel van een ter post aangetekend schrijven dat een onverenigbaarheid werd vastgesteld.

§ 2. De preventieve schorsing vermeld in onderhavig deel is een zuiver administratieve maatregel die niet het karakter van een straf heeft.

Deze preventieve schorsing wordt uitgesproken door de directeur en wordt gemotiveerd. Zij heeft als doel om het lid van het arbeiderspersoneel uit zijn ambt te verwijderen.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing behoudt het lid van het arbeiderspersoneel de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 3. Voordat eender welke maatregel van preventieve schorsing getroffen wordt, moet het lid van het arbeiderspersoneel worden uitgenodigd om door de directeur gehoord te worden.

De oproep tot verhoor evenals de redenen die de preventieve schorsing rechtvaardigen, worden aan het lid van het arbeiderspersoneel, ten minste drie werkdagen voor het verhoor, bekendgemaakt door middel van ofwel een ter post aangetekend schrijven met een ontvangstbewijs, dat van kracht wordt drie werkdagen na de datum van uitreiking, ofwel door middel van de overhandiging van hand tot hand van een schrijven met een ontvangstbewijs, dat van kracht wordt op de datum die op dit ontvangstbewijs staat.

Tijdens het verhoor mag het lid van het arbeiderspersoneel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een afgevaardigde van een erkende vakvereniging, een advocaat of een verdediger gekozen uit de personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap die in actieve dienst of gepensioneerd zijn.

Binnen tien werkdagen na de datum die voorzien was voor het verhoor, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het arbeiderspersoneel door een ter post aangetekend schrijven, zelfs als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger niet op het verhoor verschenen zijn zonder dat zij omstandigheden van overmacht kunnen doen gelden die in staat zijn om hun afwezigheid op het verhoor te rechtvaardigen.

Als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kunnen doen gelden die in staat zijn om hun afwezigheid op het verhoor te rechtvaardigen, dan wordt het lid van het arbeiderspersoneel opgeroepen voor een nieuw verhoor dat wordt bekendgemaakt in overeenstemming met alinea 2.

In dit geval en zelfs als het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger niet op het verhoor verschenen zijn, wordt de beslissing meegedeeld aan het lid van het arbeiderspersoneel door middel van een ter post aangetekend schrijven binnen tien werkdagen na de datum die voor het verhoor voorzien was.

Als de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het lid van het arbeiderspersoneel dan wordt deze op de derde werkdag na de datum van uitreiking van kracht.

§ 4. In afwijking van alinea 1 van § 3 kan het lid van het arbeiderspersoneel onmiddellijk uit zijn ambt verwijderd worden in geval van een zware tekortkoming waarvoor hij op heterdaad betrapt is of wanneer de klachten tegen hem zo ernstig zijn dat het, in het belang van de dienst of het onderwijs, wenselijk is dat het lid van het arbeiderspersoneel niet langer in de instelling aanwezig is.

Binnen tien werkdagen na de datum waarop de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt genomen werd, moet de procedure van preventieve schorsing gestart worden in overeenstemming met de bepalingen van onderhavig artikel. Bij gebreke hiervan zal de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt eindigen als bovengenoemde termijn verstreken is, en het lid van het arbeiderspersoneel zal alleen maar opnieuw uit de instelling verwijderd kunnen worden voor dezelfde zware tekortkoming of dezelfde klachten door middel van de inachtneming van de procedure van preventieve schorsing zoals voorzien in § 3 van onderhavig artikel.

De directeur spreekt de maatregel van onmiddellijke verwijdering uit het ambt uit.

Het lid van het arbeiderspersoneel dat onmiddellijk uit zijn ambt wordt verwijderd, behoudt de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 5. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 280 mag de duur van de preventieve schorsing niet langer zijn dan zes maanden in het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid; in het kader van strafvervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot zes maanden.

Art. 278. Elk lid van het arbeiderspersoneel dat preventief geschorst werd, behoudt zijn recht op wedde.

In afwijking van alinea 1 wordt de wedde van elk lid van het arbeiderspersoneel dat preventief geschorst werd en onderworpen is aan :

1° een beschuldiging of voorlopige hechtenis in het kader van strafvervolgingen;

2° een niet-definitieve strafrechtelijke veroordeling waartegen het lid van het arbeiderspersoneel zijn gewone rechten op beroep gebruikt heeft, vastgelegd op de helft van zijn activiteitswedde.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde verlaagd wordt tot een bedrag dat minder is dan de werkloosheidsuitkering waarop het lid van het arbeiderspersoneel recht zou hebben als hij het voordeel zou genieten van het stelsel van sociale zekerheid voor werknemers.

Deze weddevermindering gaat van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de beschuldiging of van de voorlopige hechtenis of van de uitspraak van een niet-definitieve veroordeling.

Art. 279. Na afloop van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel van de weddevermindering ingetrokken behalve als :

1° artikel 315, 2°, b) of 6° wordt toegepast;

2° het lid van het arbeiderspersoneel onderworpen is aan een definitieve strafrechtelijke veroordeling. Als de maatregel van de weddevermindering ingetrokken wordt overeenkomstig alinea 1, dan ontvangt het lid van het arbeiderspersoneel de aanvulling van zijn wedde die aanvankelijk ingehouden werd, vermeerderd met de moratoire interesten die berekend worden volgens de wettelijke voeten en verschuldigd sinds de dag dat de vermindering werd uitgevoerd.

De sommen die door het lid van het arbeiderspersoneel ontvangen werden tijdens de preventieve schorsing zijn hem vervallen.

Art. 280. De procedure van preventieve schorsing evenals de maatregelen getroffen jegens een tijdelijk benoemd lid van het arbeiderspersoneel overeenkomstig onderhavig deel eindigen van rechtswege op de dag dat de benoeming ten einde loopt en, ten laatste, op de laatste dag van het lopende school- of academiejaar.

Als de stagiair van het arbeiderspersoneel tegen wie een procedure van preventieve schorsing gestart werd of een maatregel getroffen werd overeenkomstig onderhavig deel, vast benoemd wordt dan zijn de bepalingen van deel 2 van onderhavig hoofdstuk van toepassing.

HOOFDSTUK X. — *Administratieve standen**Afdeling 1. — Algemene bepaling*

Art. 281. Het lid van het arbeiderspersoneel bevindt zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Het tijdelijk benoemd lid van het arbeiderspersoneel kan zich alleen maar in « dienstactiviteit » bevinden.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 282. Het lid van het arbeiderspersoneel wordt altijd geacht om zich in dienstactiviteit te bevinden behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand wordt ingedeeld.

Art. 283. Het lid van het arbeiderspersoneel in actieve dienst heeft recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde behoudens uitdrukkelijk strijdige bepalingen.

Hij kan zijn aanspraak doen gelden voor een benoeming in een bevorderingsambt.

Art. 284. Het vast benoemd lid en de stagiair van het arbeiderspersoneel in actieve dienst krijgt verlof :

- 1° voor jaarlijkse vakantie;
- 2° voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden;
- 3° voor onthaal wegens adoptie of officieuze voogdij;
- 4° wegens ziekte of invaliditeit;
- 5° voor verminderde dienstprestaties in geval van ziekte of invaliditeit;
- 6° voor verminderde dienstprestaties gemotiveerd door sociale redenen of gezinsredenen;
- 7° voor het vervullen van sommige militaire prestaties in vredetijd, van prestaties voor de civiele bescherming of van taken van algemeen nut overeenkomstig de wet houdende het statuut van gewetensbezwaarden;
- 8° voor vakbondsopdrachten;
- 9° voor verminderde dienstprestaties gemotiveerd door persoonlijke aangelegenheden;
- 10° voor loopbaanonderbreking;
- 11° politiek verlof;
- 12° zwangerschapsverlof;
- 13° voor borstvoeding;
- 14° om tijdelijk een ander ambt te vervullen in het onderwijs dat niet behoort tot het universitair onderwijs.

Art. 285. Het tijdelijk lid van het arbeiderspersoneel krijgt verlof :

- 1° voor jaarlijkse vakantie;
- 2° voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden;
- 3° wegens ziekte of invaliditeit;
- 4° voor onthaal wegens adoptie of officieuze voogdij;
- 5° voor loopbaanonderbreking;
- 6° zwangerschapsverlof;
- 7° voor borstvoeding.

Afdeling 3. — Non-activiteit

Art. 286. Het lid van het arbeiderspersoneel bevindt zich in de stand van non-activiteit :

- 1° wanneer hij, volgens de voorwaarden vastgelegd door de Regering, sommige militaire prestaties in vredetijd, prestaties voor de civiele bescherming of taken van algemeen nut overeenkomstig de wet houdende het statuut van gewetensbezwaarden vervult;
- 2° wanneer schorsing bij tuchtmaatregel op hem is toegepast;
- 3° wanneer op hem de non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel is toegepast;
- 4° wanneer hij wegens gezinsredenen gemachtigd is om voor een lange periode afwezig te zijn.

Art. 287. Het lid van het arbeiderspersoneel die in de stand non-activiteit is, heeft geen recht op wedde, behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling.

Als hij zich in de stand van non-activiteit bevindt omwille van de bepalingen voorzien in artikel 286, 2° en 3° kan hij zijn aanspraak niet doen gelden voor een bevorderingsambt, noch voor een bevordering tot een hogere wedde.

Art. 288. Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de vereisten voldoet om in ruste te worden gesteld.

*Afdeling 4. — Terbeschikkingstelling**Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 289. Het vast benoemd lid of de stagiair van het arbeiderspersoneel kan ter beschikking worden gesteld :

- 1° wegens ontstentenis van betrekking;
- 2° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;
- 3° wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 4° wegens ziekte of invaliditeit waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheden dan door verlof wegens ziekte of invaliditeit.

Art. 290. Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij voldoet aan de vereisten voldoet om in ruste te worden gesteld.

Art. 291. Wachtgeld kan toegewezen worden aan leden van het arbeiderspersoneel die ter beschikking gesteld werden. Dit wachtgeld, de uitkeringen en vergoedingen die eventueel aan deze leden van het arbeiderspersoneel toegewezen worden, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling die geldt voor de bezoldiging van de personeelsleden in actieve dienst.

Art. 292. Elk ter beschikking gesteld lid van het arbeiderspersoneel blijft ter beschikking staan van de Regering.

Art. 293. De duur van de terbeschikkingstelling met genot van wachtgeld in het geval van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, mag niet langer zijn, in een of meerdere periodes, dan de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen van het betrokken lid van het arbeiderspersoneel.

Voor de berekening van de duur van bovenstaande toegelaten diensten, worden niet in aanmerking genomen :

1° de militaire dienst of de dienst bij de civiele bescherming of taken van algemeen nut overeenkomstig de wet houdende het statuut van gewetensbezwaarden, die het lid van het arbeiderspersoneel uitgevoerd heeft voor zijn toelating tot de federale administratie, de gemeenschapsadministratie, de regionale administratie, het onderwijs of de psycho-medisch-sociale centra;

2° de periodes van terbeschikkingstelling ongeacht de aard van deze terbeschikkingstellingen.

Art. 294. Het lid van het arbeiderspersoneel dat ter beschikking gesteld werd en een wachtgeld geniet, is verplicht om ieder jaar na oproep zich op de administratieve gezondheidsdienst te melden.

Als het lid van het arbeiderspersoneel dat behoorlijk opgeroepen werd, zich niet op de administratieve gezondheidsdienst meldt, wordt de betaling van zijn wachtgeld uitgesteld vanaf dat tijdstip totdat hij zich meldt.

Art. 295. Het lid van het arbeiderspersoneel dat ter beschikking gesteld werd, is verplicht om de directeur van de onderwijsinstelling waar hij aangesteld is, een woonplaats in het Koninkrijk mee te delen, waarnaar de beslissingen die hem aangaan, gestuurd kunnen worden.

Onderafdeling 2. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking

Art. 296. § 1. Het lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is of toegelaten is tot de stage, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking als zijn baan geschrapt wordt ten gevolge van de sluiting, een overname of een fusie van zijn instelling.

§ 2. Het lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is of toegelaten is tot de stage, en ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking, kan in geval van een vacante betrekking door de Regering gereffecteerd worden onder de voorwaarden vastgelegd in artikel 305.

Het vast benoemd lid van het arbeiderspersoneel dat ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking kan onder de voorwaarden vastgelegd in artikel 304, door de Regering tijdelijk in actieve dienst teruggeroepen worden voor een vacante betrekking of een betrekking die een tijdelijk benoemd lid van het arbeiderspersoneel bekleedt.

Art. 297. De eerste twee jaar geniet het lid van het arbeiderspersoneel dat ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking een wachtgeld dat gelijk is aan zijn activiteitswedde.

Vanaf het derde jaar wordt dit wachtgeld elk jaar met twintig procent verminderd, maar het mag niet minder bedragen dan het vijfenvestigste deel van de activiteitswedde vermenigvuldigd met het aantal dienstjaren dat het lid van het arbeiderspersoneel telt op het moment van zijn terbeschikkingstelling. De opeenvolgende verminderingen gebeuren op basis van de laatste activiteitswedde.

Voor het lid van het arbeiderspersoneel dat in de oorlog invalide geworden is, is het wachtgeld in de eerste drie jaar gelijk aan zijn laatste activiteitswedde. Vanaf het vierde jaar wordt het verminderd op bovenstaande wijze.

Het wachtgeld mag niet minder zijn dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop de betrokkene recht zou hebben indien hij het voordeel zou genieten van het stelsel van sociale zekerheid voor werknemers.

Voor de toepassing van onderhavig artikel moet verstaan worden onder dienstjaren, de jaren die in rekening gebracht worden voor de bepaling van het pensioen. De militaire diensten die uitgevoerd werden voor de infunctietreding komen echter niet in aanmerking en de toegelaten militaire diensten worden slechts voor hun gewone duur geteld onverminderd de toepassing van artikel 13 van de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende de prioriteiten.

De voorlopige terugroeping in actieve dienst schort de gevolgen op van de terbeschikkingstelling bedoeld in alinea 1 tijdens de tijd van de terugroeping. De terugroeping tot actieve dienst voor een onbepaalde duur schort de gevolgen op van de terbeschikkingstelling bedoeld in alinea 1 zolang dat deze terugroeping niet beëindigd wordt.

Art. 298. Elk lid van het arbeiderspersoneel dat ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking behoudt tijdens twee jaar in deze stand zijn aanspraak op een benoeming in een bevorderingsambt en op de bevordering tot een hogere wedde.

Art. 299. Binnen een zone worden de dienstprestaties van een lid van het arbeiderspersoneel dat tijdelijk benoemd is, beëindigd om de voorlopige terugroeping in actieve dienst mogelijk te maken van een vast benoemd lid van het arbeiderspersoneel dat ter beschikking gesteld werd wegens ontstentenis van betrekking in dezelfde of een andere zone.

Voor de toepassing van alinea 1 worden eerst binnen de zone waar de voorlopige terugroeping in actieve dienst plaatsvond, de dienstprestaties beëindigd van het tijdelijk benoemd lid van het arbeiderspersoneel dat beschikt over de kleinste dienstanciënniteit in de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

In geval van gelijkheid van dienstanciënniteit worden de dienstprestaties beëindigd van het lid van het arbeiderspersoneel dat beschikt over de kleinste ambtsanciënniteit in de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap.

In geval van gelijkheid van dienst- en ambtsanciënniteit worden de dienstprestaties beëindigd van het tijdelijk benoemde lid van het arbeiderspersoneel dat het jongst is.

Als de betrekking die vrijgemaakt wordt door het tijdelijk benoemde lid dat over de kleinste anciënniteit beschikt, voor het begunstigde lid van het arbeiderspersoneel echter een verplaatsing van meer dan vier uur per dag in het openbaar vervoer met zich meebrengt, dan kan deze laatste deze voorlopige terugroeping in actieve dienst weigeren. In dit geval worden de dienstprestaties beëindigd van een ander tijdelijk benoemd lid met de naasthogere dienstanciënniteit.

Art. 300. Ieder jaar in de loop van de maand november komen de zonale aanstellingscommissies en de interzonale aanstellingscommissie samen en stellen de re-affectatie voor, de voorlopige terugroeping in actieve dienst, de terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur en de verandering van aanstelling van de leden van het arbeiderspersoneel in de betrekkingen die vacant zijn op de eerste dag van het lopende school- of academiejaar.

Art. 301. § 1. Als een lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is in een wervingsambt ter beschikking gesteld moet worden wegens ontstentenis van betrekking, dan wordt het lid van het arbeiderspersoneel met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Als een lid van het arbeiderspersoneel dat toegelaten is tot de stage ter beschikking gesteld moet worden wegens ontstentenis van betrekking, dan wordt het lid van het arbeiderspersoneel met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Als een lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is in een bevorderingsambt ter beschikking gesteld moet worden wegens ontstentenis van betrekking, dan wordt het lid van het arbeiderspersoneel met de kleinste dienstanciënniteit in het onderwijs van de Franse Gemeenschap ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 in geval van gelijkheid van dienstanciënniteit wordt eerst het lid van het arbeiderspersoneel met de kleinste ambtsanciënniteit ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

In geval van gelijkheid van dienst- en ambtsanciënniteit wordt eerst het lid van het arbeiderspersoneel dat het jongst is ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 302. Voor het berekenen van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 301 :

1° komen in aanmerking alle werkelijke diensten die het lid van het arbeiderspersoneel, in welke hoedanigheid dan ook, gepresteerd heeft in onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap, in een ambt van lid van het arbeiderspersoneel;

2° komt de duur van deze diensten die gepresteerd werden in de hoedanigheid van tijdelijk lid van het arbeiderspersoneel in een ambt met volledige of onvolledige dienstprestaties, overeen met het aantal dagen gerekend van het begin tot het einde van de ononderbroken periodes van actieve dienst, met inbegrip van de jaarlijkse vakantie, het verlof voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden, het zwangerschapsverlof en het verlof voor onthaal wegens adoptie of officieuze voogdij zoals bepaald in artikel 285, indien zij in deze periodes vallen;

3° wordt de duur van de diensten gepresteerd als stagiair of als lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is in een ambt met volledige dienstprestaties, berekend in kalendermaanden, met inbegrip van het verlof bepaald door artikel 284, hierbij worden diensten van minder dan een maand niet meegeteld;

4° worden de toegelaten diensten die gepresteerd werden tijdens de maand waarin het lid van het arbeiderspersoneel voor de eerste maal aangesteld is in een hoedanigheid die niet tijdelijk is, beschouwd als gepresteerd onder tijdelijke benoeming;

5° telt een maand dertig dagen;

6° worden de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dienstprestaties die ten minste de helft van de dienstprestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dienstprestaties, op dezelfde wijze in rekening gebracht als de diensten die gepresteerd werden in een ambt met volledige dienstprestaties;

Het aantal dagen gepresteerd in een ambt met onvolledige dienstprestaties die minder dan de helft van de dienstprestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dienstprestaties, wordt door twee gedeeld.

7° mag de duur van de diensten die gepresteerd werden in twee of meerdere betrekkingen met volledige of onvolledige dienstprestaties die tegelijkertijd uitgeoefend werden, nooit meer zijn dan de duur van de diensten gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties uitgeoefend in dezelfde periode;

8° mag de duur van de toegelaten diensten van het lid van het arbeiderspersoneel nooit meer zijn dan twaalf maanden voor een kalenderjaar.

Art. 303. Zodra een lid van het arbeiderspersoneel ter beschikking gesteld wordt wegens ontstentenis van betrekking, maakt de directeur het bekend aan de Regering en aan de voorzitter van de bevoegde zonale aanstellingscommissie.

Art. 304. 1§. Ieder lid van het arbeiderspersoneel dat in vast verband is benoemd en wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking is gesteld, blijft ter beschikking van de Regering, die op initiatief of voorstel van de bevoegde zonale of interzonale aanstellingscommissie -naargelang het geval- hem tijdelijk weer in actieve dienst kan roepen of, op voorstel van een zonale of interzonale aanstellingscommissie, hem in actieve dienst kan roepen voor onbepaalde duur :

1° in de eerste plaats, vóór iedere aanstelling van een tijdelijke kracht of iedere toelating tot stage;

2° vervolgens, binnen de functies bekleed door tijdelijke krachten.

Voor de toepassing van lid 1, 2° wordt er eerst een einde gesteld aan de prestaties van het tijdelijke lid van het arbeiderspersoneel dat de laagste dienstanciënniteit telt binnen de onderwijsinstellingen geregeld door de Franse Gemeenschap.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt er een einde gesteld aan de prestaties van het tijdelijke lid van het arbeiderspersoneel dat de laagste ambtsanciënniteit telt binnen de onderwijsinstellingen geregeld door de Franse Gemeenschap.

Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit wordt er een einde gesteld aan de prestaties van het jongste tijdelijke lid van het arbeiderspersoneel.

Wanneer de betrekking die vrijkomt door de tijdelijke kracht die de laagste anciënniteit telt, voor het lid van het arbeiderspersoneel evenwel een verplaatsing van meer dan vier uren per dag via het openbare vervoer met zich meebrengt, kan deze de oproep tot actieve dienst weigeren. In dat geval wordt er eerst een einde gesteld aan de prestaties van een andere tijdelijke kracht die na deze de laagste anciënniteit telt.

Het lid van het arbeiderspersoneel dat geniet van een oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur, wordt op de eerste dag van het schooljaar of academische jaar volgend op de vacature van een betrekking in zijn ambt door dezelfde inrichting gereffecteerd.

Gedurende de voorlopige oproep tot actieve dienst en de oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur, geniet het lid van het arbeiderspersoneel van zijn activiteitswedde en de diensten die hij verricht worden gelijkgesteld met de werkelijk gepresteerde diensten.

§ 2. De dotatie die, krachtens de bepalingen in voornoemde wet van 29 mei 1959, wordt toegekend aan de inrichting binnen dewelke men is overgegaan tot de voorlopige oproep tot actieve dienst of tot de oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur van een lid van het arbeiderspersoneel, wordt in overeenstemming met § 1 verminderd met een bedrag van 20.573,18 EUR gekoppeld aan de index voorzien door het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Deze verlaging wordt uitgevoerd in verhouding met het saldo van het kalenderjaar dat berekend wordt op datum van deze voorlopige oproep tot actieve dienst of van deze oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur en, indien van toepassing, tot de datum waarop er een einde wordt gesteld aan deze voorlopige oproep tot actieve dienst of deze oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur in de loop van hetzelfde kalenderjaar, zonder dat het lid van het arbeiderspersoneel dat hiervan geniet binnen dezelfde inrichting wordt gereffecteerd.

Wanneer er in de loop van het kalenderjaar een einde wordt gesteld aan de voorlopige oproep tot actieve dienst of de oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur, zonder dat het lid van het arbeiderspersoneel dat hiervan geniet binnen dezelfde inrichting wordt gereffecteerd, wordt de verlaging bedoeld in lid 1 uitgevoerd in verhouding met het saldo van het kalenderjaar dat wordt berekend op de datum waarop er een einde wordt gesteld aan de voorlopige oproep tot actieve dienst of de oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur.

Art. 305. § 1. Het lid van het arbeiderspersoneel dat in vast verband tot een wervingsambt is benoemd en dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, heeft voorrang op de leden van het arbeiderspersoneel die toegelaten worden tot de stage en die ter beschikking zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking en wordt door de Regering in een vacante betrekking gereffecteerd, al naargelang het geval op advies van de bevoegde zonale of interzonale aanstellingscommissie.

Het lid van het arbeiderspersoneel dat toegelaten wordt tot de state en dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt door de Regering in een vacante betrekking gereffecteerd, al naargelang het geval op advies van de bevoegde zonale of interzonale aanstellingscommissie.

Het lid van het arbeiderspersoneel dat in vast verband tot een bevorderingsambt is benoemd, wordt door de Regering in een vacante betrekking van zijn ambt gereffecteerd.

§ 2. De dotatie die, krachtens de bepalingen in voornoemde wet van 29 mei 1959, wordt toegekend aan de inrichting binnen dewelke men is overgegaan tot de reffectatie van een lid van het arbeiderspersoneel, wordt in overeenstemming met § 1 verminderd met een bedrag van 20.573,18 EUR gekoppeld aan de index voorzien door het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Onverminderd de bepalingen van artikel 304, § 2, wordt deze verlaging uitgevoerd in verhouding met het saldo van het kalenderjaar dat wordt berekend op de datum van de reffectatie.

Art. 306. § 1. Het lid van het arbeiderspersoneel wordt, binnen de termijnen vastgelegd door de Regering, geacht het ambt te bekleden dat hem werd toegewezen via reffectatie, voorlopige oproep tot actieve dienst of oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur. Wanneer het lid zonder geldige reden weigert de betrekking in te vullen, wordt hij na tien dagen afwezigheid als aftredend lid beschouwd.

§ 2. Wanneer een wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld lid van het arbeiderspersoneel in zijn zone niet kan worden gereffecteerd of voorlopig worden opgeroepen tot actieve dienst voor onbepaalde duur, wendt de Regering zich tot de interzonale aanstellingscommissie, die de Regering de adviezen verstrekt voorzien in artikel 184, § 1.

§ 3. Het lid van het arbeiderspersoneel dat wegens ontstentenis van betrekking in een bevorderingsambt ter beschikking wordt gesteld, kan voorlopig tot actieve dienst worden opgeroepen in een betrekking van het wervingsambt dat hem toegang heeft geboden tot het bevorderingsambt waartoe hij is benoemd.

Ondanks deze voorlopige oproep tot actieve dienst blijft het lid van het arbeiderspersoneel bedoeld in lid 1 ter beschikking van de Regering om gereffecteerd te worden binnen het ambt waartoe hij in vast verband is benoemd.

§ 1. In ieder geval blijft het lid van het arbeiderspersoneel dat voorlopig is gereffecteerd of opgeroepen tot actieve dienst, genieten van de salarisschaal die hij vóór zijn terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking bezat.

Art. 307. § 1. Het lid van het arbeiderspersoneel dat in vast verband is benoemd en wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking is gesteld en dat noch gereffecteerd noch voorlopig opgeroepen tot actieve dienst noch opgeroepen tot actieve dienst voor onbepaalde duur kan worden in een ambt waartoe hij in vast verband is benoemd, kan in voorlopig verband tot actieve dienst worden opgeroepen binnen iedere betrekking van één van de ambten van het lid van het arbeiderspersoneel waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit.

Het lid van het arbeiderspersoneel dat tot actieve dienst wordt opgeroepen overeenkomstig het voorgaande lid, blijft genieten van de salarisschaal die hem werd toegekend, rekening houdend met het ambt waartoe hij in vast verband is benoemd.

§ 2. De dotatie die, krachtens de bepalingen in voornoemde wet van 29 mei 1959, wordt toegekend aan de inrichting binnen dewelke men is overgegaan tot de voorlopige oproep tot actieve dienst van een lid van het arbeiderspersoneel, wordt in overeenstemming met § 1 verminderd met een bedrag van 20.573,18 EUR gekoppeld aan de index voorzien door het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Deze verlaging wordt uitgevoerd in verhouding met het saldo van het kalenderjaar dat berekend wordt op de datum van de voorlopige oproep tot actieve dienst en, indien van toepassing, tot de datum waarop er een einde wordt gesteld aan de voorlopige oproep tot actieve dienst in de loop van hetzelfde kalenderjaar, zonder dat het lid van het arbeiderspersoneel dat hiervan geniet, binnen dezelfde inrichting wordt gereffecteerd.

Wanneer er in de loop van het kalenderjaar een einde wordt gesteld aan de voorlopige oproep tot actieve dienst, zonder dat het lid van het arbeiderspersoneel dat hiervan geniet binnen dezelfde inrichting wordt gereffecteerd, wordt de verlaging bedoeld in lid 1 uitgevoerd in verhouding met het saldo van het kalenderjaar dat wordt berekend op de datum waarop er een einde wordt gesteld aan de voorlopige oproep tot actieve dienst.

Onderafdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst

Art. 308. § 1. Het lid van het arbeiderspersoneel dat in vast verband is benoemd of is toegelaten tot de stage kan door de Regering ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, na een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst geformuleerd volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering. De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst mag een termijn van zes maanden, in een of meerdere periodes gedurende de volledige loopbaan van het personeelslid niet overschrijden.

De Regering kan echter afwijken van de beperking bedoeld in lid 1, teneinde de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, in de loop van het schooljaar of academische jaar uitgesproken tegen een lid van het arbeiderspersoneel, tot het einde van het lopende schooljaar of academische jaar te verlengen.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst ontvangt het lid van het arbeiderspersoneel een wachtwedde die gelijk is aan 75 % van zijn laatste activiteitswedde. Een lid van het arbeiderspersoneel kan niet ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, wanneer de feiten waarvoor deze maatregel is voorzien, het onderwerp kunnen uitmaken van een tuchtstraf of een procedure ter vaststelling van onverenigbaarheid of wanneer het lid van het arbeiderspersoneel om deze feiten strafrechtelijk wordt vervolgd.

§ 2. Voorafgaand aan het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, moet het lid van het arbeiderspersoneel uitgenodigd worden om door de Regering te worden gehoord. De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen waarom wordt overwogen om over te gaan tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moeten minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ter kennis worden gebracht aan het lid van het arbeiderspersoneel, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst, hetzij bij onderhandse overhandiging van een brief met bewijs van ontvangst. Tijdens de hoorzitting kan het lid van het arbeiderspersoneel zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden, hetzij in actieve dienst hetzij gepensioneerd, van onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het wettig opgeroepen lid van het arbeiderspersoneel niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is.

Wanneer het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger echter omstandigheden van overmacht kan doen gelden teneinde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het lid van het arbeiderspersoneel overeenkomstig lid 1 voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het lid van het arbeiderspersoneel of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de procedure geldig voortgezet.

Het lid van het arbeiderspersoneel ten laste van wie een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst werd geformuleerd, kan binnen tien dagen na de kennisgeving van het voorstel beroep aantekenen bij de Raad van beroep.

De Raad van beroep verstrekt binnen een termijn van maximum drie maanden een gemotiveerd advies aan de Regering.

De Regering neemt een beslissing binnen een termijn van een maand, te tellen vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep of van het dossier dat haar werd onttrokken, waarbij de terbeschikkingstelling ingaat op de derde werkdag na kennisgeving ervan aan de eisende partij.

§ 3. Wanneer het lid van het arbeiderspersoneel binnen de in § 2 voorgeschreven termijn geen beroep bij de Raad van beroep heeft aangetekend, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst na het verstrijken van de vermelde termijn aan de Regering doorgegeven. Deze laatste neemt een beslissing binnen een termijn van een maand.

De beslissing van de Regering wordt kenbaar gemaakt aan het lid van het arbeiderspersoneel en gaat in op de derde werkdag na kennisgeving.

Onderafdeling 4. — Terbeschikkingstelling wegens ziekte of invaliditeit

Art. 309. Onder voorbehoud van artikel 10 van het koninklijk besluit van 8 december 1967, genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende de vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs bevindt het lid van het arbeiderspersoneel zich van rechtswege in terbeschikkingstelling, gedurende zijn afwezigheid wegens ziekte of invaliditeit na de maximum duur van verlof te hebben bereikt dat hem voor deze reden kan worden toegekend in overeenstemming met artikel 9 van het voornoemde koninklijk besluit van 8 december 1967.

Art. 310. Het lid van het arbeiderspersoneel in terbeschikkingstelling wegens ziekte of invaliditeit behoudt zijn recht op benoeming tot een bevorderingsambt of een hogere wedde.

Art. 311. Het lid van het arbeiderspersoneel in terbeschikkingstelling wegens ziekte of invaliditeit ontvangt een wachtwedde gelijk aan 60 % van zijn laatste activiteitswedde.

Het bedrag van deze wedde kan echter in geen enkel geval lager zijn dan :

1° de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde situatie zou krijgen, indien het sociale zekerheidsstelsel sedert het begin van zijn afwezigheid op hem van toepassing zou zijn;

2° het pensioen dat de betrokkene zou krijgen indien hij, op de dag van zijn terbeschikkingstelling, tot vervroegd pensioen zou toegelaten worden.

Art. 312. In afwijking van artikel 311, heeft het lid van het arbeiderspersoneel dat ter beschikking is gesteld wegens ziekte of invaliditeit recht op wachtgeld gelijk aan het bedrag van zijn laatste activiteitsloon, indien de aandoening waaraan hij lijdt erkend is als ernstige en langdurige ziekte of invaliditeit.

De administratieve gezondheidsdienst beslist of de aandoening waaraan het lid van het arbeiderspersoneel lijdt, al dan niet een dergelijke ziekte of invaliditeit is. Deze beslissing mag in ieder geval niet genomen worden zolang het personeelslid niet minstens zes maanden onafgebroken ter beschikking gesteld is voor de aandoening waaraan hij lijdt.

Het verstrijken van deze onafgebroken periode van minstens zes maanden is niet vereist voor het lid van het arbeiderspersoneel dat, na een nieuwe afwezigheid wegens ziekte of invaliditeit zich opnieuw in terbeschikkingstelling bevindt wegens ziekte of invaliditeit in het jaar dat volgt op de datum waarop hij het onderwerp was van een beslissing tot erkenning van een ernstige en langdurige ziekte.

Door deze beslissing wordt de situatie van het lid van het arbeiderspersoneel herzien met pecuniaire gevolgen vanaf het begin van de terbeschikkingstelling.

Onderafdeling 5. — Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden

Art. 313. Het lid van het arbeiderspersoneel in terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden ontvangt geen enkel wachtgeld.

Hij kan zich niet beroepen op ziekte of invaliditeit opgelopen tijdens de periode van de terbeschikkingstelling.

Art. 314. De duur van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden kan de termijn van vijf jaar, al dan niet gespreid over meerdere periodes, niet overschrijden.

Ieder lid van het arbeiderspersoneel dat langer dan deze termijn afwezig is, komt voor ambtsneerlegging in aanmerking.

HOOFDSTUK XI. — *Uitdiensttreding*

Art. 315. De leden van het arbeiderspersoneel die tijdelijk aangesteld, toegelaten tot stage of vast benoemd zijn, worden ambtshalve en zonder opzegging uit hun functie gezet :

1° als zij niet op een regelmatige manier tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten of vast benoemd zijn;

2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) Belg zijn of ingezetene van een andere lid-Staat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

b) van burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

d) van onberispelijk gedrag zijn;

3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij nalaten zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;

5° als zij, teruggeroepen in actieve dienst, zonder enige geldige reden weigeren de door de Regering toegewezen betrekking op te nemen binnen de tien dagen;

6° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten leiden tot de stopzetting van de functies;

7° wanneer zij aan een vroegtijdige invaliditeit lijden die behoorlijk wordt vastgesteld binnen de voorwaarden bepaald door de wet en zij niet in staat zijn om hun ambten volledig, regelmatig en onafgebroken uit te oefenen;

8° wanneer een onverenigbaarheid is vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 50 werd ingediend of het lid van het arbeiderspersoneel weigert, na de uitputting van de procedure, een einde te stellen aan een onverenigbare activiteit.

Art. 316. Voor de leden van het arbeiderspersoneel die in vast verband zijn benoemd, leiden de volgende elementen tevens tot een definitieve ambtsuitzetting :

1° vrijwillig ontslag : het lid van het arbeiderspersoneel mag zijn dienst enkel verlaten op voorwaarde dat hij hiervoor op behoorlijke wijze gemachtigd is en na een opzeggingstermijn van minstens vijftien dagen;

2° definitief vastgestelde professionele ongeschiktheid : deze ongeschiktheid wordt vastgesteld door het bewaren van de beoordelingsstaat met de vermelding « onbekwaam » gedurende twee jaar na datum van zijn toewijzing;

3° normale opruststelling wegens het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd;

4° ontslag.

HOOFDSTUK XII. — *Onmogelijkheid van gebruik als oppositie van de clausules die strijdig zijn met het statuut*

Art. 317. Iedere bepaling in een aanstellingsakte of in een arbeidsreglement die strijdig is met de dwingende wettelijke bepalingen of met dit decreet, kan niet als verzet aangevoerd worden.

TITEL IV. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 318. In artikel 3 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd door de wetten van 6 juli 1970 en 18 februari 1977, door koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, door de wet van 31 juli 1984, door koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en door de decreten van 27 december 1993 en 24 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 5., worden de woorden « ten laatste op 1 oktober 1984 toegelaten tot de stage of in vast verband benoemd » opgeheven;

2° in § 3, 3°, worden de woorden « ten laatste op 1 oktober 1984 toegelaten tot de stage of in vast verband benoemd » opgeheven.

Art. 319. In lid 3 van artikel 6 van dezelfde wet, zoals gewijzigd door de wet van 6 juli 1970, door koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984 en door de wet van 31 juli 1984, worden de woorden « ten laatste op 1 oktober 1984 toegelaten tot de stage » opgeheven.

Art. 320. In het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende de vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in artikel 1, zoals gewijzigd door de Koninklijke Besluiten van 21 oktober 1968 en van 30 mei 1975, door het Besluit van de Executieve van 17 april 1991 en door de Besluiten van de Regering van 16 september 1993 en van 22 december 2000, worden de woorden « in vast verband benoemd of stagiaires » ingevoegd tussen de woorden « van de Franse Gemeenschap » en het woord « genieten »;

b) In hetzelfde Besluit wordt volgend op Hoofdstuk XI een hoofdstuk *XIbis* ingevoegd dat als volgt luidt :

« Hoofdstuk *XIbis* - Ter uitvoering van dit Besluit voor de tijdelijke leden van het administratief personeel, het meesters- vak en dienstpersoneel in actieve dienst.

Art. 51bis. Dit decreet is van toepassing op de tijdelijke leden van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel in actieve dienst, met uitzondering van hoofdstuk I, artikel 3; artikels 7, b), c), 8; hoofdstuk IV; hoofdstuk V; hoofdstuk VI; hoofdstuk VIII; hoofdstuk IX; hoofdstuk *IXbis*.

Voor de toepassing van hoofdstuk X van dit besluit worden de vrouwelijke personeelsleden in tijdelijk dienstverband niet vergoed. »

Art. 321. Lid 3, 1. van artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1. Het personeel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap dat tot één van de volgende categorieën behoort door het decreet van... ter vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap en door voornoemd koninklijk besluit van 2 oktober 1968 :

a) hulpopvoedingspersoneel;

b) paramedisch personeel;

c) administratief personeel. »

Art. 322. In artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, worden de woorden « van de Staat door het koninklijk besluit van 19 juni 1967 » vervangen door de woorden « geregeld door de Franse Gemeenschap door artikel 19 van het decreet van... tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap. »

Art. 323. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot vaststelling van de voorwaarden voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van de inrichtingen voor het hoger onderwijs van het lange type, worden de woorden « Rijksonderwijs zoals ze zijn vastgelegd door het Besluit (...) en normaal Rijksonderwijs. » vervangen door de woorden « door de Franse Gemeenschap geregeld zoals bepaald door artikel 18 van het decreet van... tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap. »

Art. 324. In artikel 1, lid 1 van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra zoals vervangen door het Besluit van de Regering van 3 september 1996 en gewijzigd en aangevuld door het decreet van 10 april 2003, wordt punt 6° vervangen door het volgende punt :

« 6° het decreet van... tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap. »

Art. 325. In lid 4 van artikel 5, § 1, van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd door de Besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996, 24 juli 1997 en 7 juni 1999 en door het decreet van 20 december 2001, wordt het woord 'contractueel' vervangen door het woord 'tijdelijke indiensttreding' ».

Art. 326. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 14. De leden van het administratief personeel zijn onderworpen aan het administratief en strafrechtelijk statuut van de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen.

De leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel zijn onderworpen aan het administratief en strafrechtelijk statuut van de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen. »

Art. 327. Artikel 18quinquies van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals ingevoegd door het decreet van 20 december 2001, wordt aangevuld door het volgende lid :

« De leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel zijn onderworpen aan het administratief en strafrechtelijk statuut van de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel in de onderwijsinrichtingen. »

Art. 328. Lid 1 van artikel 19 van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999, wordt door het volgende lid vervangen :

« De leden van het gespecialiseerde personeel bedoeld in artikel 4, § 1, lid 3 worden aangeworven onder een arbeidsovereenkomst voor bedienden. »

Art. 329. In het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 17ter ingevoegd door het decreet van 20 december 2001 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het lid van het administratief personeel op verlof wegens opdracht onderworpen aan het decreet van... tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het en van het meesters-, vak- en dienstpenseel in de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap keert terug naar zijn betrekking indien hij niet werd vervangen voor de heropname van de activiteit ter uitvoering van artikel 17bis, door een lid van het administratief personeel dat wordt toegelaten tot de stage of in vast verband is benoemd. »

2° artikel 28 wordt door het volgende lid aangevuld :

« Het lid van het administratief personeel dat ter beschikking is gesteld wegens speciale opdracht onderhevig aan het decreet van... tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het en van het meesters-, vak- en dienstpenseel in de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap keert terug naar zijn betrekking indien hij niet werd vervangen voor de heropname van de activiteit ter uitvoering van artikel 27, door een lid van het administratief personeel dat wordt toegelaten tot de stage of in vast verband is benoemd. »

Art. 330. In artikel 32 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de lasten en de betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, worden de woorden « het koninklijk besluit van 29 augustus 1996 (...) van de Staat » vervangen door de woorden « het decreet van... tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpenseel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap. »

Art. 331. Artikel 11bis van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van de Recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, zoals ingevoegd door het decreet van 20 december 2001, wordt met het volgende lid aangevuld :

« De leden van het meesters-, vak- en dienstpenseel zijn onderworpen aan het administratief en strafrechtelijk statuut van de leden van het meesters-, vak-, en dienstpenseel in de onderwijsinrichtingen. »

Art. 332. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt lid 3 opgeheven.

Art. 333. In artikel 4, § 2 van het decreet van 12 juli 2001 tot goedkeuring van de oprichting van technische centra van de Franse Gemeenschap in Strée en Gembloux, worden de woorden 'die contractueel of statutair kunnen zijn' opgeheven.

Art. 334. In het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 januari 2003 tot vaststelling van de normen betreffende het aantal betrekkingen van paramedisch medewerker en van het bestuurspersoneel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap belast met de gezondheids promotie op school in de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° van artikel 1 worden de woorden 'adjoinct ou commis' opgeheven;

2° er wordt een artikel 3bis ingevoegd dat als volgt luidt :

Art. 3bis - In afwijking van artikel 1, 2°, behouden de adjunct-leden van het administratief personeel die op 1 september 2004 een betrekking vervullen binnen een psycho-medisch-sociaal centrum geregeld door de Franse Gemeenschap, hun betrekking, indien van toepassing tot aan het einde van het vervanging die zij uitvoeren.

Wanneer er overgegaan wordt tot de vervanging van een adjunct-lid van het administratief personeel bedoeld in lid 1, wordt hij vervangen door een lid van het administratief personeel onderworpen aan het decreet van... tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpenseel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 335. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van de statuten van de leden van het administratief personeel, van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd door de Koninklijke Besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 25 november 1976, 16 december 1981, 31 maart 1984, door de wet van 31 juli 1984 en door het Besluit van de Regering van 29 september 1999;

2° het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling en indeling van de ambten van de leden van het administratief personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd door de Koninklijke Besluiten van 15 juli 1969 en 1 december 1970 en door het decreet van 17 juli 2002;

3° het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling en indeling van de ambten van de leden van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 1 december 1970;

4° het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals dit werd gewijzigd door de Koninklijke Besluiten van 25 november 1976, 20 december 1976, 10 februari 1981, 20 juli 1982, 29 augustus 1985, door het decreet van 24 juni 1996 en door het Besluit van de Regering van 24 oktober 1996;

5° het koninklijk besluit van 19 juni 1967 tot vaststelling van de vereiste bekwaamheidsbewijzen van de kandidaten voor de wervingsambten van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 juli 1969;

6° het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 ter uitvoering van artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals dit werd gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 juli 1985 en het decreet van 24 juni 1996;

7° het Ministerieel Besluit van 29 november 1968 ter uitvoering van artikel 46 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

8° het Ministerieel Besluit van 29 november 1968 ter uitvoering van artikel 52 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

9° het koninklijk besluit van 28 februari 1969 ter uitvoering van artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen;

10° het Ministerieel Besluit van 30 oktober 1971 ter uitvoering van artikel 54 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

11° artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 december 1978 tot vaststelling van de voorwaarden voor het bepalen van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van de inrichtingen voor het hoger onderwijs van het lange type, zoals dit werd gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1982, wordt opgeheven;

12° het Ministerieel Besluit van 13 juli 1981 tot regeling van de doorhaling van tuchtstraffen op leden van het administratief personeel, van het meesters-, vak-, en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen;

13° het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1989 tot vaststelling van de bepalingen betreffende de organisatie van de wervingsexamens voor de leden van het administratief personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap;

14° artikel 14bis van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continuée" voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals werd ingevoegd door het decreet van 20 december 2001;

15° artikel 7 van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 tot oprichting van een « Centre des Technologies agronomiques » voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap;

16° artikel 7 van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2001 tot oprichting van een « Centre technique horticole » voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap te Gembloux.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 336. Voor de toepassing van artikel 18, worden gelijkgesteld aan het vereist bekwaamheidsbewijs voor de ambten :

1. geschoold onderhoudswerkman :

a) het getuigschrift of diploma ter beëindiging van de studies in een school voor lager secundair onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

het diploma van een lagere secundaire beroepsschool of leergang, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

2. kok :

het getuigschrift of diploma ter beëindiging van de studies in een school voor lager secundair onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

het diploma van een lagere secundaire beroepsschool of leergang, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

3. geschoold werkman of amanuensis : het getuigschrift of diploma ter beëindiging van de studies in een school voor lager secundair onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

4. vormer :

het getuigschrift of diploma ter beëindiging van de studies in een school voor lager secundair onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

het diploma van een lagere secundaire beroepsschool of leergang, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap en een getuigschrift voor het met vrucht beëindigen van een vormerscursus in een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

5. kunstboekbinder :

het getuigschrift of diploma ter beëindiging van de studies in een school voor lager secundair onderwijs (afdeling boekbinden), opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

het diploma van een lagere secundaire beroepsschool of leergang (afdeling boekbinden), opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

6. handzetter :

het getuigschrift of diploma ter beëindiging van de studies in een school voor lager secundair onderwijs (afdeling boekdrukkunst), opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

het diploma van een lagere secundaire beroepsschool of leergang (afdeling boekdrukkunst), opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

Art. 337. De leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap die vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet in vast verband worden benoemd tot een wervingsambt of een bevorderingsambt krachtens het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak-, en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden geacht benoemd te zijn in vast verband volgens dit decreet, binnen de bevoegdheden die op die datum worden uitgeoefend en bestemd zijn voor de onderwijsinrichting geregeld door de Franse Gemeenschap waar zij deze bevoegdheden uitoefenen.

Art. 338. De leden van het arbeiderspersoneel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap die vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet in vast verband benoemd zijn tot een wervingsambt of een bevorderingsambt krachtens het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak-, en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden geacht benoemd te zijn in vast verband volgens dit decreet, binnen de bevoegdheden die op die datum worden uitgeoefend en bestemd zijn voor de onderwijsinrichting geregeld door de Franse Gemeenschap waar zij deze bevoegdheden uitoefenen.

Art. 339. Voor de toepassing van dit decreet behouden de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap die vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet in vast verband worden benoemd tot een selectieambt hierna gedefinieerd krachtens het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak-, en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, het recht op hun vaste benoeming : suppoostkopiist, hoofdsuppoost, eerste klerk, eerste klerk typist(e), eerste klerk stenotypist(e), eerste opsteller, eerste secretaris-rekenplichtige, eerste rekenplichtig correspondent.

Zij kunnen genieten van een reffectatie, een voorlopige oproep tot actieve dienst, een oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur, aanvullende bevoegdheden, aanvullende opdracht, aanstellingsverandering en een benoeming tot een bevorderingsambt binnen dezelfde voorwaarden waarvoor zij in vast verband tot het wervingsambt werden benoemd dat hen toegang bood tot het selectieambt waarvan zij houder waren vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 340. Voor de toepassing van dit decreet behouden de leden van het arbeiderspersoneel van de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap die vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet in vast verband worden benoemd tot een selectieambt hierna gedefinieerd krachtens het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak-, en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, het recht op hun vaste benoeming : eerste geschoold onderhoudswerkman, eerste geschoold werkman, eerste kok, eerste amanuensis, eerste vormer, eerste kunstboekbinder, eerste handzetter, eerste operateur-technicus en eerste hersteller van muziekinstrumenten.

Zij kunnen genieten van een reffectatie, een voorlopige oproep tot actieve dienst, een oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur, een voorlopige oproep tot actieve dienst, aanstellingsverandering en een benoeming tot een bevorderingsambt binnen dezelfde voorwaarden waarvoor zij in vast verband tot het wervingsambt werden benoemd dat hen toegang bood tot het selectieambt waarvan zij houder waren vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 341. § 1. De leden van het administratief personeel die vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet tijdelijk een betrekking invullen binnen een wervingsambt worden vast benoemd op datum van de inwerkingtreding van dit decreet binnen die betrekking en binnen de onderwijsinrichting geregeld door de Franse Gemeenschap waar zij hun bevoegdheden uitoefenen vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet tot aan de datum van de benoeming wanneer zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn of ingezetene van een andere lid-Staat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° van burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

5° houder zijn van een vereiste titel met betrekking tot het ambt toegekend zoals voorzien in artikel 18;

6° voldoen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de taalregeling;

7° minstens zevenhonderd twintig dagen dienst tellen binnen een ambt als lid van het administratief personeel berekend in overeenstemming met artikel 30, § 4;

8° niet het onderwerp zijn van een disciplinaire schorsing of een op non-activiteitstelling bij een tuchtmaatregel of van de revocatie binnen een ambt als lid van het administratief personeel.

De benoeming bedoeld in lid 1 kan enkel worden toegekend binnen een vacante betrekking die, op basis van de bepalingen die van toepassing zijn op deze materie, niet meer toegankelijk is voor reffectatie of voor een voorlopige oproep tot activiteit van een lid van het administratief personeel dat wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werd gesteld.

§ 2. De leden van het administratief personeel die, vlak voor de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk een betrekking invullen binnen een wervingsambt, en die niet genieten van een vaste benoeming ter toepassing van § 1, worden geacht voorlopig te zijn aangesteld volgens dit decreet, binnen de bevoegdheden die men op dit ogenblik uitoefent en binnen de onderwijsinrichting geregeld door de Franse Gemeenschap waar zij hun bevoegdheden uitoefenen.

Art. 342. Behalve voor de toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 tot vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de diensten tijdelijk verricht door leden van het administratief personeel en in contractueel verband door leden van het arbeiderspersoneel voor de inwerkingtreding van dit decreet gelijkgesteld aan de diensten verricht in de hoedanigheid van tijdelijke.

Art. 343. § 1. Op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, gaat de Regering over tot de toelating tot stage van een aantal leden van het arbeiderspersoneel, tijdelijk benoemd in overeenstemming met het definitieve aantal leden van het arbeiderspersoneel die definitief hun ambten hebben neergelegd in het onderwijs geregeld door de Franse Gemeenschap gedurende de periode van 31 december 2001 tot voor de datum van inwerkingtreding van het decreet.

De toelatingen tot stage bedoeld in lid 1 vinden plaats in overeenstemming met de bepalingen van de artikels 194 tot 198. In afwijking van artikel 196, § 2 wordt de toelating tot stage echter eerst voorgesteld aan het tijdelijke lid van het arbeiderspersoneel dat net voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet voor het overwogen ambt de meeste anciënniteit heeft binnen de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap en de vereiste voorwaarden vervult. In geval van gelijke ambtsanciënniteit, krijgt het lid van het arbeiderspersoneel voorrang dat op voornoemde datum de hoogste dienstanciënniteit telt binnen de onderwijsinrichtingen geregeld door de Franse Gemeenschap. In geval van gelijke ambts- en dienstanciënniteit krijgt het oudste lid van het arbeiderspersoneel voorrang.

Men kan echter niet overgaan tot de toelating tot stage bij toepassing van dit artikel, wanneer de betrekking ingevuld door het definitieve lid van het arbeiderspersoneel zoals bedoeld in lid 1 kan worden toegekend via reffectatie, voorlopige oproep tot actieve dienst of oproep tot actieve dienst voor onbepaalde duur in overeenstemming met de bepalingen die van toepassing zijn op de materie en wanneer de betrekking niet werd toegekend via een aanstellingsverandering van een lid van het arbeiderspersoneel dat vast benoemd is.

De dotatie die, krachtens de bepalingen in voornoemde wet van 29 mei 1959, wordt toegekend aan de inrichting binnen dewelke men is overgegaan tot de toelating tot stage van een lid van het arbeiderspersoneel, wordt in overeenstemming met dit artikel verminderd met een bedrag van 20.573,18 EUR gekoppeld aan de index voorzien door het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. Deze verlaging wordt uitgevoerd in verhouding met het saldo van het kalenderjaar dat berekend wordt op de datum van de toelating tot stage.

§ 2. Voor zover zij niet het onderwerp zijn van een opzegtermijn die op die datum verstrijkt, worden de leden van het arbeiderspersoneel die net voor de inwerkingtreding van dit decreet contractueel een betrekking invulden binnen een wervingsambt en die niet hebben genoten van een toelating tot stage in toepassing van § 1, geacht tijdelijk benoemd te zijn binnen deze betrekking in de betekenis van dit decreet binnen de bevoegdheden die men op die datum uitoefent :

voor de periode die resteert binnen het kader van de contractuele indienstneming, indien het een arbeidscontract van bepaalde duur betreft;

tot aan het schooljaar of academische jaar 2005-2006, indien het een arbeidscontract van onbepaalde duur betreft.

De leden van het arbeiderspersoneel bedoeld in lid 1 die net voor de inwerkingtreding van dit decreet een opzegtermijn uitvoeren binnen het kader van een contractuele indienstneming worden geacht deze opzegtermijn in de hoedanigheid van tijdelijke kracht in de betekenis van dit decreet uit te voeren.

§ 3. Voor de toepassing van dit decreet, worden de leden van het arbeiderspersoneel die net voor de inwerkingtreding van dit decreet een contractuele betrekking invullen binnen een bevorderingsambt, geacht deze betrekking te hebben ingevuld binnen een wervingsambt dat hen toegang biedt tot het bevorderingsambt, waarbij de diensten die contractueel worden uitgeoefend binnen het bevorderingsambt gelijkgesteld worden met de diensten uitgeoefend in de hoedanigheid van tijdelijke kracht binnen het wervingsambt dat toegang biedt tot het bevorderingsambt.

Art. 344. Hoewel de artikels 50, 74, 136, 137, 138, 200, 222, 284, 285 en 286 niet het onderwerp zijn van de bepalingen die specifiek van toepassing zijn, blijven de leden van het administratieve en het arbeiderspersoneel genieten van de decretale en reglementaire bepalingen die van kracht zijn.

Art. 345. In afwijking van de artikels 30, § 4, 46, 82, 159, 191, § 1, lid 5, 197, 229 en 302 omvat de duur van de toegelaten diensten de afwezigheden wegens zieke binnen de ononderbroken activiteitsperiodes van de gepresteerde diensten, naargelang het geval in tijdelijk of contractueel verband, door de leden van het administratief personeel of de leden van het arbeiderspersoneel voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Eindbepalingen*

Art. 346. De toepassing van de artikels 194, 196, § 1 en § 2, lid 1, 210, 225, 238, 239, 299, 301, 304, 305, 306, 307 en 343 wordt op bijzondere wijze uitgevoerd voor :

1° de inrichtingen van het kleuter-, lager, basis-, middelbaar, normaal en buitengewoon rijksonderwijs en de opvangcentra;

2° de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie;

3° de hogescholen;

4° het hoger kunstonderwijs;

5° het Hoger Instituut voor Bouwkunde;

6° de Recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het 'Centre d'autoformation et de formation continuée' voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het 'Centre technique et pédagogique' voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de 'Centres techniques' voor de Franse Gemeenschap te Strée en Gembloux.

Art. 347. Dit decreet wordt van kracht op 1 september 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 520-1. — Commissie-amendementen, nr. 520-2 - Verslag, nr. 520-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 5 mei 2004.